DE LA

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

DE LA FRANCE

DEPUIS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.[1]

Dans le grand bruit que fait en ce moment à nos oreilles le tourbillon de nos affaires intérieures, peut-on, sans être trop mal venu, réclamer un instant d'attention pour notre politique étrangère? On en doute en vérité, et il n'y aurait pas trop moyen de se plaindre, si on nous la refusait. Inquiets, comme nous le sommes, pour tout ce que nous avons de plus cher, inquiets chaque matin pour la fin du jour, et chaque soir pour le lendemain, tout ce qui exige qu'on porte un peu loin ses regards nous paraît au-dessus de nos forces et d'un intérêt secondaire. Nous refoulons nos susceptibilités, naguère encore si vives, de dignité nationale et d'influence politique, comme on renonce à des jouissances superflues qui rappellent douloureusement une prospérité passée, et

(1) Ce travail n'est peut-être pas d'accord en tout point avec la ligne que nous avons suivie dans les affaires d'Italie; mais il nous vient d'une source trop sûre, trop honorable, pour que nous ne l'accueillions pas avec empressement : il est d'ailleurs de nature à jeter un jour nouveau sur la politique extérieure de la France depuis la révolution de février. (*N. d. D.*)

quand, le matin, en jetant les yeux sur le journal, on s'est assuré que la guerre n'était menaçante sur aucun point de l'horizon, on se tient pour satisfait, et on prête l'oreille au bruit du rappel qui bat, de la garde qui passe, ou aux sourds grondemens de l'émeute.

Il faut faire violence pourtant à ces préoccupations si tristement explicables. Quelque danger qui la presse dans son propre sein, il n'est pas permis à la France de se désintéresser de sa grandeur, car c'est, après tout, dans le naufrage de ses institutions, dans le laborieux et incertain enfantement de ses destinées futures, le seul bien connu qui lui reste. Si quelque enseignement résulte de si fréquentes révolutions, c'est que toutes les institutions sont fragiles et trompent l'attachement qu'on leur porte; mais c'est aussi qu'au milieu de la mobilité des événemens il y a un intérêt français qui les domine, et qu'on peut apercevoir au travers de tous les nuages. C'est sur ce cap qu'on doit mettre sa boussole dans la tempête. Moins que jamais, — précisément parce que nous ne savons dans quelle forme politique ou sociale la fortune capricieuse de la France a l'intention de s'arrêter, — il doit être permis de sacrifier entièrement, même aux plus urgentes questions de politique intérieure, le souci de notre grandeur au dehors. Ou il faut, en effet, que tout patriotisme périsse, étouffé par le soin exclusif de la défense personnelle, ou, comme on ne peut s'attacher à l'inconnu, c'est aux intérêts généraux de la France, en dehors de toute question de gouvernement, qu'il faut reporter tout ce que nous avions pu consacrer aux affaires publiques de sentiment et d'ardeur. Il faut réserver son dévouement pour quelque chose de plus élevé que de long-temps les gouvernemens ne pourront être.

Ce sera là, nous l'espérons, notre excuse, auprès des lecteurs impatiens, pour essayer de soumettre aujourd'hui à un examen sévère la situation que quelques mois de révolution ont faite à la France au dehors. Ce sera aussi l'explication du point de vue où nous entendons nous placer. Bien des gens s'imaginent qu'après une révolution tout est changé, qu'on va faire tout autrement que ses prédécesseurs, que tout ira de soi, simplement, facilement, dans des voies toutes nouvelles. L'illusion est ordinaire, surtout à certains partis, accoutumés à trancher de tout et à tourner en raillerie toutes les traditions, sorte d'arrogance qu'ils savent souvent parfaitement concilier avec la plus grande pauvreté d'inventions nouvelles. Je n'ai jamais pu partager cette manière de voir. Il m'a toujours semblé qu'une nation pouvait bien affaiblir par ses convulsions intérieures, mais changeait beaucoup moins, au point de vue de l'étranger, sa position qu'elle ne pense. Les mêmes intérêts, les mêmes embarras demeurent, et enferment un homme sensé à peu près dans la même ligne de conduite. Il y a donc une politique nécessairement commune à tous les gouvernemens, et qui peut

servir de terrain et de point de départ à une discussion loyale, indépendante de toute question de personnes et de partis. Force est bien d'ailleurs d'agir ainsi, car, dans le torrent qui nous entraîne, où prendrait-on les personnes pour les attaquer? Celles d'hier ne sont déjà plus celles d'aujourd'hui; pendant que nous méditions d'écrire ces lignes, un second coup de vent a balayé la plupart des hommes qu'avait apportés aux affaires le flot de février :

Le flux les apporta, le reflux les emporte.

Le pouvoir presque entièrement renouvelé qui leur a succédé, ce pouvoir dont la France a déjà beaucoup reçu et attend plus encore, n'est sans doute pas engagé dans les reproches que nous allons adresser à celui qu'il a remplacé, et rien ne serait plus injuste que de les faire remonter jusqu'à lui; mais, aussitôt qu'il aura eu le temps de se reconnaître et d'essuyer la poudre du combat dont il est encore couvert, il ne restera étranger ni aux intérêts que nous allons essayer d'exposer, ni aux devoirs que ces intérêts font naître. Innocent des fautes de ses prédécesseurs, il prend malheureusement avec leur héritage l'obligation de les réparer.

Si l'on veut donc s'enquérir, à un point de vue général, des intérêts qui dominent la politique française depuis cinquante ans et dont on peut demander compte à tous les gouvernemens, on en reconnaîtra assurément deux principaux, le vieil et séculaire intérêt de la puissance de la France en Europe, comme état continental et maritime, celui qui prévalait seul dans les conseils de Richelieu et de Louis XIV; l'intérêt nouveau du développement des principes libéraux et (si l'on veut) démocratiques, de la liberté politique contre le pouvoir absolu et de l'égalité contre le privilége. Rester, d'une part, une des premières puissances d'Europe, peser dans les destinées du vieux monde à la fois par sa force propre et par des alliances heureusement combinées, tenir en équilibre entre eux les états du continent et l'Angleterre en échec sur les mers; de l'autre, demeurer l'objet des sympathies de tous les peuples qui aspirent à l'indépendance et se maintenir à la tête du mouvement libéral dont elle a donné le branle, c'est la double face sous laquelle la politique française a dû se présenter successivement à tous ceux qui l'ont dirigée, quelque velléité particulière que leur origine ait pu leur inspirer. Révolutionnaire dans ses débuts, et promenant, comme on l'a dit tant de fois, les idées de 1789, le sabre à la main, à travers le monde, le pouvoir impérial avait cependant fini par rechercher et prôner singulièrement les traditions de Louis XIV. Peu libéral assurément dans ses goûts, le gouvernement de la restauration a cependant toujours été contraint d'appuyer, bien que timidement, en Europe, les tendances constitutionnelles modérées. Pendant les dix-

huit ans du gouvernement qui vient de périr, ç'a été un des artifices de la très vive opposition qui lui était faite, sur les questions de politique étrangère, de se placer tour à tour à l'un et à l'autre de ces points de vue, de lui demander en même temps la propagande révolutionnaire et rapide de la convention et la politique savante, calculée, parfois machiavélique, des Torcy et des Choiseul. De là ces combats successivement livrés par l'opposition d'alors pour ou contre l'alliance anglaise, suivant qu'on envisageait l'Angleterre ou comme un grand état libéral ou comme notre antique rivale. De là ces reproches faits tour à tour et de manquer d'influence dans les conseils de l'Europe et d'y être admis trop avant dans l'intimité, reproches souvent assez difficiles à concilier, et qu'il serait certainement très inopportun de discuter aujourd'hui, mais qui ne prouvent qu'une chose : c'est que la France a le sentiment de ce double caractère de ses intérêts, qu'elle entend que ceux qui la gouvernent les fassent marcher sur la même ligne, et que si elle leur rend parfois, par ses volontés impatientes, l'accord assez difficile à établir, elle prendrait encore plus mal qu'on fît le sacrifice de l'un ou de l'autre de ces élémens de grandeur.

Sortis d'une réaction sanglante et momentanée contre les armes et les idées de la France, les traités de 1815, de douloureuse mémoire, ont dû chercher à la blesser dans ses deux points sensibles, à détruire à la fois sa puissance politique et son influence morale. Étouffer partout le principe libéral, cerner en même temps le développement militaire de la France par une ceinture de forteresses, ce fut le plan des alliés vainqueurs, plan sagement combiné à leur point de vue, s'il avait pu réussir; mais il est arrivé aux alliés ce qui arrive à tous ceux qui remportent par un hasard de journée une victoire d'un moment sur cette force des choses, plus puissante à la longue que la force même des armes. La victoire elle-même est restée impuissante entre leurs mains. Ni l'unité territoriale de la France ni son état social, dont on redoutait tant le contagieux exemple, n'ont pu être entamés par nos revers de 1815. Ce fut la robe sans couture qu'on n'osa point déchirer. Les alliés nous laissèrent, comme contraints par une main supérieure, toutes nos forces, diminuées sans doute, mais prêtes à se relever. Avis à tous ceux qui, sous quelque étendard que ce soit, de réaction ou de révolution, tentent de changer, par la violence, la constitution providentielle d'une grande société. Il est des tentatives impossibles qui échouent dans leur succès même, et à qui Dieu ne semble donner un instant l'avantage que pour mieux faire éclater leur vanité.

Les traités de 1815 n'ont donc pu empêcher la France de reprendre son rôle en Europe, et chaque jour avec plus de liberté et de succès. C'est ce qui explique ses sentimens et aussi sa politique constante à l'égard de ces mêmes traités. D'une part, il lui était impossible d'en pro-

noncer le nom sans douleur et de les accepter comme la constitution définitive de l'Europe, car ils réveillent de pénibles souvenirs et contiennent des clauses qui blessent ses susceptibilités, ses sympathies et même son sens moral; de l'autre, le sentiment de la force qu'elle avait recouvrée malgré eux, et qu'à lui seul le temps augmentait, lui avait fait renoncer à les déchirer violemment et à mettre de nouveau au hasard de la guerre sa prospérité croissante et le progrès naturel de son influence. Accepter, pour un temps dont la Providence se chargerait de marquer le terme, la situation sortie des traités de 1815, sans goût assurément, mais aussi sans dépit, et continuer tranquillement sa marche, en se jouant des entraves qu'on avait essayé de lui imposer, telle est la voie dans laquelle le nouveau gouvernement issu le 24 février de la dissolution de tous les pouvoirs publics a trouvé la politique française.

Il faut le reconnaître, il a eu sur ce point et dès le premier instant le bon sens de s'y conformer. On pouvait craindre, à cet égard, les souvenirs assez récens, les engagemens assez formels du parti dont il sortait. On se rappelait avec quelque inquiétude les déclamations de 1830 sur les nationalités opprimées, sur les frontières naturelles, — le soulèvement excité, même dans la dernière discussion de l'adresse, par cette déclaration d'un ministre que les traités de 1815 étaient *acceptés* par la France. Cette crainte n'a pas été réalisée. Le simple embarras du maniement des affaires, le sentiment si instructif et si puissant de la responsabilité personnelle, le changement d'idées qui s'opère chez tout homme en passant de l'opposition au pouvoir, l'instinct d'équilibre qui lui fait modérer sa marche à de telles hauteurs et sur le bord de tels précipices, toutes ces causes réunies ont opéré sur les vainqueurs de février avec une rapidité qu'on eût difficilement prévue. Quinze jours n'étaient pas écoulés depuis le changement de gouvernement, que nous étions rassurés contre toute idée d'une rupture violente des traités de 1815. Ces traités étaient maintenus dans un manifeste solennel, sinon comme droit, au moins *comme fait à modifier d'un commun accord*, et la division territoriale qu'ils ont consacrée en Europe, acceptée *comme point de départ de nouveaux arrangemens à conclure.*

Il y avait, sans doute, beaucoup à dire sur le texte même de cette déclaration. Les amateurs de droit des gens se montraient curieux de savoir en quoi un fait à modifier d'un commun accord diffère, dans ses conséquences pratiques, d'un traité valable en droit. Les gens de bonne foi, qui avaient pris au pied de la lettre tout ce que l'opposition avait dit pendant dix-huit ans, demeuraient un peu surpris que tant d'orages eussent été soulevés pour une simple différence de terminologie. A un point de vue plus sérieux, on pouvait dire avec raison (et nous croyons que la suite de ces réflexions ne le fera que trop voir) : Ou votre déclaration ne signifie rien, ou elle sape par la base tout le fondement du

droit public de l'Europe, sans être en mesure de lui en substituer un nouveau. Elle réduit, par conséquent, tout l'état des relations diplomatiques à un simple fait, sans aucun droit précis pour l'appuyer, et vous expose à être pris au dépourvu par le premier incident qui viendra les troubler, et à n'avoir que la force à lui opposer. Vous faites comme un gouvernement qui dirait aux particuliers : En fait, je vous laisse vos propriétés, mais je supprime les lois civiles qui vous les garantissent, et qui livrerait toute la société à la violence des intérêts privés et au hasard de la défense individuelle. Malgré l'importance de ces raisons, qui sautaient aux yeux de l'observateur le moins attentif, le public en général, délivré du fantôme de la guerre universelle et du cortége de terreur révolutionnaire dont elle eût été accompagnée, s'est montré coulant sur les moyens mis en œuvre pour lui épargner cette extrémité, et, somme toute, nous pensons qu'il a bien fait. Il a compris qu'il est parfois nécessaire, quand on a affaire à des passions qu'on a soulevées soi-même, de dire le contraire de ce qu'on fait pour le faire plus à son aise. Que si, pour empêcher une imprudente violation des traités de 1815, il a fallu proclamer qu'ils n'existaient plus, s'il a fallu s'y prendre, par conséquent, avec les préjugés populaires comme avec des enfans, et enlever de leurs yeux l'objet qu'ils voulaient briser, soit, à la bonne heure; l'essentiel est que le fond de notre politique raisonnable ait été conservé intact dans la tempête. Il faut prendre en bonne part, tout en déplorant leurs conséquences, les artifices qui ont concouru à un résultat si désirable.

Ainsi voilà qui a été bien entendu dès le premier jour. Point de provocation de notre part, point de dénonciation des traités. Le gouvernement républicain acceptait, sur ce point, l'héritage de la monarchie; mais, cela dit, tout était-il fini? Non, tout était à peine commencé. Nous évitions les périls de la guerre. Notre gouvernement prenait sur lui les devoirs laborieux de la paix, car, en aucun temps, ce n'est une œuvre médiocre que de maintenir, sans secousse comme sans faiblesse, au rang qui lui appartient, un grand état tel que la France, au milieu des hasards qui le menacent et des jalousies qui l'environnent; mais le lendemain de l'avénement du nouveau pouvoir, cette tâche est devenue bien plus difficile encore.

A peine, en effet, venait-il de mettre au jour sa déclaration équivoque, bien qu'au fond rassurante sur les traités, que ces mêmes traités étaient bouleversés, presque sur tous les points de l'Europe, par les mouvemens irrésistibles et inopinés des populations soulevées. En Allemagne, en Suisse, en Italie, les distributions territoriales ont été brusquement remaniées : de nouveaux états indépendans se sont formés, d'anciennes divisions se sont effacées et fondues l'une dans l'autre. Tout le savant équilibre de forces établi à si grands frais par le congrès de

Vienne a été subitement renversé. Pour peu que ce mouvement vienne à terme, nous allons avoir une nouvelle Europe à la place de l'ancienne. Qu'a fait, qu'a pensé, qu'a dit, au milieu de tout cela, le gouvernement de la France? Quelle mesure a-t-il prise pour retrouver dans la balance nouvelle le même poids qu'il faisait sentir dans l'ancienne? Fidèles, pour notre part, aux obligations que les conventions nous imposaient, dans quels termes sommes-nous avec tant d'autres puissances, qui se sont crues en droit de s'affranchir des leurs? En un mot, quel poste tenons-nous dans le branle-bas général?

En l'absence de toutes communications particulières, voici, si j'ai bien compris les documens officiels, quelle a été, dans le grand mouvement qui s'opère en Europe, l'attitude prise par le gouvernement français. Partout où a éclaté une insurrection populaire, que ce fût, comme en Italie, une insurrection nationale contre le joug de l'étranger, ou, comme sur divers points de l'Allemagne, une insurrection démocratique et libérale contre le pouvoir absolu, partout, en un mot, où la volonté des peuples, exprimée par la majorité véritable ou supposée par une minorité violente, s'est fait entendre, non-seulement il l'a trouvé bon, mais il y a applaudi, mais il a même, au besoin, proposé son assistance. Il regarde tous ces événemens, quels qu'ils soient et sans distinction, non-seulement comme honorables et légitimes, mais comme avantageux pour la France. Il ne dispute point avec eux pour de simples questions de territoire : il ne leur marchande point son assentiment. Bien plus, il s'en réjouit en quelque sorte, comme d'un succès personnel; il y voit le contre-coup de la révolution de février; il y voit le prélude d'un état nouveau de l'Europe, où la similitude des mœurs produira l'accord parfait des intérêts, et la France n'aura plus de rivaux à craindre, mais seulement des frères à embrasser. La politique se trouve ainsi étrangement simplifiée pour le gouvernement français. Toute sa tâche se réduit à proclamer bien haut les principes démocratiques, qui, faisant ensuite le tour du monde, remportent pour lui des victoires sans coup férir.

Faut-il le dire? on éprouve une méfiance instinctive contre un programme si simple couronné de si brillantes espérances, qui impose si peu de devoirs à l'activité d'un gouvernement et ouvre une telle carrière à son imagination. Et cependant comment faire pour ramener à une appréciation pratique ces illusions généreuses? Où trouver un parachute pour descendre de ces nuages? Essayons cependant d'être raisonnable, au risque de paraître mesquin et égoïste; tâchons de concilier, s'il est possible, un calcul sensé de nos intérêts avec le juste enthousiasme que doit inspirer à tout Français le progrès de la noble cause de la liberté européenne.

En premier lieu, et précisément parce qu'on doit mettre au succès

de cette cause un prix inestimable, j'hésite à considérer comme autant de victoires remportées par elle toutes les révoltes populaires, quels que soient leur but et leur théâtre. On sait trop, par notre propre expérience, ce que les mouvemens révolutionnaires peuvent coûter à la liberté même qu'ils prétendent servir, et j'attends leur lendemain pour les juger. Lorsqu'il n'y a pas long-temps encore, j'entendais, du haut de la tribune, des ministres se faire honneur de toutes les insurrections qui éclatent, pour un motif quelconque, sur une place publique quelconque, en inventer même au besoin, pour rendre la liste plus complète, qui n'avaient jamais eu lieu, je restais confondu d'une telle confiance chez des dépositaires du pouvoir, je ne pouvais me lasser d'admirer le calme merveilleux avec lequel on assumait ainsi sur sa tête la responsabilité de tant de sang versé, et on se promenait sur le chaos avant que la lumière s'y fût faite. Entrant cependant dans la seule considération qui puisse justifier une telle présomption, je suis prêt à me féliciter, avec le gouvernement nouveau, des hommages rendus de toutes parts à nos principes de 1789, à une condition toutefois, c'est que ces principes resteront les nôtres, c'est que le fruit comme l'honneur continuera à nous en appartenir; c'est que nous ne choisirons pas, pour les fouler tous aux pieds chez nous, précisément le moment où ils semblent faire par la brèche, dans tous les autres pays de l'Europe, leur entrée triomphale.

Or, c'est là cependant, il faut que notre république naissante y réfléchisse, c'est là ce qui la menace, car, enfin, au nom de quels principes s'accomplit la révolution qui, commencée chez nous il y a cinquante ans, se poursuit aujourd'hui en Europe? N'est-ce pas au nom des droits de la propriété compromise par des exactions arbitraires, au nom du travail et du mérite flétris par des distinctions humiliantes et privés par des lois iniques de leurs fruits légitimes et de leur ascendant naturel, au nom de la liberté individuelle gênée dans ses développemens de tout genre par la main tracassière du pouvoir, au nom enfin de cette légalité protectrice qui doit défendre l'individu contre l'état et le faible contre le fort? Or, que méditait-on tout haut naguère encore dans des régions assez voisines du gouvernement, sinon une guerre ouverte à la propriété la plus légitimement acquise; une persécution en règle contre le travail et le mérite, confondus, dès qu'ils ont conquis une modeste aisance, dans les rangs de ce qu'on appelle, par une distinction renouvelée de l'ancien régime, la classe bourgeoise; une confiscation inouie de la liberté individuelle par l'état, devenu entrepreneur commun et disputant aux particuliers les bénéfices de leur industrie; enfin la destruction de tout système légal par la durée d'un régime tour à tour anarchique ou dictatorial (deux alternatives dont l'une par malheur appelle nécessairement l'autre), et qui, d'urgence en urgence,

d'exception en exception, s'élève sans cesse au-dessus des lois? Ce que deviendrait la prospérité intérieure de la France, si elle était condamnée à gémir quelque temps encore dans de pareilles extrémités, chacun le sent et le dit; mais ce qui résulterait pour notre situation au dehors, on n'y a peut-être pas encore assez songé.

Il pourrait très bien arriver que les autres nations de l'Europe, en nous empruntant tous les biens dont nous jouissions encore sans péril il y a peu de mois, l'égalité civile, la liberté d'écrire et de penser, l'inviolabilité de la justice, la sécurité des transactions, ne voulussent pas s'associer à ce cortége hideux, moitié sanglant, moitié burlesque, qu'on essaie aujourd'hui de faire marcher à la suite du char de notre grande révolution. Il se pourrait très bien qu'elles ne fussent nullement tentées d'arriver comme nous, en quelques mois, à n'avoir que le choix entre les violences de l'émeute et les salutaires rigueurs de l'état de siége, entre l'état d'une ville au pillage ou celui d'un régiment en campagne. En un mot, il pourrait se faire qu'en nous prenant tout ce qui est sorti des germes féconds de 1789, on nous laissât seuls en tête-à-tête avec les caricatures de 93, les saturnales du communisme et la juridiction des conseils de guerre.

Je n'ai garde, encore une fois, n'étant pas doué de la faculté de prophétie que semble donner à quelques journaux une confiance absolue dans deux ou trois idées générales, de rien prédire de positif sur un avenir aussi mystérieux; mais il y a déjà, ce me semble, des faits qui font craindre que cette œuvre de triage entre nos bons et nos mauvais exemples ne soit assez près de se faire. A côté de la propagande révolutionnaire qui a suivi le mouvement de février, on voit déjà poindre une propagande en sens inverse dont nos désordres fournissent involontairement les moyens. N'a-t-on pas pris garde, en effet, que, pendant que notre révolution nouvelle donnait le signal d'insurrections populaires dans les pays encore dominés par le pouvoir absolu, elle a opéré un effet tout opposé en Belgique, en Espagne, en Angleterre, dans tous ceux par conséquent qui, jouissant, à divers degrés, des bienfaits de la liberté politique, passaient, il n'y a pas un an, pour former avec nous l'avant-garde de la marche de l'Europe? Dans tous ces pays, par une impulsion instinctive, l'opposition s'est serrée autour du pouvoir. Le mouvement libéral a été non pas suspendu, mais plus sévèrement réglé. On a tenu à se séparer de nous assez nettement pour qu'il n'y ait pas de confusion possible. — En Italie même, malgré le peu d'affection que portaient les Italiens au dernier gouvernement, le même effet, à peine tempéré par l'esprit de parti, s'est fait sentir, et, à chaque lettre de Paris, les constitutions monarchiques, un instant ébranlées, reprenaient l'avantage sur les partisans, toujours rares, du système républicain. Les jugemens aigres-doux, les remontrances pa-

ternelles des journaux suisses et américains, dont le président du vorort et le ministre des États-Unis se sont faits les interprètes, témoignent que ce sentiment de répulsion n'est point étranger même à ces sentinelles avancées de la démocratie. Enfin, je lis dans nos journaux qu'un vif mouvement de réaction monarchique se manifeste en Allemagne jusque dans les assemblées nationales issues du suffrage universel. J'ignore ce que cette réaction pourra produire dans un pays si peu expérimenté en fait de révolutions; mais, si elle existe, je n'ai pas besoin de demander où les souverains auront pris leurs argumens pour ramener leurs sujets à l'amour des institutions monarchiques. On peut parier, sans le savoir, que les récits de la surprise du 15 mai et des scènes sanglantes du mois de juin auront fait pour plus de moitié les frais de cette conversion.

Que si, par hasard, cet argument, confirmé chaque jour par nos malheurs, venait à avoir un trop grand succès; si, tandis que nous laisserions corrompre chez nous et périr l'une après l'autre toutes les plus belles conquêtes de notre première révolution, la monarchie, qui n'a encore péri nulle part, avait l'art de s'en porter héritière; si, par conséquent, la monarchie, une monarchie libérale, largement démocratique et renouvelée partout par le vœu populaire, devenait, pour un temps plus ou moins long, la forme politique de tous les états européens, on songe avec effroi à l'état d'isolement et de discrédit où nous resterions en Europe. Entourée de souverains aussi peu amis qu'en 1792, la France n'aurait plus la ressource d'en appeler contre leur mauvais vouloir à la vertu contagieuse de ses principes. Ses principes seraient partout, excepté chez elle. Nous répandrions le même effroi que la convention sans réveiller les mêmes échos. Ce n'est là, Dieu merci, qu'une hypothèse, et nous avons entre les mains, en exerçant dès à présent sur nous-mêmes une salutaire discipline, tous les moyens d'empêcher qu'elle se réalise; mais précisément, pour la prévenir, il est utile de la prévoir et de ne pas se laisser bercer doucement, comme nos politiques paraissent le faire, au bruit des soulèvemens populaires qui grondent partout en Europe. Il est beau assurément de fournir à toutes les capitales d'Europe des modèles d'insurrection et d'être réputés passés maîtres dans l'art de faire des barricades, bien que ce soit là une réputation qui commence à fatiguer déjà ceux même qui, il y a quelques mois, s'en montraient le plus flattés; mais il ne serait pas mal non plus, si nous voulons faire une propagande durable et qui nous profite, qu'on pût venir quelque jour étudier chez nous comment les institutions républicaines se concilient avec le respect de la loi, et l'égalité absolue avec le respect de la propriété. Des articles de journaux sont, sans doute, d'excellens moyens pour convertir les peuples à nos usages; mais il en est d'autres qui ne sont pas non plus à

dédaigner, tels que, par exemple, un peu de sécurité pour les personnes quand elles traversent nos contrées, et pour les capitaux quand il leur prend fantaisie de s'établir parmi nous. C'est là un genre de propagande dont la monarchie constitutionnelle s'était bien trouvée pendant trente-quatre ans, puisqu'au moment où elle est tombée, toute l'Europe était à l'œuvre pour nous emprunter cette forme de gouvernement. On ne peut trop le recommander à la république, si, au dedans comme au dehors, elle veut faire œuvre qui dure.

Je crois donc qu'il est prudent, avant de s'abandonner aux mêmes félicitations enthousiastes que les journaux du parti dominant, d'attendre un peu pour voir clair et à nos portes et chez nous-mêmes. Mais enfin je suppose et j'espère que partout les principes d'une démocratie sage et d'une liberté véritable prévaudront et sur les derniers efforts du pouvoir absolu et sur le chaos soulevé des élémens de désordre. Je suppose et j'espère que, sous une forme ou sous une autre, les trois quarts au moins du continent européen seront, d'ici à un ou deux ans, soumis au même régime. Ce sera, sans doute, un grand honneur pour la France d'avoir donné un modèle que tous les autres pays auront imité : ce sera aussi un grand péril de moins que de n'avoir plus à craindre la coalition des puissances absolues; mais n'y a-t-il pas un revers à cette médaille?

Quand les principes de la révolution française auront triomphé partout, ou à peu près partout en Europe, ils ne seront plus, il est vrai, une faiblesse pour nous; mais ils cesseront aussi d'être une force. Répandus sur tous les points, ce seront des qualités égales qui s'annuleront de part et d'autre. La sainte alliance des souverains sera dissoute; l'alliance habituelle des états libres aura cessé du même coup. Chacun retournera à ses intérêts, à ses passions, à ses répugnances naturelles. Si cette considération est véritable, et nous pensons qu'elle doit frapper tout esprit sensé, il s'ensuit, par une conséquence évidente, que d'ici à peu de temps les questions de territoire, d'intérêts commerciaux, de force politique, d'équilibre matériel, en un mot, toutes celles qui ne paraissent pas avoir préoccupé jusqu'ici notre nouveau gouvernement, primées, depuis cinquante ans, par les questions de principes, vont reprendre la première place. Dès que l'Europe pourra se rasseoir et reprendre haleine, nous assisterons probablement à quelque chose d'analogue à ce qui se passa, il y a juste deux cents ans, à la paix de Westphalie. Alors aussi, pendant plus d'un demi-siècle, l'Europe avait été déchirée par des questions de principes et, qui plus est, de conscience. On ne faisait plus que des guerres de religion : le monde se divisait en protestans et catholiques; mais le jour où, par l'épée de Gustave, la réforme eut définitivement conquis droit de bourgeoisie en Europe, la religion, n'étant plus en cause, recula sur le second plan, et les puis-

sances, réunies en congrès, ne songèrent plus qu'à établir, par un juste accord, les bases de ce grand équilibre européen que tant de secousses n'ont point encore ébranlé. Nous pouvons donc demander aux de Lyonne et aux Mazarin qui nous gouvernent quelles seront, au prochain congrès de Munster, les instructions de nos plénipotentiaires. Dès à présent, nous pouvons leur demander dans quelle situation de force relative les révolutions européennes vont laisser la France et ses rivales. Que serait-ce si ce mouvement, auquel nous paraissons avoir applaudi sans réserve, que nous nous félicitons même d'avoir provoqué, devait aggraver d'une manière désastreuse les conditions territoriales où il nous a trouvés et que nous ont léguées nos revers de 1815? Singulière assertion que pourtant un peu d'examen confirme!

Pour commencer, en effet, par notre position continentale, on sait avec quel soin les traités de 1815 s'étaient efforcés de tenir des portes ouvertes sur toutes nos frontières du nord et de l'est, pour le cas où un nouveau voyage à Paris pourrait être nécessaire. Non-seulement on nous enleva toutes nos conquêtes, mais, en nous réduisant à notre ancien territoire, on eut soin de prendre des mesures pour nous y contenir par des moyens plus rigoureux et nous mettre partout en tête un plus puissant voisin. La frontière germanique étendue de nouveau sur la rive gauche du Rhin, mais confiée cette fois à la garde de l'épée puissante de la Prusse; les vallées qui nous séparent de la Suisse, soustraites aux juridictions différentes qui les régissaient autrefois, pour être mises sous la main des plus grands cantons de la confédération; enfin le royaume de Piémont reconstitué et étendu pour garder toute la ligne des Alpes, et les enjamber même par le duché de Savoie, tel fut le savant système imaginé pour nous refouler sur nous-mêmes, et prévenir cette redoutable force d'expansion dont la France paraissait douée. La confédération germanique, la Suisse et le roi de Sardaigne eurent la charge d'y veiller.

C'était là sans doute une forte ligne de bataille; mais elle laissait pourtant plusieurs points faibles par où elle pouvait être tournée ou rompue. La confédération germanique, avec quelque art qu'on l'eût combinée, n'en demeurait pas moins une agglomération d'états assez mal liés ensemble. Dans la manie de restauration universelle qui régnait alors, on n'avait pourtant point osé songer à restaurer l'empire de Charlemagne et de Charles-Quint. La rivalité de deux grandes puissances, entretenue par les souvenirs de Marie-Thérèse et de Frédéric, l'impatience des états subalternes à se soumettre au joug des grands, une distribution de territoire incommode et arbitraire, toutes ces causes réunies y entretenaient des fermens intérieurs de dissentimens, laissaient plusieurs points ouverts à notre influence diplomatique, et nous permettaient d'espérer qu'en cas de guerre, il serait difficile de faire

manœuvrer contre nous, avec unité et précision, la masse entière de ce grand corps. Autant et plus pouvait-on dire de la confédération suisse, qui offrait dans son intérieur le spectacle de la division même, division de religion, de langue et d'habitudes, à peine réunies sous un lien fédéral relâché. Enfin, si le Piémont tenait dans sa main la chaîne entière des Alpes maritimes, sa puissance, fortement abritée, il est vrai, derrière ces remparts, était par elle-même assez limitée, et grace à l'influence que la politique de la France pouvait exercer tant à Rome, en sa qualité de première puissance catholique, qu'à Naples par ses relations de famille, partout enfin par le souvenir des bienfaits de notre administration, nous pouvions espérer de prendre aisément, au besoin, les sentinelles piémontaises à revers. Nous conservions donc, sur chaque point, un moyen de paralyser les intentions malignes des traités de 1815; nous avions, en quelque sorte, intelligence dans toutes leurs garnisons.

Laissez finir, au contraire, l'année 1848, laissez s'accomplir les plans aujourd'hui en discussion et presque adoptés à Francfort, à Berne et à Milan, et voici quel sera le changement opéré dans l'équilibre de nos forces et de celles de nos voisins.

De l'autre côté, que dis-je? de ce côté-ci du Rhin, vous aurez, non plus une confédération boiteuse d'états inégaux, mais une nation de cinquante millions d'hommes, unie sous un seul chef, prête à mourir sous un même étendard. Le vieil empire germanique sort de la poussière où l'avait plongé le bras de Napoléon.

De l'autre côté, que dis-je? de ce côté-ci des Alpes, vous aurez un vaste et florissant royaume baigné par les flots des deux mers. Pour la première fois, depuis la chute de l'empire romain, les deux souveraines de la Méditerranée et de l'Adriatique, Gênes et Venise, se courberont sous le même sceptre. Les eaux du Pô, ce roi des fleuves, ne couleront plus que sous un seul maître. Un seul homme tiendra les clés de ces forteresses de glace si souvent franchies par le vol victorieux de nos armées, et cet homme sera, selon toute apparence, l'héritier de la prudente, patiente, souvent astucieuse maison de Savoie, tour à tour amie douteuse et redoutable ennemie de la France, accoutumée à se ménager pour profiter à la fois de nos revers et de nos triomphes. Le royaume d'Eugène Beauharnais appartiendra au petit-neveu d'Eugène de Carignan.

Jetée entre ces deux empires nouveaux, vous aurez une Suisse nouvelle aussi, non plus une Suisse patriarcale et paisible, attachée à ses montagnes, et ne demandant que la liberté d'y faire paître ses troupeaux; non plus une Suisse divisée en plusieurs petits états, unis pour la défense, incapables d'une agression commune, mais une Suisse presque unitaire, avec un gouvernement central puissant, avec la pos-

sibilité d'entretenir des armées permanentes, avec la volonté et le pouvoir de se mêler aux mouvemens généraux de l'Europe, avec toutes les passions des grands états : depuis le désir de briller jusqu'à l'ambition de conquérir.

Que tout cela, en soi, puisse être beau, généreux, séduisant, je suis loin de le contester; que le Rhin retentisse des acclamations des fils d'Hermann, que les Alpes nous apportent l'écho des transports des Italiens, que les Suisses même s'en applaudissent, malgré ce qu'ils y perdent de pittoresque originalité, cela est parfaitement naturel; que ce mouvement soit même un honneur pour notre siècle, et qu'à ce titre le public français, ami désintéressé de l'humanité et fidèle à son généreux caractère, le suive de ses sympathies, sans faire retour sur ses propres intérêts, je le conçois à merveille; mais de plus austères devoirs sont imposés aux hommes qui gouvernent leur pays. Des admirations irréfléchies ne doivent pas leur tenir lieu de politique. Une nation peut s'oublier elle-même; son gouvernement doit veiller pour elle, et nous serions en droit de demander au nôtre, si nous savions où le prendre, de quelles précautions il s'est muni pour que la formation de ces trois corps politiques qui se dressent à nos portes ne soit pas un jour, pour notre puissance, la source de rivalités dangereuses?

A cette question, je sais bien qu'on peut me répondre que ce sont là des craintes surannées, qui doivent disparaître devant l'essor des idées nouvelles, et que ce qu'on pouvait craindre de la part d'états gouvernés par l'absolutisme n'est point à redouter de la part des mêmes états affranchis. Comme si, encore une fois, des états étaient naturellement alliés par cela seul qu'ils sont soumis au même régime intérieur! A ce compte, au temps de Louis XIV, il n'y aurait pas eu de guerre en Europe, car tous les états étaient monarchiques. Il n'y en aurait pas eu non plus au moyen-âge, car la féodalité régnait partout. Ne se déshabituera-t-on jamais de ces maximes banales, par lesquelles on prétend s'élever au-dessus de la complexité des passions humaines, et on s'arrange seulement pour être pris au dépourvu par elles? On compte aussi, il est vrai, sur je ne sais quelle vertu fraternelle des idées démocratiques qui doit fondre les rivalités nationales et faire disparaître, comme on dit sérieusement dans le langage du jour, l'importance des frontières; mais où sont les enfans qu'on prétend bercer de pareilles chimères? A quelque épreuve qu'on ait mis notre bon sens depuis six mois, il n'est pas encore devenu si élastique, qu'il laisse passer de si pompeuses niaiseries. Il y a entre les espérances de paix universelle par la diffusion des idées démocratiques et les systèmes de bien-être général par l'égalité des fortunes je ne sais quel air de famille qui n'est pas plus rassurant pour la grandeur que pour la richesse nationale. Où a-t-on jamais vu dans l'histoire que les institutions démocra-

tiques fussent entre les nations un gage de paix assuré? Est-ce que les nations démocratiques n'ont ni vanités susceptibles, ni intérêts en conflit, ni tendances ambitieuses? Est-ce qu'elles n'étaient pas démocratiques, les républiques de Grèce, et celles d'Italie, au moyen-âge, lorsqu'elles ont ruiné la patrie commune par leurs dissentimens acharnés? Voit-on que la très démocratique Amérique anglaise vive en bonne intelligence avec ses voisines espagnoles, non moins démocratiques assurément? Enfin, il n'est pas besoin d'aller si loin chercher des exemples. Il n'y a qu'à se rappeler ce qui se passe dans nos murailles depuis que le mot de fraternité y est inscrit partout. Si c'est là l'union fraternelle que nous offrons à l'Allemagne devenue unitaire, à l'Italie devenue piémontaise, je n'en persiste pas moins à trouver prudent de prendre quelques précautions pour l'avenir. Fraternité, soit, pourvu que ce soit la fraternité du Code civil avec le partage égal; que si le droit d'aînesse devait revivre pour quelqu'un, je le réclamerais pour la France, fille aînée de la civilisation moderne.

En vérité, si nous marchons à une fusion européenne, nous prenons pour y arriver le plus singulier des chemins. Jamais les nationalités, un instant confondues sous le vernis des mœurs françaises, ne se sont montrées plus ardentes à se distinguer les unes des autres, et, au besoin, plus âpres à se combattre. Il y a, en ce moment, dans tous les états d'Europe, comme une frénésie de susceptibilités patriotiques : costume, mœurs, langue, on veut tout avoir en propre. Qu'on regarde ce qui se passe dans les plaines du grand-duché de Posen, dans les rues de Prague, sur les champs de bataille d'Italie; qu'on mesure ce qu'il y a de vitalité énergique et de haines amassées dans ces nationalités dont quelques-unes nous étaient, même de nom, presque inconnues, et qu'on juge si le temps est venu de nous départir de notre réserve légitime et de nous abandonner aux rêves d'une grande fraternité du genre humain.

Qu'y avait-il à faire cependant? demandera-t-on; pouvait-on se jeter à la traverse de l'élan des peuples, retourner contre soi cette ardeur même de sentiment national qui les entraîne, et renoncer, dans un intérêt égoïste, à cette réputation de générosité qui est aussi une de nos grandes forces? A Dieu ne plaise! Malheur à nous, en effet, si nos intérêts nous mettaient en lutte avec les sentimens de nos voisins! mais nous croyons qu'il n'y avait rien d'impossible à unir la vigilance pour nos intérêts avec le respect des droits d'autrui. Nous croyons que toutes les bonnes choses peuvent s'accorder en ce monde : la générosité et la prudence, la poésie même et la politique, à la condition que l'on se donne la peine de les concilier, et, pour commencer, qu'on ne les prenne pas l'une pour l'autre.

Je pense, dis-je, qu'en présence de l'Allemagne, de la Suisse et de

l'Italie en travail, il y avait, pour ceux qui supportaient le pesant honneur de s'appeler le gouvernement français, une autre conduite à tenir que de rester l'arme au bras au bord du Rhin et au pied des Alpes en spectateur indifférent ou enthousiaste. Cette conduite, cependant, je ne voudrais pas affirmer que tous les gouvernemens, quels qu'ils soient, fussent en état de la tenir. Il peut y avoir telle faiblesse de situation, telle nécessité d'origine, telle nature étroite d'idées qui retiennent forcément un gouvernement au-dessous de la ligne dictée par les vrais intérêts de son pays. Si telle est l'excuse du parti qui domine encore aujourd'hui, à la vérité, ce n'est pas sa faute; mais, en conscience, ce n'est pas non plus la nôtre.

Si le bonheur eût voulu, en effet, que le jour où ces grands événemens éclataient (ce qui tôt ou tard, chacun le savait, ne pouvait manquer d'arriver), nous eussions eu un gouvernement régulier, empire, monarchie, république sagement établie, il n'importe, un gouvernement ayant forme humaine, un tel gouvernement aurait eu, dans toutes les capitales, des agens reconnus, accrédités, familiers également avec les affaires et avec les hommes, dont on eût écouté, attendu même les avis; de véritables agens, en un mot, entourés de tout le prestige de la France, pesant de tout son poids, parlant de toute sa hauteur.

Un tel gouvernement ne se serait pas trouvé réduit non plus à cette étrange situation de s'être mis lui-même, par ses propres déclarations, en dehors de tout droit public. Il ne serait pas resté face à face de traités qu'il a bien fait sans doute de respecter, mais qu'il s'est ôté le droit d'invoquer. Il aurait, comme tous les gouvernemens réguliers, des engagemens, mais des engagemens réciproques, avec ses voisins, auxquels il ne refuserait pas de satisfaire, pour sa part, mais ne redouterait pas non plus de faire appel à son profit.

Avec de tels instrumens, la conduite d'un tel gouvernement serait bien simple.

Il se serait adressé dans un langage à la fois digne et bienveillant aux différentes nations qui travaillent en ce moment à modifier leurs constitutions intérieures, et leur aurait dit, avec l'autorité qui appartient à la France : Vous voulez changer vos distributions de territoire, unir ce qui était divisé, étendre ce qui était imparfait? Soit; les distributions politiques ne sont point éternelles, et le vœu des peuples, quand il se fonde sur des souvenirs respectables, et surtout quand il éclate par des traits héroïques, a le droit de se faire entendre. Vous n'ignorez pas cependant que cette entreprise déroge au droit public actuel de l'Europe, tel qu'il est sorti des traités, et qui ne reconnaît ni empire germanique, ni vaste royaume d'Italie, ni confédération suisse étroitement liée par un nouveau pacte fédéral. C'est ce droit public, par conséquent, que vous voulez modifier dans ses conditions essentielles. Soit

encore; il est loin d'être parfait, et quant à nous, France, en particulier, il ne nous a pas si bien traités, que nous en soyons les champions à tout venant.

Mais enfin ce droit public, il existe; il existe en vertu d'un commun accord, il existe par un échange réciproque d'avantages entre toutes les nations qui composent la grande famille européenne, et, si je ne me trompe, dans cet échange, ce n'est ni vous, Suisse, ni vous, Allemagne, qui avez été les plus maltraitées. Que si l'Italie en a cruellement souffert, ce n'est pas le Piémont, cependant, qui a porté la plus rude part des sacrifices. Il nous semble, au contraire, qu'il avait trouvé dans un vaste accroissement de territoire de quoi se consoler des malheurs de la patrie commune. Tous, laissez-nous le dire sans amertume, vous vous êtes étendus à nos dépens, vous avez recueilli quelques lambeaux de nos dépouilles. Est-ce que vous auriez, par hasard, l'étrange prétention de sortir de l'accord établi entre les puissances européennes, en gardant pour vous tous les avantages et en nous laissant toutes les charges des traités? En vérité, ce serait trop prétendre. Ce qui a été fait par un concert ne peut se rompre que par un concert nouveau; ce qui a été établi pour concilier des intérêts opposés ne peut faire place, en bonne justice, qu'à une combinaison nouvelle qui établisse le même équilibre. Peuples ou rois, vous êtes tenus, sur ce point, des mêmes obligations, car vous avez joui des mêmes bénéfices. Vous ne pouvez pas, par une simple évolution intérieure, altérer tous les mouvemens de la balance européenne. Venez donc; discutons ensemble et vos prétentions et nos droits, et vos vœux et nos craintes. Rien de tout cela n'est inconciliable, j'en suis convaincu; raison de plus pour nous entendre et pour défendre ensuite en commun les conditions de notre accord.

J'ignore, on le pense bien, sous quelle forme un pareil langage aurait pu être tenu : si c'eût été par une négociation amicalement ouverte, ou par une médiation imposée, sur le terrain, à des parties contendantes, sorte d'intervention que tout le monde s'attendait à voir exercer à la France en Italie. J'insiste seulement sur ce point, c'est que je ne crois pas que depuis qu'il y a une France au monde, quel que fût son gouvernement, qu'il s'appelât Louis XV ou directoire, quels que fussent ses ministres, qu'ils tinssent conseil dans l'oratoire de Mme de Maintenon, dans le boudoir de Mme de Pompadour ou au Luxembourg avec Barras, elle eût laissé les bases de l'empire germanique s'altérer et un royaume se fonder, l'épée à la main, au-delà des Alpes, sans se croire tenue d'apparaître, par ses ambassadeurs ou par ses armes, sur le théâtre de si importantes nouveautés. Il était réservé au nouveau gouvernement de la France d'inventer pour elle ou d'être réduit à lui faire tenir ce rôle d'abnégation dont, il n'y a pas six mois, personne, en Europe,

n'eût osé concevoir l'espérance. Que si l'on dit qu'après la France toutes les puissances aussi eussent voulu se mêler des affaires d'Allemagne et d'Italie, et que nous retombions ainsi dans les congrès, il n'y a rien là qui doive effrayer. Quelque mal qu'on puisse dire des conférences et des protocoles, il semble tout naturel que, là où tout le monde est intéressé, tout le monde intervienne. On ne voit pas ce que chaque nation et encore moins la civilisation générale peuvent gagner à ce que les peuples fassent leurs affaires à eux seuls, sans regarder à droite ni à gauche, à ce qu'il s'opère par conséquent, entre eux, une sorte de séparation sauvage, qui les mène infailliblement à de brusques conflits, comme des vaisseaux perdus dans la nuit et qui poussent leur pointe à l'aventure. Prévenir d'avance les difficultés, combiner les intérêts, éviter les frottemens, cela me paraît infiniment préférable à ce système de non-intervention absolue dont le résultat définitif est que les hommes s'ignorent jusqu'à ce qu'ils se heurtent. Le savant mécanisme de l'équilibre européen, qui établit comme une police supérieure planant sur tous les états, me paraît, en fait de fédération continentale, de fraternité humaine et de garantie de la paix perpétuelle, ce que nous aurons de mieux jusqu'à la terre promise des espérances démocratiques. Dans le cas actuel, en particulier, une intervention générale de l'Europe pour régler, de concert avec les peuples intéressés, les grandes questions de territoire, n'avait rien que de légitime, ce me semble, et surtout rien que de favorable à la France.

Dans une pareille intervention, quel n'eût pas été le rôle de la France! Placée entre ce qui peut rester en Europe de défenseurs obstinés des vieux systèmes de politique et les droits récemment conquis par le généreux effort des peuples, tempérant, contenant les uns par les autres, elle eût véritablement tenu entre ses mains la nouvelle balance du continent, elle en eût véritablement dessiné la nouvelle carte. J'en appelle à tous ceux qui ont médité sur les destinées de notre pays. Cette noble tâche de médiateur entre les révolutions inévitables qui grondaient depuis si long-temps, sous le sol miné de l'Europe, et l'ancienne diplomatie, n'était-ce pas ce qu'ils avaient toujours rêvé pour la France? Ne leur semblait-il pas qu'elle y était prédestinée, et qu'elle n'avait, pour atteindre cette position dominante, qu'à se laisser porter par le flot des idées nouvelles, qu'on sentait chaque jour monter et s'entasser contre leurs digues? Oui, j'ose l'affirmer, ils avaient toujours prévu qu'un jour viendrait où, sans impatience, sans provocation de notre part, les traités de 1815 tomberaient d'eux-mêmes devant le soulèvement irrésistible des peuples. Ils espéraient que, ce jour-là, la France, remise de ses souffrances révolutionnaires, offrant, dans son propre sein, le modèle de tout ce qui lui manque encore : un pouvoir régulier et une liberté décente, forte de trente ans de prospé-

rité accumulée, apparaîtrait à temps sur la face agitée de l'Europe pour y recueillir le fruit d'une longue patience, et prendre peut-être quelque revanche de nos revers. Hélas! ce jour-là a lui pour tout le monde, excepté pour nous, qu'il trouve plongés dans une ombre épaisse. Les iniquités du congrès de Vienne se réparent, tous ses signataires sont en fuite ou dans le tombeau; mais dans ce renouvellement général sent-on quelque part la main de la France, entend-on quelque part sa voix? Non, cette main puissante est embarrassée, cette voix sonore est couverte par les clameurs des factions. Est-ce sérieusement qu'on nous flatte quelquefois que nous sommes à la tête du mouvement de l'Europe? Autant vaudrait dire que le rocher détaché de sa base est à la tête de l'avalanche qu'il entraîne dans sa chute. Chose singulière, l'œuvre de 1815 se défait à peu près comme elle s'est faite : sans nous et contre nous!

Que si l'on avait, pour user des moyens de diplomatie, ou une répugnance invincible, ou, ce qui revient au même, une impuissance absolue, était-ce une raison, cependant, pour se croiser les bras et jeter les rênes du char sur le cou des chevaux emportés? Il semble qu'il restait une ligne de conduite à tenir, plus aventureuse sans doute, moins régulière, qu'il me répugne infiniment d'indiquer, mais qui ne devait pas inspirer (du moins je l'aurais pensé) les mêmes sentimens au gouvernement révolutionnaire de février. Les membres de ce gouvernement nous avaient entretenus si souvent, pendant leur opposition, de l'attrait qu'inspirait la nationalité française aux pays de même langue et de même race que la fortune de Waterloo avait séparés de nous : on aurait dit, et nous pensions souvent qu'il suffirait du moindre appel fait par la France, ou seulement d'une volonté moins énergique de sa part de se refuser à tout agrandissement, pour que de Belgique, de certains cantons suisses, des montagnes de Savoie, se levassent des populations empressées à confondre de nouveau leurs destinées avec les nôtres. L'état de désordre général où est tombée l'Europe après la révolution de février aurait pu sembler favorable à la réalisation de telles espérances. La nationalité française pouvait bien passer pour avoir autant de droits que les nationalités allemandes ou italiennes, et, quand deux grands pays se soulevaient pour les exploits reculés de Legnano ou pour les souvenirs d'Arminius, on aurait difficilement pu reprocher à la France de murmurer à demi-voix, à ses anciens compagnons d'armes, les noms plus brillans de Fleurus, de Zurich et d'Arcole. La Savoie surtout, qui perd plus qu'elle ne gagne aux conquêtes de son souverain, et dont les députés vont se trouver perdus dans un parlement italien dont ils n'entendent pas la langue, aurait dû naturellement retrouver pour nous ses anciennes sympathies, et bien des gens avaient pensé que c'était là pour la France la compensation toute

trouvée de la création d'un grand état italien. Cela n'est point arrivé, et dernièrement encore M. de Lamartine s'en faisait honneur, dans un comité de la chambre, comme d'un acte de prudence et de modération dont se glorifiait la révolution nouvelle. Nous n'avons rien à dire contre de si sages dispositions, excepté qu'il est honnête sans doute, mais triste, de combiner ainsi les scrupules d'un gouvernement régulier avec l'isolement d'un gouvernement révolutionnaire, et d'avoir renoncé à toute diplomatie, sans acquérir pour cela plus de liberté d'action. Mais la vérité ne serait-elle pas que, quand même on l'aurait voulu, on n'aurait point retrouvé, après février, chez nos anciens concitoyens, le même élan qu'on avait eu tant de peine à contenir après juillet 1830, et cela par une raison toute simple, c'est que, pour que la France soit reconnue, il faut qu'elle soit reconnaissable, et où voulez-vous qu'on la reconnaisse, cette France, pleine d'aménité et d'éclat, dans les ridicules enfans perdus qui s'étaient chargés de faire en notre nom, il y a trois mois, d'infructueux essais de propagande? Les combattans de Risquonstout, aussi risibles que le nom du lieu qui a inspiré leur défaite, ne ressemblaient en rien aux brillans généraux de la première république, et quels missionnaires à envoyer à de braves montagnards dans leur simplicité patriarcale, que des hordes de sauvages se glorifiant du pillage et fuyant devant des coups de fourche! Voilà cependant par quels représentans le nouvel état social de la France s'est révélé aux habitans de l'ancien département du Mont-Blanc. Étonnez-vous ensuite de ce fait douloureux, que, tandis que tous les peuples se pressent autour des souvenirs de leur nationalité, la nationalité française seule, avec un passé si éclatant, ne compte aujourd'hui aucun prétendant.

Enfin, à défaut de toute action directe dans les affaires d'Europe, au moins si nous gardions l'avantage des neutres, je veux dire l'indépendance! si nous nous étions préservés de tout engagement pour l'avenir! si nous demeurions en dehors des événemens, de manière à y jouer, le jour que nous voudrions, le jeu qui nous conviendrait! Mais il semble qu'autant nous avons mis de scrupule à nous abstenir de toute réserve en faveur des intérêts de la France, autant nous avons mis d'empressement à nous engager jusqu'à la garde, et sans condition, au service de toutes les révolutions. A peine le nouveau gouvernement était-il formé depuis quinze jours, qu'il avait pompeusement rassemblé une armée au pied des Alpes, offert et promis son appui au conquérant de la Lombardie. Cette offre, non-seulement aucune demande ne l'avait précédée, mais elle a été repoussée par l'Italie dans des termes dont la politesse n'avait rien d'exagéré, mais dont la précision ne laissait pas d'équivoque. Il a fallu démentir dans *le Moniteur* les proclamations belliqueuses déjà publiées par les généraux de la nouvelle

armée des Alpes. Il n'importe : nous ne nous sommes pas rebutés pour si peu. Faute de mieux, on a retenu nos soldats au pied des monts, qu'on ne pouvait leur faire franchir, pour y entendre de loin l'écho des victoires de Charles-Albert. Ils y sont encore, prêts à une intervention conditionnelle, c'est-à-dire en quelque sorte aux ordres et à la discrétion de l'Italie, qui n'en veut pas, qui les éloigne, mais qui, en cas de revers, aurait le droit de les faire marcher au moindre signe. Vainqueurs, les Italiens se passeront de nous, et ne nous devront même pas de reconnaissance; vaincus, ils nous appelleront à partager leurs défaites. Nous leur laissons à la fois et la force morale que donne une armée française sur leurs derrières et la bonne grace d'avoir fait leurs affaires tout seuls et de nous avoir cavalièrement remerciés de nos services. Quelle situation pour une armée qui campe à cinquante lieues de Marengo et sous le drapeau tricolore! Quand a-t-on jamais vu une grande nation mettre sa liberté d'action au hasard d'une guerre qu'elle n'a pas engagée, qu'elle ne dirige pas, qu'elle ne peut ni arrêter ni faire marcher à son gré, et dont elle n'attend ni gloire ni profit? Nous avons en quelque sorte ouvert un compte à la maison de Savoie pour une entreprise dont nous lui laissons les bénéfices et dont nous lui garantissons les pertes. Faut-il donc rappeler à nos nouveaux diplomates que ce n'est point ainsi qu'on manie l'arme extrême et redoutable d'une intervention? La difficulté principale d'une politique d'intervention, c'est précisément de rester maître de ses actions et de ne pas passer au service des fantaisies, comme de ne pas porter la responsabilité des fautes de la puissance qu'on vient secourir; c'est de faire ce que l'on veut et non pas ce que d'autres veulent. Si la France trouve qu'il y va de son intérêt ou de son honneur de finir au plus tôt la guerre d'Italie par la défaite complète des Autrichiens, qu'elle intervienne à son jour, à son heure, sans demander, sans attendre la permission de personne. Si elle pense, au contraire, que l'entreprise des Italiens, à jamais honorable pour eux, digne de toutes nos sympathies et conciliable avec tous nos intérêts, n'est pourtant pas, dans les termes où on l'a laissé s'engager, une affaire qui nous touche personnellement assez pour exiger, par une nécessité impérieuse, le sacrifice du sang français; si elle pense que, pour avoir droit à nos secours, les Italiens devraient ou les payer de quelque retour, ou les demander au moins avec quelque insistance, qu'elle se tienne sur la réserve, qu'elle ne prodigue pas les promesses et les avances, qu'elle s'arrange pour faire ses conditions le jour où le besoin forcera de la venir chercher, qu'elle demeure ce qu'une grande nation doit toujours être, maîtresse de ses hommes, de ses trésors et de ses canons. Mais donner à un gouvernement quelconque, pour une échéance indéterminée, un billet à vue

sur ses finances et sur ses armées, mais laisser ses généraux attendre le signal d'un conquérant étranger, mais suspendre sur notre tête la menace d'une guerre qui peut nous tomber à l'improviste par le télégraphe, et qui, en attendant, tient notre armée en campagne et pèse sur nos fonds publics, mais se préparer à recueillir l'héritage d'une déroute et attendre que l'ennemi soit vainqueur pour attaquer, c'est combler, je crois, la mesure de l'imprudence. Je me trompe, il y a quelque chose encore au-delà : c'est, au moment même où on fait ainsi dépendre sa propre sécurité des succès du roi Charles-Albert, de lui créer des embarras, en lui suscitant, par derrière et pour ainsi dire sous les pieds de ses chevaux, des intrigues républicaines. Les termes manquent pour définir justement une pareille conduite. Heureusement ils nous sont fournis par un homme qui ne reculait pas devant la crudité des expressions, quand elles pouvaient servir à rendre dans toute sa vigueur le bon sens profond de sa pensée politique. « Jamais, disait en 1797 le général qui commandait pour une autre république une autre armée des Alpes, jamais la république française n'adoptera pour principe de faire la guerre pour les autres peuples. Je sais bien qu'il n'en coûte rien à une poignée de bavards, que je caractériserais bien en les appelant fous, de vouloir la république universelle. Je voudrais que ces messieurs vinssent faire une campagne d'hiver. »

Dirait-on, pour calmer les inquiétudes que nous inspire, et à bon droit, la nouvelle division territoriale de l'Europe, ainsi accomplie sans notre participation, que les pays dont nous paraissons prendre ombrage sont eux-mêmes atteints d'une telle anarchie sociale, d'une telle faiblesse intérieure, que de long-temps le danger ne nous viendra pas de ces parages? Cette considération ne serait pas flatteuse pour l'effet des révolutions, et d'ailleurs ce serait une politique peu prévoyante que celle qui ne saurait étendre ses regards au-delà d'un état de crise passager. Il ne s'agit pas de savoir ce qui est à craindre dans un moment de désordre où personne n'a le temps de songer à nuire à son voisin, mais dans quel état l'ordre, qui ne peut manquer de renaître un jour, trouvera les différentes puissances européennes. Les épreuves révolutionnaires comme celles que l'Europe traverse aujourd'hui sont comme de grands jeux de hasard à la fois et d'habileté : on ne voit pas clairement, pendant qu'ils durent, ni qui perd ni qui gagne; mais c'est pendant ce temps-là que doit s'exercer le coup d'œil d'un bon joueur. Quand la partie est finie, il n'est plus temps de réclamer. S'il n'y a pas de manière sûre de gagner, il en est une parfaitement sûre de perdre : c'est de laisser son enjeu sur la table et de jeter ses cartes au hasard. Un jour viendra où il s'agira de liquider les affaires, aujourd'hui, je l'avoue, assez embrouillées, du continent, et chacun

alors sera classé d'après la part qu'il se sera faite ou laissé faire par les événemens. Mais enfin oublions un moment l'Allemagne et l'Italie. Il y a encore en Europe deux grands états qui ne sont pas atteints par cette dissolution contagieuse de tous les pouvoirs sociaux. Croit-on que ceux-là négligent de mettre à profit la profonde distraction où nous sommes tombés sur nos affaires? On a nommé l'Angleterre et la Russie.

Il est fort de mode aujourd'hui, et dans le parti même qui se montre le plus facile à l'endroit des agrandissemens de l'Allemagne et de l'Italie, de paraître effrayé des projets d'invasion de l'autocrate, comme on dit. Je serais fâché de prêter les mains à ce sentiment, j'ai presque dit à cette tactique, car je suis convaincu que ceux qui se montrent le plus touchés des dangers d'une invasion russe ont encore trop de bon sens pour s'imaginer sérieusement que l'empereur Nicolas se mette en tête de recommencer à lui tout seul la tentative de 1792, et de traverser, le sabre à la main, toute l'Allemagne, pour arriver jusqu'à Paris. Cette supposition, je le conçois, peut être commode pour justifier la politique des révolutions à tout prix et des alliances exclusivement révolutionnaires. Il faut bien trouver quelque part un *Pitt et Cobourg* pour échauffer les imaginations; mais, sans donner dans des craintes aussi chimériques que les espérances qui y correspondent, l'ambition patiente, mais infatigable, avouée, mais s'arrangeant toujours pour être irréprochable, du cabinet russe, peut suggérer raisonnablement d'autres soupçons. S'il n'est pas probable qu'il se mette à plaisir l'Europe entière sur les bras, il est plus que probable, en revanche, qu'il éprouve un grand soulagement de ne plus rencontrer l'Europe sur le terrain favori de sa politique. Il ne viendra pas nous chercher à Paris, mais il n'en est pas moins aise de ne plus nous trouver sur le chemin de Constantinople. Je m'assure même qu'avec l'intention à peine déguisée qu'on a toujours eue à Saint-Pétersbourg de réunir un jour sous le même sceptre toutes les branches éparses de la famille slave, la passion de nationalité qui s'est emparée de tout le monde en Europe, et que nous avons acceptée sans la moindre réserve, n'a rien eu de trop déplaisant. Nous avons commencé à nous en apercevoir l'autre jour, quand nous avons appris le langage impérieux tenu par les agens russes dans les provinces voisines du Danube, et M. le ministre des affaires étrangères, interpellé, s'est hâté de dire, à travers des réserves un peu embarrassées, qu'il prendrait garde que la Russie ne se servît pas du prétexte des nationalités pour sortir des limites qui lui sont imposées par le traité d'Andrinople. Que dirait pourtant M. le ministre, si le gouvernement russe, en réponse à cette observation, lui rappelait qu'il ne ferait, en ce cas, exactement que ce qu'ont fait, sans observation de

notre part, la diète de Francfort et le roi Charles-Albert, sortis l'un et l'autre, *sous le prétexte des nationalités*, des limites imposées par les traités? Et quelle subtilité de la dialectique pourrait lui démontrer que ce qui est permis à l'un ne l'est pas à l'autre? Pour échapper aux conséquences rigoureuses de ce raisonnement, il ne resterait plus qu'à prendre les armes. Nouvelle preuve qu'on n'entreprend point impunément de sortir du droit des gens, et que le jour où on a proclamé, sans y regarder, que des traités n'existaient plus, on s'est interdit toute diplomatie, on a renoncé à toute action pacifique, on ne s'est plus laissé à soi-même que l'alternative ou de tout supporter, ou de tout repousser par la force : on a allumé la mèche de tous les canons de l'Europe.

Et l'Angleterre! c'était là, on se le rappelle, jusqu'aux dernières années, le grand cheval de bataille de l'opposition qui poursuivait le gouvernement passé. Cette tactique a fait, nous ne craignons pas de le dire, tant de mal à l'humanité en réveillant des inimitiés qui s'assoupissaient, en puisant sans mesure dans le fonds de rancunes vieillies que nos longues guerres avaient laissé derrière elles, qu'il en coûterait de l'imiter et d'aller chercher des armes, comme elle, dans l'arsenal usé du *Moniteur* de l'empire. On voudrait rester convaincu encore que les deux peuples les plus illustres du vieux monde peuvent vivre en paix sans déchoir, et concilier, sans déshonneur pour eux-mêmes, l'honneur qu'ils font au genre humain; mais c'est surtout de l'alliance avec l'Angleterre qu'il est vrai de dire ce qu'au début de ces réflexions nous disions de la paix en général, c'est qu'elle est presque aussi laborieuse pour les gouvernemens que la guerre elle-même. A des points de contact nombreux, à des intérêts souvent opposés, il faut joindre, comme une des difficultés principales d'une telle alliance, les sentimens hostiles que de longues traditions entretiennent, et qui prennent chez les deux peuples la forme de leur nature. Éclatant chez nous en boutades populaires, se répandant en bouffées de colère aussi passagères qu'elles sont violentes, ces sentimens ont souvent chez les agens anglais le caractère plus dangereux d'une rancune persévérante et d'une taquinerie habituelle. De plus, la diplomatie anglaise doit à l'heureuse permanence de ses institutions politiques un esprit de suite et de hardiesse, une foi dans l'avenir, une audace d'entreprise, que la nôtre, avec les reviremens qui la bouleversent tous les quinze ans, peut difficilement égaler. La plus vigilante attention, la plus délicate, la plus prévoyante, mais en même temps la plus intelligente susceptibilité, sont nécessaires pour que, dans une telle alliance, le partage ne soit pas décidément léonin. Le gouvernement républicain, si empressé, dès ses premiers jours, à se vanter de la bonne amitié de l'Angleterre, si bien accueilli au-delà de la Manche, a-t-il réuni ces conditions? Il est

permis d'en douter. Jetons seulement, et sans trop approfondir, pour ne pas trop mettre à nu le secret affligeant de nos faiblesses, les yeux sur cette mer Méditerranée, éternel théâtre de la rivalité des deux peuples.

Que l'Angleterre soit jalouse de l'influence de la France dans la grande mer qui lie entre elles les plus belles contrées de l'Europe et l'Europe elle-même avec l'Orient, cela est tout naturel : la nature ne lui a donné, à elle, ni entrée ni établissement dans cette mer, où soixante lieues de côtes admirables nous assurent une place difficile à disputer. Qu'à défaut de positions naturelles elle veuille s'en attribuer de factices par la conquête ou l'influence diplomatique, cela est encore tout simple, et c'est ce que le récit des faits ou un regard jeté sur une carte prouvent suffisamment. Gibraltar et Malte, conquis l'un et l'autre après deux guerres désastreuses pour nous, sont là comme deux anneaux d'une chaîne que l'Angleterre entend bien ne pas interrompre; car au bout de cette pointe hardiment poussée en dehors de toutes ses voies d'influences naturelles se trouvent et l'isthme de Suez, clé de toutes ses communications avec ses colonies des Indes, et le grand corps valétudinaire de l'empire ottoman. Il faut donc tenir pour certain qu'aucune alliance avec nous, si étroite et si sincère qu'elle puisse être, n'interrompra la politique constante de l'Angleterre pour nous évincer de la Méditerranée et s'y substituer à notre place. Le gouvernement anglais n'y songerait pas, que ses agens, suivant les erremens d'une tradition séculaire, le feraient encore par instinct et par habitude. Résister à cette politique, sans violence, mais sans faiblesse, sans rompre l'alliance, mais sans se laisser enchaîner par elle, c'est le travail de l'alliance anglaise.

Quoi qu'on ait pu dire, à cet égard, de l'ancien gouvernement, il ne semble pas qu'au moment où il est tombé, il eût négligé, sur aucun des grands théâtres de la Méditerranée, cette importante partie de sa tâche. Je ne parle pas des deux cents lieues de côtes conquises par ses efforts sur le continent africain, et de ces possessions algériennes étendues peut-être au-delà des bornes de la prudence, à coup sûr au-delà des prévisions de toute l'Europe; mais, sur deux des grandes péninsules que le continent européen étend dans la Méditerranée, la Grèce et l'Espagne, l'avantage, long-temps disputé entre les agens anglais et les nôtres, nous restait sans contestation, et non pas sans quelque gloire. Et si l'on peut reprocher quelque chose au dernier gouvernement, c'est d'avoir peut-être, sur ces deux théâtres, poussé la lutte d'influence avec un excès d'insistance et d'acharnement; mais enfin ni à Athènes, ni à Madrid, l'influence française n'avait reculé ni succombé, et elle n'était menacée que par l'excès même de sa victoire. Ce n'est pas là, à coup

sûr, le danger qui la menace aujourd'hui. Chacun sait que du haut de leur toute-puissance les légations de France, dans ces deux capitales, sont tombées à un état de nullité presque complète, et la raison en est bien simple. Par une singularité que je laisse à apprécier aux défenseurs des idées radicales, l'Angleterre, qui les goûte très peu pour elle-même, s'en est faite depuis long-temps la patronne dans tous les pays dont la situation maritime l'inquiète et dont l'avenir lui inspire un médiocre intérêt. On dirait qu'elle croit trouver dans la force dissolvante de ces principes un remède contre un développement de puissance qui lui déplairait. La place d'agent révolutionnaire était donc prise, à Athènes comme à Madrid, par l'envoyé de l'Angleterre; il n'en restait plus pour l'envoyé de la république française. Je sais bien que, par une théorie nouvelle, on dit maintenant que la meilleure des situations, pour un agent français, dans les états secondaires, est de n'avoir de crédit sur personne, pour être délivré des embarras de la puissance et du poids de la responsabilité, sorte d'opération parfaitement analogue à celle qu'a faite à l'intérieur le gouvernement nouveau, en nous délivrant les uns et les autres des soucis de la richesse. Les discours de l'ancienne opposition, ceux qu'adressait autrefois à M. Guizot M. de Lamartine lui-même, pendant le triomphe momentané de l'influence anglaise à Madrid, serviraient amplement de réponse à cet argument, qui rappelle un peu trop celui du renard de la fable.

En attendant, les faits mêmes y répondent. Le jeune royaume de Grèce, création et espoir de la politique française, pour qui s'enthousiasmait, il y a vingt ans, toute notre jeunesse libérale, pour qui nos chambres ont plusieurs fois, par des acclamations unanimes, prodigué les millions, tandis que nos écoles s'ouvraient pour ses enfans, cet héritier de tant de noms héroïques, cette pépinière de si hardis matelots, a failli périr dans une insurrection où les agens de l'Angleterre n'étaient, dit-on, pas étrangers. Ce n'est pas la France qui l'a défendu; c'est l'envoyé russe qui l'a pris sous sa protection, et qui a étendu sur lui, pour le couvrir, un des pans du manteau impérial de son maître. Une querelle violente a éclaté entre le cabinet de Madrid et le ministre qu'anima long-temps (c'étaient les journaux de l'opposition qui le disaient) une inimitié systématique contre la France. A la suite de cette querelle, savons-nous ce qui peut arriver? Peut-être des représailles qui mettront entre les mains de l'Angleterre la dernière colonie qui reste aux conquérans du Nouveau-Monde, l'île opulente de Cuba; peut-être simplement un redoublement de cette contrebande effrontée qui inonde les côtes méridionales de l'Espagne, et qui n'a cessé de faire pousser à notre commerce de si vives plaintes. Je

n'entends pas dire que dans tout cela la France prenne le moindre intérêt. Inévitable, mais, il en faut convenir, étrange résultat de l'arrivée au pouvoir d'un parti qui n'avait cessé, pendant tant d'années, de s'indigner de l'abandon où l'inaction prétendue du gouvernement français laissait les puissances maritimes secondaires vis-à-vis des exigences et des envahissemens de l'Angleterre!

Quand la France a ainsi fait le vide sur deux des grandes péninsules de la Méditerranée, est-il étonnant que nous jetions un regard d'inquiétude sur la troisième, sur cette Italie que nous n'avons encore considérée que comme une des puissances qui bordent nos frontières territoriales, mais dont l'existence maritime a été autrefois si brillante, et, sous le souffle de la liberté, peut d'un jour à l'autre le redevenir? Là, du moins, jusqu'à l'an dernier, l'influence anglaise n'était jamais parvenue. La religion, à elle seule, l'excluait, pour ainsi dire, tacitement de la terre habitée par le chef de la religion catholique. Elle y parut pour la première fois l'automne dernier, afin d'y exploiter le mécontentement des libéraux italiens contre la politique trop lente, au gré de leur impatience, du gouvernement français. Les événemens ont marché si vite dès-lors, que nous ne savons, et probablement elle ne sait guère elle-même, ce qu'elle pense de la grande lutte dont l'Italie est en ce moment le théâtre. Elle attend l'issue du combat pour se prononcer, peut-être pour se porter médiatrice, et c'est, nous persistons à le penser, la seule conduite digne d'un gouvernement qui ne veut pas intervenir directement et pour son compte. En attendant, quand on se rappelle l'intimité qui existait encore, il n'y a pas long-temps, entre le cabinet de Turin et l'Angleterre, quand on sait (ce que tous ceux qui ont voyagé en Orient pourraient attester) combien les consuls sardes et anglais faisaient depuis long-temps cause commune dans les ports de la Méditerranée, pour lutter contre l'influence que les traités reconnaissent aux consuls français, se prêtant mutuellement, les uns la force morale de leur qualité de catholique, les autres la force matérielle de leurs escadres, il est permis de se demander ce que deviendrait dans l'équilibre maritime de l'Europe, et quel rôle jouerait un jour dans la crise toujours attendue de l'empire ottoman, un grand royaume maître des plus grandes cités de la Méditerranée, tout puissant à Rome, et, par Rome, sur les missions du Levant, et parlant cette langue italienne qui est seule comprise en Orient! N'insistons pas, ce sont là des points de vue trop éloignés, dont il ne serait pas juste de demander à une politique mobile comme la nôtre de tenir compte.

Mais il existe, dès à présent, au midi de l'Italie, une grande île, aussi favorisée par la nature que maltraitée par les hommes, dont le sol est plein encore de richesses naturelles, dont la population, à peine civi-

lisée, possède encore quelques-unes de ces fortes qualités de la jeunesse, si rares aujourd'hui dans la vieille Europe, une île dont la fertilité sans mesure suffisait, il y a dix-huit cents ans, à la subsistance de la capitale du genre humain. Cette île est jetée entre Malte et Gibraltar, à trois jours d'un côté, à trente-six heures de l'autre des escadres et des garnisons anglaises. Elle a servi, pendant toutes les guerres de l'empire, de refuge et d'arsenal à Nelson. L'Angleterre s'est chargée elle-même, il y a trente ans, de lui donner une constitution, qu'elle a prise sous sa garantie. Depuis ce temps, le commerce anglais n'a pas cessé d'y multiplier ses établissemens, et les agens anglais de les protéger avec ces façons impérieuses qui annoncent et préparent la domination future. Quand, au mois de janvier dernier, cette île s'est mise en insurrection contre son souverain, aussitôt les escadres anglaises y sont accourues, et l'envoyé britannique a pris l'insurrection, en quelque sorte, à son compte, et s'est porté comme unique et souverain médiateur. La médiation a abouti à l'indépendance, déclarée huit jours après la révolution de février. Trois mois après, l'indépendance s'est transformée en royauté pour le second fils de Charles-Albert, proclamée au son du canon des vaisseaux anglais. Notre gouvernement n'a rien dit, rien fait. M. de Lamartine a déclaré que la Sicile *se vengerait ainsi de son long asservissement à la maison de Bourbon.* Il n'y a rien à dire assurément contre un pareil motif. Il est fâcheux seulement que l'événement ne soit pas arrivé trois ans plus tôt. Je suis sûr que, pour avoir la reconnaissance de la Sicile indépendante, l'Angleterre nous aurait tenu quittes à meilleur compte encore du droit de visite et de l'indemnité Pritchard.

« Après dix-huit ans de règne (disait M. de Lamartine dans la séance du 8 mai dernier) et d'une diplomatie que l'on croyait habile parce qu'elle était intéressée, la dynastie remettait la France à la république plus cernée, plus garrottée de traités et de limites, plus incapable de mouvement, plus dénuée d'influence et de négociation extérieure, plus entourée de piéges et d'impossibilités qu'elle ne le fut à aucune époque de la monarchie, emprisonnée dans la lettre, si souvent violée contre elle, des traités de 1815; exclue de tout l'Orient, complice de l'Autriche en Italie et en Suisse, complaisante de l'Angleterre à Lisbonne, compromise sans avantage à Madrid, obséquieuse à Vienne, timide à Berlin, haïe à Saint-Pétersbourg, discréditée pour son peu de foi à Londres, désertée des peuples pour son abandon du principe démocratique; en face d'une coalition morale ralliée partout contre la France, et qui ne lui laissait le choix qu'entre une guerre extrême d'un contre tous ou l'acceptation d'un rôle subalterne de puissance secondaire en surveillance dans le monde européen, condamnée à languir et à s'humi-

lier un siècle sous le poids d'une dynastie à faire pardonner aux rois, et d'un principe révolutionnaire à faire amnistier ou à faire trahir aux peuples. »

Qu'aurait à répondre M. de Lamartine, dans la retraite où il a été déjà précipité par les retours de l'opinion publique, mais dont il sort quelquefois encore pour glorifier lui-même, et lui seul, sa politique, si à ce tableau, vrai ou faux, de dix-huit ans qui appartiennent à l'histoire, et que l'histoire jugera, nous opposions trait pour trait le tableau de quatre mois qui, par le mal qu'ils ont fait, valent bien des années; les traités de 1815 anéantis pour tout le monde, mais continuant à peser sur la France seule du poids de toutes leurs clauses onéreuses ou humiliantes; la France privée du mérite de sa fidélité à la foi jurée, sans avoir retrouvé la liberté de ses mouvemens, stationnaire et isolée pendant que tout autour d'elle s'unit et se développe, abandonnant l'Orient à un tête-à-tête tranquille entre l'Angleterre et la Russie, disparaissant de la Méditerranée, où ses flottes errent encore sans porter nulle part ni appui ni terreur; placée, par ses engagemens avec l'Italie, sous le coup d'une guerre à chaque instant imminente qu'elle ne peut ni prévenir ni repousser; aujourd'hui, par conséquent, en paix sans influence diplomatique, demain peut-être en guerre sans espoir de conquête, considérée par ses plus proches voisins avec l'effroi qu'inspire un malade dont on redoute la contagion, ne pouvant compter ni sur l'élan révolutionnaire, ni sur la force des institutions établies, dans une situation, en un mot, qui rappelle l'année 1799 moins la campagne d'Égypte, et le directoire moins Bonaparte!

****

ÉLISE.

Albert à Manuel.

Naples, 22 juillet 1841.

Cher Manuel, me voici à Naples. On n'a pas voulu me permettre de passer par les marais Pontins et par cette route célèbre de Terracine qui longe la plus belle mer du monde. On dit que les exhalaisons des maremmes sont funestes aux constitutions faibles. J'ai eu bien envie de résister aux prescriptions de la médecine; mais, après réflexion, j'ai dû céder. Puisque j'ai fait aux sollicitudes de ma famille la concession de venir ici, il faut que je pousse la condescendance jusqu'au bout. Je veux n'avoir rien à me reprocher ni envers les autres ni envers moi-même. Je compte sur toi pour rendre témoignage que j'aurai fait tout ce qu'on aura voulu.

Du reste, je ne me plains pas de la route qu'on m'a fait prendre. Elle est très belle aussi. Cette Italie est pleine de merveilles. En sortant de Rome, nous nous sommes dirigés un peu vers l'est, comme si nous voulions aller à Tivoli, tandis que la route par Terracine aborde directement au sud les monts délicieux d'Albano. Nous avons rejoint bientôt la chaîne des Apennins, que nous avons suivie jusque près de Capoue, où les deux routes se rejoignent. Nous n'avons pas eu la mer, mais nous avons eu les montagnes.

Tu sais combien l'aspect désolé de la campagne de Rome fait d'impression sur moi. Je n'ai pu revoir de sang-froid cette plaine ondu-

leuse comme une mer aux grandes vagues qui aurait été fixée par quelque pouvoir surnaturel, et qui serait restée infertile et maudite. Je ne puis me défendre d'une horreur secrète devant ce spectacle de mort. Il a fallu bien des ravages, bien des guerres civiles, pour réduire ces champs immenses à un tel état de dépopulation et de stérilité; mais enfin tout a péri, et la puissance de vie elle-même semble s'être retirée. De quel épouvantable pouvoir de destruction l'homme est armé contre lui-même! Il peut parvenir, à force de persévérance et de colère, à fermer même le sein de la terre et à rendre l'air mortel. Je me suis demandé quelquefois s'il serait jamais possible que le monde entier devînt un jour aussi dévasté que cette redoutable campagne. La fécondité de la nature est bien inépuisable, mais la passion de l'homme est bien obstinée aussi. Qui sait si jamais il ne s'élèvera entre les peuples une de ces guerres d'extermination qui éteignent les générations à naître en moissonnant les générations vivantes? Tout prend un caractère gigantesque avec le développement des forces aveugles inventées de nos jours; ce qui ne menaçait autrefois qu'une nation peut menacer aujourd'hui l'humanité.

Au moment où nous traversions la campagne de Rome, une maison, la seule qu'on pût voir à l'horizon, brûlait au milieu du désert. Il y avait certainement plus d'une lieue entre cette maison isolée et la route, et rien ne nous empêchait de voir la flamme de l'incendie sortir par les fenêtres et déborder le toit. Tout secours était impossible : nous n'aurions pas eu le temps d'arriver. Le feu brilla pendant près d'une demi-heure, puis tout s'écroula, et on ne vit plus qu'une fumée noire qui s'élevait lentement vers le ciel. Je ne puis te dire combien le spectacle de cet incendie solitaire, inconnu, sans secours, à si peu de distance d'une ville encore populeuse, m'a paru effrayant.

Ne crois pas que les ruines des aquéducs romains soient les seules qu'on aperçoive. On voit aussi de distance en distance des tours élevées au moyen-âge. C'est là que se renfermaient sans doute les partisans des Colonna et des Orsini, qui se sont livré pendant des siècles un combat si acharné, qu'ils ont fini par s'entre-tuer tous. On voit encore quelques débris de fermes construites à diverses époques, et que le mauvais air a fait abandonner. La campagne de Rome est, comme la ville, une succession de ruines, avec cette différence qu'à Rome il est resté des habitans, et qu'ici il n'y en a plus.

Tu sais quelles sont les seules rencontres qu'on peut faire dans la plaine, depuis qu'on est à peu près sûr de n'y pas trouver de bandits. Ce sont des troupes de ces grands bœufs blancs aux cornes immenses qui vont camper au Forum ou qui en reviennent. Ces bœufs vont presque toujours à la course au milieu d'un nuage de poussière; derrière eux, on voit à peine, au travers du tourbillon, deux ou trois pâtres à cheval armés de longues piques, qui courent aussi. Il y a dans ces

poudreuses apparitions quelque chose de sauvage et de fantastique qui ajoute encore à l'impression générale, surtout quand la lumière du soleil couchant les entoure de reflets ardens qui permettent difficilement d'en soutenir la vue, si rapide qu'elle soit.

Dès qu'on arrive au pied des Apennins, tout change. Autant la campagne de Rome est inculte et inhabitée, autant la vallée où l'on entre au sortir de la plaine est riche, fertile et charmante. De beaux arbres, comme je n'en ai vu qu'en Italie et dans les tableaux de Claude Lorrain, font de la route une allée. Des deux côtés sont des champs aussi bien cultivés que ceux que tu peux voir de ta fenêtre, dans ton manoir de Normandie. Des pentes abruptes et couvertes d'une végétation vigoureuse s'élèvent comme des murs de verdure et bornent le regard, qui s'égarait en liberté un moment auparavant sur une plage infinie. Rien de plus calme, de plus frais, de plus heureux. On se dit en y passant ce qu'on dit à tout moment dans cette belle Italie : C'est là que je voudrais m'arrêter et vivre. Et on ne s'arrête pas plus là que dans la vie, quoiqu'on le puisse davantage !

Je ne te raconterai pas tous les incidens de mon voyage, qui en a eu du reste fort peu. A Ceprano, village perdu au milieu des Apennins, où j'ai passé une nuit, je suis tombé au milieu d'une fête populaire. C'est ce qui m'impatiente le plus dans ce pays; on y trouve toujours les gens en fête. Je ne sais pas de quoi les Italiens ont tant à se réjouir. Je suis allé le soir sur la place du village. Toutes les fenêtres étaient illuminées tant bien que mal. Sept à huit musiciens formaient un orchestre champêtre très bruyant. Les enfans dansaient en tenant à la main des branches d'arbres chargées de leurs feuilles. De grands et beaux jeunes gens à demi vêtus posaient çà et là devant les jeunes filles dans les attitudes les plus héroïques.

Tu connais bien ce magnifique jeune homme de Léopold Robert qui est appuyé sur la tête des buffles dans le tableau des *Moissonneurs*. Il était là : je l'ai reconnu. Je ne crois pas qu'il soit possible d'avoir plus de vie, de force et de fierté dans le regard et dans toute la pose. Seulement il avait l'air un peu plus brigand que dans le tableau. En vérité, on ne se consolerait pas de n'être pas Romain, si l'on ne songeait au triste usage que ces gens-là font de leur vigueur et de leur beauté. Si j'étais comme ce jeune paysan, il me semble que je soulèverais le monde, et il finira peut-être par être exécuté devant le château Saint-Ange, après avoir poignardé sa maîtresse et couru quelque temps les montagnes, la carabine à la main. Voilà une belle conclusion pour faire tant d'étalage et lever si haut cette noble tête.

Je te parlerai une autre fois de Naples. Tout ce que je puis te dire pour le moment, c'est que j'en suis moins frappé que je ne croyais. Je m'attendais à plus de tumulte et de lumière. J'ai été très fatigué du voyage. J'ai eu en arrivant une crise assez forte. Je suis mieux main-

tenant, mais peu en état de sortir encore de quelques jours. Heureusement je suis très bien logé. Tu sais sans doute qu'il y a à Naples deux quartiers très recherchés des étrangers et situés également au bord de la mer. L'un s'appelle *Chiaïa*, c'est le quartier du beau monde; l'autre, *Sainte-Lucie*, c'est le quartier populaire. Tous deux sont très bruyans. Je suis logé entre les deux, sur un quai presque désert qu'on nomme *Chiatamone*. De mes fenêtres, je vois toute la baie.

Philippe couche dans ma chambre. Je suis toujours très touché des soins qu'il a pour moi. Je crois qu'il m'aime véritablement. J'ai surpris l'autre jour des larmes dans ses yeux. Depuis que je lui ai demandé s'il ne craignait pas que mon mal fût contagieux, il y a quelquefois dans son regard une expression de reproche qui me navre. Je m'en veux d'être ainsi défiant et irritable, mais je ne suis pas toujours maître de moi. Je suis seul au monde, tu le sais; mon père et ma mère sont morts de la fatale maladie qui me mine; je n'ai d'ami que toi, et tu es loin. Le pauvre Philippe est la victime de mes douleurs. Je fais ce que je puis pour être d'humeur égale, et ce n'est vraiment pas ma faute quand je n'y réussis pas.

Écris-moi souvent. Dis-moi tes travaux, tes amours, tes espérances. Tu sais que tu vis pour nous deux. Dis-moi ce dont s'occupent les vivans. Ce qui t'intéresse m'intéressera. Songe que je vais être ici bien isolé; je n'aurai que tes lettres pour unique ressource. Parle-moi de la politique et de la littérature. Les journaux de France sont interdits à Naples. Je ne saurai que ce que tu m'apprendras. Pour moi, je t'enverrai en échange le triste inventaire de mes impressions, de mes promenades. Qui sait? peut-être aurai-je de bonnes nouvelles à te donner. Dans ce pays où la vie abonde, j'en trouverai peut-être.

10 août.

J'ai reçu ta lettre, cher Manuel. Je sens trop que tu as raison, et ta plainte douloureuse me désole. Pardon, mille fois pardon de t'attrister ainsi, mais mon désespoir m'échappe malgré moi. Quand j'affecte la sérénité, la plaisanterie même, je mens. Que veux-tu que j'y fasse? je vois que je meurs, et je regrette la vie lâchement. J'ai vingt-cinq ans, je suis riche, je me sens des facultés qui auraient pu être brillantes, et tout va disparaître à la fois pour moi. Il n'y a pas jusqu'à cette Italie où l'on m'a envoyé parce qu'on ne savait plus que faire, qui n'irrite encore mon chagrin. La splendeur de son soleil me fatigue, et son abaissement actuel me console seul de sa gloire passée, sentiment indigne dont je rougis sans pouvoir l'étouffer.

Laisse-moi te dire une fois toute l'amertume de mon ame. Même dans ces quelques mots qui t'ont fait tant de peine, je dissimulais. Je

me révolte à tout moment contre les hommes, la nature et Dieu. Qu'ai-je fait, moi, pour mourir si jeune? Puisque le sort est si injuste pour moi, je puis être injuste à mon tour. Je suis jaloux de tout ce qui vit, et tout ce qui est mort m'épouvante, comme l'image de ce qui m'attend. Je me surprends à faire des vœux pour que ce volcan qui fume éternellement sous mes yeux fasse une explosion terrible qui engloutisse les quatre cent mille habitans de Naples en même temps que moi. Je ne serais pas du moins le seul à mourir.

J'étais mieux à Rome qu'ici. J'aurais bien fait d'y rester. Cette grande misère de Rome me plaisait. Je ne me rappelais pas sans un plaisir infame toutes les douleurs qu'a souffertes cette reine des nations. Je lui pardonnais sa puissance et sa durée en faveur de ses châtimens. Je me trouvais moins malheureux d'être si faible en présence de tant de force évanouie. Que sont les jours d'un homme, me disais-je, auprès de tous ces siècles, et que peut-on faire dans la vie qui ne finisse misérablement, quand l'empire romain a fini ainsi?

Non, non, je t'abuse encore; ce n'est pas là ce que je pensais; j'avais hâte de fuir au contraire; il me semblait que je renaîtrais quand je n'aurais plus sous les yeux cette agonie. J'appelais de mes vœux la foule joyeuse, la mer animée, l'éternelle fête, et, quand je me suis trouvé seul au milieu du peuple le plus bruyamment heureux de la terre, j'ai eu horreur de ce que j'avais désiré. Au lieu de m'étourdir, ce spectacle me tue. Je voudrais revenir où j'étais hier; je demande ce que j'ai rejeté et je repousse ce que j'ai cherché avec passion. Je ne puis être bien nulle part.

Encore si j'avais vécu un seul jour, je pourrais m'endormir sans regrets. Je sais qu'à la dernière heure les plus longues vies sont comme les plus courtes; tout s'efface à la fois dans le néant du passé, et l'instant fatal est le seul qui soit présent. Mais, tu le sais, je n'ai pas de souvenirs. Toute mon existence s'est écoulée dans la crainte d'une fin subite. Enfant, je n'ai pas joué avec mes frères; jeune homme, je n'ai pas aimé. Le moindre effort aurait brisé ma frêle poitrine. Tu sais de quel œil d'envie je te voyais dompter un cheval fougueux ou suivre à la course tes chiens rapides. Tu revenais tout haletant auprès de moi, et j'essuyais, les yeux gros de larmes, ton front trempé de sueur.

Maudits soient ceux qui m'ont conservé à force de soins une vie factice! Sans eux, je serais mort au berceau, dans l'ignorance sainte des premiers jours. Je n'aurais pas entrevu le monde pour le perdre; je ne saurais pas combien tous les autres hommes sont plus heureux que moi. Ma jeune ame, échappée de sa débile prison, aurait passé peut-être dans un autre corps, et sa joyeuse délivrance aurait pu être suivie d'une résurrection plus joyeuse encore. Maintenant l'affreux fardeau qui lui a été imposé l'a vieillie; elle a usé ses forces à lutter contre des

organes imparfaits. Elle n'est plus ce qu'elle aurait été, si elle avait animé un autre être.

Tu le vois, Manuel, je suis plus à plaindre qu'à blâmer. Tu essaies de me distraire, je t'en remercie. J'ai fait effort pour lire les détails que tu me donnes sur Paris. Hélas! que me font ces intérêts qui te passionnent! Plus les hommes s'agitent, plus je les hais. Où croyez-vous en venir avec tous ces efforts? La force des choses se rit de vous; elle poursuit son cours et vous écrasera, si vous tentez de lui faire obstacle. Une volonté isolée ne peut pas plus sur les événemens qu'une de ces mille vagues que je vois d'ici sur la face immense de la mer : si le vent se lève, il brise tous les flots; s'il tombe, il les efface. Vous n'êtes maîtres ni du calme ni de l'orage; vous êtes les jouets de tous deux. L'orage vous élève et vous déchire, le calme vous apaise et vous engloutit.

Encore une fois, mon ami, pardonne. Je sens que j'ai été trop loin dans cette lettre, mais je suis aujourd'hui sous l'empire d'un mauvais génie. Ce golfe si vanté est couvert pour moi d'un crêpe lugubre. Je croyais me réchauffer à son soleil, et il me semble que je l'ai éteint. Les beaux rayons et les noires ombres sont en nous; mes douleurs m'obscurcissent le ciel comme si le Vésuve y jetait sa pluie de cendres. La mer, qu'on dit si bleue, me paraît livide. Cette ville, si pleine de tumulte, est silencieuse comme un grand tombeau. J'ai froid dans cet air tiède. Adieu. Je ne veux pas te tourmenter plus long-temps de mes angoisses. Pardonne, pardonne. Je sais que je suis bien cruel, mais sois patient, ce sera bientôt fini.

20 août.

J'ai depuis quelques jours un bien triste plaisir. Je ne suis plus si seul, mais je n'en suis pas plus heureux. Un de ces soirs, j'étais à ma fenêtre, regardant d'un œil vague les barques lointaines, quand j'entendis une voiture s'arrêter à la porte de mon hôtel. Je vis d'abord sortir de la voiture une femme âgée, dont les traits portaient l'empreinte d'un long et profond chagrin. Après elle sortit avec précaution une jeune fille si faible, qu'il fallut la soutenir sous les deux bras pour descendre le marche-pied. Je n'aperçus pas son visage, mais j'entendis sa voix; je reconnus cet accent pénétrant qu'avait la voix de ma mère et qui m'a souvent fait tant de mal, cet accent qui trouble profondément, parce qu'on sent que chaque mot emporte un peu de vie, comme une corde qui se brise en vibrant.

J'envoyai Philippe pour interroger les domestiques de l'hôtel. Il me rapporta ce que j'avais deviné. La jeune fille était une malade condamnée comme moi qui venait essayer de l'air du midi, et la vieille dame était sa mère. Pauvre mère! pauvre enfant! Je fus ému jusqu'au fond de l'ame de ce malheur si semblable au mien, et je sentis pour la

première fois depuis long-temps mes yeux se mouiller de pitié. Moi, du moins, je n'ai pas cette horrible douleur de m'éteindre ainsi sous les yeux d'une mère désespérée. Je n'ai à pleurer que sur moi, sur moi seul. Quel drame poignant doit se passer en silence entre ces deux ames! Voilà des déchiremens que je ne connaissais pas, moi qui croyais avoir épuisé la coupe amère!

Depuis ce moment, je n'ai pas fait de tentatives pour voir Élise : c'est ainsi qu'elle se nomme. Elles vivent très retirées. J'ai compris que ma présence serait pour la fille une sorte de menace, et pour la mère un nouveau tourment. Elles sortent tous les jours en voiture un peu avant le coucher du soleil pour aller faire une promenade sur le Pausilippe. Je suis toujours à ma fenêtre au moment où elles sortent. Élise est belle et pleine de grace. Je ne crois pas qu'elle ait plus de dix-sept ans. Ses cheveux sont très fins et très blonds. Son teint est blanc et pâle, avec cette teinte de carmin sur les joues, qui est un signe de mort. Sa taille est légèrement courbée, mais sans rien perdre de son élégance. Ses lèvres et ses yeux sourient avec une douceur angélique.

Je suis encore là quand elles reviennent. La mère a toujours une main de sa fille dans les siennes. L'expression de son visage m'apprend si la promenade a été heureuse. Quand Élise s'est trouvée mieux du mouvement et du grand air, la bonne mère est rayonnante. Quand Élise est fatiguée, la mère pleure, et moi aussi. Oui, Manuel, moi aussi. Cette tendre victime m'a fait oublier mes propres maux. Je souffre plus pour elle que pour moi. Je voudrais pouvoir lui prendre son mal et mourir pour tous deux.

Je présume qu'on lui aura dit qui je suis. Elle jette quelquefois sur moi, quand elle part, un regard mélancolique, le regard d'une sœur. Leur appartement est contigu au mien; leurs fenêtres sont à côté des miennes. J'ai acheté une guitare à la mode du pays. Hier j'eus envie de chanter en m'accompagnant, et je choisis, je ne sais pourquoi, une de ces joyeuses chansons espagnoles que tu m'as apprises à ton retour d'Andalousie. On me répondit bientôt sur un piano par une mélodie antique bien sévère. La voix d'Élise, quand elle chante, est encore plus expressive que quand elle parle. Tu connais la Séraphine d'Hoffmann : c'est la même voix ravissante et douloureuse, la même harmonie céleste qu'on ne peut entendre long-temps sans mourir.

Tu comprends que j'aimais mieux ses complaintes que mes seguidillas; mais je ne voulais pas l'attrister. J'aurais voulu plutôt lui faire croire que j'avais foi dans l'avenir. Rien n'est insouciant comme les refrains du contrebandier espagnol. On sent qu'il jette aux vents ses jours, ses plaisirs et ses dangers. Je me suis enivré moi-même de cette verve simple et forte. Après quelques mesures, je fouettais les cordes de tous mes doigts, et je frappais résolûment du pouce sur le bois de la guitare,

comme un véritable Andalou; mais quand j'ai entendu les premiers accords de son chant large, solennel et grave, la guitare m'est tombée des mains, j'ai écouté. J'étais près de me mettre à genoux, tant ces sons divins me dominaient, quand la mère d'Élise est venue la gronder doucement de chanter avec tant d'ame, et tout s'est tu.

Je fais chercher un cheval qui ne me fatigue pas trop. Je veux sortir à cheval presque tous les jours, si je peux le supporter. Voilà près d'un mois que je suis à Naples, et je ne connais encore ni la ville ni les environs. J'ai fait venir aussi quelques livres. Je me remets aux poètes italiens. Je n'aime pas beaucoup, comme tu sais, le terrible Dante, mais je lis le Tasse avec ravissement. Cette grace tendre me calme. Il y a eu de plus grands poètes dans le monde, mais il n'y en a jamais eu de plus aimables. Je croyais que le Tasse n'avait de charme qu'à quinze ans; je me suis trouvé en le lisant aussi sensible que jamais à cette imagination enchanteresse. Je vois de ma fenêtre ouverte la patrie du chantre divin, et il me semble que ses vers me viennent avec le parfum des orangers.

Tu vois que les orages sont passés. Je suis mieux. Tu as dû me trouver bien violent dans ma dernière lettre. L'air de Naples a une grande douceur apparente, mais il est plus irritant qu'on ne croit. J'ai eu de la peine à m'y accoutumer. On perd facilement le sommeil ici, et je ne sais rien de plus funeste qu'une nuit d'insomnie. Dis-moi bien que tu as brûlé ma lettre; les blasphèmes ne me vont pas. Je ne suis pas un phthisique d'élégie, de roman et de vignette; je ne veux pas poser comme lord Byron. J'ai trop vu de copies de ce ténébreux modèle. Adieu. Voici l'heure où Élise sort pour sa promenade ordinaire. Philippe vient m'annoncer aussi qu'on m'a amené mon cheval.

2 septembre.

Je m'étais trompé sur la baie de Naples. Depuis que je me promène tous les soirs, j'ai appris à en sentir les beautés. Mon sang se calme; j'ai la tête moins brûlante et l'esprit moins agité. Élise aussi me semble moins abattue. Ce climat est réellement salutaire et aussi fortifiant qu'il est beau.

La ville de Naples n'est pas située au fond même de la baie; c'est le Vésuve qui en occupe le centre; deux longs bras de terre partent du volcan et se recourbent comme pour enserrer la mer : l'un de ces bras porte Castellamare et Sorrente, l'autre Portici et Naples. Presqu'à l'un des bouts de cet arc immense, l'heureuse cité s'étend au soleil entre les dentelures du rivage et les cimes sinueuses des collines. Le court promontoire du Pausilippe s'abaisse rapidement vers l'ouest; la grève qui court le long de ce promontoire porte le doux nom de Mergellina. C'est là que je vais habituellement, à l'heure où le soleil se

couche, assister au dernier adieu du jour. Élise y vient de son côté avec sa mère; nous ne nous sommes pas encore parlé, mais il me semble que nous nous entendons sans nous rien dire. Mon cheval suit de lui-même la voie tracée par les roues de la voiture sur la poussière du chemin. Avec cette finesse particulière aux hommes de ce pays, le cocher d'Élise a compris qu'un lien secret attachait le cavalier solitaire aux deux femmes qu'il conduit. Tantôt il ralentit le pas de ses chevaux pour me laisser prendre les devans, tantôt il les presse du fouet et de la voix pour me rejoindre et me dépasser. Dans les deux cas, nous pouvons, Élise et moi, échanger un regard rapide. Le regard d'Élise est triste, doux et tendre; quelquefois il s'anime d'admiration à la vue du ravissant spectacle qui se déroule devant nous, et je me sens alors heureux avec elle de ce que nous voyons ensemble. Nos ames se confondent dans un même sentiment comme nos yeux dans un même horizon.

En s'abaissant derrière le Pausilippe, le soleil éclaire de côté toute la baie. Ses rayons passent le long de la ville, effleurent le faîte des édifices et les mâts des vaisseaux qui dorment dans le port, tournent autour des hauteurs qui embrassent Naples, et vont mourir à l'autre bout de la courbe magique sur la pente du Vésuve. C'est l'heure où les pêcheurs se répandent sur la mer; de tous côtés flottent leurs voiles blanches, qui ressemblent à une volée d'oiseaux marins; d'autres, réunis par groupes le long du rivage, relèvent leurs longs filets avec de grands cris ou les étendent en rond sur la grève pour les faire sécher. Toujours le même tableau que tu as vu cent fois reproduit par la plume et par le pinceau, et qui n'a rien perdu de son charme par son éternelle uniformité.

Quand le soleil est tout-à-fait couché, nous rentrons. Je passe le reste de ma soirée à la fenêtre. La lune se lève sur le Vésuve comme si elle sortait du volcan; sa blanche lumière se répand sur la baie et lui donne l'apparence d'une vaste coupe de lait. Le repos de la nuit me pénètre; j'écoute le murmure de la voix d'Élise, qui cause avec sa mère, appuyée sur le balcon voisin.

8 septembre.

Décidément tout me plaît à Naples; on y retrouve, au milieu des beautés de la nature, les plus charmans souvenirs de l'antiquité. Mon ancien goût pour l'art grec m'est revenu sur cette terre toute païenne. Dans la journée, pendant que la chaleur rend les rues de Naples solitaires et silencieuses, je me rends quelquefois au musée des *Studi*. Je retrouve dans cette collection admirable les maîtres les plus célèbres; je m'assieds au pied de ces dieux de la fable, tout vivans encore d'une beauté que le temps n'altère pas, et je passe des heures à les contem-

pler. Quand je sors, ces fantômes aimés me suivent. La Flore antique, mélange inexprimable de grandeur et de grace, se détache de son piédestal qu'elle touche à peine depuis trois mille ans, et vole doucement devant moi, en semant les fleurs qu'elle tient à la main.

A l'entrée du Pausilippe, au-dessous de la grotte célèbre qui traverse la montagne, s'élève un mausolée caché par les pampres, les lauriers et les cactus. Une tradition antique en fait le tombeau de Virgile, et le peuple napolitain, saisi à ce grand nom d'une superstition qu'il ne s'explique pas, dit que Virgile était un enchanteur qui a creusé la grotte miraculeuse. J'aime cette naïve transformation de la gloire. Je me suis assis hier sur le rocher qui porte le tombeau, et d'où la vue s'étend sur la mer; là, j'ai répété à haute voix tous les vers de Virgile qui me revenaient à la mémoire. Ce n'était pas le chantre du vieux Latium que j'évoquais ainsi, mais le disciple harmonieux de Théocrite et de Bion. Devant moi, dans ces profondeurs azurées qui n'avaient pas de fin, m'apparaissaient Syracuse, la molle Ionie, les cimes du Taygète, de l'Hymette et du Pinde, et je sentais m'arriver le souffle divin qui a porté en Italie l'ame de la Grèce.

C'est vous surtout que j'appelais, nymphes idéales créées par le génie pastoral, et qui avez été mes premières amours! J'ai cru les voir toutes reparaître à ma voix, et la brune Thestylis qui abreuve à l'ombre les moissonneurs lassés, et Galatée qui fuit vers les saules, et la blanche Naïs qui assortit dans sa guirlande les mille couleurs des fleurs agrestes, et Phylis qui suit d'un long adieu le départ du bel Iolas, et la folâtre Églé qui barbouille de mûres le visage de Silène endormi. Ah! que n'étais-je, pour vous retenir, filles légères des forêts, ou le chanteur Ménalque, ou le beau pâtre Amyntas, ou Alphésibée qui imite en dansant la lourde allure des satyres, ou le jeune voleur de chevreaux qui se cache dans les glaïeuls aux aboiemens du chien rustique!

Je t'en supplie, Manuel, ne ris pas de mes réminiscences classiques. Tu sais qu'ayant toujours vécu seul, je me suis beaucoup nourri de ces rêves qui s'effacent bien vite pour tous les autres devant les heureuses réalités de la jeunesse. Je comprends ici pourquoi l'églogue est née dans ces climats favorisés. On dit que, derrière les montagnes bleues qui dominent Castellamare, s'étend, entre deux golfes, un petit pays de vertes prairies, d'eaux courantes et de troupeaux bondissans. C'est là que Virgile a placé sans doute la scène de ses poèmes. Qu'il serait doux d'y vivre avec une compagne aimée, et d'y retrouver les mœurs simples et calmes de l'Arcadie antique! Mais tu souris, je le vois, et ce paysage à la Poussin te semble une chimère. Hélas! tu as raison.

12 septembre.

Mon ami, mon ami, partage ma joie; moi aussi, je puis être heureux, je le suis... je ne mourrai pas sans avoir vécu...

Mes courses de ces derniers jours m'avaient fatigué; j'ai eu un nouvel accès qui m'a contraint de m'enfermer pendant deux jours. Juge de mon désespoir. Hier, me sentant un peu moins souffrant, je résolus de sortir seul, pour donner un libre cours à ma misanthropie. Sur une des hauteurs qui dominent Naples, s'élève la chartreuse de Saint-Martin. L'aspect désolé d'un cloître convenait à la sombre disposition de mon ame; je demandai à y être conduit. Il me fallut d'abord remonter l'interminable rue de Tolède, plus encombrée et plus bruyante que jamais. Toutes les voitures croisaient la mienne pour se rendre au Corso, et leur file rapide, incessante, le fracas des roues, des chevaux et du peuple, m'étourdirent et m'impatientèrent long-temps. Vingt fois je fus sur le point de crier à mon cocher de tourner bride et de me conduire par quelque rue détournée sur la route de Portici. J'arrivai cependant au bout de ce tumulte, et en peu de temps, par une route tracée sur le revers de la colline, je fus à la porte de la chartreuse. Je demandai qu'on me laissât errer seul dans l'enceinte; j'avais besoin de me livrer enfin sans témoins à cette tempête intérieure que j'avais senti se réveiller.

Mais que j'étais loin de rencontrer là ce que j'avais cherché! J'ai visité bien d'autres couvens, ils m'ont toujours paru dépouillés et tristes. Ici, c'est toujours le même silence, mais ce n'est plus ni la même horreur ni la même nudité. J'étais dans un des plus riches monumens de la magnificence humaine. Voûte et pavé, tout est de marbre. Les incrustations de la mosaïque florentine dessinent sur les murs des guirlandes de fleurs aux couleurs inaltérables. L'église resplendit d'or et de pierres précieuses. Partout des tableaux, partout des statues. Pour comble d'éclat, le soleil, qu'on retrouve partout ici, illuminait de ses rayons obliques le somptueux édifice. La flamme inondait les arceaux sculptés et jusqu'aux peintures les plus cachées. Où j'aurais voulu trouver des misères, je ne voyais que des splendeurs.

De plus en plus inquiet, irrité, je traversai à grands pas les larges cours et les longs cloîtres, et j'arrivai à une fenêtre qui s'ouvrait sur un abîme. Là, le rocher qui soutient le couvent s'enfonce perpendiculairement sous les pieds, et laisse voir, comme dans un grand nid, la ville tout entière, avec sa baie, ses châteaux forts, ses palais, ses églises, sa ceinture de collines, ses vaisseaux à l'ancre, ses voiles errantes et l'immensité de la mer. Je cherchai en vain un nuage sur l'impitoyable azur. Rien ne troublait l'ardente sérénité des airs. Naples blanchissait sous une pluie de feu, entre les flots bleus qui scintillaient au loin et

les verts citronniers dont les feuilles polies luisaient comme autant de miroirs.

Où donc est la place de la douleur et de la mort, m'écriai-je avec une sorte de fureur, dans cette fête sans fin du ciel, de la terre et des arts? La rumeur confuse qui s'élève d'une ville immense répondit seule à ma voix. J'étais là depuis quelque temps, plongé dans des rêveries sauvages et emportées, quand j'entendis derrière moi des pas si légers, qu'on aurait dit ceux d'un être surnaturel. Je me retournai : c'était Élise, Élise elle-même, qui venait à pas lents, appuyée sur sa mère. Je devais avoir l'œil bien hagard et les traits bien bouleversés, car, en me voyant, elles s'arrêtèrent comme frappées de terreur. La mère parut sur le point de changer de route, mais Élise marcha résolûment en avant et vint se placer à côté de moi sur le balcon. « C'est bien beau ! » dit-elle d'une voix émue, et aussitôt elle tourna sur moi des yeux si pleins d'un affectueux reproche, que je ne pus retenir mes larmes. J'avais senti une douceur céleste se répandre au fond de moi-même et y noyer dans un ravissement ineffable les angoisses de mon désespoir.

Je ne te dirai pas ce qui se passa entre nous après ce premier moment, je ne le sais pas. J'étais éperdu de reconnaissance et de joie. Assailli à la fois de mille émotions nouvelles, de mille sentimens inconnus, je ne respirais plus, je ne pensais plus. Je crois que nous avons pleuré un moment ensemble, Élise, sa mère et moi. Nos trois cœurs s'étaient compris; nos douleurs communes nous réunissaient dans une consolation unique et infinie. Nous avons pris naturellement pour nous parler le ton de vieux amis. Une heure avait suffi pour nous étreindre à jamais.

J'ai offert mon bras à Élise; sa mère lui a permis de l'accepter. Nous avons regardé ensemble le magnifique spectacle de la baie. Comme il était changé! La nuit venait rapidement, les teintes les plus vives s'affaiblissaient, et l'air prenait cette suavité caressante qui donne tant de charme au soir dans ces doux climats. La mer transparente, légère, avait cessé de pétiller et frémissait en se raréfiant sous la brise. Quelques vapeurs bien fines effaçaient çà et là la couleur tranchée du ciel; on eût dit des ames qui s'envolaient vers les demeures divines. Les pentes seules du Vésuve paraissaient encore d'un rouge ardent, comme si la lave en feu les eût couvertes; au pied de la montagne tout s'éteignait mollement dans l'ombre naissante. Le bruit qui montait jusqu'à nous devenait plus harmonieux de moment en moment, et ressemblait à un chant de sommeil et de volupté.

Quand nous retournâmes sur nos pas, l'obscurité commençait à sortir du fond des galeries claustrales; mais ce n'était pas cette nuit froide et effrayante de nos régions, c'était une nuit claire, chaude et pure, qui ne voilait qu'à demi les objets. Nous traversâmes un cloître de marbre

blanc, dont les piliers polis projetaient un reste de lumière. Nous nous taisions tous trois, nous jouissions en silence. Élise marchait languissamment, comme affaiblie par une émotion intérieure. Souvent elle s'arrêtait pour mieux contempler l'effet des arcades élégantes, et j'étais heureux d'admirer avec elle ce que j'avais à peine regardé une heure avant. Quelques chartreux passèrent près de nous et nous saluèrent d'un air amical. Nous les suivîmes vaguement des yeux jusqu'à ce que leurs robes blanches se perdissent dans l'ombre. Fantômes humains, qui semblaient donner un corps à nos pensées, et qui passaient en s'évanouissant avec elles!

Vis brillant et heureux, Manuel; je ne t'envie plus tes plaisirs. Quand je serai encore triste et seul, je reviendrai à la chartreuse; sa solitude sera peuplée pour moi. J'y ai laissé assez de souvenirs pour remplir une vie plus longue que la mienne; chacune de ses dalles me parlera, et les rêves qui m'y berceront seront plus doux et plus beaux que tes joies les plus aimées.

15 septembre.

Je vois Élise et sa mère tous les jours. Il est impossible d'être plus intéressant et plus distingué qu'elle. Le père d'Élise était un général couvert de blessures, qui s'est marié à cinquante ans et qui est mort peu après la naissance de sa fille. La mère, qui appartient à une des premières familles du Berri, avait aussi passé, quand elle s'est mariée, l'âge de la première jeunesse. Élise est le fruit maladif de cette union tardive. Dès sa plus tendre enfance, elle a donné, comme moi, les plus vives inquiétudes. Sa mère ne vit que pour elle. Tous ceux qui l'entourent la chérissent et la pleurent d'avance. Sa conversation est pleine de charme; elle est très instruite et aime les arts avec passion. J'ai retrouvé en elle cette promptitude d'intelligence et cette vivacité d'imagination qu'on a toujours remarquées en moi, et qui ont fait à la fois ma consolation et mon tourment. Même ici elle travaille beaucoup; elle parle déjà l'italien à ravir; elle chante et peint à la gouache avec un véritable talent. Ce qui m'étonne et m'enchante le plus en elle, c'est qu'elle est d'une gaieté douce qui contraste avec la grace souffrante de toute sa personne. Je l'ai vue quelquefois rire de bon cœur et faire rire sa mère. Je crois cependant qu'elle ne se fait pas plus d'illusion que moi sur l'avenir.

Nous causons beaucoup sur l'Italie. Elle a un sentiment délicat des beautés de ce pays; Rome surtout lui a laissé l'impression la plus profonde. Nous nous promenons ensemble, par le souvenir, dans les jardins les plus abandonnés. Il s'est trouvé que nous avions une prédilection commune pour la villa Matei. Quand Élise parle avec un enthousiasme rêveur du noble horizon de ruines qui entoure la villa,

il me semble que j'entends ma propre voix, et tout un monde d'émotions tristes et douces s'éveille en moi. J'ai passé bien souvent des heures entières dans cette solitude, assis sur une colonne renversée et absorbé dans une muette contemplation; je m'y revois maintenant avec Élise, mais je ne me sens plus attaché à la terre par des liens corporels; nous passons comme des fantômes au milieu des vases de marbre et des statues antiques, et nous prenons notre essor vers les remparts à demi détruits qui laissent voir derrière eux l'immense désert de la campagne. Si les ames reviennent sur la terre, c'est là qu'elles doivent aimer à revenir; quand nous ne serons plus, Élise et moi, nous nous y retrouverons.

Mais le bruit du dehors nous ramène à Naples. Élise s'amuse comme un enfant des mille épisodes qui animent incessamment la baie. Le bateau à vapeur qui arrivait de France nous a occupés hier pendant long-temps. Nous l'avons vu doubler le Pausilippe et se diriger vers le port, laissant derrière lui ce long panache de fumée qui flotte au loin dans le ciel serein. Est-ce aussi beau qu'un autre navire? nous demandions-nous. Dans le même moment, un navire à voiles a paru aussi derrière le Pausilippe. Les voiles arrondies par le vent sont plus agréables à l'œil, mais la marche du bateau à vapeur flatte davantage l'orgueil de l'homme en lui montrant toute sa puissance. Pendant que l'un des deux bâtimens suivait péniblement sa route en louvoyant, l'autre cinglait fièrement tout droit devant lui; sa noire carène, peinte d'une longue bande blanche, se maintenait au-dessus des flots, comme soutenue par un pouvoir magique, tandis que la mer semblait à tout moment près d'engloutir son rival, qui s'inclinait comme devant un maître à chaque souffle de vent.

Ce bateau m'apportait ta dernière lettre. Je l'ai lue ce matin à Élise, et je lui ai longuement parlé de toi. Elle s'intéresse à toi comme moi-même, et tu as maintenant à Naples deux confidens au lieu d'un.

18 septembre.

Je sais maintenant pourquoi Élise est si calme et quelquefois si gaie : c'est qu'elle est pieuse. Il est donc vrai qu'il y a dans la foi et dans la prière un baume puissant qui guérit toutes les douleurs humaines. J'étais retombé depuis quelques jours dans mon abattement; j'étais redevenu, auprès d'Élise elle-même, silencieux et sombre, et, à chaque tentative qu'elle essayait pour me distraire, je répondais par un mot amer de découragement. « Savez-vous pourquoi vous êtes si triste? m'a-t-elle dit enfin d'un air céleste; c'est que vous n'aimez pas Dieu, vous ne le priez pas. » J'ai tressailli à cette révélation comme un homme qui se réveille. Elle a raison, mais comment pourrai-je jamais aimer Dieu et le prier? Que lui ai-je fait, à ce Dieu, pour qu'il m'ait donné

une vie si misérable? Sait-il seulement que j'existe, et est-il lui-même autre chose qu'un rêve de l'esprit humain?

Élise a pour confesseur un vieux prêtre romain qui vient la voir souvent. J'ai causé longuement avec ce prêtre, qui se nomme l'abbé Angelo. J'ai été bien étonné de sa conversation. Il est très savant, mais comme on l'est dans ce pays-ci, sans aucun faste. De plus, il est très philosophe. Je lui ai dit que j'avais bien peine à croire aux vérités de la religion; il m'a répondu en souriant que je ne les comprenais pas et que je me laissais tromper par les apparences. Le mot m'a piqué, et j'ai voulu discuter avec lui; mais lui, me prenant la main avec bonté et me regardant affectueusement avec sa figure vénérable : « Croyez-vous, m'a-t-il dit, qu'il n'y ait rien hors de ce monde, et ne voyez-vous pas que vous êtes ici-bas entouré de mystères? — Oui, ai-je répondu, mais vous ne les expliquez pas. — Peu importe, a-t-il dit à son tour, c'est le sentiment même de ces mystères qui est le sentiment religieux; ne croyez pas si vous voulez, mais humiliez-vous devant l'inconnu; vous êtes bien forcé d'y croire. »

Naturellement nous n'en sommes pas restés là. L'abbé Angelo aime à parler comme tous les Italiens; il a développé ses idées pendant deux heures avec une véritable éloquence. Selon lui, la religion catholique n'est que la forme extérieure la plus parfaite de la religion universelle; ses symboles sont préférables à tous les autres, parce que ce sont les plus purs. L'intelligence n'est pas tout dans l'homme, il y a encore l'imagination et le sentiment. La religion, pour être complète, doit satisfaire tout l'homme; de là la nécessité des symboles. Pour l'intelligence, l'idée vague d'une puissance supérieure et sans nom suffit; pour l'imagination, il faut un dieu-personne; pour le sentiment, un dieu qui ait souffert. La religion est tout entière dans l'ame humaine; ses dogmes ne sont que les formules de nos aspirations réalisées.

Je lui ai dit que cette apologie pouvait s'appliquer à toutes les religions, aussi bien à celle de Mahomet et de Brama qu'à celle du Christ. Il l'a reconnu. « Mais une religion, a-t-il ajouté, est plus ou moins parfaite, comme une langue, comme une constitution; à chaque état de civilisation correspond une religion particulière. Le christianisme est à la fois la plus complète et la plus simple, conséquemment la plus vraie des religions, celle qui se rapproche le plus du type idéal que nous portons en nous. Vous qui aimez à méditer sur l'infini, dont la notion est en nous si confuse et pourtant si puissante, étudiez les mystères de la théologie; vous qui cherchez le principe suprême de la grandeur et de la beauté, entrez dans nos temples et admirez la majesté de l'idée qui les remplit; vous qui pleurez, voyez le Christ sur la croix, les mains déchirées par le fer, la tête ceinte de la couronne d'épines, et mêlez vos larmes au sang divin qui sort de ses blessures. »

Toute philosophie, tout art et toute morale qui n'ont point leur point de départ dans une religion sont imparfaits et insuffisans, d'après l'abbé Angelo. La philosophie en elle-même n'est que critique, elle ne peut pas conclure; elle est l'exercice de cette faculté du doute et de l'examen, qui n'est qu'une face de notre esprit; le besoin de croire est inséparable en nous du besoin de douter, la religion seule nous donne en même temps l'examen et la foi. De même tout art qui n'est qu'humain est bien froid et bien pauvre; l'art, c'est l'humanité transfigurée et cherchant en dehors d'elle-même un modèle éternel et sublime que la religion seule peut donner. La morale est possible sans religion, car l'instinct du bien et du mal est distinct en nous de tout autre sentiment; mais, réduite à elle-même, elle manque de sanction. Il faut un immense amour et une crainte infinie pour remplir et régler le cœur de l'homme.

Je lui ai demandé si, à ses yeux, la religion catholique était le dernier mot de la religion sur la terre. « Je ne comprends rien de mieux, m'a-t-il répondu; mais je ne veux pas affirmer qu'il n'y ait pas dans l'avenir quelques développemens nouveaux à attendre. J'en pressens un dès aujourd'hui : c'est la réunion de toutes les communions chrétiennes dans une même communion. Le protestantisme a été dans son temps une réaction salutaire contre la tendance trop matérialiste du catholicisme au XV[e] siècle. Aujourd'hui la mission du protestantisme est terminée; les deux grandes fractions du christianisme aspirent à se confondre de nouveau. De part et d'autre, il faudra faire quelques concessions; mais, au point où en sont venues les idées, la conciliation est possible. Ce sera un bien grand jour pour l'humanité que celui où le schisme finira. »

Les opinions politiques de l'abbé Angelo ne m'ont pas moins surpris que ses opinions religieuses. Il est radical, mais d'un radicalisme doux et patient qui n'a rien de terrible. Le catholicisme a été trop longtemps considéré, selon lui, comme l'allié exclusif de l'autorité; le moment est venu où il doit s'unir fortement à l'esprit de liberté. Le principe même de la foi chrétienne, c'est l'égalité des hommes, et la rédemption est le plus puissant symbole qu'ait inspiré l'amour de l'humanité. « Un jour viendra, s'est écrié le bon prêtre avec un enthousiasme qui m'a profondément ému, où un saint pape sera le chef de la nouvelle croisade pour délivrer tous les opprimés. Église romaine, tes destinées futures sont plus belles et plus grandes que ton passé, et les bénédictions que, depuis tant de siècles, tu répands sur le monde comme une semence, vont porter la magnifique moisson de la fraternité universelle! »

Ces idées ne sont pas particulières à l'abbé Angelo; elles sont, m'a-t-il dit, celles d'un grand nombre de membres du clergé italien. Élise

suivait notre entretien avec un intérêt visible; ses yeux semblaient me demander à tout instant si la grace me touchait. Il est certain que je ne suis plus le même. Je voudrais adorer le dieu d'Élise, et les paroles de l'abbé Angelo m'agitent et m'attirent. Évidemment le patriotisme romain et l'esprit de corps ecclésiastique sont pour beaucoup plus qu'il ne croit dans les doctrines de ce prêtre; mais ce qu'il dit n'en est pas moins beau et neuf.

« Savez-vous pourquoi vous êtes si triste? c'est que vous n'aimez pas Dieu, vous ne le priez pas! » Chère enfant, ce mot touchant est déjà une consolation pour moi; je sens la fraîcheur de ta prière passer de ton ame à la mienne et me calmer peu à peu.

20 septembre.

Nous nous sommes tout dit, Élise et moi; nous nous aimons. Cet aveu te paraîtra peut-être bien prompt, mais nous n'avons pas le temps d'attendre. Pour vous, qui voyez s'ouvrir devant vous de longues années, les transitions délicates et les longues préparations sont faciles et douces; vous pouvez n'épuiser que goutte à goutte la coupe des jeunes ardeurs. Pour nous, pauvres mourans, les instans nous sont chers, nous avons besoin de vivre vite. Nous nous aimons! Comprends-tu tout ce qu'il y a dans ces mots d'heureux transports pour ton ami? Tortures secrètes, malédictions solitaires, coupables fureurs, disparaissez, vous n'avez plus d'excuse.

En me revoyant ce matin triste et inquiet, même après l'entretien avec l'abbé Angelo, Élise s'est mise à pleurer. Je suis tombé à ses pieds, confus de moi-même; la honte et la reconnaissance étouffaient ma voix, et je n'ai pu long-temps m'exprimer que par des sanglots. « Vous m'aimez donc! » ai-je dit enfin à voix basse, et elle m'a répondu par un *oui* si faible, que les anges seuls l'ont entendu avec moi. J'ai craint un moment que la violence de notre émotion ne nous brisât l'un et l'autre. « Mes enfans, mes chers enfans, nous a dit la mère en nous serrant tous deux dans ses bras, ayez pitié de moi; votre amour est un don de la Providence; vivez pour en jouir, et sachez résister à votre joie. Voulez-vous me faire mourir avec vous? »

Je ne t'en dirai pas davantage aujourd'hui, Manuel. Je suis sans force contre le bonheur, et ma main tremblante peut à peine tracer des caractères illisibles. Tu me liras avec ton cœur, et tu compléteras toi-même cette lettre informe...

26 septembre.

L'amour a fait un miracle, mon ami. Élise et moi, nous sommes sensiblement mieux. Chaque jour, nous sentons nos forces renaître. Il n'est pas absolument sans exemple que des malades comme nous aient

survécu. Pour la première fois je doute et j'espère. O vous qui dispensez la vie, puissance cachée qui avez été jusqu'ici si avare pour nous, laissez enfin couler votre source. La mort serait maintenant plus injuste et plus cruelle que jamais pour notre jeunesse; nous sommes heureux.

Nous formons déjà des projets d'avenir. Nous ne reviendrons pas en France, où nous avons tant souffert; nous resterons à Naples, où le soleil nous a ranimés. Hier, nous avons parcouru les délicieux ravins de Capo di Monte pour y chercher une habitation. Nous avons trouvé une villa charmante, entourée d'orangers, de grenadiers et de caroubiers. Du fond de ces ombrages, l'œil tombe sans intermédiaire sur la mer. Naples disparaît dans les profondeurs des ravins. Une petite source naît entre des myrtes et des lauriers-roses, et coule dans une coupe de marbre blanc. Pas un bruit étranger n'arrive dans cette retraite, où les jours passeraient comme des heures.

La mère d'Élise encourage nos rêves. Quand nous lui parlons d'union, de famille, elle nous laisse dire en souriant. Elle a, comme nous, besoin d'espérer. Que notre vie serait douce à trois! Tu viendrais nous voir de temps en temps, n'est-ce pas? Élise te recevrait comme un frère. Quand je me représente cet avenir, je ne puis d'abord y croire, et peu à peu je me laisse aller au charme qui m'apaise et m'enivre. Ah! si c'est une illusion, qu'elle dure au moins jusqu'au moment fatal où tout finira pour nous!

30 septembre.

L'abbé Angelo nous aide à bien placer d'abondantes aumônes. Nous avons ces jours-ci doté un jeune couple. L'époux est un pêcheur qui venait nous apporter quelquefois des fruits de mer, l'épouse doit vendre de l'eau glacée dans les rues de Naples. C'est Élise qui a donné à la jeune fille son petit tonneau et son comptoir orné de fleurs; j'ai donné au jeune homme une barque neuve et des filets. Nous avons assisté hier au mariage dans la petite église de Sainte-Lucie. Quels transports de reconnaissance et de joie! Toute la famille nous baisait les mains. Je crois que ces braves gens ont adressé plus d'une fervente prière à saint Janvier pour que nous recouvrions complétement la santé. « Allez, excellence, me disaient naïvement les jeunes pêcheurs, Dieu ne laissera pas dans la peine un bon seigneur comme vous, ce sera bientôt votre tour. » Je crois que les compagnes de la mariée en disaient autant à Élise de son côté, car je l'ai vue rougir à plusieurs reprises. Le soir, on a brûlé devant notre porte des boîtes d'artifice, et nous avons eu une joyeuse sérénade de chansons napolitaines.

Tu as souvent entendu Lablache chanter avec sa charmante bonhomie les airs si gais de son pays. Tout le monde ici a un peu de ce talent

sans égal. En écoutant ces airs bouffes dont les notes légères semblent bondir sur l'air de la nuit, on sent que le rire se confond avec le chant. Cette bonne humeur si franche et si communicative nous a gagnés, et nous nous sommes mis à rire et à chanter aussi. Nous répétions de notre balcon les refrains qui nous venaient de la rue, et il fallait voir l'expression de bonheur qui s'épanouissait sur ces bonnes figures napolitaines quand nous rencontrions juste, il fallait entendre les applaudissemens frénétiques qui répondaient à notre voix.

Cette soirée ne nous a pas fatigués; le bonheur nous soutient. Ce matin, en m'éveillant, j'ai trouvé Philippe qui me regardait dans mon sommeil avec une sollicitude affectueuse. Il a paru embarrassé. Je lui ai tendu la main. — Monsieur ne souffre pas ce matin? m'a-t-il dit tout inquiet. — Non, mon bon Philippe, je me sens mieux au contraire; de doux rêves ont rempli ma nuit, et ces chants d'hier se sont transformés en voix divines qui m'ont bercé dans mon repos. — Élise aussi va bien; je le sais, sa mère me l'a fait dire par Philippe. Il y a un mois, une pareille soirée nous aurait pour long-temps épuisés l'un et l'autre.

Crois-tu que nous puissions réellement échapper? Cette pensée me rend superstitieux. J'ai envie de faire secrètement une offrande à saint Janvier. Le saint qui défend cette ville contre son volcan éternel peut bien faire quelque chose pour Élise et pour moi. L'abbé Angelo approuve les vœux, les cierges, les offrandes; il dit que, sans ces moyens vulgaires, le peuple oublierait Dieu. Je ne suis pas du peuple, moi, mais j'en voudrais être; je voudrais avoir cette foi naïve des superstitions populaires. Quelle folie! Garde-moi bien mon secret. Si saint Janvier ne m'entend pas, s'il ne peut pas m'entendre, ce sera une offrande perdue, voilà tout.

De ton côté, tu parais sur le point de réussir dans ta grande entreprise. Je t'en félicite, puisque tu l'as désiré. Si j'avais eu plus de force et de vie, j'aurais voulu, moi aussi, jouer un rôle politique. Faible que je suis, je préfère un bonheur tranquille, mais je comprends ton ambition. Élise aussi fait des vœux pour ton élection; elle te croit comme moi né pour cette arène. Tu nous enverras ton premier discours; nous le lirons à l'ombre des orangers, assis sur quelque rocher du rivage, au bruit de cette douce mer qui murmure si faiblement à nos pieds et qui n'a rien de ces tempêtes que tu vas braver.

2 octobre.

Ce mieux apparent n'était qu'un leurre, une indigne ironie du destin. Élise va toujours bien, elle vivra, mais moi je meurs... L'affreux symptôme de la toux sanglante a reparu. Je me sens finir. Ne t'attends plus à des plaintes nouvelles de ma part. J'accepte ma destinée en homme. Ne suis-je pas condamné depuis mon premier jour? et n'était-ce pas

une prétention étrange pour moi que d'aspirer un moment à l'avenir commun?

Élise vivra. Un jour peut-être elle en aimera un autre, elle sera heureuse avec lui. Pourquoi pas? Je n'avais jamais pensé que nous pussions mourir l'un sans l'autre, mais j'avais tort évidemment. Aucun lien n'unit nos deux ames. Sa jeunesse ne me doit rien, et elle est libre de vivre. Je la vois beaucoup moins depuis quelques jours. Je ne veux pas l'attrister de mes souffrances. Mon aspect trouble profondément l'égoïsme de sa mère. Cette femme tuerait le monde entier pour faire vivre sa fille un moment de plus. Quand j'entre chez elles, je lis dans ses yeux une sorte de reproche; quand je sors, j'y vois un remerciement. Quelque jour, on me dira qu'elles n'y sont pas. Ce jour-là, je quitterai Naples, et j'irai m'éteindre ailleurs.

J'ai reçu ta lettre. Te voilà député. C'est beau à ton âge. Marche, marche; Dieu seul sait où tu arriveras. Ce pays-ci n'est pas favorable aux idées politiques; il a voulu être libre plusieurs fois, et, à chaque essai, sa liberté est morte dans des torrens de sang. Je ne vois la France qu'au travers de ces souvenirs. Votre avenir est bien serein, bien beau en apparence, mais qu'en savez-vous? Les révolutions arrivent vite, prends-y garde. La colère des hommes frappe surtout ceux qui s'élèvent, et tu regretteras peut-être un jour ta modeste obscurité.

Insensé qui veut faire du bien à ses semblables! Il en est trop souvent récompensé par l'ingratitude et la persécution. Je vois d'ici le château de l'Œuf où Campanella expia par trente ans de captivité quelques idées trop généreuses. Voilà la baie où le brave amiral Caracciolo fut pendu aux vergues de son vaisseau et jeté à la mer pour avoir trop aimé son pays. Quelques jours après, le roi se promenait sur cette belle mer dans le yacht de Nelson; il vit un cadavre verdâtre qui flottait sur l'eau et qui lui montra en passant son visage défiguré. Le roi eut peur et se rejeta en arrière. « Que veut-il? dit-il à voix basse. — Sire, une sépulture chrétienne, répondit son chapelain. » Le cadavre fut secrètement retiré des flots et enterré dans l'église de Sainte-Lucie. Ainsi finit ce grand citoyen; il ne fut même pas tranquille dans la mort. L'histoire est pleine de ces catastrophes tragiques, et c'est ainsi que tout arrive à la déception et au néant!

L'abbé Angelo est venu pour me voir ce matin. J'ai refusé de le recevoir. Que me veut-il avec ses sophismes? qu'il aille trouver Élise. Élise croit; moi, je ne crois pas : Élise espère; moi, je suis sans espoir. Ce n'est pas avec des paroles que se guérissent des maux comme les miens. Qui osera me parler encore de la justice de Dieu? Dieu, s'il existe, est ennemi de l'homme, et, si j'embrassais une religion, je prendrais une de ces sombres croyances de l'Orient qui représentent l'humanité aux prises avec un pouvoir destructeur. L'abbé Angelo est

plein de santé, lui; il parle de résignation sans en avoir besoin. Je voudrais bien le voir abattu par le mal et livré à ces douleurs de l'ame qui dévorent plus cruellement que celles du corps.

Ah! Élise, Élise, pourquoi vous ai-je connue? Votre pensée, encore plus que toute autre, empoisonne mes derniers momens....

8 octobre.

Quel abîme que notre cœur, mon ami! Depuis deux jours, je suis plus calme, et je devrais avoir honte de moi-même. Voici ce qui est arrivé. J'étais seul avec Élise l'autre soir, sur son balcon; sa mère nous avait quittés un moment pour quelque soin domestique. Je me laissai emporter par mon désespoir, et je murmurai quelques mots amers en comparant son sort au mien. Elle sourit doucement, porta son mouchoir à ses lèvres, et me le donna sans mot dire. Hélas! elle aussi se meurt... J'aurais dû en être affligé, mais j'en sentis une joie secrète; je la regardai avec des yeux éperdus qui durent tout lui dire. Elle sourit encore, me serra la main et me montra le ciel. Depuis ce moment, je porte sur mon cœur ce mouchoir, gage sacré d'amour et de mort. Jamais amant ne couvrit de plus de larmes et de baisers le présent d'une maîtresse heureuse.

Nous voilà donc encore une fois unis pour jamais. Cette idée me console malgré moi. Elle n'était pas faite pour ce monde; elle est trop pure et trop céleste. Moi-même, que ferais-je parmi vous? J'aurais voulu vivre avec elle et pour elle; mais le monde l'aurait-il permis? Qu'est-ce que la vie après tout? Une suite de soins vulgaires, une fatigue de tous les momens. Que reste-t-il pour l'ame au milieu de ces misères? Chaque heure vous emporte un lambeau de vous-même, vous mourez en détail. Quelque jour peut-être, notre amour lui-même serait mort, usé par le temps et le bonheur. Que serions-nous devenus alors, vivant encore réunis comme tant d'époux, mais séparés par la pensée? Non, l'ame d'Élise, cette ame si jeune et si tendre, ne vieillira pas, elle s'envolera dans sa fleur, et je la suivrai. Nous échapperons ensemble aux froideurs de l'âge, nous emporterons l'un pour l'autre notre cœur tout entier.

Je suis réconcilié avec l'abbé Angelo et avec la mère d'Élise. Je m'étais trompé sur leurs sentimens. Tous deux sont bons et m'aiment véritablement; j'étais bien injuste.

12 octobre.

Hier, je suis sorti en voiture avec Élise, sa mère et l'abbé. A l'entrée de Chiaïa, nous avons rencontré un convoi funèbre. Le cercueil, couvert d'un riche drap de velours rouge à crépines d'or, était porté par de beaux jeunes gens qui marchaient d'un pas ferme, et suivi d'une

file de pénitens blancs qui chantaient des cantiques. Le soleil couchant enflammait de ses plus beaux rayons et le velours du cercueil, et les robes des pénitens, et les pavés de la rue, et l'air environnant. Rien ne sentait la douleur et le deuil. Dans cet heureux pays, la mort est comme une dernière fête.

Notre promenade a été remplie par une longue conversation sur la vie future. Tu sais que j'ai beaucoup médité sur ce sujet; mais ma science n'était rien auprès de celle de l'abbé Angelo. Nous avons évoqué ensemble tous les systèmes, et nous sommes revenus, après un long circuit, à la solution chrétienne du grand problème. Dans d'autres temps, j'aurais plus vivement soutenu la doctrine de la migration des ames ou celle de leur absorption dans le grand tout; mais j'aurais craint d'affliger Élise, et j'étais moi-même tout disposé à céder aux argumens du bon prêtre.

« Je ne connais pas, disait l'abbé Angelo, de plus triste doctrine que la métempsycose. Ceux qui l'ont conçue n'étaient que des philosophes chez qui la pensée étouffait le cœur. Revivre sous une autre forme et sous un autre nom, c'est mourir deux fois. Oublier ses amis, sa famille, tous ceux qu'on a aimés, pour recommencer une autre famille et d'autres affections, c'est un mélange de néant et de vie plus horrible que l'anéantissement même. J'aimerais mieux m'abîmer dans le sein de l'être absolu; l'immense satisfaction de l'amour divin me tiendrait lieu au moins de la perte de mon identité, et remplacerait pour moi les attachemens terrestres. Mais il n'est qu'une pensée qui me satisfasse complétement, c'est l'espoir de rester moi-même et tout entier en présence de Dieu, conservant tous les souvenirs de ma vie passée, et retrouvant dans le monde inconnu qui m'attend ceux que j'aurai aimés ici-bas.

— Et moi aussi, m'écriai-je, j'ai besoin de croire à cette durée d'une vie distincte et personnelle au-delà du tombeau; mais ma raison s'élève ici contre ma foi. Notre corps aussi fait partie de nous-mêmes, et tout nous dit que notre corps doit périr dans la mort. Comment nous reconnaître dans une autre vie, si la forme extérieure nous échappe?

— L'église, répondit gravement l'abbé Angelo, nous enseigne la résurrection des corps. Mystère insondable sans doute, mais pourquoi voulez-vous le résoudre d'avance? La tombe seule sait le secret tout entier. Livrez-vous sans raisonner à l'instinct de votre nature immortelle. L'Être souverain, source de toute bonté et de toute justice, n'a pas pu tromper l'homme, sa créature; il lui a donné un pressentiment qui ne peut l'égarer. C'est surtout à ceux qui souffrent que se révèle, dans son obscurité sublime, la certitude du céleste avenir. Bienheureux ceux qui pleurent, a dit le divin maître, car ils seront consolés! Que serait cette triste vie sans cette promesse? Pourquoi ces douleurs qui

nous éprouvent et nous épurent, si nous ne devions en recevoir le prix sans cesser d'être nous-mêmes? Oubliez, oubliez les doutes d'un scepticisme menteur, et voyez se lever pour vous, derrière les voiles qui vous accablent, l'aurore d'un monde meilleur. »

Au moment où le prêtre parlait ainsi, nous tournions autour du promontoire dont une secousse terrestre a détaché la petite île de Nisida. Le golfe de Naples fuyait derrière nous, et une région nouvelle s'ouvrait à nos regards. La mer y paraissait sans voiles, la terre sans habitans. Les premières ombres du soir descendaient de toutes parts. La voiture roulait sans bruit sur le sable volcanique du chemin. Un silence profond nous entourait. On aurait dit que nous quittions les domaines de la vie pour entrer dans les régions fantastiques de la mort. C'est, en effet, non loin de ces lieux que les anciens avaient placé leur lac Averne et leurs Champs Élyséens; c'est là qu'erraient en paix les ombres heureuses. Le sommeil et l'oubli planent encore sur ces solitudes, et l'ame y respire l'ineffable douceur du repos éternel.

Toute conversation a cessé entre nous; un même sentiment nous avait gagnés. Élise et sa mère priaient avec ferveur; l'abbé Angelo paraissait plongé dans une méditation profonde; pour moi, perdu dans des pensées demi-païennes, demi-chrétiennes, tantôt je marchais avec Élise dans la prairie d'asphodèles, tantôt je m'élançais avec elle dans le chœur des anges. Il me semblait que le dernier sceau était brisé et que l'hymen sans fin commençait pour nous. Je la voyais, toujours blanche et pâle, laissant à la terre la partie infirme et souffrante de son jeune corps, mais conservant ses chastes formes, ses regards et son sourire d'enfant, ses blonds et fins cheveux, et s'appuyant sur moi dans un éternel embrassement.

Nous sommes rentrés à Naples par la grotte du Pausilippe. Là, nous n'avons que trop retrouvé le mouvement et le bruit. La grotte était pleine de chants joyeux qui m'ont blessé comme des dissonances. Je n'envie plus ces pauvres gens, je les plains de s'agiter ainsi.

15 octobre.

Je te l'avais prédit, mon cher Manuel; déjà les chagrins et les défaillances commencent pour toi. Tu as voulu agir, commander; tu n'as vu que l'éclat de ce nouveau rôle, les ennuis te viennent maintenant. Il me semble seulement que tu te plains bien vite; tu n'es qu'au début. Que diras-tu quand tu porteras tout entier le poids d'une responsabilité que tu ne fais qu'entrevoir? Que diras-tu quand tu seras frappé par une de ces grandes injustices populaires qui attendent tout homme politique de quelque conscience et de quelque valeur? Toute activité suppose un effort, une lutte; sache accepter les conséquences de ce que tu as voulu, heureux si les honneurs que tu as brigués n'attirent

pas sur toi de plus grands maux que ceux dont tu te plains aujourd'hui!

Nous ne sommes plus sortis, Élise et moi, depuis la promenade de *l'autre monde*. Nous sommes l'un et l'autre de plus en plus faibles, mais cette faiblesse n'a rien de pénible. Je sens, au contraire, un bien-être inconnu se répandre en moi à mesure que mes forces s'éteignent. Nous parlons peu, la parole nous fait mal; mais nous passons ensemble presque toutes nos journées. Assis près d'elle, une de ses mains dans les miennes, j'oublie le temps, le monde et la vie, en la regardant. Elle aussi s'abandonne avec délices à ces muettes extases. Il n'y a de vrai sur cette terre, mon ami, que l'amour et le repos. Singulier amour que le nôtre! diras-tu peut-être; tu te trompes : il n'en est pas de plus riche en douces voluptés. C'est un ravissement de tous les momens, une joie calme, sereine et sans secousses. Nous passerons d'un monde à l'autre sans le sentir.

20 octobre.

Tu te rappelles ces deux jeunes époux dont la noce a été si joyeuse : ils viennent de périr par accident. Ils étaient allés ensemble à une fête dans l'île de Capri; on ne sait ce qui s'est passé pendant le retour, mais la barque a chaviré en pleine mer. C'est sans doute quelque jeu folâtre, quelque distraction amoureuse, qui les a perdus; ils étaient si jeunes et si heureux, la barque était si légère et l'abîme si proche! Tous deux sont restés ensevelis sous les flots; je suis sûr qu'on les retrouverait dans les bras l'un de l'autre et souriant encore. Quelle fin poétique! Ils n'étaient mariés que depuis quinze jours à peine. Les anciens en auraient fait un Triton et une Néréide qui continueraient leurs amours en se jouant sur la mer homicide. Pourquoi pas?... Ils nous donnent encore une fois le signal; nous les suivrons bientôt, Élise et moi, et dans l'hymen et dans la mort. J'ai demandé la main d'Élise. La mère a fait d'abord quelques difficultés pour l'accorder, mais elle a fini par céder. A quoi bon résister? Nos jours sont comptés dans tous les cas; rien ne peut les abréger ni les prolonger. Qu'on nous laisse au moins jouir librement de notre bonheur avant de quitter la terre. Notre mariage aura lieu dans huit jours. C'est l'abbé Angelo qui le bénira. Je regrette que tu ne sois pas ici, tu verrais combien Élise est charmante. Je voudrais avoir près de moi tous ceux que j'aime.

26 octobre.

Nous avons vu hier des voyageurs qui arrivaient de Pompéi. C'est une des excursions que nous aurions aimé à faire, Élise et moi, si notre santé nous l'avait permis. Nous y avons renoncé pour cette vie. Le récit que ces étrangers nous ont fait de leur voyage nous a paru une

profanation odieuse. Ils ont visité gaiement, bruyamment, la ville des morts; ce n'est pas ainsi que j'aurais voulu la voir, j'aurais craint d'irriter les mânes. Tu sais que c'était un séjour de plaisirs, où de riches épicuriens allaient pratiquer en paix la philosophie d'Horace. Partout les peintures qui couvrent les murs ne réveillent que des idées sensuelles; l'air lui-même, dans cet asile abrité de toutes parts et ouvert seulement au souffle de la brise marine, est encore chargé, dit-on, de molles ivresses; la lumière y est plus caressante et la nuit plus suave qu'ailleurs. Les ruines ne font que compléter la pensée qui s'échappe de toutes parts : Aimez, aimez, dit chaque débris par la voix du poète, hâtez-vous d'aimer, car la vie est courte, et les roses durent peu. J'aurais voulu errer seul avec Élise dans ces délicieuses retraites; ce mélange de destruction et de volupté convient à notre amour. Je l'ai dit à Élise, quand nos voyageurs ont été sortis; elle m'a grondé de ces idées terrestres. — Oui, aimons ici, m'a-t-elle dit languissamment, mais n'oublions pas qu'ailleurs aussi fleurissent pour nous les roses éternelles. Je ne l'oublie pas, ai-je répondu tout troublé; mais, pour se poursuivre dans le ciel, l'union des époux doit commencer sur la terre. Que te dirai-je? nos lèvres se sont rapprochées sans se confondre, et nous sommes long-temps restés émus et palpitans. C'était plus et mieux que le désir, c'était l'idéal de la possession elle-même...

30 octobre.

Je t'ai parlé d'une villa à Capo di Monte que nous devions habiter si nous avions vécu. Je viens de la faire acheter pour y placer notre tombeau. Un simple socle de marbre blanc y couvrira nos restes. Je veux que nos deux noms y soient gravés avec cette inscription : *Ils furent heureux de mourir ensemble.* Philippe m'a promis d'y rester comme gardien. Il cultivera des fleurs éclatantes et des arbres odorans. Rien ne doit être triste autour de nous. Nous avons fait hier un dernier effort pour y aller. Élise a donné quelques ordres aussi; la jeune fiancée a pris soin d'orner à son gré la demeure conjugale. A demain la cérémonie de notre union. Le vieil abbé a voulu me confesser; je lui ai raconté toute ma vie. Il était plus triste que moi, quand il m'a donné l'absolution. Depuis ce moment, je suis encore plus calme; je n'ai jamais joui d'une telle paix.

1er novembre.

Nous sommes mariés, mon cher Manuel. Élise était plus belle que jamais sous sa couronne de fleurs moins blanches qu'elle; ce n'était déjà plus une mortelle, c'était une sainte. Tout le monde pleurait autour de nous; nous seuls étions joyeux. Pourquoi serions-nous tristes? La Providence semble nous avoir conduits l'un à l'autre pour

enchanter nos derniers jours. La cérémonie m'a paru bien touchante. Au moment où Élise a reçu de moi l'anneau symbolique, j'ai vu le ciel qui s'ouvrait pour nous. Oui, j'ai cru en vous, Dieu d'Élise! Recevez-nous dans vos bras paternels. En pressant cette main déjà tiède de la moiteur de la mort, j'ai senti l'approche de vos béatitudes. Et vous, lumière éclatante du soleil napolitain, brillez de toute votre pompe sur cet heureux hymen; je sens vos divines ardeurs qui me pénètrent et qui m'auront bientôt consumé. Adieu, mon ami; ne pleure pas sur moi. Mes souhaits sont exaucés. Mon dernier souffle va s'exhaler dans un élan d'amour et de bonheur. Toutes les misères de ma vie s'évanouissent devant cette fin.

Philippe à M. Manuel de *.**

Naples, 3 novembre.

Je vous annonce, monsieur, la mort de mon excellent maître, qui a rendu son ame à Dieu ce matin, dimanche, à six heures et demie du matin. Vous savez sans doute que Mme la baronne *** demeurait avec sa fille dans le même hôtel que nous, et que monsieur a épousé Mlle Élise avant-hier. Mlle Élise, qui avait la même maladie que mon maître, est morte quelques minutes avant lui. Ils se sont éteints l'un et l'autre sans souffrir. L'abbé Angelo dit qu'il ne faut pas les plaindre, parce qu'ils sont heureux. On va les enterrer la face découverte pour l'édification du pays, car on voit sur leur visage une expression céleste. Mme la baronne a eu beaucoup de peine à garder la couronne de mariée de sa fille; on voulait s'en partager les fleurs comme autant de reliques. Je ne crois pas que cette pauvre mère porte son chagrin bien loin; elle fend le cœur rien qu'à la voir. Quant à moi, mon maître m'a ordonné de rester ici pour garder son tombeau, et je remplirai pieusement ce devoir jusqu'à mon dernier jour.

LÉONCE DE LAVERGNE.

DE

LA GUERRE SOCIALE

DANS SES RAPPORTS AVEC LA PHILOSOPHIE PANTHÉISTE ET LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE L'EUROPE.

Je rencontrai, près du chemin de fer du Nord, à Paris, le 28 juin au matin, l'un de mes plus estimables amis et l'un des plus étranges; du moins il aurait passé pour tel dans un autre temps. Sa barbe est singulière, taillée dans des proportions bizarres et peignée avec une recherche que les fats du XVIe siècle auraient approuvée ou enviée; son costume est peu d'accord, par la coquetterie habituelle de l'ajustement, avec la profusion presque farouche de cette barbe ondoyante et nuancée; son discours facile, plein de grace et d'onction, éclairé de souvenirs historiques, atteste une nature poétique et un esprit orné. On ne peut imaginer d'ame plus délicate ni de penchans plus généreux. Mille traits de sa vie me l'ont fait aimer, et quand je l'écoute développant, avec cette faconde qui semble convaincue, ses théories mystiques et législatives, il me semble que Philon ou Jamblique, les vieux rêveurs alexandrins, m'apparaissent vivans. Enfin, c'est une intelligence à étudier et un très honnête homme. Son malheur est d'être dieu.

Je l'ai dit, ce n'est pas un sot, un fou encore moins; il est de son temps. C'est par sincère amour pour notre espèce, sans arrière-pensée

intéressée ou vaniteuse, qu'il analyse sa propre divinité et s'adore paisiblement en se communiquant à ses amis. En général, je me défie beaucoup des dieux, et je les fuis; mais lui, si bon, si vrai vis-à-vis de lui et des autres, je le respecte, l'aime et le plains.

Souvent nous avions discuté ensemble son principe fondamental, la grande source anti-chrétienne des erreurs de ce siècle, la bonté essentielle et ineffaçable de l'homme. Souvent je lui avais dit que de tous les fanatismes, le plus terrible était celui qui, prenant cette « immaculée conception de l'humanité » pour point de départ, la faisait *sainte à priori*, justifiait ses folies, sanctifiait ses misères et la déifiait dans ses crimes. Il m'avait répondu que l'humanité était pour moi *lettre close*, que j'avais tort de l'étudier dans l'énervement des classes opulentes ou dans la corruption des classes moyennes; que la lumière de l'intelligence, descendue enfin dans les masses, les avait rendues à la grandeur originelle et imprescriptible ou plutôt à la souveraine divinité de notre nature; enfin, que le nouveau baptême du genre humain serait bientôt dû aux ouvriers, baptême de lumière et de feu, de charité immense et d'équité pacifique, admirable spectacle annoncé par mille évidens symptômes. Quand je rencontrai, au milieu du lugubre silence de Paris consterné, cet homme excellent, qui n'a pas un vice et qui n'a pas une idée juste, il était triste, et nous eûmes ensemble une de ces conversations qui ne s'oublient pas. Je la répéterai dans sa simplicité; que l'on ne prenne pas cette simplicité pour un artifice de composition, cette forme naïve et flottante pour une séduction de rhéteur dont la puérilité me semblerait digne de dégoût. A Dieu ne plaise que je fasse des phrases et cherche des effets en face d'une telle tragédie!

On sait ce qu'était Paris dans les matinées qui suivirent les tristes batailles de la guerre sociale. Il y avait dans l'air, sous le soleil ardent, comme une vapeur de haine secrète et comme une nuit morale imprégnée d'une profonde terreur. La circulation était rare; on lisait la stupeur ou la rancœur sur les visages; la vie normale était suspendue. Là où les baïonnettes ne brillaient pas, un ou deux passans se disaient quelques mots brefs et rapides, bien différens de la loquacité stérile dont nos rues avaient été le théâtre pendant les mois précédens. Nous devions, le philosophe et moi, nous rendre à l'extrémité du faubourg Saint-Germain, où il demeure. Nous prîmes le plus long chemin, non que la curiosité nous guidât; mais, dans ces terribles momens de la vie des peuples, un intérêt austère pousse les amis de la vérité à pénétrer jusqu'au fond même des faits, à percer l'enveloppe vaine des apparences et à comprendre le sens des réalités. Le long du canal Saint-Martin, autour duquel toutes les rues étaient désertes et dont les quais étaient percés de meurtrières innombrables, l'industrie, ordinairement si bruyante, était paralysée. — Les bateaux ne marchaient point, les ponts des écluses n'étaient point soulevés; à peine un vieillard ou un

enfant se présentaient-ils de temps à autre, comme des êtres oubliés par la mort dans une ville pestiférée. Le grand silence, signe certain des extrêmes passions chez les peuples comme chez les individus, ne s'animait d'aucun bruit, même aux approches du faubourg, et, quand nous demandions notre route à quelque marchand debout près de la porte de sa boutique à demi fermée et aux volets fracassés, nous recevions une réponse accentuée durement par ce sentiment intense, très rare chez les peuples du centre de l'Europe, et qui étouffait la politesse nationale. Je ne parle pas des sinistres matériels, des maisons renversées, des poutres brûlées ou fumantes, des traces de projectiles sur les murailles, des rues entières dépavées, ni même, souvenir plus affreux! des mourans ou des blessés emportés sur des civières couvertes. A voir toutes les fenêtres closes et la morne altération des visages, à entendre quelques paroles à peine échangées dans ces quartiers voués aux mille bruits du labeur, on jugeait aisément que les désastres matériels n'étaient rien auprès des désastres moraux, et que les ames comptaient plus de ruines que les maisons. Nous traversâmes ainsi, en passant par la rue Saint-Jacques et la place du Panthéon, toute cette moitié de Paris que la lutte avait ensanglantée, et nous aboutîmes à la Seine, dont les ponts étaient silencieux; on y passait à peine, et personne ne s'arrêtait. Plus de clubs en plein air sur ce pont des Arts, d'où l'on découvrait avec effroi toute la ville à l'est et à l'ouest, maisons fermées, rues abandonnées, les pierres debout et la vie absente. Nous avions fait cette longue et lugubre promenade presque en silence. Quand notre vue put embrasser à la fois, à droite et à gauche, le double Paris, le Paris fabricant et ouvrier de l'est, et le Paris de l'ouest, celui des hôtels, des palais et des ministères, tout ce que nous avions à nous dire l'un et l'autre nous revint en mémoire et se pressa sur nos lèvres. Entre les deux camps, au milieu de la ville, un mot, *fraternité*, était inscrit en gros caractères noirs sur une tablette de bois gris qui surmontait l'une des portes de l'Institut. *Fraternité!*

— Quelle étiquette! dis-je au philosophe; la *fraternité!* et l'on s'égorge!

Il ne répondit rien et baissa la tête. Après un moment de silence :

— Voilà donc, me dit-il tristement, le pauvre armé contre le riche, la faim contre l'assouvissement, le désespoir contre l'optimisme! Quels sont les moyens d'apaiser cette guerre? Ces moyens existent-ils? Seront-ils efficaces et durables? Qu'en pensez-vous?

— Certes, lui dis-je, les moyens matériels et économiques ne manquent pas. Cette moitié de Paris que nous venons de parcourir ensemble est semée de cabanes infectes, de hangars misérables, de marécages fétides, de taudis haillonneux, d'ateliers insalubres, entrecoupés de grands espaces incultes et délaissés. Nous avons vu des maisons de sept étages dans lesquelles on pénètre par des ruelles de deux pieds et

demi de large et par des escaliers tournans et obscurs, sans jour et sans air. Les travaux de l'édilité parisienne ne se sont point également portés sur les quartiers de l'est et sur ceux de l'ouest. Le quartier Saint-Jacques, le quartier Saint-Marceau, le quartier Popincourt, sont encore des étables d'Augias. Balayez-les. Entre les moyens matériels pour améliorer le sort des hommes de labeur, j'indiquerai la mise à bas successive et progressive de tous ces tristes quartiers, l'assainissement de toutes ces affreuses ruelles, et la construction de belles et vastes maisons pour les familles laborieuses; l'exemple de ce que l'on a fait récemment à Glascow et de ce que déjà l'on pratique à Londres est devant vous. Élevez des édifices qui renferment toutes les espèces de logemens dont a besoin une famille de deux, de trois, de six, de dix, de quinze personnes; que l'architecture en soit belle et noble; que les escaliers soient vastes et les issues faciles; placez au centre un marché destiné exclusivement aux locataires de la maison, et faites en sorte que les denrées de tout genre y arrivent en masse, ce qui donnera une réduction de prix considérable sur chaque article. Que l'homme de labeur trouve, sur son loyer payé d'avance, un bénéfice assuré de vingt-cinq pour cent, et dans l'achat des provisions un bénéfice égal; que l'état ne se réserve pas, dans cette gestion, un seul denier de bénéfice personnel, qu'il se contente de n'y rien perdre, une fois les administrateurs, les employés et les premières avances soldés. Le revenu de l'homme de labeur sera doublé, l'ordre de sa vie morale fixé, le respect qu'il se doit assuré, sa liberté d'action complète et ennoblie; il ne recevra point d'aumône, et, voyant son travail honoré, il n'échappera point à l'abjection par l'ingratitude, à l'abaissement par l'envie, au mépris par le massacre. Il ne quittera point le rôle d'Abel pour celui de Caïn. Il ne sera ni Caïn ni Abel, mais quelque chose de mieux, un homme religieux et libre. Il n'essaiera pas de renier une situation excellente, à moins toutefois que l'éclair du génie ne l'illumine et qu'il ne se sente emporté naturellement par une passion réelle. Aujourd'hui ce sont les vanités et les jalousies qui nous entraînent, non les penchans. J'ajouterai à ces idées fort simples, et dont la mise en œuvre a déjà produit de si bons résultats en Danemark et en Écosse, d'autres moyens subsidiaires, qui relèveront encore dans le sens moral et sous le point de vue physique la condition de l'homme de labeur; que des bains à très bon marché soient placés dans la maison même, et que l'obligation de rentrer avant minuit et d'éviter toute espèce de scandale soit rigoureuse. Je ne voudrais pas que l'on allât plus loin, ni que l'on ouvrît pour les habitans des bibliothèques populaires des dispensaires et des hôpitaux particuliers. Il ne faut point trop protéger l'homme. C'est l'abaisser que le traiter en mineur. Qu'il se sente libre et aimé, il sera énergique et bienveillant. Si vous en faites un roi manqué, il aura les vices des méchans despotes; il sera capricieux, féroce et stu-

pide; si vous le transformez en esclave du Paraguay, son infériorité lui pèsera tôt ou tard, et il se vengera. Tout ce qui se passe aujourd'hui en Europe, surtout en France, n'est qu'une vengeance accumulée.

— Dites plutôt, reprit Arnaud, que c'est un élargissement naturel et nécessaire du grand cadre des destinées de l'humanité. Je vous ai écouté avec beaucoup d'intérêt, mon ami, et certes, dans les remèdes que vous venez de proposer, il y a des choses praticables et utiles; mais tout cela est superficiel. Quand vous aurez assaini les rues, aéré les maisons, créé des bains, remédié à la mauvaise alimentation, au mauvais logement, à la grande misère; quand, par des expériences déjà commencées et que je crois très faisables, vous aurez rendu possibles les associations de capital et de travail dont on parle tant et trop aujourd'hui, votre inutile médication n'aura pas pénétré le fond des ames; le besoin de l'égalité, l'ardeur des jouissances ne s'en fera pas moins sentir; non, l'ouvrier ne se contentera plus du bien-être matériel dont je suppose que vous l'aurez fait jouir. N'est-il pas votre frère? Où est écrit votre droit d'aînesse? Pourquoi conduiriez-vous la machine de l'état, tandis que lui mène la charrue ou pousse la varlope? Les harmonies de Beethoven ne sont-elles pas faites pour lui comme pour vous? Doué des mêmes sens que vous, pourquoi n'aurait-il pas les mêmes désirs? De quel droit faites-vous de lui un vicaire de Wakefield, honnêtement, paisiblement, médiocrement heureux au coin de son foyer, vous réservant à vous-même l'épicuréisme de l'esprit et du corps? Voilà un contraste et une juxtaposition qui ne peuvent d'aucune manière subsister; c'est à les détruire radicalement que tendent les mouvemens actuels; ils sont sanglans en raison de l'intensité et de la profondeur des causes.

— A la bonne heure; j'aime à vous voir, contrairement à l'habitude des matérialistes, vous attaquer aux profondeurs. Vous avez raison de dire que des lois fiscales, des arrangemens économiques, des remèdes matériels, des réparations positives, ne suffiront pas. Il faut changer les idées et transformer les doctrines. C'est un terrible problème. Aujourd'hui les faits, dans leur brutalité invincible, se déroulent comme des flots qui tombent d'une source lointaine et empoisonnée; laissons les flots se succéder et s'épuiser; pendant ce temps-là, nous, penseurs, renouvelons la source des idées, pour amener des faits nouveaux. Il faut bien le redire, la source est profondément empoisonnée, et depuis soixante ans nous sommes illogiques jusqu'au suicide. Au milieu de ces taudis et de ces misères, que nous avons aperçus tout à l'heure et que je voudrais voir détruits, nos philosophes et nos rhéteurs ont prêché au peuple l'épicuréisme le plus dissolu. Théâtres, romans et journaux ont entretenu incessamment l'homme pauvre des ineffables beautés que la richesse contient, des jouissances qu'elle donne à ses dieux,

et des voluptés comme de la souveraineté humaines. C'était crier à des affamés : « Vive la joie ! » Aussi, quelle éruption d'épicuréismes effrénés, de haines ardentes et de vanités sauvages, réclamant l'égalité des orgies, la souveraineté et la volupté ! Ce ne sont point les destinations de l'homme; il trouve ailleurs sa noblesse. Il est né pour la lutte, mère de la force, et pour la sainte et noble résignation. Il ne peut que réparer et combattre. C'est son honneur.

— Vous prêchez l'abaissement.

— Je prêche l'ennoblissement par l'humilité; vous nécessitez l'avilissement par l'orgueil.

— Votre doctrine fait des esclaves.

— Elle fait des hommes qui reconnaissent leurs limites et leurs droits. A quoi la souveraineté de tous, interprétée dans le sens de la toute-puissance de chacun, peut-elle aboutir? Au carnage. Comment la religion de chacun envers lui-même, la foi de chaque esprit de travers en son bon sens et de chaque homme médiocre en sa grandeur n'entraînerait-elle pas l'universelle nullité et l'universelle misère? Ce que nous venons de voir vous désabusera-t-il enfin? Quand la crédulité s'est brisée contre le possible et le réel, toute sanglante et mutilée, vous voulez qu'elle ne vous tue pas? mais c'est trop lui demander! De même qu'au temps de saint Jérôme et de saint Augustin, la folie de la croix, l'ardeur de l'abnégation et de l'anéantissement humains, couvraient de bizarres essais l'Europe civilisée, quand Origène se mutilait, quand Salvien se mariait sous la condition de la chasteté absolue, quand l'ascétisme poussé jusqu'au délire renouvelait les destinées de l'Europe, — de même aujourd'hui, dans l'immense révulsion qui s'accomplit, devenus dieux, tous tant que nous sommes, nous subissons le suicide de notre orgueil titanique et de notre fausse omnipotence. Notez-le bien, ce n'est point au peuple que j'impute cette folie, c'est à vous, hommes de plume et de parole. Le peuple n'est que la victime des rhéteurs.

— Je vous passe toutes ces déclamations, reprit Arnaud avec une parfaite placidité; je sais que vous êtes sincère et que votre rigidité quant aux doctrines ne vous empêche pas d'être indulgent et bienveillant pour les hommes. Selon vous, et c'est la théorie chrétienne, l'homme est mauvais, Dieu l'a créé pour cela. Ainsi Dieu est le bourreau de l'humanité : c'est commode; toutes les oppressions sont justifiées.

— Je n'ai pas dit un mot de cela, et je n'en pense pas un mot.

— Quoi qu'il en soit (et nous reviendrons sur ces points fondamentaux), à côté des remèdes matériels dont vous avez signalé quelques-uns bons pour Paris seulement, quels seraient vos remèdes moraux et intellectuels? Comment changeriez-vous ce que vous appelez le flot des idées? et, si ce flot est empoisonné, comment s'y prendre pour l'é-

purer et l'assainir? Prétendez-vous agir en dehors des idées démocratiques? Je vous en préviens, vous ne feriez rien aujourd'hui sans elles. La démocratie est seule possible et seule sacrée.

— Ce n'est pas la démocratie qui empoisonne les idées, ce sont les faux principes qui empoisonnent la démocratie. L'admission de tous, à titre égal, dans la civilisation agrandie, n'est-ce pas la démocratie même? Acceptée comme progrès, non comme décadence, elle doit élever et non abaisser. Ce qui ne rend pas le pays plus fort, l'individu plus heureux, la richesse plus abondante, n'est pas démocratique. A quoi bon la souveraineté d'un peuple qui serait ignoble et lâche? Il ne se commanderait à lui-même que des actions lâches et ignobles; ce serait acheter trop cher une immense perte. Vous qui m'accusez d'être sévère, ne voyez-vous pas que vous calomniez la démocratie en l'associant à l'envie, à l'abjection et à l'instabilité? Ne donnez pas les vices de l'espèce humaine pour la nécessité inhérente aux institutions. Envieux, jaloux, puéril, capricieux, ennemi des supériorités et des forces, si vous êtes tout cela, ne dites pas que vous êtes démocrate, dites que vous êtes nuisible. Quant aux remèdes, il y en a de matériels, d'intellectuels, de moraux; tous démocratiques dans le vrai sens du mot, ils doivent élever, épurer et améliorer l'espèce; les premiers, les remèdes matériels, passagers et à fleur de peau, ne peuvent être regardés que comme des préparations, mais ils sont d'urgence, ou plutôt le moment de l'urgence est passé. C'est le lendemain de la révolution de février qu'il fallait appeler tous les chefs d'industrie de France pour leur ouvrir un fonds de secours, une caisse de prêt et leur commander de vastes travaux : défrichement, canalisation, constructions, chemins de fer, certes les objets ne manquaient pas. On aurait, à ce prix, rattaché à la patrie cette foule d'hommes qui l'exècrent comme une marâtre, car la patrie ce n'est pas le sol, la terre et le ciel; c'est l'amour, c'est le lien social, la commune sympathie; quiconque maudit la société maudit sa patrie, maudit sa mère. La démocratie véritable est une science si profondément inconnue de nos gens d'état, qu'au lieu d'employer ce moyen si simple et si naturel, on a mis en œuvre les ressorts les plus violemment despotiques, les plus absurdement arbitraires et les plus avilissans. On a parqué les hommes comme des porcs à l'engrais, et on leur a donné la prime de l'indolence et de la haine. C'était la prime du labeur, de l'honnêteté et de la capacité qu'il fallait leur offrir. La réinstitution du livret pour l'ouvrier aurait suffi. Tout bon ouvrier qui aurait travaillé tant d'heures de plus ou achevé de plus considérables tâches que ses confrères aurait reçu du patron une prime proportionnelle que l'on aurait imputée sur l'intérêt des sommes prêtées, intérêt que l'état aurait consenti à perdre. Cet intérêt, très faible, deux ou trois pour cent, payable par les patrons et les

chefs d'industrie à des époques fixes, n'aurait été à charge à personne, et des relations de mutuelle charité, de mutuelle bienveillance, de mutuel service, d'universelle activité, se seraient établies et enracinées. Qui oserait dire qu'un milliard ainsi dépensé fût perdu, même en supposant que la rentrée de ce milliard dans les caisses de l'état pût être difficile? et qui ne reconnaîtrait l'utilité de ces dépenses reproductives? N'était-il pas facile de saisir cette occasion pour combattre quelques-uns des vices les plus graves de la situation économique : — la centralisation exagérée, — l'agglomération des ouvriers sur les mêmes points, — et la séparation dangereuse des travaux agricoles et des travaux de fabrique? L'état dispose de tant de forces, qu'il lui eût suffi d'un signe pour guérir ou tempérer mille douleurs. Encore aujourd'hui, n'y a-t-il pas moyen de rendre à la culture de la terre les honneurs nécessaires, d'enter l'industrie sur l'agriculture, de placer dans les chaumières les instrumens de la fabrique, comme cela se fait si heureusement à Neuchâtel et dans une partie de la Silésie, — de corriger les tristes misères de la fabrication industrielle, malsaine pour le corps et l'ame, par les vigoureuses et salubres influences de la terre et de la nature, — enfin de répandre sur les campagnes d'Alsace et du Lyonnais ces populations ouvrières, cruellement entassées dans les ateliers? Vous voulez des manufactures à l'anglaise, oubliant que la France n'est pas essentiellement industrielle; elle est naturellement agricole, guerrière et maritime. Satisfaites-la sous ces trois aspects et n'imitez plus, s'il est possible, les étrangers, placés dans d'autres conditions que vous.

— Vous raisonnez bien dans votre hypothèse, et je crois ces idées et ces remèdes applicables à l'ancien monde. Pour nous, apôtres, nous avons à reconstituer un monde nouveau. Humilité, résignation, labeur, hiérarchie, douleur, ce sont des mots passés de mode, des vertus d'esclaves. Nous les abjurons. Votre philosophie de bel-esprit, vos observations pratiques, vos procédés d'industriel de l'ancien régime, n'ont plus aucune valeur. Nous reformons l'homme. Le nouvel évangile rend tous les mortels égaux en capacité, en fortune, en beauté, en esprit comme en bien-être. Ce nouvel évangile, je l'apporte; nous le réaliserons, soyez-en sûr. Il faut traverser, je le sais, des phases sanglantes et douloureuses; c'est ce qui arrive toujours quand la civilisation monte d'un degré. Est-ce que le passage du paganisme au monde moderne s'est opéré sans angoisses? L'établissement de Rome civilisatrice n'a-t-il pas été baigné du sang des nations? De l'Inde théocratique à l'Égypte, et de l'ère égyptienne à l'ère grecque, que d'horribles catastrophes, toutes signalées par les pleurs amers de l'espèce humaine! Ces misères font notre éducation, mais elles n'appartiennent pas à notre essence. Nous nous débarrassons progressivement de ces

scories pour reconquérir peu à peu notre primitive et sainte pureté, notre nature même; l'homme, essentiellement bon, égal à l'homme, égal à la nature, égal à Dieu, faisant partie de la substance unique et universelle qui est divine, ne peut manquer de travailler sur lui-même comme un dieu sur un dieu. Le retour à la perfection absolue, centre et berceau de l'humanité, est inévitable; et dans cette hypothèse, qui pour moi est une conviction et une foi, tous vos remèdes et vos palliatifs sont inutiles. L'humanité marchera seule.

— Religionnaires de l'humanité divinisée, vous êtes dieux, parfaits, complets, fractions intégrantes de l'absolu, dont la nature divine se perfectionne éternellement dans ses métamorphoses, je le sais. J'aime à vous voir vous rendre justice et surtout aller résolûment au fond de votre doctrine. Hélas! mon ami, par elle s'expliquent toutes les folies et toutes les fureurs du temps présent. Il y a bien moins de mal dans les faits et bien plus dans les idées qu'on ne l'imagine. Les faits se guériraient tout seuls, si l'on guérissait les esprits. Tout à l'heure, cher philosophe, vous étiez en plein fanatisme; on faisait, il y a deux cents ans, brûler les hommes avec un mot : *sorcier;* et vous qui êtes le plus doux des mortels, vous voyez d'un œil sec les sociétés qui se dissolvent, la fortune publique qui s'anéantit, et les cadavres des citoyens qui s'entr'égorgent, parce que, dites-vous, la chose est nécessaire. Il faut que le dieu-homme-nature retrouve sa totalité à travers les épreuves! Mais si par hasard cela n'était pas nécessaire, si cela était inutile; si l'homme n'était pas dieu, s'il n'était pas essentiellement angélique, parfait et absolu; si j'avais raison, si vous aviez tort; s'il était condamné à la lutte, à la douleur, à la résignation; si c'était la vraie, l'unique condition humaine; s'il ne pouvait triompher de la terre qu'en l'arrosant de sa sueur, et du mal qu'en l'arrosant de ses larmes, combien vous seriez criminel à votre insu! Non, je ne puis adopter votre hypothèse, qui ne s'annonce que par des promesses et ne s'appuie que sur des illusions. Je ne vois pas votre transsubstantiation s'opérer; l'apothéose de l'humanité n'est pas même commencée; l'homme est toujours l'homme, et le démon n'a pas quitté l'ange, comme le prouve trop cette malheureuse ville que nous traversons, cette ville du plaisir et de la lumière, sillonnée hier par les boulets et les balles des citoyens ennemis. Je suis donc forcé de m'en tenir à la simple réalité, aux faits tels qu'ils se montrent. Je vous ai indiqué en passant quelques-uns des procédés matériels au moyen desquels le sort des hommes de labeur peut s'améliorer en France, et je continue dans la même voie. Continuez, vous, à croire à la glorification de l'espèce humaine; nous autres, les pessimistes, servons modestement l'humanité en étudiant ses besoins. Pendant que vous êtes occupés au grand œuvre et que vous cherchez la quintessence de Saturne, nous faisons des bouillons pour

les malades et de la charpie pour les blessures. Soyez alchimistes tant que vous voudrez.

— Votre chaleur me fait sourire, reprit Arnaud, qui ne sourcillait et ne se troublait pas, tant il était sûr de lui-même. Vous négligez toutefois de m'apprendre, grand orateur, comment vous vous y prendriez pour renouveler le cours des idées et guérir les esprits malades, si, au lieu d'être un contemplateur et un méditatif, vous teniez les affaires publiques entre vos mains?

— Mon cher Arnaud, je ne possède point les panacées sociales, cette pharmacie est de votre ressort; mais enfin, si j'avais à faire quelque chose, si j'y étais forcé, ce qu'à Dieu ne plaise, voici à peu près ce que je tâcherais d'effectuer. J'observerais de mon mieux quelles sont les grandes sources des douleurs publiques, et je m'appliquerais résolûment à les tarir. Après avoir combattu la misère des hommes de labeur par des moyens analogues à ceux que j'ai indiqués, après avoir assaini leurs maisons et assuré leur bien-être en encourageant leur moralité, je voudrais replacer l'agriculture dans son lustre, et ranimer la sainte humanité dans les cœurs, non pas l'humanité qui s'adore elle-même, mais l'humanité charitable envers le prochain. Je tâcherais surtout de combattre et de détruire certains préjugés absurdes en faveur des professions dites libérales. Non-seulement ces professions, qui nous donnent plus de médecins que de malades, plus d'avocats que de procès, plus de commis que de places, plus de feuilletonnistes que de lecteurs, plus de peintres que de portraits, plus de musiciens que d'instrumens, absorbent une trop grande proportion des forces nationales, mais elles accroissent la centralisation parisienne, déjà excessive; elles enfièvrent les ames, elles aigrissent les esprits, elles créent des populations de mécontens et dépravent les intelligences. Les vanités sont plus féroces que les appétits.

— Tout cela me semble vrai; c'est précisément pour détruire ces vices que je prêche; un jour, nous n'aurons plus ni amour-propre ni personnalité. Vous qui les admettez, comment vous y prendrez-vous? Vous ne le savez guère. Quand on vous demande des remèdes, vous offrez des sermons, et en cela vous ressemblez à tous les contemplatifs.

— De grace, ne riez pas des contemplatifs; ce sont gens utiles au milieu d'un monde qui s'enivre d'actions précipitées et de mouvemens irréfléchis. Il est honorable d'abjurer l'ambition personnelle dans cet immense chaos de vanités frénétiques, dans ce mouvement rénovateur qui allume tous les prurits de popularité et crée autant de maîtres imaginaires et de dominateurs chimériques qu'il y a d'individus dans l'état. Jamais les nations fortes ne se sont insurgées contre les leçons de l'expérience. Les Anglais ont eu Burke, Elliott, Paley, Milton et Bentham; les Américains du Nord ont écouté religieusement Franklin, Jeffer-

son, Washington, — dans ces derniers temps Emerson et Channing. — Comment renouveler les idées? me demandez-vous. Hélas! rien de plus ardu au monde, rien de plus difficile. Il y a cependant une route, et une route unique : c'est l'éducation. Elle est détestable, quoique les plus grands esprits aient passé par le ministère de l'instruction publique. Que pouvaient-ils accomplir? Leur citadelle ministérielle à défendre, leurs discours à prononcer, leur parti à diriger, leur cour à faire au roi, leur cour à faire aux députés et au peuple, ne leur permettaient pas de mettre efficacement la main à l'œuvre. Institués pour peu de temps, entre le prédécesseur et le successeur, forcés de respecter les traditions universitaires, les doctrines philosophiques et les dogmes du clergé, à quoi de profond et de complet, surtout de fécond, pouvaient-ils s'arrêter? Aussi morcellement, division, amas de connaissances encyclopédiquement incomplètes, éparpillement, néant, voilà le résultat de ces études appelées classiques, et il est certain que la génération qui suit immédiatement celle des hommes aujourd'hui illustres n'a point donné encore de garanties, pas même de promesses. C'est que l'abus effroyable de l'analyse, qui tue l'administration, la littérature et la politique, tue aussi l'éducation. Il ne faudrait rien détruire, il faudrait concentrer les élémens épars. L'analyse est de l'homme, la synthèse est de Dieu. Je voudrais trois universités parallèles au lieu d'une : la vieille université classique, reconstituée sur ses bases les plus sévères et destinée aux professions dites libérales, conduirait aux facultés de la Sorbonne, restreintes; celle des sciences, ou positive, qui préparerait la jeunesse aux professions de l'ordre positif, aboutirait à l'École polytechnique, et celle des langues et des études modernes, qui formerait des commerçans, des voyageurs, des diplomates, des banquiers, aurait pour couronnement l'école administrative que l'on vient de créer, et qui serait une très bonne institution, si elle avait une base. L'ensemble de ces trois universités composerait la grande université proprement dite, et il serait loisible aux familles de les faire traverser toutes trois par leurs enfans, ou d'en choisir une seule. Est-ce que tous les citoyens sont des Longin, des Cicéron, des Quintilien futurs? Quel est le banquier ou le diplomate moderne qui a grand besoin de comprendre Lycophron en grec? Mais nul aujourd'hui ne peut se passer de l'anglais, de l'allemand, même des idiomes scandinaves. Sur deux mille citoyens, à peine un seul comprend-il une de ces langues! Quant à la situation respective des nations, quant à la géographie politique, à l'histoire du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, nul ne s'en informe. Faites donc des hommes d'état avec cela! Il est vrai que l'on a espéré récemment greffer les connaissances modernes sur l'arbre classique; on a compté sur la souveraineté de l'analyse, et l'on a promis de tout apprendre à la malheureuse enfance. Arlequin, qui remue dans sa poche cent petits frag-

mens de pierres comme échantillons des palais dont il se croit propriétaire, ne représente pas mal les savans fractionnaires, encyclopédiques et universels, dont on fabrique aujourd'hui la splendide et universelle ignorance. On ne voit pas que c'est pétrir de ses mains le mécontentement et l'émeute. Comme vous préparez tous les enfans à être des gens de lettres, il semble qu'il n'y ait rien de beau que de tenir une plume, un pinceau ou une lyre, et de calquer des amplifications ou des tableaux; mais essayez donc de faire refluer vers les autres professions ces flots de demi-avocats et de quarts de rhéteurs qui nous encombrent et qui détruisent la société, faute d'y trouver place. Rendez leur juste considération à l'agriculture, au commerce, même à la politique et à la diplomatie, qui ne se présentent que comme des arènes d'ignorance et d'intrigue. La force de la belle École polytechnique est née de sa spécialité et de sa difficulté : maintenez-la; copiez-la. L'université purement classique, une fois libre et dégagée de ses accessoires hétéroclites, deviendra plus solide et plus maîtresse d'elle-même. On saura beaucoup mieux le latin, en ne faisant plus semblant de savoir l'anglais et l'algèbre. Ici de grands humanistes, là de grands géomètres, plus loin de savans philologues; certes, cela vaudra mieux que le néant et la prétention partout. Ne me dites pas que la démocratie est nécessairement superficielle et qu'elle commande, qu'elle exige la puérilité et la bassesse de l'esprit; ce serait faux et injurieux. Ne dites pas non plus que l'œuvre est trop difficile; il ne s'agit ni de réformer ni de détruire, mais d'organiser en classant, d'après l'harmonie de leur unité, de leur diversité et de leurs rapports, les élémens qui existent. N'avez-vous pas Alfort, l'École des eaux et forêts et l'École polytechnique, si magnifique dans son unité? L'université proprement dite n'est-elle pas vivante et desservie par une foule de talens ardens et jeunes, trop obscurément sacrifiés? Ne va-t-on pas créer une école d'agriculture? Certes, voilà des élémens. Divisez le travail, et reliez les divisions par l'unité de l'idée.

— Je remarque, me dit Arnaud, que vous parlez toujours de synthèse et que vous établissez sans cesse des divisions.

— Dites que j'établis l'harmonie entre les diversités. Trois grandes sphères dont chacune attirerait dans son orbite les sphères secondaires qui lui sont affiliées et relatives, voilà ce plan si simple, si conforme à nos intérêts, si conforme aux lois divines : attraction, gravitation, équilibre.

— Et votre triple université serait gratuite?

— Penser à la gratuité totale des écoles est absurde; quelle pauvre démocratie que celle qui ne ferait que des mendians!

— L'état doit l'éducation à ses enfans.

— L'état ne doit rien à personne. Au lieu de prendre l'état pour le débiteur universel, vieille et ridicule manie des esclaves; — au lieu de s'habituer à traire cette éternelle vache à lait que l'on tue sans devenir

plus gras, — il faut que chaque citoyen se considère comme ayant envers l'état des devoirs. L'un de ces devoirs est d'élever son fils. Néanmoins l'éducation primaire doit être à la fois gratuite et obligatoire. Que tout Français sache bien écrire, bien lire, bien compter; que la grande et haute science, — ou classique et philologique, — ou positive et physique, — ou moderne et européenne, soit de difficile abord et qu'elle soit très bien récompensée. Que ce soit un honneur, un titre et une garantie pour l'avenir d'un enfant, de sortir le dixième ou même le vingtième, de l'une des trois universités, comme on sort de l'École polytechnique, vrai modèle d'école supérieure. N'abaissez rien, élevez tout. Si dans les rangs les plus pauvres un Newton ou un Dante se présentent, croyez-moi, ils feront aisément leur route dans une société ainsi préparée. Abattez votre pépinière de prétentieuses incapacités. Découragez la vanité, encouragez le talent. Soyez sévère, la sévérité est seule féconde; elle est seule humaine et seule démocratique; elle fait les peuples sensés et force l'humanité à ne pas s'avilir. C'est de l'énervement et de la faiblesse que naît la férocité. Aux États-Unis, fondés sur la dureté calviniste et sur une réglementation draconienne, la vie est austère, sérieuse et aventureuse; elle a pour but la conquête définitive de la nature, but magnifique et redoutable. L'éducation y est bornée, mais excellente, parce qu'elle est *une* et qu'elle s'accorde avec la destination de tous. Chez nous, l'enfant subit dix éducations contradictoires, celle du *de Viris* et du citoyen Scipion, qui combat celle du père en général mondain et voltairien, et celle de la mère, femme à la mode, sans compter celle du catéchisme et l'influence des jeunes amis. Je ne parle ici ni de l'éducation des feuilletons épicuriens, ni du théâtre, ni de la Sorbonne, ni du vaudeville, ni du roman, ni peut-être des prédications de quelque apôtre tel que vous, mon cher Arnaud. Imaginez quelle doit être la confusion de ces teintes ou de ces demi-teintes, entassées par couches transparentes dans la même intelligence, et de quelle misère, de quelle anarchie, de quel néant elle doit être frappée sous ces incohérentes notions panthéistes, mystiques, matérialistes, catholiques, protestantes, démocratiques, aristocratiques, chevaleresques, poétiques, positives, astrales, géométrales, machiavéliques, rhétoriques et romanesques! Si les maisons de fous ne se peuplent pas démesurément, je tiens le fait pour honorable à la nation.

— Croyez-vous remédier à tout cela au moyen de votre triple université, une et triple, classique, moderne et scientifique?

— Du moins arracherai-je quelques enfans à l'inutile culture de la catachrèse et de la métonymie. Pendant que le lieu-commun s'étend chaque jour sur des espaces incommensurables de papier imprimé, la fausse opinion de notre société trompe une multitude de braves gens; et les hommes de la main-d'œuvre, du labeur manuel, même les agriculteurs et les ingénieurs, même les chimistes et les physiciens, tom-

bent au-dessous de leur rang naturel. Dans une société de sophismes et de paroles, les ouvriers ne s'estiment pas assez. Est-ce que la vis ou le clou sortis de leurs mains habiles ne valent pas mieux que le vers médiocre fabriqué d'après Delille ou Jean-Baptiste Rousseau? Je ressens un vif chagrin quand je vois de vieux hémistiches ou des articles rebattus sortir de la plume des ouvriers. Cette imitation est un mensonge; le moindre produit de l'artisan est une vérité. Puisque l'opinion sociale les trompe, c'est cette opinion qu'il faut réformer.

— Vous vous mettez toujours en peine de corriger l'homme et de réformer ses mauvaises opinions, reprit Arnaud avec un suprême mépris, comme si le monde ne marchait pas tout seul, comme si, pauvres malades, nous n'allions que de guérisons en guérisons et de remèdes en remèdes. La guerre sociale vous semble une maladie locale à guérir, et vous appelez à votre aide contre elle toutes les ressources morales, matérielles, d'éducation et d'opinion. La guerre sociale est bien autre chose qu'un désastre et un délire; c'est un symptôme de vie et de progrès, non pas un accident parisien; c'est une marque significative de la crise européenne; c'est l'amélioration qui s'opère violemment et confusément, d'une manière peu normale en apparence et terrible comme l'est toujours l'explosion des grandes forces comprimées. Les révolutions sociales ne font leur œuvre qu'après les réformes politiques, lorsque celles-ci ne suffisent plus aux questions remuées dans leurs derniers fondemens. La France, selon sa coutume, a donné le signal à l'Angleterre qui s'agite, à l'Allemagne qui viendra après, aux régions méridionales qui suivront l'impulsion commune. En vain les pessimistes ressuscitent les théories perdues de notre servitude devant Dieu et de la faiblesse de l'homme. Cette dépression de nos destinées, dont le calvinisme et le jansénisme furent les tristes et derniers organes, cette obscurité de l'ame qui nous montre le mal toujours présent sous forme de péché, ces sombres pensées qui ont assiégé Cromwell et Pascal sont à jamais détruites. Nous n'admettons plus cette divinité qui nous crée pour nous damner nécessairement, ni cette incorrigible méchanceté de notre race, calomnie envers Dieu et l'homme (qui ne font qu'un), excuse de Hobbes et justification de tous les despotismes. Pendant le XVIII[e] siècle, une révulsion lente a soulevé ce voile de ténèbres injurieuses qui s'est déroulé et replié sous la main de Locke, de Toland, du second Shaftsbury, de Voltaire, de Rousseau, des encyclopédistes, tous d'accord quant à l'excellence native de l'humanité. C'est, à vrai dire, la religion commune du XIX[e] siècle, une sainte religion, pleine d'enthousiasme; Chaumette, Anacharsis Clootz et les grands hommes de la révolution l'ont bien senti. Fourier, Saint-Simon, comme Helvétius, Godwin et moi-même, nous n'avons pas d'autre principe; de là les droits de l'homme proclamés par les États-Unis et la glorification de la vie sauvage; de là le grand dogme de la souveraineté de la raison;

de là les justes anathèmes contre les lois et les sociétés qui entravent l'homme et l'empêchent d'être parfait; de là le *Contrat social* et ses suites. Et remarquez que c'est du sein du calvinisme même, la plus ennuyeuse et la plus violente théorie misanthropique, que Rousseau et Franklin, Locke et Washington ont proclamé l'éternelle liberté et la naturelle grandeur de l'homme. Que feront vos essais de réformes contre un mouvement si grandiose et si vaste? C'est comme appartenant à une immense série de faits matériels et moraux que la révolte récente est importante; c'est sous ce point de vue qu'elle est sublime.

Comme il prononçait ces mots, nous arrivions en face du pont des Tuileries, d'où débouchait, pour se rendre dans un des forts de l'enceinte, une colonne de malheureux faits prisonniers pendant l'insurrection. Il y avait là des enfans de douze ans, le nez au vent, l'air mutin, les lèvres noires de poudre; des ouvriers en blouse, jeunes et vieux, abattus ou fiers; des étudians en casquette, un mélange triste et bizarre de toutes les professions, de toutes les physionomies et de tous les costumes. Le cœur se serrait à cet aspect, et le sentiment public, si juste et si délicat, ne se permettait pas un cri, un geste, une observation, en face de ce débris affreux de la guerre civile. Je les observai long-temps et douloureusement.

— Philosophe optimiste, dis-je à mon interlocuteur quand la triste colonne eut défilé, pendant que vous raisonnez avec une subtilité si sublime sur les perfections de l'humanité et sur ses destinées splendides, voilà des malheureux qui ne pensent guère à l'explication que vous donnez de leurs actes. C'est bien votre doctrine qui les pousse, mais à leur insu. Ils raisonnent ainsi : « Puisque je suis dieu, tout est à moi; puisque je suis bon, tout ce que je fais est bien; puisque je suis libre, tout m'est permis, » et ils agissent en conséquence. Rien de plus logique que l'humanité. Il est faux que les hommes des bagnes dominassent l'insurrection, il est faux que l'or de l'étranger les ait soldés; vénalité ou brigandage n'y étaient pour rien. Votre doctrine superbe a chargé l'arme de la misère et soulevé les pavés. L'activité française et parisienne s'ennuyait. La facile révolution de février ne l'avait pas satisfaite; la cessation de l'industrie et la paralysie du commerce l'irritaient; les clameurs du club l'exaltaient; tous les partis soufflaient sur elle. De là cette innombrable et terrible armée, que l'on essaierait en vain de réduire à la nuance d'une seule opinion : frivoles et sérieux, factices et sincères, dupes et coupables, le bouillonnement et l'écume, le fond et la surface de cette vaste civilisation sophistique, énervée et passionnée. Ici l'oisif, là l'enfant, plus loin l'adolescent élevé par le mélodrame, le feuilleton et la chimère; l'homme blasé cherchant une émotion dans la balle qui siffle; l'ouvrier utopiste voulant réaliser les rêves que vous développez avec tant de verve et de vraisemblance; le sentimental et l'incompris qui tourne son envie en héroïsme et soulage vio-

lemment sa médiocrité aigrie; le simple instrument d'émeutes prêt à s'enivrer de toute phrase et à marcher au feu sous toute bannière; l'ami du trouble et du bruit, de la fumée et du danger, celui dont la guerre eût pu faire un héroïque serviteur de la patrie et qui trouverait volontiers la mort, pourvu qu'elle vînt dans le brouhaha. A côté de ces ames frivoles et de ces comparses, les vrais insurgés, hélas! enthousiastes et fanatiques, hommes de labeur, espérant la puissance et la richesse que vous leur promettez; les sincères, les malheureux; l'ouvrier ayant faim et qui vient de quitter ses enfans sans pain; l'homme des ateliers nationaux, chômant et sans argent; le sincère utopiste ulcéré des maux de ce monde et les attribuant non à l'humanité dans son essence, mais aux riches. Voilà les côtés superficiels et le fond intime de la guerre sociale. Vos philosophes n'ont-ils pas proclamé la légitimité du succès, c'est-à-dire la sainteté de la force? Les insurgés se sont arrangés pour triompher. Ne leur avez-vous pas dit que l'humanité devait s'asseoir au même banquet? Ils font de leur mieux pour dresser la nappe. Allez, ne répétez plus à l'homme qu'il est bon et divin, que perfection et bonheur sont à lui de plein droit, afin qu'il ne s'avise plus de vous démentir. Au lieu de radoter le pédantisme de vos théories, venez donc observer ce peuple qui vit, souffre et meurt autour de vous. La théorie trompe toujours; la pratique ne peut tromper. Tout est incomplet dans ce monde, voilà ce que dit la pratique; tout est divin dans la nature et l'homme, voilà ce que disent la théorie et Spinosa. Le diamètre même de la terre n'est pas exact, aucune mesure n'est juste, et cette imperfection de toutes choses constitue notre force, car elle nous oblige à lutter. En 1777, le célèbre Borda essaya de rectifier les erreurs des instrumens nautiques et celles des observations; il se trouva en définitive que son invention aggravait les erreurs, le cercle n'étant point divisible en dix sections absolument égales.

— Et il suit de là que nous devons croupir dans l'ignorance, nous résigner lâchement, — accepter l'imparfait et l'incomplet, — plier enfin, comme des brutes, sous la misère de notre destinée?

— Je conclus exactement le contraire. Ce qui nous manque en 1848, c'est l'idée de la perfection suprême et le sentiment de notre imperfection; — l'idéal et le réel nous font défaut; — nous ne sommes ni modestes ni actifs : aussi voyez ce que nous devenons. Si l'homme n'est pas dieu, et qu'il ait le désir de la perfection, c'est-à-dire de l'idéal, il ne peut trop s'efforcer de l'atteindre; il doit donc sans relâche étudier, observer, travailler, réparer, s'enquérir. N'est-il pas extraordinaire que, depuis 1815, aucune enquête générale n'ait été instituée sur la situation de la France, sur les véritables effets des élections, sur l'état matériel des fortunes, sur les mouvemens du commerce, sur les procédés de l'agriculture, sur l'éducation, sur l'état des ames et des esprits, que l'on oublie obstinément? La guerre sociale des derniers jours n'eût

pas éclaté, si des hommes sans ambition (y en a-t-il encore?) avaient, de concert avec les municipalités, poussé cette recherche dans toutes les directions. Que pense l'ouvrier de Paris? que veut-il? Et celui de Lyon, et le berger des Landes, et l'instituteur primaire, et le matelot de Toulon, et l'agriculteur de la Beauce, et le fermier du Nivernais, que désirent-ils? qu'espèrent-ils? On se croit bien avancé avec des harangues, des drapeaux et des costumes; hélas! on n'obtient rien, pas même une notion positive sur les choses et les hommes. On ne sait ni ce que pense le pays, ni ce qu'il aime, ni ce qu'il craint, ni ce qu'il veut, ni ce qu'il repousse, ni ce qui lui manque. Quelle république le satisfera? Celle des voluptés? celle du commerce? celle de la guerre? de l'industrie? de la théocratie? des arts? de la richesse ou de la pauvreté? Sera-ce Venise ou Amsterdam? Boston ou Sparte? Athènes ou les États-Unis? Jusqu'à la fixation de nos pensées et de nos désirs, nous ne serons que d'ingénieux sophistes, rêvant comme Héloïse au sein de leur impuissance. Mais, dites-vous, nous rédigeons une constitution précisément pour nous fixer. Quelle erreur! Une constitution ne constitue pas les idées, elle les refait encore moins; Mably et Condillac, Helvétius et Thomas Payne, se sont trompés comme des matérialistes; ils ont cru que les faits influaient sur les idées, et les constitutions sur les hommes, tandis que les idées influent sur les faits, et les hommes sur les constitutions.

— Permettez-moi de vous interrompre, me dit Arnaud, en vous avouant que je trouve vos idées un peu confuses. Vous maudissiez tout à l'heure l'analyse comme destructrice. Maintenant vous réclamez l'enquête comme nécessaire. Qu'est-ce que l'enquête, si ce n'est l'emploi le plus strict de l'analyse détaillée?

— Je vous demande seulement de mettre chaque chose à sa place. Le véritable emploi de l'analyse dans une démocratie bien faite, c'est précisément l'enquête, perpétuelle, complète, exécutée par des mains loyales et habiles. L'analyse représente la division; rien de meilleur que la division du travail. La synthèse représente l'unité; rien de plus nécessaire que l'unité du pouvoir. Rendez donc le pouvoir à l'unité, et le travail à la division. C'est le contraire que vous opérez. Vous transposez les termes; vous ne concentrez que le travail, vous ne brisez que le pouvoir. Tout le monde veut mettre la main au même timon, chacun veut savoir tout et tout conduire, tandis que le pouvoir, divisé à l'infini, s'en va en lambeaux et en charpie, dont chacun s'arrache un misérable fragment. Ce pouvoir, n'ayant d'unité ni dans l'étendue ni dans la durée, privé pour ainsi dire de largeur et de longueur, tiré à quatre chevaux et écartelé dans tous les sens, à quoi peut-il aboutir? A servir de curée aux ambitions et aux vanités. On multiplie les portefeuilles, et l'on veut en créer encore. Il n'y a cependant que trois ministères politiques réels, celui de *l'intérieur*, des

affaires étrangères et de *la guerre*. Les autres ministères en sont les dépendances; ce sont des directions qui, placées sous des mains sages et patientes, devraient être aussi peu exposées que possible à la mobilité des courans politiques. L'instruction publique, les cultes, l'agriculture, les finances, la marine, la justice, les beaux-arts, le commerce, les travaux publics, les ponts-et-chaussées, les mines, sont des départemens très difficiles à administrer, qui réclament toute la vie de grandes capacités spéciales. Vous en faites des pouvoirs, et ce sont des travaux. Comme travaux, vous les mettez dans les mains de gens qui ne peuvent pas s'en occuper. Comme pouvoirs, vous en brisez le ressort. Pour rendre plus insensé encore cet éparpillement de forces, vous l'associez à la concentration municipale la plus intense, de manière à rendre la situation illogique jusqu'au ridicule, et à multiplier les antagonismes inévitables d'une analyse exagérée.

— Vous tendez sans cesse à l'unité par la pondération, oubliant que l'unité est monarchique dans son essence.

— C'est comme si vous disiez que la lumière est monarchique, et que la loi de la gravitation est tout-à-fait despotique. N'abusez donc pas des mots, et ne dites point que parler d'unité, c'est rappeler la monarchie. L'unité, c'est simplement l'accord des parties avec un centre régulateur, la condition indispensable de l'organisme. Quelle malheureuse folie d'imputer à la démocratie toutes les sottises et tous les vices! Pourquoi l'unité serait-elle donc la monarchie? L'unité, c'est la vie. J'entends par *unité* l'harmonie, plus essentielle à la forme démocratique qu'à toute autre, car une démocratie ne peut être ni discordante, ni vicieuse, ni énervée; si, dans un régime pareil, toutes les ambitions tirent à elles, la mort arrive; si la centralisation est violente, et que les efforts de ces ambitions deviennent excessifs, la mort violente s'ensuit. En France, où la vivacité et la culture de l'esprit surabondent et où les fortunes sont rares, qui donc n'est pas bon à faire un chef de bureau, un préfet ou un sous-préfet? Aussi tout le monde veut-il l'être; on touche peu d'argent; on donne peu de zèle; on sait peu de chose; l'état vous nourrit, et on ne le sert guère. Mon ami, si vous êtes démocrate, et que vous aimiez peu les fonctionnaires, ayez-en donc un très petit nombre; rendez l'accès des emplois très difficile; honorez-les singulièrement, et, à la mort des détenteurs, supprimez les trois quarts des places. Vous aurez moins de créatures, mais vous aurez aussi moins d'affamés et d'ennemis.

— Voilà des pensées très républicaines, très spartiates et très édifiantes : seulement rien n'est plus inutile. Le flot de la guerre sociale en Europe ne montera pas moins jusqu'à vous. L'humanité sainte n'en suivra pas moins son cours; pendant que vous cherchez vos remèdes pratiques, ô pessimiste! elle rejette ses langes de malade et marche en dépit de vous, lumineuse et régénérée.

— Pessimiste! appelez-moi tant que vous voudrez de ce nom, que les sophistes alexandrins jetaient à la tête du grand Jérôme et du grand Augustin. Ne pas voir le mal, c'est ignorer le monde. Tout progrès naît d'une guérison; toute force nouvelle naît d'une faiblesse réparée. Quittez donc la folie du spinosisme politique, du panthéisme appliqué à la chose publique, la folie de l'espérance insensée, la manie de vous préférer à tout, de ne vous résigner à rien, d'effacer ce qui fait obstacle; ne vous fiez pas à l'amour-propre, et souvenez-vous que l'Espagne est morte d'orgueil, l'Italie de volupté artistique, Rome de puissance excessive, parce que tout peuple meurt du germe même de sa grandeur. Puisse la France, si fière de son vieil et charmant honneur, ne pas mourir de vanité! Tâchez donc d'être démocrate sévère, de tuer ou d'amortir ces vanités ardentes et réfractaires, et, quelle que soit la nature de la dixième ou douxième constitution que vous allez fabriquer, je le répète, corrigez vos doctrines d'abord, puis vos mœurs, enfin vos actes. Mettez l'unité dans les unes, l'énergie dans les secondes, et, s'il est possible, la vérité dans les troisièmes. Abandonnez les poses théâtrales, pensez aux réalisations pratiques; soyez rigide dans les faits, sincère dans les doctrines; renoncez à la divinité de l'homme, à l'adoration des phrases, au mépris des professions qui parlent peu et qui agissent, à l'amour des professions qui n'agissent pas et qui parlent beaucoup, à la folle division du pouvoir, à la méchante répartition du travail, surtout à l'idée que vous vous faites d'une démocratie que vous calomniez. Ne payez plus vos représentans comme des commis, et ne donnez plus à vos fonctionnaires, en les traitant comme des laquais, les qualités serviles. Sans tout cela, vous feriez le chef-d'œuvre des constitutions passées et présentes, qu'il importerait peu, et, malgré vous, la France trouverait des punitions plus cruelles encore que les sanglans châtimens que vous venez de subir. Celui qui vous parle ainsi n'a aucune prétention, aucune ambition, point de maître à flatter, aucune fraction de peuple à capter, vous le savez bien, et vous pouvez le croire.

Nous nous trouvions devant la chambre des représentans, que gardaient de nombreux piquets de cavalerie, des détachemens d'artillerie et des canons, protecteurs de sa liberté. Le philosophe, qui m'avait long-temps écouté avec quelque émotion, et comme s'il eût profondément déploré mes erreurs, me serra douloureusement la main en me quittant, et me dit :

— Adieu! vous êtes un cœur honnête.

C'est comme s'il m'eût dit : « Le pauvre aveugle! il est pourtant estimable! » Cette pitié du philosophe me fit sourire. Argumens, idées, faits, réalités, terreurs, évidence, tout était venu se briser contre sa religion, contre l'imperturbable assurance de cette humanité déifiée.

PHILARÈTE CHASLES.

PUYLAURENS.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XXVII.

Gaston d'Orléans apprit bientôt que son frère lui manquait de parole, et que l'enquête sur les manéges du père Joseph n'aurait pas de suite. Lorsqu'il parut au petit lever, le roi lui ferma la bouche en l'accablant de faveurs, comme l'avait prédit Montrésor. On ajoutait plusieurs villes importantes à son apanage, et on mettait sous ses ordres cinq gouverneurs de province au lieu de quatre. Louis XIII prit ses airs les plus caressans pour annoncer à Monsieur qu'il voulait lui faire présent de la terre de Gros-Bois, que le vieux duc d'Angoulême avait le dessein de vendre. Monsieur se confondait en remerciemens, et, quand il se hasardait à dire un mot en faveur de Puylaurens, le roi l'interrompait pour lui jeter à la tête quelque libéralité nouvelle. Finalement, Gaston plaida fort mal la cause de son favori, et il fut convenu tacitement que Puylaurens demeurerait à Vincennes. En sortant du Louvre, Monsieur se plaignit amèrement de la faiblesse et de la fragilité de son frère; mais on voyait bien qu'il était heureux d'avoir trouvé une fois en sa vie un esprit aussi fragile que le sien.

— Encore, disait-il, si le roi me donnait tort et s'il croyait Puylau-

(1) Voyez les livraisons des 15 mai, 1er et 15 juin, 1er et 15 juillet.

rens coupable! Point du tout : il n'accuse ni moi ni mes amis; il craint seulement le bruit et les querelles. Sa paresse redoute les explications, les différends à juger, la recherche d'une vérité qui se cache, et il préfère laisser un innocent en prison plutôt que de se fatiguer à examiner les faits. Vit-on jamais une pareille timidité!

Montrésor souriait en écoutant cette sortie contre les esprits timides; cependant il engagea fort Monsieur à ne point désespérer de sauver Puylaurens.

— Votre dernière ressource, lui dit-il, est de courir chez M. le cardinal avant qu'il soit bien avéré que vous avez perdu la partie. Demandez au ministre la grace de vos amis; faites-lui honte de sa rancune par votre douceur et votre humilité. Ce procédé, auquel il ne s'attend pas, l'attendrira peut-être.

Le prince trouva le conseil excellent. Il monta en carrosse, et se fit mener au Palais-Cardinal. L'éminentissime accourut au haut de l'escalier pour donner au frère du roi *la droite et la porte,* comme on disait en style de cérémonial. Gaston mit en jeu ses talens de comédien. Il sut admirablement prendre la mine d'un homme au désespoir, et, à force de se pénétrer du rôle, la larme lui vint à l'œil, lorsqu'il s'écria, en abordant le cardinal :

— Vous voyez un pauvre prince au désespoir, abandonné de tout le monde, et qui n'a plus qu'à mourir, si vous ne lui ouvrez les bras d'un père!

M. le cardinal saisit en effet Monsieur dans ses bras et lui administra un gros baiser sur la joue.

— A quel coup de la fortune, dit-il, dois-je ce retour si heureux de votre amitié?

— A ma seule volonté, à ma confiance dans vos bons desseins. Soyez mon ami. Je n'en puis plus. Le roi me comble de bienfaits; mais vous seul pouvez me rendre mon honneur, que je perds si je ne sauve Puylaurens.

— Votre erreur est grande, reprit l'éminence; Puylaurens est le véritable ennemi de votre honneur. Oubliez ce cabaleur incorrigible. Réjouissons-nous d'une bonne intelligence que personne ne troublera plus. Je ne me sens pas d'aise de vous avoir embrassé. Ah! je ne savais pas encore combien j'aimais votre altesse. Je veux partager ma puissance avec elle, mettre à ses ordres mon crédit, la consulter en toutes choses. Vous devez m'aider, Monsieur, gouverner avec moi. Vous nous devez le secours de votre grand esprit. A présent, la France sera heureuse. Plus de querelles ni de guerres civiles! Le dernier de vos ennemis, c'était Puylaurens, et non pas moi. Asseyez-vous, Monsieur; causons d'affaires, et, en attendant, goûtez ces fruits confits que l'on m'a envoyés de Marseille. Il y a de certaines prunes de Gênes que je trouve

d'un goût admirable. Mangez-en quelques-unes, et donnez-m'en votre avis.

Monsieur goûta les prunes de Gênes, et, comme la bonne humeur lui revint peu à peu, le cardinal, transporté de joie d'une si douce réconciliation, lui donna le bocal entier de fruits confits, que Monsieur emporta sous son bras. L'éminence, tenant la main du prince, le reconduisit jusqu'à la rue, et, au moment de le quitter, le cardinal lui dit d'un ton impérieux et patelin tout ensemble :

— N'en doutez plus, Monsieur, vous avez adopté le meilleur parti; c'est dans mes bras qu'il faut vous réfugier. Voyez tous mes amis; quel air de santé, d'assurance et de bonheur! quel embonpoint sur leur visage! Les autres ne dorment pas et mangent peu, ou digèrent mal. Brûlons les lettres, oublions ce qui est écrit dessus. Laissons les turbulens dans leurs cages. En un mot, je suis le plus fort. Joignez-vous à moi, et nos forces seront doublées à tous deux.

On s'embrassa une dernière fois, et Monsieur remonta tout attendri dans son carrosse; mais depuis il avoua à Montrésor qu'il ne s'était jamais senti si confus, si honteux, si accablé, si mécontent de lui-même, la tête si basse et le cœur si meurtri, que dans ce trajet du Palais-Cardinal au Luxembourg, malgré le bocal de fruits confits, où il puisait assidûment.

Le soir, M. le cardinal, se frottant les mains, dit à Bois-Robert :

— L'abbé, veux-tu savoir à quoi sert d'être homme de bien et connu pour tel? A pouvoir, quand l'occasion l'exige, faire un mensonge et jouer un mauvais tour, sans qu'on ose vous soupçonner de supercherie. Avec ta réputation délabrée, tu ne saurais en faire autant. Tu n'irais pas au bout de la rue sans être lapidé.

— Votre éminence, répondit l'abbé, a donc mérité aujourd'hui le supplice de saint Étienne?

— Dans toute sa rigueur.

— Je vous en félicite sincèrement. J'aime mieux ma réputation délabrée et ma conscience libre.

— C'est que tu n'as point, comme moi, cent mille ennemis à tes trousses. Enfin, me voilà débarrassé du plus dangereux, du seul qui fût vraiment à craindre, précisément parce que son ambition était honnête. Puylaurens m'a donné plus de soucis que tous les autres ensemble. A présent, nous pouvons porter le front haut; nous dormirons bien cette nuit. Nos inquiétudes sont à Vincennes.

Dans ce moment, la porte des petits appartemens s'ouvrit, et le cardinal vit paraître Marguerite de Pont-Château, duchesse de Puylaurens et d'Aiguillon.

— Voilà, dit l'abbé en prenant son chapeau, de quoi troubler le sommeil de votre éminence jusqu'à sa nuit dernière.

— Restez, dit la duchesse à Bois-Robert; je parlerai volontiers devant vous; je voudrais que toute la terre pût m'entendre.

Mme de Puylaurens refusa de s'asseoir sur le fauteuil que Bois-Robert lui présenta, et, se tenant debout en face de son oncle, elle demanda froidement au ministre s'il voulait bien lui donner un quart d'heure d'audience, en ajoutant qu'elle avait à entretenir son éminence d'un sujet fort grave.

— Épuisons donc bien vite ce grave sujet, répondit le cardinal, un peu étourdi de ce début; je vous prête attention.

— Ne vous attendez point, reprit la duchesse, à ces scènes déchirantes qui ne font que vous endurcir. Je connais votre cœur, et j'ai vu trop souvent qu'il est de marbre dans ces occasions. Je garde ma douleur pour moi, et ce n'est point à vos genoux que je verserai des larmes. J'ai mes heures pour pleurer. Vous êtes homme d'affaires, je tâcherai de vous parler dans votre style. Je prie Bois-Robert, qui m'a toujours montré de l'intérêt, de m'avertir si je ne m'exprime pas comme il faut.

Les sourcils de M. le cardinal se relevèrent au sommet de son front, et ses yeux s'arrondirent par excès d'étonnement et de curiosité.

— Eh! dit-il, quelle affaire d'état allez-vous donc me proposer?

— Laissez-la s'expliquer, interrompit Bois-Robert. Avez-vous peur d'être surpris et battu par la politique d'une enfant de vingt ans? Parlez sans crainte, madame, je vous aiderai comme je pourrai.

— Monsieur le cardinal, poursuivit la duchesse, il y a bientôt cinq ans, le jeune Antoine de L'Age conçut de l'amour pour moi, et me déclara sa passion dans ce palais même, en me donnant pour gage de sa foi cette bague que vous voyez à mon doigt, et que Lopez vous avait voulu vendre. Je ne vous ai point fait mystère de mon inclination pour ce gentilhomme. Vous m'avez autorisée à prendre des engagemens avec lui, et c'est après m'être assurée de votre approbation que j'ai répondu sans réserve à son amour. Vous estimiez Puylaurens alors, et vous fondiez sur lui je ne sais quelles espérances et quels projets qui ne me regardaient point. Vos idées et vos vues ont bientôt changé. Puylaurens a commis des fautes dont je ne l'excuse pas; vous lui avez retiré votre amitié. Comme mon cœur ne pouvait se plier aux variations de la politique, vous m'avez pardonné d'aimer encore un gentilhomme qui avait perdu vos bonnes graces. Vous m'avez consolée de votre mieux, et cette indulgence m'a souvent touchée. L'amour qui m'attachait à Puylaurens avait résisté à de grandes vicissitudes. Mon mariage fut une des conditions de votre traité de paix. J'ai dû penser que dans vos calculs vous aviez autant égard à mes sentimens qu'à votre intérêt particulier; j'ai dû croire que vous saisissiez avec plaisir le moment d'un accord entre ces sentimens et cet intérêt pour assurer

ma fortune et mon bonheur, comme vous l'aviez promis à mon père. Me suis-je trompée?

— Répondez, dit Bois-Robert : nous vous demandons si vous avez marié votre nièce pour faire son bonheur, ou seulement pour vous accommoder avec Monsieur et son parti.

— Belle question! Il suffit de voir comment j'ai traité cette petite raisonneuse : ne lui ai-je point donné un duché, des bijoux, de l'argent, des terres, un hôtel? n'a-t-elle pas quarante mille livres par an de plus que la plus riche de mes autres nièces?

— Fort bien, répondit Bois-Robert; vous avez donc songé surtout à son bonheur. Cela est entendu. Poursuivez, madame.

— Cependant, poursuivit la duchesse, à peine suis-je mariée, que les filets de la police sont tendus contre Puylaurens; des avis lui arrivent de Bruxelles pour lui annoncer de basses manœuvres. J'ai la certitude qu'il est innocent, et vous n'oseriez me soutenir en face le contraire; mais, quand même Puylaurens aurait conspiré, dans les termes où vous étiez avec lui, ne devait-on pas tout au moins le faire comparaître, l'interroger, le mettre en présence des témoins ou des pièces, lui demander ses moyens de défense ou ses excuses? Il vous a dicté par sa conduite celle que vous auriez dû tenir, en venant de lui-même vous montrer les avis qu'on lui envoyait, et auxquels il ne pouvait croire. Sa loyauté est devenue pour vous un surcroît d'embarras. Vous hâtez alors l'arrestation de Puylaurens, et vous confisquez la preuve de son innocence. Il faut un coup de désespoir pour vous contraindre à restituer cette preuve, dont vous combattez l'effet dans l'esprit du roi avec la malice d'un ennemi acharné. Vous devriez être un juge impartial, et vous vous faites dénonciateur, accusateur et faux témoin. Sa majesté elle-même, un peu honteuse de tant de cruauté, propose un oubli général et réciproque des offenses, et vous repoussez ce moyen de conciliation en déguisant votre haine sous le prétexte du bien de l'état. Entendez ce que pense le public, spectateur indifférent des malheurs des grands : il dit que vous avez trompé Monsieur par une feinte réconciliation, que vous avez donné votre nièce à Puylaurens pour achever de le perdre à votre aise, et que le prince, dont ce jeune homme était le favori, s'étant laissé enlever le seul de ses conseillers qui eût du cœur, n'est plus qu'un automate dont la faiblesse vous sert d'amusement. Qui donc pourriez-vous encore tromper en niant toutes ces choses? Soyez dur, implacable, mais ne soyez point hypocrite; ayez au moins le courage d'avouer vos actions et d'en plaider la défense.

— Eh bien! oui, je les avoue, dit le cardinal, non pas devant un public inepte, qui ne sait point juger ce qu'on fait pour lui, mais en face de vous, madame, qui parlez si haut. La ruine de Puylaurens était nécessaire au repos du royaume. Il allait partir encore une fois pour les

Flandres et entraîner avec lui le prince faible dont il disposait. Je l'ai endormi par mes bienfaits, afin de le mieux saisir au faîte de sa grandeur. Nous le tenons à présent. C'est affaire finie. J'ai sacrifié la paix de ma maison au bien de l'état. J'aurai la guerre civile chez moi, mais la France jouira enfin du repos que les ambitieux avaient détruit. Apprenez, madame, à vous dévouer comme moi aux grands intérêts de ce pays.

— Vous l'entendez, Bois-Robert, reprit la duchesse; et vous, monseigneur, je vous remercie de cette confession sincère. Il faut apprendre, dites-vous, à se dévouer aux grands intérêts de ce pays? Je vais éprouver à l'instant le mérite de votre sacrifice. Monsieur le cardinal, ne me considérez plus comme une enfant. Les traverses et les chagrins m'ont formée. Par vos soins, je suis devenue en peu de jours une femme de quelque raison et d'un peu d'expérience. S'il est vrai, comme vous l'assurez, que vous ayez sacrifié la paix de votre maison au bien de l'état, ce sacrifice n'est plus nécessaire. Vous n'aurez plus la guerre civile chez vous, rendez-moi l'époux que vous m'avez donné. Je vous jure sur mon honneur de l'emmener bien loin des cours; je vous promets qu'il ne reverra de sa vie le prince ingrat qui l'abandonne. Il vivra pour moi seule, et aussi étranger aux cabales qu'il peut l'être dans le donjon de Vincennes. Je serai son geôlier, et je m'engage solennellement à le charger de chaînes si étroites, que vous n'entendrez plus parler de lui; car j'ai connu, pendant les dix jours que vous me l'avez laissé, toute ma puissance sur son cœur et son esprit. Voilà, monsieur, l'affaire d'état que j'avais à vous proposer.

— Oh! le bon petit plénipotentiaire! s'écria le cardinal en riant.

— Acceptez, dit Bois-Robert; ce petit plénipotentiaire en sait plus long que le père Joseph.

— Je ne me fie point, dit le ministre, aux chaînes de fleurs du mariage : on en voit trop qui se brisent tous les jours.

— Ne badinez pas, reprit la duchesse; je me suis engagée sur mon honneur. Si Puylaurens voulait se dérober à mon autorité, je vous le livrerais moi-même.

— Et que ferez-vous de lui?

— Je l'emmènerai à Bois-le-Vicomte, et il n'en sortira plus.

— Impossible, ma mie! tu ne l'y retiendrais pas pendant trois mois. A la première cabale, nous le verrions paraître à la cour.

— Je vous jure qu'il n'y reviendrait de sa vie.

— Les murailles de Vincennes me répondent bien mieux de sa sagesse. On se moquerait de moi, si j'acceptais un pareil marché. Puylaurens restera au donjon. Il y aurait trop de douceur à conspirer, si on trouvait encore au bout une jolie fille à caresser dans la plus riante campagne du monde.

— Si vous me refusez, je connaîtrai par là que le bien de l'état n'est point votre seul guide, et que la vengeance et la colère sont, au fond, ce qui vous pousse.

— Monseigneur, dit Bois-Robert, il faut répondre à cela. Vous ne pouvez vous taire sur une accusation aussi grave.

— Puylaurens est à Vincennes pour l'exemple des mauvaises têtes et des favoris imprudens.

— Mon oncle, reprit la duchesse, voici le moment de vous laisser fléchir et de montrer un peu de bonté. Établissez en même temps la paix dans votre maison et dans le royaume. Montrez que vous aimez votre pauvre nièce; acceptez un accommodement qui assure mon bonheur.

— Je saurai bien te rendre heureuse malgré tout. Brisons là. Point de Puylaurens.

— Puisque vous repoussez une proposition si raisonnable, recevez ma dernière déclaration. Votre éminence s'est jouée des sentimens les plus sacrés, en me faisant servir à ses vengeances. L'instrument se brise dans ses mains : je ne suis plus sa nièce; je suis duchesse de Puylaurens. Je supplie votre éminence de me permettre de partager le sort du mari qu'elle m'a donné. Une lettre apprendra au baron de Pont-Château, mon père, que je suis à Vincennes, et que vous avez assuré de cette façon le bonheur et la fortune de sa fille.

— Les femmes ne vont point à Vincennes. Vous serez ma nièce en dépit de vous, et je rendrai quelque jour bon compte à mon cousin de Pont-Château du bonheur de sa fille. A Vincennes, bon Dieu! je t'aime trop, ma mignonne, pour te mettre en prison.

— Homme d'airain! s'écria la duchesse, tu as rencontré une volonté aussi grande que la tienne. Je partagerai de loin le sort de mon mari. Je m'enfermerai; je ne te verrai plus, et s'il est vrai que tu m'aimes, comme tu le dis, garde bien que tes suppôts n'attentent à la vie de Puylaurens, car, s'il vient à mourir, je ne lui survivrai pas d'un jour.

— Bah! dit le cardinal, ce sont propos de petite fille en colère. Vous ne vous enfermerez point. Mes mesures sont prises; aucun couvent n'osera vous recevoir, et je saurai bien me faire ouvrir votre porte. Quant à l'idée de mourir avec Puylaurens, je m'y oppose; si le prisonnier partait pour l'autre monde, on veillerait de près sur vous, et je ne pense pas que le chagrin seul suffise à détruire une belle femme dans toute la fleur de sa jeunesse.

— Un esprit comme le tien n'imagine point qu'on puisse mourir des blessures de l'ame; mais crois-tu à la vertu du sublimé corrosif? Regarde ce flacon : il contient de quoi détruire vingt femmes dans la fleur de leur jeunesse.

— Sainte Vierge! s'écria le ministre, du sublimé! Qu'allons-nous devenir? Veux-tu bien me donner ce flacon, méchante fille!

— N'approchez pas, répondit la duchesse, ou je vide le flacon d'un trait.

— Miséricorde! tout le monde conspire donc contre moi?

— Prenez garde, dit Bois-Robert; ne voyez-vous pas dans les yeux de cette enfant qu'elle va se tuer?

— Eh bien! que veut-elle? que demande-t-elle? Est-ce que je souhaite sa mort? Je ne pense, au contraire, qu'à lui faire du bien, l'enrichir, la couvrir de bijoux jusqu'à ce que le rire lui revienne sur les lèvres.

— Tenez ferme, madame, dit Bois-Robert; il bat la chamade. Il va capituler.

— Non, je ne capitule point, reprit le cardinal. Son Puylaurens est en bonne santé. Il occupe une belle chambre, il a des livres et une écritoire, et ne souffre pas même de l'ennui. Où voit-on qu'il soit question de le porter en terre? Pourquoi me menacer de catastrophes abominables? Serrez cette fiole, fille ingrate, et craignez ma colère.

— Pauvre despote! répondit la duchesse en souriant. Tu parles de ta colère, à moi qui n'ai plus à craindre que Dieu. La mort se moque de ta tyrannie; ta puissance s'arrête à la porte du cimetière. Je suis plus forte que toi. Jure donc, si tu ne veux me perdre, que Puylaurens ne mourra point comme M. d'Ornano.

— Je te le promets, il ne mangera point de champignons. A quoi vas-tu songer? On le nourrit comme un prince.

— Promets encore que j'aurai des nouvelles de sa santé.

— Tous les samedis, le bulletin du donjon te sera communiqué. Tu y verras que Puylaurens dort, comme un béat, sans songer à sa femme.

— Adieu, monseigneur, il dépendra de vous que je vive. Il dépendra ensuite de vous que je sois heureuse et que je vous rende mon amitié; jusque-là notre parenté, la familiarité tendre qui existait entre vous et moi, tout cela est sous la clé du donjon. Vous l'en tirerez quand il vous plaira.

— Mais j'irai te voir, ma mie, et tu ne me mettras point à la porte de ton logis.

— Vous n'y gagnerez rien, car je ne vous parlerai que de mon mari, et ne vous laisserai pas un instant de loisir pour m'entretenir d'autre chose.

— Vit-on jamais une péronnelle plus délibérée? dit le cardinal quand sa nièce fut sortie. Me venir braver en face, traiter avec moi comme ferait l'ambassadeur ottoman! Je la mettrai à la raison.

— Votre éminence, dit Bois-Robert, ne la mettra qu'au désespoir, et s'en repentira tout le reste de sa vie. Votre gouvernement ne pénètre point dans le cœur des femmes, et, si vous y voulez régner, vous établirez votre domination sur un cadavre de vingt ans.

— L'abbé, va-t'en au diable avec tes prédictions sinistres!

Bois-Robert partit sans oser répliquer. Quand les autres courtisans arrivèrent, l'éminentissime les reçut en bourru et ne voulut point écouter leurs historiettes et jeux de mots. La fiole de sublimé lui revenait à la mémoire et lui jetait du noir dans l'ame. Si l'opiniâtreté de cet homme eût pu se vaincre une fois, ce devait être en cette rencontre; mais il était d'airain, comme le disait sa nièce, et l'idée de céder ne lui entrait point dans l'esprit. M. le cardinal se faisait mener deux fois par semaine chez Mme de Puylaurens. Il lui apportait de petits présens, lui caressait le menton, croyant se donner des airs de bon compagnon. La duchesse demandait avec une rare constance la grace de son mari, ou la permission d'entrer à Vincennes; on lui refusait l'une et l'autre, et dès-lors elle prenait quelque ouvrage de femme, et ne levait plus les yeux de sa broderie. Chaque samedi, l'éminence envoyait à sa nièce le bulletin du gouverneur de Vincennes, et la duchesse y voyait que la santé de Puylaurens était bonne. Les choses demeurèrent en cet état pendant quatre mois. Il devenait évident que l'homme d'airain ne voulait point s'attendrir.

XXVIII.

Un soir, Mme de Puylaurens eut une conférence avec la reine et Mme de Chevreuse. On ne sut point ce qui fut dit dans le petit oratoire où ces trois personnes se tinrent enfermées pendant deux heures. Le lendemain, qui était un dimanche, M. le cardinal rencontra la reine au sortir de la messe. Anne d'Autriche, parée avec un goût exquis, portait à son sein un magnifique bouquet de fleurs dont l'éminentissime lui fit compliment.

— Puisqu'il vous plaît, dit la reine en souriant, regardez-le bien; vous le reverrez peut-être.

Au bout d'une heure, un page du Louvre, tenant sous son bras un petit coffre, était introduit chez le ministre au Palais-Cardinal.

— Qu'est ceci, mon ami? demanda l'éminence.

— Je l'ignore, répondit le page. La reine vous prie d'ouvrir ce coffret quand vous serez seul.

Aussitôt le jeune homme partit, M. le cardinal ferma les verrous. On l'entendit ensuite appeler son barbier.

— Holà! maître Ponce, disait-il, où avez-vous l'esprit aujourd'hui? Ne voyez-vous point que je suis coiffé comme le prince Riquet? Et cette

barbe, ne sauriez-vous la peigner autrement? Mariez-vous votre fille, que vous êtes si chiche de vos parfums? Apportez vitement vos boîtes, et faites-moi mon visage des dimanches. Cherchez mes gants de senteur, et mettez un peu de jasmin dans mon mouchoir. Je n'oserais baiser la main d'une dame avec cette figure-là.

Le soir, le père Joseph, causant avec l'archevêque de Paris, lui disait en confidence :

— Le grand homme a ses endroits où les mouches le piquent encore comme à vingt-cinq ans. Tantôt, je lui vais demander ma correspondance de la diète de Ratisbonne, pour en relire certains passages, et je le trouve entre les mains de son barbier, grondant maître Ponce de ne l'avoir point parfumé à son gré. Il ouvre le tiroir secret de son bureau pour me donner mes lettres, et qu'est-ce que j'aperçois? Un gros bouquet de fleurs fraîchement cueillies et liées avec du fil d'or! Ce doit être pour Marion de Lorme. La cinquantaine lui va pourtant sonner aux oreilles tout à l'heure. Il a deux petites maladies dont on ne le guérira jamais : les femmes et la poésie. Ses amours sont boiteuses comme ses alexandrins. Il n'est pas plus brave sur l'un de ces chapitres que sur l'autre; mais allez donc lui dire cela! Il vous prouverait que vous conspirez contre le roi. Laissons-le payer son tribut à la faiblesse humaine.

A force de gourmander maître Ponce, M. le cardinal avait fini par se faire donner sa mine des dimanches, comme il le souhaitait, pour aller au salon de la reine. Il s'était vêtu de court; les bas rouges bien tendus, le haut-de-chausses orné de dentelles, la calotte sur le derrière de la tête, les gants de peau du Nord, la chemise brodée d'or, le lacet de filigrane au cou avec la croix de diamans, et le rabat richement festonné. Quand il se vit si bien apprêté, dans son miroir de Venise, le cardinal releva le menton, abaissa les paupières, et un air de majestueuse satisfaction accompagna aussitôt la propreté de son visage. Il tâcha de mettre au complet ses avantages naturels en prenant un pas libre et dégagé, mais l'usage de la robe lui donnait on ne sait quoi de lent et de gêné; la vie de cabinet commençait à lui courber le dos, et toutes les jointures de ses membres semblaient rouillées par l'âge; à part ces légers défauts, c'était un prélat fort cavalier. Au rebours de ce qu'il pensait, il trouva l'assemblée peu nombreuse au Louvre.

— Se peut-il, madame, dit le cardinal, que votre majesté ait si petite compagnie?

— Je l'ai voulu ainsi, répondit la reine; mes vapeurs m'ont servi de prétexte pour éloigner beaucoup de monde. Lorsque nous avons les politiques, vous parlez avec eux; on ne jouit plus de votre conversation, et l'ennui nous gagne. Aujourd'hui nous vous tenons : il faut nous faire votre cour.

— C'est-à-dire, madame, que vous êtes aujourd'hui plus humaine et mieux disposée à recevoir mes respects.

— Ils ne m'ont jamais déplu, monsieur le cardinal.

— Combien de fois ne les avez-vous point foulés aux pieds, écartés de vous avec une rigueur accablante et un mépris cruel?

— Était-ce bien vos respects, et non autre chose de plus dangereux? dit la reine en jouant de l'éventail; mais laissez-nous le droit d'être volontaire et capricieuse. Une femme a ses petits priviléges.

— A Dieu ne plaise que je veuille rien changer à vos charmes! Je les admire en gémissant.

— Vous trouvez-vous fort à plaindre ce soir?

— Toujours, madame. Je me suis enivré des odeurs d'un bouquet qui m'a fort remué les sens. Je soupirais loin de vous, et je soupire en vous voyant.

Sur un signe convenu entre la reine et sa dame d'honneur, la duchesse de Chevreuse vint rompre le tête à tête. M. le cardinal se mordit les lèvres en perdant l'occasion de se déclarer. Il ne bougea d'auprès de la reine; mais, chaque fois qu'il s'avisait de tourner au tendre, le signal ramenait un interrupteur, sans que le prélat amoureux soupçonnât le manége qui l'obligeait à remettre en poche ses élans passionnés. On fit chanter la maréchale de Thémines, qui avait une voix admirable.

— Monsieur le cardinal, dit la reine en applaudissant, que n'apprenons-nous la musique? Ne savez-vous pas jouer du luth?

— Je maniais un peu le luth dans ma jeunesse.

— Comment se fait-il que vous n'ayez jamais joué devant moi? Venez me voir un matin et apportez un bon instrument de Bologne.

— Volontiers, madame; mais gardez-m'en le secret et recevez-moi sans témoins.

— Nous n'aurons pour témoin que la duchesse de Chevreuse, et je vous recevrai dans mon oratoire.

Le cardinal rentra chez lui tout gonflé d'espérances. Le père Joseph le trouva le lendemain enfermé avec le chevalier de L'Enclos (1), le plus fameux joueur de luth qui fût alors en France. L'éminentissime grattait les cordes d'une fort belle pièce de Bologne et demandait à L'Enclos si ce n'était point trop mal pour une première leçon; à quoi le chevalier, bon courtisan, n'eut garde de répondre que ce n'était joué ni juste ni en mesure. Pendant ce temps-là, Mme de Chevreuse riait avec la reine.

— Je vois avec plaisir, disait-elle, que votre majesté est coquette comme un démon, lorsqu'elle veut bien s'en donner la peine.

(1) Le père de Ninon.

— Surtout, disait Anne d'Autriche, quand le moment sera venu, n'allez point me faire perdre mon sérieux et ne vous avisez point de sortir de l'oratoire; vous m'exposeriez à quelque insulte.

— Pour rien au monde, je ne voudrais vous quitter. Le prélat aura beau rouler ses yeux et secouer ses épaules avec impatience, je n'y comprendrai rien et demeurerai à mon poste. Résignez-vous seulement à vous laisser baiser le bout des doigts en ma présence.

En attendant le jour de l'entrevue, M. le cardinal vint chaque soir au Louvre, toujours vêtu de court et peigné par maître Ponce. Dans un moment où l'éminence, plus enivrée qu'à l'ordinaire, débitait des phrases de berger fidèle, la reine lui posa doucement son éventail sur la manche et lui dit en souriant :

— Il me passe dans l'esprit une fantaisie; si vous me contentez, je vous en saurai beaucoup de gré. J'aime votre nièce Marguerite; elle pleure son Puylaurens; faisons-lui la surprise de le tirer de prison.

Le front du ministre, tout à l'heure épanoui, devint sombre et plissé de rides profondes.

— Par pitié, madame, dit-il, ne parlons point d'affaires d'état. Près de vous je nageais dans les délices, et d'un mot vous me précipitez d'un parterre de fleurs au fond d'un noir souterrain.

— Me refuserez-vous cela? Je suis curieuse de voir si vous l'oserez. La contrariété m'enflamme déjà. Ce n'était qu'une envie, à présent c'est une passion. Je veux la grace de Puylaurens, et je l'aurai.

— Mais quelle tyrannie! s'écria le cardinal. Ne laisserez-vous pas aux gens huit jours pour réfléchir?

— Pas une heure. Je veux cette grace à l'instant.

— Il me faut pourtant le loisir d'y penser.

— Comme il vous plaira, monsieur. Vous êtes un pauvre amoureux. Retournez à votre portefeuille.

La reine se leva, demanda des cartes et se mit à jouer. Avant de se retirer, le ministre lui vint dire à l'oreille :

— Modérez cette vivacité. Nous causerons de Puylaurens dans votre oratoire.

Le jour de l'entrevue, on apporta dès le matin le luth de Bologne, enveloppé dans son étui. M. de L'Enclos en avait monté lui-même les cordes, car l'éminence était incapable de les mettre d'accord. Vers midi, les femmes de service entendirent des pas dans l'escalier dérobé de la reine, mais des pas si pesans, qu'on n'y eût jamais reconnu un amant en bonne fortune. Les portes secrètes s'ouvrirent jusqu'à celle de l'oratoire, qui se referma tout aussitôt. La reine était vêtue d'une étoffe de soie neuve si dure, à plis si cassans et montant si haut, son juste de baleine était si raide et si serré, son collet si empesé, qu'elle ressemblait à une citadelle hérissée de bastions, demi-lunes et tourelles.

On voyait aisément que la garnison ne voulait pas se rendre ce jour-là; mais M. le cardinal était mauvais juge dans les assauts de ce genre et ne devina point la détermination de l'ennemi à l'aspect de sa toilette. Malgré son rempart d'ajustemens et la présence de Mme de Chevreuse, corps d'armée auxiliaire d'intelligence avec la place, Anne d'Autriche paraissait au supplice. La duchesse tira le luth de la boîte, et, jetant sur ses épaules une mante drapée à l'espagnole, elle se mit à frotter les cordes au hasard, dans l'attitude d'un soupirant de nuit qui donne une sérénade, les yeux levés vers la fenêtre de sa maîtresse.

— Allons, dit-elle, cher seigneur, à votre tour. Vous êtes heureusement partagé. Au lieu de vous morfondre dans la rue, suivant l'usage, vous allez réjouir les oreilles de madame sur un bon siége de velours, à l'abri du vent.

Le musicien prit son luth, feignit de l'accorder, bien qu'il ne sût point en manier les chevilles, et se posa sur son fauteuil le plus gracieusement qu'il put, c'est-à-dire dans l'attitude la plus gauche du monde. Mme de Chevreuse, appuyée avec nonchalance sur le dos d'un siége, faisait encore ressortir davantage, par le charme de sa personne, le ridicule de son voisin. Le visage de la reine devenait moins sévère. Enfin le morceau si bien étudié avec L'Enclos commença. C'était un mélange de sons confus, sans rhythme et sans mélodie, auquel on ne pouvait rien distinguer. Mme de Chevreuse remuait la tête, comme si elle y eût senti une mesure, et gardait un admirable sérieux. La reine mordait son mouchoir pour ne point éclater. Derrière une tapisserie, on entendit au dehors des petits gloussemens comme des rires étouffés. Le musicien, tout à son morceau, ne remarqua rien et arriva un peu haletant à la dernière note. On lui prodigua les éloges. La duchesse, particulièrement, applaudit beaucoup, en se félicitant d'avoir vu la chose la plus rare du monde, un grand ministre, un profond politique, jouant du luth pour divertir la dame de ses pensées.

— Avez-vous songé, dit la reine, à la grace que je demande? J'ai cette affaire dans la tête. Il faut m'obéir sans délai; point de retard ni d'opposition.

— C'est une affaire grave, répondit le ministre. Je vous contenterai; mais, pour Dieu! que cela demeure entre vous et moi.

— Je n'en ai dit mot à personne.

— Eh bien! nous allons en causer, si vous voulez, tout de suite, sans témoins.

Le cardinal invitait du regard Mme de Chevreuse à sortir, mais la duchesse n'eut pas l'air de s'en apercevoir.

— Parlez, dit la reine; nous voici seuls, je vous écoute.

— Seuls! s'écria le ministre, pas encore.

— Eh! ne savez-vous pas que je n'ai rien de secret pour la duchesse?

— Oui-dà! mais moi, j'ai des secrets pour elle.

— Parlez, parlez, dit Mme de Chevreuse. Il s'agit de tirer Puylaurens de sa prison, n'est-ce pas?

— Quoi! on vous a déjà mise au courant de cette affaire? Cela est fort mal fait; c'est une indiscrétion. Je retire ma parole, et suis désolé de ne pouvoir point contenter sa majesté.

— Bon! s'écria la duchesse de Chevreuse, le voilà qui perd l'occasion de baiser la plus belle main des trois royaumes, quand cette main ne demandait pas mieux.

Le ministre regarda les doigts d'ivoire de la reine, dont la beauté parfaite était célèbre dans toute l'Europe.

— Je vois bien, dit-il, que je serai toujours battu, ayant contre moi deux ennemis si fins et si aimables. Puylaurens vous devra sa liberté.

— Ah! mon cher cardinal, s'écria la reine, que cela est galant et délicat à vous! Sortira-t-il de Vincennes demain?

— Doucement, madame; les choses ne pourront pas marcher aussi vite que dans votre jolie tête. Demain je parlerai au roi; deux jours après, la grace sera signée, et, lundi, les portes s'ouvriront.

— Ce lundi est bien loin; mais enfin j'ai votre parole.

— Et vous devez compter sur mon zèle. Je vous promets que, mardi, Puylaurens ne verra point le jour à Vincennes.

M. le cardinal s'approcha de la reine pour recevoir la récompense annoncée par Mme de Chevreuse. Anne d'Autriche présenta, avec une grace indolente et toute royale, une main dont Vénus eût été jalouse. Le ministre mit un genou en terre et baisa cette main trois ou quatre fois de cet air gourmand qu'ont les Cassandres italiens, puis il sortit plus fier et plus heureux de cette faveur que de la prise de la Rochelle.

Pendant la conférence dont le mystère enflait la vanité de l'éminentissime, Mme de Puylaurens et quatre filles d'honneur de la reine étaient cachées dans la bibliothèque d'Anne d'Autriche, où elles formaient un groupe fort piquant à voir. Ces jeunes figures, respirant à peine, le cou tendu, le pied en l'air, l'oreille appliquée contre une porte secrète, saisissaient avidement chaque son qui s'échappait de l'oratoire. Anne d'Autriche, craignant quelque surprise de son amoureux barbon ou peut-être quelque trahison de Mme de Chevreuse, avait mis en réserve ce renfort pour sa défense. La duchesse de Puylaurens ne songeait pas à se divertir; en revanche, les quatre filles d'honneur s'amusaient beaucoup de l'aventure. Au moment où le luth résonna si ridiculement, l'une s'enfuit, n'y tenant plus d'envie de rire, l'autre se pâmait en cachant son visage dans un coussin; les deux dernières avaient produit ce gloussement joyeux dont heureusement le cardinal n'avait rien entendu. Lorsque le prélat déposa ses gros baisers retentissans sur la

main d'ivoire, un nouvel éclair de joie et de malice illumina les quatre figures espiègles, et Mme de Puylaurens elle-même ne put retenir un léger sourire; mais tout à coup ce sourire fit place à l'expression de la terreur la plus profonde. La pauvre duchesse demeura comme frappée de la foudre. Une sixième personne, debout à l'entrée de la bibliothèque, regardait en silence le groupe indiscret et moqueur : c'était Lopez, l'espion du ministre, montrant ses longues dents, avec l'air enchanté d'un avare qui découvre un trésor. Ses yeux noirs, vifs et intelligens, dévoraient ce tableau, et il était aisé de voir que sa pensée rapide en avait déjà saisi le sens. L'Abencerrage, ayant compris tout ce qui venait de se passer, disparut comme une ombre, sans que les filles d'honneur l'eussent aperçu. La petite porte de l'oratoire s'ouvrit alors, et la reine embrassa Mme de Puylaurens.

— Mon enfant, lui dit-elle, la victoire est gagnée.

— Hélas! répondit la duchesse en fondant en larmes, elle est perdue par notre imprudence.

Le soir, le barbier de son éminence vint à l'heure accoutumée, portant sa trousse et ses parfums.

— Allez, maître Ponce, dit le cardinal d'un ton colérique, je suis assez bien peigné comme cela. Gardez vos senteurs et vos pommades; ces colifichets ne sont plus faits pour moi. Ma jeunesse est passée. On a ri à mes dépens, il faut à présent que l'on pleure.

XXIX.

Mme de Puylaurens ne s'était pas endormie sur les bonnes intentions de la reine et de la duchesse de Chevreuse. Depuis un mois, elle avait donné commission à La Pistole de chercher quelque moyen de correspondre avec le prisonnier. Le capitaine s'était installé dans un cabaret au village de Vincennes. L'or étant la meilleure clé des prisons et forteresses, l'estafier avait emporté une somme considérable. Il s'en adjugea prudemment la moitié pour prix de services périlleux dont la potence pouvait interrompre l'exécution. L'un des portiers du donjon venait au cabaret lorsqu'il n'était point de semaine. On le régala; il aimait le vin, et se grisa. On le fit jouer, et on eut soin de le laisser gagner. Ayant pris goût à ce délassement, il fréquenta volontiers avec La Pistole. Au bout de quinze jours, on en vint aux confidences. Le capitaine promit des montagnes d'or à qui lui apporterait un billet de Puylaurens. Le portier jasa de cette affaire avec le geôlier du duc, et le geôlier en devisa avec son porte-clés. Tous trois élevèrent les mêmes objections, à savoir la sévérité de leurs principes, le serment de leur charge, le danger d'être pendu. Cependant ils consentaient à transmettre des papiers, pourvu que ce ne fussent point des écrits contre le

roi ni le cardinal, pourvu qu'on assurât de bonne foi qu'il s'agirait dans ces papiers d'affaires de famille ou de confidences d'un mari à sa femme. Quant à l'évasion du prisonnier, il n'y fallait pas songer. La Pistole répondit que de l'évasion il n'était nullement question pour le quart d'heure, et qu'on n'en parlerait pas avant bien du temps. Il donna cinquante louis au portier, qui garda, outre sa part, la moitié de ce qu'il devait donner au geôlier; celui-ci retint la moitié de ce qui était dû au porte-clés; mais, malgré tous ces tours de bâton, le prisonnier fut averti un matin que, s'il lui plaisait d'écrire à sa femme ou à quelque autre personne, on ferait parvenir ses lettres à leur destination.

Un matin, La Pistole arriva triomphant chez la duchesse, chargé de deux lettres, l'une adressée à M[me] de Puylaurens, l'autre à son altesse royale Gaston d'Orléans. La première contenait ce qui suit :

« MA CHÈRE AME,

« Je ne sais par quel heureux expédient le fidèle La Pistole a gagné les gens qui me gardent. Je vous laisse le soin de le récompenser, car il me rend un grand service en me fournissant cette occasion de vous envoyer mes dernières pensées. Ne nous le dissimulons plus : à cette heure, ce n'est point un prisonnier qui vous écrit, c'est un condamné à mort. L'ordre a été envoyé ce matin du Palais-Cardinal de me transférer dans un autre appartement. Le gouverneur vient de m'en donner la nouvelle en termes fort recherchés; mais la politesse de son langage ne saurait adoucir ma situation. Je vais occuper le logement où mourut M. d'Ornano : c'est un cachot où la lumière du jour ne pénètre point. Si les ténèbres, le défaut d'air et l'humidité du lieu ne suffisent pas à me détruire, on y ajoutera sans doute la nourriture de M. le maréchal.

« Cette condamnation ne m'a pas causé de surprise. Cinq mois de silence m'ont appris que je ne devais plus rien espérer, ni de l'amitié de son altesse royale, ni de votre crédit sur l'esprit de M. le cardinal. C'eût été la première fois que le grand ministre eût pardonné. Il mourra sans avoir connu la clémence. Je n'ai jamais douté de votre tendresse pour moi, ma chère ame. Mon tourment le plus cruel est de songer à la douleur que vous aurez ressentie de ne pouvoir pas me sauver, et je frémis en pensant au coup terrible que vous donnera ma mort. Je quitterais ce monde avec moins de tristesse, si je savais que vous surmonterez votre chagrin, et que vous ne mettrez pas à me pleurer trop de passion et d'amertume. Je vous donne un an pour porter mon deuil et nourrir vos regrets. Passé cela, je vous supplie de vous rendre au monde qui vous réclame; c'est un tribut assez cher que de vouer aux larmes votre vingtième année. Je n'en demande et

n'en veux pas davantage. De tous les hommages que vous pourrez rendre à ma mémoire, aucun ne me sera plus doux que le respect de votre vie et la conservation de votre personne. Je prétends mourir chrétiennement, et, afin de me retrouver un jour dans le ciel, il faut que vous mouriez dans les mêmes sentimens que moi. Pour l'amour de vous, ma chère ame, je vais donc essayer de pardonner à mes ennemis et d'offrir à Dieu l'agonie qu'ils me préparent; la chose me sera difficile. Je pardonnerai au tyran qui m'a poursuivi jusqu'au tombeau, plus volontiers encore qu'au lâche prince dont l'abandon m'a jeté où je suis. L'un a fait son métier de despote, tandis que l'autre a manqué à tous les devoirs d'un ami.

« Je hais ces gens larmoyans qui abusent de la sensibilité d'une femme et profitent de l'instant solennel de la mort pour enfoncer dans un cœur qui les aime un souvenir empoisonné, comme s'ils espéraient échapper au néant par ce legs abominable. Ne faut-il pas toujours finir? Qu'importe si c'est à Vincennes ou au Louvre? J'ai goûté dix jours de bonheur en toute ma vie : ceux que j'ai passés paisiblement auprès de vous, et il m'est doux de penser que ce bonheur était sans reproche. Le peu d'instans que j'ai encore à vivre seraient moins amers, si votre main pressait la mienne à l'heure du départ; mais l'attendrissement d'une séparation si douloureuse, mes adieux et mes larmes vous déchireraient le cœur, et peut-être est-il mieux pour votre repos d'éviter cet excès d'émotion. J'aurai plus de mérite si je réussis à ne point mourir désespéré dans ma solitude que si je mourais entre vos bras.

« Prenez soin de mes serviteurs. Faites quelque chose pour Du Plessis. Donnez de l'argent à La Pistole, c'est la seule récompense dont ce coquin puisse être touché. Il a du bon, tout perverti qu'il est.

« Adieu donc, ma chère ame. Vivez : je vous en prie et vous l'ordonne. Laissez que votre chagrin s'apaise par l'effet du temps, et prononcez quelquefois dans vos prières le nom de celui qui prend les devans pour aller vous attendre dans le pays où l'on ne risque plus d'oublier ceux qu'on aime.

« Votre époux affectionné,
« ANTOINE DE L'AGE. »

La seconde lettre, adressée à son altesse royale Gaston d'Orléans, était ainsi conçue :

« MONSIEUR,

« On me transférera demain dans la chambre où mourut votre gouverneur. Vous savez ce qui advient des prisonniers qui habitent ce cachot. Si la triste fin que je fais était de quelque avantage pour la répu-

tation ou le bien de votre altesse, je ne me plaindrais point; mais, en subissant une mort honteuse et cachée, j'ai encore la douleur de penser qu'elle est désastreuse pour votre gloire. Je connais trop votre altesse pour la prier d'implorer en ma faveur la clémence du roi. Vous avez mis quelque chaleur à défendre M. d'Ornano; vous en avez eu moins à vouloir sauver le pauvre Chalais, moins encore à plaider pour M. de Vendôme. Sans moi, vous n'en auriez point mis du tout à parler pour M. de Montmorency. Vous devez donc, suivant cette pente naturelle de votre esprit, m'abandonner plus complétement que les autres. Il semble que je sois en droit d'attendre des secours de votre altesse, en l'état où me voilà réduit; cependant, du fond de ma prison, c'est moi qui vais vous donner un avis important.

« Croyez-moi, Monsieur, ne prenez plus de confidens, ne conspirez plus, ne vous mêlez plus des affaires de l'état, et demeurez en repos dans votre musée de médailles. Songez que vous avez perdu et ruiné tous vos amis; souvenez-vous de votre contenance à Castelnaudary, lorsque vous laissâtes périr sous vos yeux deux héros qui tombaient pour vous; souvenez-vous de vos hésitations dans tous nos conseils, de votre faiblesse le jour du coup de main que vous fîtes manquer à Saint-Germain, des perplexités que vous déguisiez en toutes rencontres sous les dehors d'une rodomontade aussi imprudente que la peur. Reconnaissez enfin que vous n'êtes fait ni pour la guerre, ni pour les conjurations, ni pour les cabales de cour, ni pour débattre honorablement les conditions de la paix, ni pour en assurer l'exécution, ni pour sauver les débris de votre fortune dans le malheur, encore moins pour protéger ceux qui se sont hasardés à vous servir. Courbez la tête devant le génie et la puissance d'un ministre plus grand que vous. Chaque nouvelle tentative que vous avez faite pour le renverser vous a rejeté plus bas que vous n'étiez auparavant. Encore une cabale, et je n'oserais répondre de votre liberté ni de votre vie. Évitez un sort semblable au mien. Tenez-vous pour vaincu, et vivez dans l'ombre et le repos; c'est le seul moyen de ne compromettre et par conséquent de n'abandonner personne. Excusez la liberté de mon style. Je vous écris du fond de la tombe où vous m'avez laissé choir sans me tendre la main. Soyez docile à ma voix, qui vous crie de changer de route, sans quoi vous allez heurter du pied cette tombe et trébucher vous-même parmi les débris de votre honneur. Je consens que vous ne tentiez rien pour me sauver, à la condition que vous n'aurez plus de confidens et ne sacrifierez plus d'autres malheureux à votre faiblesse. Il m'en coûte de vous pardonner ma misère et mon infortune; je le fais pourtant aussi chrétiennement qu'il m'est possible, et je souhaite que vos autres victimes ne vous accusent jamais avec plus d'emportement que moi.

« Sur ce, je me déclare le serviteur respectueux de votre altesse, et

prie Dieu qu'il lui donne des jours heureux et paisibles, des nuits sans trouble et les douceurs d'une conscience légère. »

La reine et Mme de Chevreuse, n'ayant plus revu M. le cardinal depuis trois jours, avaient deviné sans peine la cause de sa froideur. Elles n'osaient non plus donner signe de vie, et demeuraient dans la crainte, attendant chaque matin l'explosion de la colère du ministre. Le bruit se répandit de la rigueur dont on usait envers Puylaurens, et l'on sut qu'il allait être plongé dans le cachot où tant de gens avaient péri. Cependant, sur l'avis de Mme de Chevreuse, la reine ne fit pas semblant de savoir la cause du silence et de la retraite du cardinal. Lorsque arriva le lundi, jour fixé pour la délivrance du prisonnier, M. de Laporte, premier valet de chambre d'Anne d'Autriche, se rendit au palais du ministre.

— Monseigneur, dit Laporte, la reine m'envoie pour savoir des nouvelles de votre goutte et pour vous rappeler votre promesse de faire sortir de prison le duc de Puylaurens.

— Vous direz à la reine, répondit l'éminence, que ce n'est point de la goutte que je souffre, mais d'une blessure cruelle. Vous ajouterez que je suis homme de parole : j'ai promis que demain Puylaurens ne verrait pas le jour au donjon de Vincennes; les ordres nécessaires sont donnés pour qu'il ne le voie point.

XXX.

Monsieur jugea que la lettre de Puylaurens n'était pas bonne à montrer; il mit donc l'épître dans sa poche et n'en dit mot à personne. Sans avoir le dessein de rien entreprendre en faveur du prisonnier, le prince se rendit à tout hasard chez le roi. Il le trouva partant pour le jeu de paume et l'y suivit. Louis XIII, ayant bien dormi et digéré sans aigreur, paraissait animé d'un semblant de gaieté.

— Mon frère, dit-il avec sa grace accoutumée, vous avez le teint brouillé ce matin; le blanc de vos yeux est un peu jaune, et je ne m'étonnerais point si vous aviez le foie malade tout comme moi. Savez-vous que la différence d'âge n'est pas grande entre nous? Si votre santé se gâte, vous ne régnerez guère de temps après moi, et, comme vous n'avez point d'enfans mâles, la couronne s'en ira sur la tête de M. le Prince.

— Je consens volontiers, répondit Monsieur, que les Condé règnent après nous, mon frère. Plût au ciel que je n'eusse pas d'autre motif de me chagriner que celui-là!

— Et quel autre sujet de vous chagriner pourriez-vous donc avoir?

— Le voici. M. le cardinal avait promis de traiter Puylaurens avec humanité; cependant il l'a fait jeter dans le cachot où est mort mon gouverneur.

— Par charité! s'écria le roi, oublions Puylaurens. Vous m'allez troubler ma joie. Le diable m'en laisse si peu, que j'en suis ménager. Jouons à la paume ensemble comme de bons amis.

— Je ne suis point en état de jouer, sire, à moins que vous ne promettiez d'avoir compassion de Puylaurens.

— Eh bien! jouons en partie la grace de votre favori. Si je perds, je le tire de Vincennes et lui rends sa liberté; mais, si je gagne, vous ne me parlerez plus jamais de lui.

— Fi donc, mon frère! pouvez-vous faire un enjeu de votre justice et de vos graces?

— Vous avez raison; c'est une folie. Puylaurens mérite sa prison, et il y restera.

— Si vous le prenez ainsi, j'aime encore mieux tenter l'aventure et vous gagner sa grace.

— Je le crois bien. Vous êtes plus leste que moi, vous avez l'avantage de votre côté; mais je vous avertis que j'ajusterai les balles de mon mieux, et ne vous ferai point de quartier; ainsi appliquez-vous à bien jouer.

Tout en réglant les conditions de la partie, on arriva au Marais, et le carrosse s'arrêta devant les jeux de paume. Monsieur avait de l'agilité et de l'adresse aux exercices du corps; mais sa timidité naturelle lui enlevait une part de son coup d'œil et de ses forces aussitôt qu'il s'intéressait trop au gain. Le roi, au contraire, jouait mieux quand l'intérêt du jeu triomphait de l'indolence où sa constitution débile le tenait plongé. D'un côté était la faiblesse du corps et de l'autre celle de l'ame, en sorte que, dans cette occasion d'importance, la partie devenait égale, ou peu s'en fallait. Dès le début, Monsieur prit six points de suite. Le roi ne se démonta pas et n'en joua qu'avec plus de soin et d'application; à la septième balle, il donna de sa raquette en coupant de haut en bas, et fit passer la paume horizontalement d'un pouce au-dessus de la corde de séparation, si bien que Monsieur manqua le coup. A partir de ce moment, Gaston d'Orléans, déconcerté, intimidé de plus en plus, perdit tout son avantage. On atteignit ainsi le onzième point des deux côtés. Monsieur, sentant sa main trembler, demanda partie remise; mais le roi ne le voulut point.

— Ah! disait Louis XIII, vous croyez, parce que vous êtes le plus jeune, qu'on ne vous gagnera pas? Eh bien! votre Puylaurens demeurera au bois de Vincennes, et vous ne m'en rebattrez plus les oreilles. Je suis charmé de voir triompher ma justice et mon adresse tout en-

semble. Nous rirons bien ce soir avec M. le cardinal. Donnez-moi une autre raquette, bonnes gens, que j'envoie la dernière balle tout droit au donjon porter nouvelle à Puylaurens de mon succès.

Monsieur avait déjà perdu la tramontane. Il lança la balle en lui faisant décrire un demi-cercle parfait, tant il avait peur de la manquer, et il donna le plus beau jeu du monde à son adversaire. Le roi prit son temps sans se presser, et, frappant la balle à tour de bras, l'envoya en ligne droite dans les yeux de Monsieur, qui baissa la tête pour éviter le coup, et laissa la paume s'éteindre dans le filet.

— Vive Dieu! dit le monarque, j'ai joué comme feu mon père. Je ne me sens pas d'aise, et ne donnerais point cette partie pour dix mille écus. Puylaurens restera au donjon, et, du moins, si on me vient encore crier son nom, il me rappellera un jour heureux.

Monsieur avait jeté à terre sa raquette et s'en était allé tout rouge de dépit. Ainsi s'évanouit par un coup de maladresse et de timidité la dernière chance de salut de Puylaurens.

Un matin, le cardinal et le père Joseph donnaient audience à l'ambassadeur de la seigneurie de Venise au sujet des affaires de Mantoue. Le ministre avait commandé qu'on ne laissât entrer personne; mais la nièce de son éminence était habituée à pénétrer à toute heure du jour. Le magnifique ambassadeur fut un peu étonné de voir une femme éperdue forcer le passage et interrompre la conférence en se jetant aux pieds du cardinal.

— Monseigneur, s'écria la duchesse, vous m'avez refusé la grace de mon mari, ne me refusez pas au moins la permission de le voir une dernière fois avant qu'il meure. Il faut que je l'assiste à ses derniers momens. C'est un devoir sacré que vous ne sauriez me défendre d'accomplir.

— Relève-toi, mon enfant, dit le ministre. Bon Dieu! en quel état te voilà! Ne pleure pas ainsi. Tu vas te rendre malade.

— Mon oncle, n'insultez pas à ma douleur par cette fausse pitié. Je suis au désespoir. Si vous ne me permettez d'entrer à Vincennes, vous compterez ce soir une personne de moins dans votre famille.

— Monsieur l'ambassadeur, reprit le cardinal, votre conseil des dix écoute-t-il les prières des femmes de prisonniers?

— Notre conseil des dix, répondit le Vénitien, n'a point de nièces; mais ce qu'une république ne doit point faire, le ministre d'un monarque absolu peut le hasarder.

— Écoute, ma chère Marguerite, dit l'éminence, si tu veux avoir un peu de douceur et de résignation, je te récompenserai de telle sorte que toutes les femmes du royaume souhaiteraient d'être veuves à ce prix. Je te marierai avec un prince régnant d'Allemagne ou d'Italie. Je te mettrai une couronne fermée sur la tête. Au lieu d'un tabouret à

notre cour, tu auras un trône, et on te fera la cour à toi-même. Tu auras des chambellans, des gardes-du-corps, une armée, une flotte, des filles d'honneur et des sujets.

— Monstre sans ame! s'écria Mme de Puylaurens, n'espère point me séduire. Puisqu'il n'est plus d'autre refuge que le tombeau contre ta tyrannie, je t'apprendrai qui je suis et de quel cœur tu as osé te jouer. Je te l'ai dit: ce soir, il y aura une personne de moins dans ta famille.

— Si tu fais cela, répondit le cardinal, malheur à toi! Ah! sainte Vierge! me menacer de se tuer! Va, je te retirerai mes bonnes graces; je reprendrai le duché d'Aiguillon, je le donnerai à ma nièce de Combalet; tu perdras fortune, dignités, maisons de campagne, bijoux, vaisselle et beaux habits, et je te renverrai dans ta province en jaquette, comme tu en es venue. O rage! vouloir se détruire! Je ne sais plus ce que je dis, tant je suis en colère.

— Nous perdons l'esprit tous deux, reprit la duchesse avec plus de calme. C'est assez; vous m'avez entendue. Je vous donne jusqu'à ce soir pour vous déterminer. Ou je pénétrerai auprès de mon mari, ou je quitterai volontairement ce monde, d'où votre barbare despotisme m'aura chassée.

Aussitôt que Mme de Puylaurens fut partie, le père Joseph, croisant ses bras, regarda en face M. le cardinal.

— J'ai peine, lui dit-il, à en croire mes yeux. Quoi! vous ne savez point venir à bout d'une femme de vingt ans! Vous déraisonnez comme elle, et vous vous amusez à lutter de violence! Rien n'est si facile pourtant que de mener où l'on veut ces têtes légères. Vous prenez une massue pour battre une plume qui vole, au lieu de souffler dessus tout doucement. Monseigneur, je ne vous reconnais plus.

— Eh! que puis-je faire? car enfin je ne veux point qu'elle se détruise.

— Vous voulez qu'elle vive, n'est-ce pas? qu'elle se console, qu'elle oublie son mari, qu'elle en épouse un autre plus tard, et qu'elle vous aime et vous égaie comme autrefois par sa gentillesse?

— Assurément.

— Laissez-la donc pleurer à son aise. Vous prenez les choses tout au rebours. Laissez-lui voir son Puylaurens; permettez qu'elle lui ferme les yeux, qu'elle se fonde en eau, qu'elle porte la robe la plus noire du monde, qu'elle mouille les mouchoirs les plus blancs, qu'elle s'enferme dans un château, qu'elle s'y ennuie bien de sa douleur, et vous verrez que du noir elle passera au brun, puis au violet, puis au bleu d'azur, et finalement au rose le plus tendre. Si vous fermez l'écluse à son chagrin, si vous luttez d'entêtement avec elle, vous allez la perdre.

— Je te donne mes pouvoirs. Va la trouver, dirige-la. Charge-toi de tout; mais, si tu me la laisses mourir, je te tordrai le cou.

— J'y consens. Dormez en paix, je réponds de sa vie. A présent, reprenons notre conférence.

— Mon révérend père, dit l'ambassadeur de Venise, vous n'avez point étudié cette politique-là au congrès de Ratisbonne ni dans *le Prince* de Machiavel.

— Non, vraiment; je l'ai apprise dans le livre du simple bon sens.

La conférence sur les affaires de Mantoue n'était pas achevée, lorsqu'un valet de Mme de Puylaurens vint remettre à M. le cardinal les titres de propriété de Bois-le-Vicomte, le brevet du duché d'Aiguillon et tous les autres parchemins qui représentaient l'immense fortune que la duchesse devait aux libéralités de son oncle.

— Joseph, cria le ministre, va-t'en bien vite; cours chez ma nièce. Empêche qu'il n'arrive quelque grand malheur. Je m'en remets à toi du soin de la conduire. Abandonne toute autre affaire pour celle-ci. Ne perds pas une minute.

— Il n'y a rien qui presse, dit le capucin. N'avons-nous pas jusqu'à ce soir? Dans une heure, les bonnes paroles que j'apporterai produiront leur effet; ne vous embarrassez de rien.

Le capucin reprit son discours sur les projets de mariage des filles du duc de Mantoue; mais le cardinal n'avait plus la tête à la politique, et l'ambassadeur de Venise se retira par discrétion, en remettant au lendemain la suite de la conférence. Le père Joseph fit signer au ministre un laisser-passer pour le gouverneur de Vincennes, et demanda son carrosse. Tandis qu'on attelait les chevaux, il se rendit à son appartement, ouvrit un coffret de bois qui ressemblait à une pharmacie portative, et y choisit un petit flacon qu'il mit dans sa poche à côté de ses clés et de son crucifix; puis il partit en souriant dans sa barbe avec cet air hypocrite et satisfait que prennent volontiers les trompeurs accoutumés à voir réussir toutes leurs ruses.

Mme de Puylaurens, noyée dans ses larmes et n'espérant plus rien du cardinal, fut touchée de l'entremise du père Joseph comme d'une grande marque de bonté. Le capucin joua l'attendrissement, se montra pitoyable, et témoigna de la joie d'avoir triomphé de la dureté du ministre. La duchesse jeta sur ses épaules une mante de voyage, et voulut partir à l'instant pour Vincennes.

— Ma fille, disait le révérend père, ne vous le dissimulez point : nous allons trouver votre mari en un triste état. Le logis qu'il occupe est fort malsain, et je sais que Puylaurens est à deux doigts du tombeau. Ce que nous avons à souhaiter de plus heureux, c'est que vous arriviez à temps pour lui fermer les yeux. Ne vous mettez point dans l'esprit que nous puissions le sauver; ce serait une illusion vaine dont la perte vous porterait plus tard un nouveau coup. Peut-être serait-il mieux pour vous d'éviter une scène cruelle.

— Non, mon père, répondit la duchesse; j'aurai la force d'accomplir mes devoirs, et, si je puis adoucir un peu les angoisses de ce pauvre mourant, je le ferai, fût-ce aux dépens de mon repos ou même de ma vie.

Mme de Puylaurens était une femme de grand courage; mais, à l'approche d'un aussi terrible moment, la sensibilité de son ame ne résistait plus à la violence de la secousse. Elle pâlissait, la voix lui manquait. En descendant du carrosse, elle sentit ses jambes fléchir et s'appuya sur le bras du capucin. Dans l'appartement du gouverneur, on trouva le chapelain du donjon.

— En quel état est Puylaurens? demanda le père Joseph.

— Il va mourir, répondit le gouverneur.

— Quoi! point d'espoir?

Le chapelain secoua la tête d'un air significatif.

— Je lui ai donné l'extrême-onction, dit-il, et il mourra touché de la grace divine.

— Ne laissons pas d'essayer encore des moyens humains, reprit le père Joseph. Appelez le médecin, et conduisez-nous bien vite auprès du prisonnier.

La célèbre chambre de M. d'Ornano était placée sous une voûte de pierres de taille. Une meurtrière étroite et sinueuse introduisait une faible quantité d'air extérieur, sans donner passage à la lumière. L'eau ruisselait sur les murailles, et, de temps à autre, de larges gouttes, tombant d'en haut, produisaient sur le sol, déjà mouillé, un clapottement glacial. Une torche de résine, plantée dans un anneau de fer, répandait une lueur blafarde assortie à l'horreur de ce séjour. Dans un coin, on voyait un grabat monté sur deux petits tréteaux. Le prisonnier, le visage tourné contre le mur, ne bougea point, malgré le bruit de la porte, malgré les pas et les voix qui résonnaient dans son cachot. Un infirmier, assis près de lui, fit signe de la main que le moribond était plongé dans le délire. La duchesse fut prête à s'évanouir au premier regard qu'elle jeta dans cette espèce d'enfer, mais, aussitôt qu'elle aperçut le malade, elle retrouva ses forces et courut à lui; elle se courba au-dessus du lit et appela trois fois Antoine! avec un son de voix si doux et si pénétrant, que les assistans gardèrent le silence pour attendre l'effet de cet appel. L'accent de la tendresse, de l'intérêt et de la bonté était chose si inconnue dans les échos du donjon, que le moribond se retourna dans son lit en ouvrant des yeux étonnés.

— C'est vous, Marguerite, dit-il; que venez-vous faire ici? Êtes-vous donc condamnée à mourir comme moi?

— Non, mon ami; je viens vous soutenir et vous consoler dans vos derniers momens.

— S'il en est ainsi, reprit Puylaurens, mes derniers momens peuvent

durer long-temps encore. Le poison ne m'a pas encore autant abattu qu'on l'imagine.

— Il se croit empoisonné, murmura le père Joseph.

— On peut le sauver, s'écria la duchesse.

— Essayons, dit le capucin. Docteur, ne perdez pas une minute. Voyez si ce malade n'est point désespéré.

Le médecin fit approcher la torche du lit, et, regardant le prisonnier attentivement :

— Cet homme-là, dit-il, n'a pas deux jours à vivre. Que ne m'a-t-on appelé hier, puisqu'on voulait le sauver?

— Nous n'avions point d'ordres, répondit le gouverneur.

— Messieurs, dit Puylaurens. je vous assure que je suis plein de vie. Ne me nourrissez plus comme M. d'Ornano, et vous verrez si je ne serai pas bientôt sur pieds.

— Vite, des secours, des contre-poisons! s'écria la duchesse. Docteur, faites votre devoir.

— Je le ferai, madame; je vais préparer moi-même les remèdes nécessaires, et je reviens dans un moment.

— Ne tardez pas! cria le père Joseph.

Le médecin sortit en courant.

— Mon père, dit le gouverneur au capucin, êtes-vous certain d'agir selon les intentions de M. le cardinal?

— Je suis responsable des ordres que je vous donne.

— C'est que tout ceci n'est point d'accord avec les instructions écrites du ministre.

— Conformez-vous sans crainte à mes instructions verbales.

— O mon père! dit Mme de Puylaurens, nous allons donc le sauver?

— Je commence à l'espérer, ma chère fille.

— Grand Dieu! s'écria le prisonnier, l'infâme Joseph est ici! Je suis perdu!

Le révérend père frappa doucement sur l'épaule de l'infirmier et l'entraîna hors du cachot.

— Il faut abréger, dit-il froidement. Voici le flacon de sels; faites que nous ayons fini avant le retour du médecin.

Puylaurens tremblait de tous ses membres et paraissait en proie à une terreur profonde.

— Embrassez-moi, Marguerite, disait-il, nous n'avons qu'un instant; ce moine infernal n'est pas venu pour rien. Ne nous aveuglons pas davantage. Vivez, ne me pleurez pas avec trop d'amertume. Résistez à la douleur pour l'amour de moi. Donnez-moi votre main, et ne me parlez plus. N'en doutez pas, mon heure est proche.

Après un moment de silence, le malade demanda de l'eau.

— Monsieur, lui dit l'infirmier, voici des sels qui vous rendront vos forces.

Puylaurens porta le flacon à ses narines et aspira plusieurs fois, comme si ses esprits se ranimaient. Son visage se colora d'une rougeur subite qui ressemblait à celle de la santé.

— Grand merci! dit-il, je me sens mieux.

Puis il pencha la tête en s'appuyant sur l'épaule de la duchesse, et soupira comme une personne qui s'endort. Le père Joseph, caché derrière la porte, fit un sourire monacal, et murmura dans sa barbe :

— Enfin, nous voilà débarrassés de ce fâcheux!

Au bout d'un quart d'heure, on entendit des sanglots et des cris de femme au désespoir. La duchesse avait reconnu qu'elle tenait dans ses bras un cadavre.

Le soir de ce triste jour, on se disait à l'oreille dans les salons de Paris que le duc de Puylaurens était mort au donjon de Vincennes dans la chambre de M. d'Ornano, et Tallemant des Réaux raconte que Mme de Rambouillet, en apprenant cette nouvelle, s'écria : — Cette chambre-là vaut son pesant d'arsenic.

Le bon mot de la marquise fit le tour de la ville, et ce fut la seule oraison funèbre du pauvre Puylaurens. On trouve aussi dans un journal du temps cette phrase exempte de passion : « Aujourd'huy, 30 juin, nous apprîmes que Puylaurens s'étoit laissé mourir au donjon, les uns disent par excès de chagrin, les autres à cause de sa prison, d'autant qu'on ne lui permettoit point de voir le jour, et qu'il étoit logé en même lieu que feu M. d'Ornano; mais le lieutenant de roi au donjon dit que c'est d'une fièvre pourpre. »

On sait ce qui advint de la plupart des personnages de cette histoire. Mme de Puylaurens, après avoir bien pleuré son mari pendant quatre ans, donna raison aux prévisions du père Joseph en se remariant avec Henri de Lorraine, prince d'Harcourt, fils du duc d'Elbeuf. Elle perdit cependant le duché d'Aiguillon, que le cardinal lui retira pour le donner à Mme de Combalet.

L'éminentissime, dont la fortune ne semblait pas pouvoir s'élever davantage, atteignit pourtant à un degré de puissance inoui dans les annales du royaume. Son ambition, ingénieuse à créer des moyens de se satisfaire, lui suggéra l'idée étrange de se faire patriarche de France, ce qui eût soulevé infailliblement un schisme dans l'église, si la mort ne fût venue étouffer ces projets audacieux.

Monsieur, toujours attaqué de la maladie des cabales, employa Montrésor, comme Puylaurens, à ébaucher des conspirations; il trembla

devant ses propres desseins, recula devant les résolutions prises, laissa ses amis courir seuls au danger, et les abandonna le mieux du monde après la défaite. Avec le comte de Soissons, Montrésor et Saint-Ibal, il renouvela plus lâchement encore que la première fois la scène du coup de main manqué à Saint-Germain. Cinq-Mars et de Thou, Fontrailles et M. de Bouillon, qu'il avait encouragés à la révolte, furent désavoués par ce prince sans courage. Après la mort du roi, Monsieur ne put se défendre de cabaler contre la reine-régente et contre Mazarin. On voit par les mémoires du coadjuteur quel rôle misérable il joua dans les affaires de la fronderie. Sous le règne de Louis XIV, Gaston d'Orléans se retira au château de Blois, où il acheva ses jours dans l'oubli et le mépris qu'il méritait.

Mme de Chevreuse emplit la cour et la ville du bruit de ses aventures, de ses amours avec M. de La Rochefoucauld, de sa fuite en Espagne et de ses intrigues pendant la Fronde.

Quant aux personnages secondaires dont nous avons parlé, on trouvera souvent leurs noms dans les écrits du XVIIe siècle.

Le père Joseph mourut avant son digne maître, au moment où on allait le faire cardinal.

M. Le Coigneux revint en France après la mort du ministre; il recouvra ses biens, et, pour se consoler de son chapeau manqué, il se maria sept fois, comme la Barbe-bleue, toujours d'une façon romanesque, et toujours veuf sans que l'on sût comment.

Lopez, ayant cherché à s'introduire chez Mme de Rambouillet, y fut reconnu pour un espion, et les gens courageux lui fermèrent leur maison. Après la mort du cardinal, il sentit qu'il ne pouvait plus se montrer, et disparut de la scène du monde.

MM. Le Coudray-Montpensier, Senantes, Charnisay, Du Plessis et les autres amis de Puylaurens sortirent de la Bastille après un séjour de huit mois qui les dégoûta des conspirations; aussi, dans les troubles qui suivirent, on ne les vit guère reparaître. Ils savaient trop où menait l'amitié des princes.

Il ne serait pas bien de terminer sans dire un mot de l'honnête La Pistole. La France étant, selon lui, un pays perdu, le capitaine alla chercher fortune en Italie sur son cheval barbe. N'ayant point trouvé d'emploi à Milan, il se rendit à Venise; mais tous les patriciens de la magnifique seigneurie étaient pourvus d'estafiers à gages: la concurrence était formidable. La Pistole fut bien surpris de se voir au milieu de coupe-jarrets plus exercés, plus habiles et plus féroces que lui, d'escrocs plus adroits, de joueurs plus fins, de tireurs d'armes plus dangereux, et d'entremetteurs beaucoup plus insinuans. Pendant le premier mois de son séjour dans cette ville civilisée, La Pistole perdit tout

son argent aux cartes; il se fit blesser en duel deux fois, et se laissa surprendre par un jaloux, qui obtint jugement du tribunal des sages de la nuit contre sa personne. Il n'eut que le temps de s'enfuir sur une gabarre de commerce qui partait pour Ancône, d'où il se rendit à Florence. Dans cette grande ville, on volait, on tuait et on trichait au jeu avec une telle supériorité, qu'il s'estima fort heureux de trouver une place de marmiton dans les cuisines d'un cardinal. Il y mena une vie exemplaire pendant trois ans. Une pleurésie, qu'il gagna en passant du feu des fourneaux à la fraîcheur de l'air extérieur, le mit au tombeau, et le chapelain de la maison ouvrit de grands yeux en écoutant la confession générale, la plus riche du monde en gros péchés, d'un homme qui passait pour un aide de cuisine fort sage et un écureur de vaisselle sans reproche.

Il me reste à demander pardon au lecteur de l'avoir entretenu si longuement de cabales de cour qui, en politique, ne furent que des drôleries, comme disait Tallemant. Je dois aussi m'excuser d'avoir puisé à ma guise dans l'histoire pour faire du roman. Les académies n'approuvent point ces libertés, et sans doute elles ont raison; mais voici, selon moi, une excuse qu'on pourrait alléguer : le romancier trace des portraits, l'historien cherche des reliques. Il faut au portrait la ressemblance, à la relique l'authenticité. Bien des gens attachent des souvenirs aussi précieux à l'image d'une personne qui n'est plus qu'à un os ou une mèche de cheveux; c'est affaire de goût. Si donc on approuve fort celui qui découvre le fragment de relique le plus menu, pourquoi blâmerait-on l'artiste qui reproduit la figure d'un personnage? Pour moi, je confesse que j'aimerais mieux avoir le portrait de saint Bruno par Lesueur que de posséder le crâne ou la robe de laine de ce pieux cénobite.

PAUL DE MUSSET.

LA HONGRIE.

DEUXIÈME PARTIE. [1]

SAINT ÉTIENNE ET JOSEPH II.

Ce qui frappe d'abord dans la Hongrie, c'est la prodigieuse variété des races d'hommes qui l'habitent. Aucun pays n'en renferme un aussi grand nombre; dans aucun surtout, cette variété, cette diversité n'est aussi incessamment rappelée à l'esprit par tout ce qui vous entoure. Types de figures profondément dissemblables, costumes étranges, langues inconnues, religions séparées ou ennemies, mœurs radicalement contraires, tout vous ramène à cette première impression; vous n'avez pas besoin d'ouvrir les livres pour comprendre que vous êtes au milieu d'une confédération de peuples divers plutôt qu'au sein d'une nation une et simple dans son origine, ou ramenée à l'unité par la vertu d'assimilation, qui est le propre d'un gouvernement puissant.

Ouvrez les yeux; voici les Hongrois qui ont donné leur nom au pays qu'ils ont conquis. Venus au xe siècle de l'antique patrie des Scythes (2),

(1) Voyez, dans la livraison du 1er juin 1848, l'étude sur *l'Ancien et le Nouveau palatin*, qui ouvre cette série.

(2) L'origine des Hongrois a donné lieu, dans ces derniers temps, à une controverse

ils portent encore dans leurs traits, dane leur langue, dans leurs habitudes, la vivante empreinte de leur origine; braves et intelligens, ils cachent sous la physionomie calme et réfléchie des peuples de l'Orient un cœur passionné, un esprit vif et enthousiaste. Les plus riches ont changé contre la pelisse des hussards la peau de mouton qui couvrait jadis leurs pères; les autres l'ont gardée.

Après les Hongrois viennent les Slaves, habitans de ces contrées aux premiers temps où remonte l'histoire, race féconde et opiniâtre, fine, rusée, plus capable de suivre que de marcher seule et en tête, mais, à ce second rang, ne se laissant dépasser par personne; — puis les Allemands, descendus avec les flots du Danube aux extrémités du pays, robustes et habiles cultivateurs, sages, économes, représentans de la civilisation occidentale, de nos habitudes, de nos coutumes, à cette frontière extrême de l'Europe. Vous retrouvez dans les charmans villages bâtis par les Saxons, dans le Banat et en Transylvanie, ces fraîches et riantes figures allemandes, ces cheveux blonds, ce teint coloré, que vous avez admirés sur les bords du Rhin, et cette même langue qui, depuis Strasbourg jusqu'à Orschova et Hermanstadt, établit un grand courant d'idées communes et fait pénétrer l'influence puissante de l'Occident plus loin encore que le Danube ne porte les produits de son industrie.

Les Valaques comptent aussi de nombreux représentans en Hongrie; débris dégénérés des légions de Trajan, ils sont fiers de ce nom de *Roumani* qui atteste leur origine. Quand vous descendez le Danube, vous apercevez sous les flots, aux environs d'Orschova, les ruines d'un pont romain, et gravée sur une pierre des montagnes, au milieu desquelles le fleuve s'ouvre un étroit passage, une inscription latine où l'on lit encore les noms de Nerva et de Trajan. C'est là que la 13e légion avait établi son quartier. Si à ce moment quelque pâtre valaque, au nez aquilin, au profil de médaille, apparaît sur la pointe d'un rocher, vêtu de son sayon en poil de chèvre, coupé comme la tunique romaine, vous croyez voir un centurion aux portes du camp. Cette race, aujourd'hui servile et dégradée, peut bien descendre des soldats de César et

active et passionnée même. Les Magyars veulent descendre d'Attila et des Huns; la plupart des historiens allemands et des écrivains partisans de la Russie se sont efforcés de prouver, par des textes d'histoire et des affinités de langue très équivoques, que les Hongrois ont la même origine que les Finnois. Pierre-le-Grand, parlant au premier Rákoczy de l'origine des Hongrois, affirmait que c'était une tribu dépendante de la grande horde de Russie, qui avait conquis la Hongrie. Le savant Müller (*Allgemeine Geschichte*, 2 vol.) croit que les Hongrois ou Magyars venaient du sud de la Sibérie et des monts Ourals, avec les Petschenèques, leurs voisins. On peut consulter sur cette question, qui est presque devenue une question politique, un remarquable écrit de M. A. de Gérando (*Essai historique sur l'Origine des Hongrois*). L'auteur expose et discute sur ce point, avec une grande sagacité, les diverses opinions des historiens. Ses argumens paraissent concluans en faveur de l'opinion nationale, à laquelle nous nous sommes rangé.

de Trajan, puisqu'elle a donné un jour à la Hongrie deux grands hommes, Jean Huniade et le roi Mathias Corvin.

Nommons seulement les Grecs, les Arméniens à la robe traînante, les Italiens et les Croates, les Juifs, plus méprisés ici et plus utiles que partout ailleurs, tous ayant gardé leurs costumes et leur langue. N'oublions pas les Français qui, à l'époque de Marie-Thérèse, vinrent de la Lorraine et de la Champagne s'établir dans le Banat, et y fondèrent les villages de Charleville, de Saint-Hubert, et quelques autres dont les noms attirent aussitôt l'attention d'un compatriote. Enfin, au dernier degré de l'échelle sociale, se présentent les Bohémiens ou Zingares, race ennemie et mystérieuse, répandue au milieu des populations qui l'exècrent, et avec lesquelles elle a accepté la guerre; ils vivent à l'entrée des villages, repoussés et maudits, comme aux Indes les parias, dont la tradition les fait descendre, dans de misérables cabanes enterrées à moitié sous le sol; leur langue est inconnue, leurs mœurs hors des lois morales. Le vol, la magie, la musique, les métiers de forgerons, d'équarrisseurs de bêtes, ou de bourreaux, telle est leur industrie héréditaire (1). Entre cette race misérable et le brillant cavalier magyar dont nous parlions tout à l'heure, nous avons parcouru toute l'échelle de la race humaine; plus bas, l'homme finirait.

La Hongrie fut la première station des barbares qui envahirent l'Europe moderne, le premier réservoir où l'invasion, le déluge, comme on l'appelle, vint déposer les couches successives de son limon. Dans les siècles suivans, les invasions des Turcs, des Tartares, des Polonais, des Allemands, le passage des pèlerins aux temps des croisades, ajoutèrent encore de nouveaux élémens à cette population si variée; mais chacun garda sa langue, ses mœurs, souvent son organisation particulière. Ainsi, les communes saxonnes du Banat et de Transylvanie (*sedes saxonicæ*), colonies fondées par l'esprit calviniste et républicain au XVIe siècle, ont rejeté toute espèce de noblesse : l'élection des magistrats s'y fait par le suffrage universel. Ces villages de bourgeois républicains, dont l'industrie rappelle les communes florissantes du moyen-âge, sont semés çà et là, au milieu des *Szeklers*, rejetons des premiers conquérans du pays, tous nobles et guerriers, organisés comme en un camp sur la frontière.

Si nous pouvions regarder enfin dans l'intérieur de ces hommes si différens de figure et d'aspect, nous trouverions la même variété. Les religions les plus diverses se partagent les populations que nous venons d'énumérer; toutes les communions chrétiennes, — catholiques, luthériens, calvinistes, — y ont leurs représentans; les Grecs unis et du rite oriental y occupent une large place; les Juifs, les anabaptistes, quel-

(1) Voyez Greellman, *Histoire des Bohémiens*, préface et chap. XIV.

ques mahométans même doivent figurer dans ce dénombrement. Enfin, aux deux extrémités de l'esprit humain, les Bohémiens célèbrent, au fond des bois, je ne sais quel culte, ridicule ou abominable, en l'honneur d'une vache rousse, et les unitaires ou sociniens, établis ici non par tolérance seulement, mais comme religion d'état, gravent sur le fronton de leur temple cette inscription que Socrate aurait écrite : *Uni Deo*.

Quelques chiffres sur la population de la Hongrie en diront plus que des considérations générales. Les derniers *tableaux statistiques pour la monarchie autrichienne*, publiés à Vienne en 1846, donnent, pour la Hongrie, 10,500,000 habitans; pour la Transylvanie, 2,100,000; pour les frontières militaires, 1,220,000. Nous avons essayé, en comparant les ouvrages de statistiques les plus accrédités, de répartir cette population par races, par religion et par classes dans les trois tableaux suivans.

DIVISION PAR RACES.

Hongrois ou Magyars........	4,200,000	En grande majorité dans vingt-trois comitats, en minorité dans dix-sept.
Slaves (toutes les races d'origine slave, y compris les Croates..	4,260,000	Mêlés dans le nord, en immense majorité dans le sud et la Croatie.
Valaques..................	1,000,000	En majorité dans quatre comitats, en minorité dans sept.
Allemands.................	700,000	En majorité dans le comitat de Weissembourg, en minorité dans trente-six autres.
Bohémiens.................	40,000	Campés dans les faubourgs des villes ou à l'état nomade.
Autres races, Français, Italiens, Grecs, Clémentins (Albanais).	150,000	
Juifs.....................	150,000	Fixés, en général, dans les villes, sauf les villes de mines, d'où ils sont exclus.
Total............	10,500,000	

DIVISION PAR RELIGIONS.

Catholiques..................................	5,600,000
Grecs unis....................................	800,000
Grecs non unis.............................	1,350,000
Luthériens...................................	800,000
Calvinistes..................................	1,670,000
Unitaires......................................	40,000
Juifs..	150,000
Sectes diverses............................	50,000
Bohémiens...................................	40,000
Total..	10,500,000 (1).

(1) Il faut observer d'une manière générale que les calvinistes sont presque tous Magyars, les luthériens Allemands, les grecs non unis Valaques; les catholiques dominent parmi les races slaves, et presque exclusivement dans la Croatie, où les protestans ne peuvent remplir aucun emploi.

DIVISION PAR CLASSES ET PROFESSIONS.

Nobles et districts privilégiés	600,000
Clergé	20,000
Villes libres	650,000
Soldats	70,000
Domestiques (hommes et femmes)	200,000
Mineurs et leurs familles	200,000
Ouvriers fabricans et leurs familles	500,000
Professeurs et lettrés avec leurs familles	40,000
Employés du gouvernement	50,000
Employés des particuliers	50,000
Avocats et professions diverses	100,000
Mendians	20,000
Paysans (dont la moitié sont possessionnés.)	8,000,000
TOTAL	10,500,000 (1).

Le sol hongrois est, par sa fécondité comme par sa variété, en harmonie parfaite avec une population si mélangée : parcourez ce vaste royaume qui, de la Pologne, s'étend jusqu'à l'Adriatique, et des portes de Vienne jusqu'à la Valachie turque; partout vous retrouverez ce même caractère d'abondance et de diversité. Au nord, les monts Karpathes avec leurs défilés menaçans, où s'entr'ouvrent des mines d'or et d'argent, les plus riches de l'Europe; sur leurs pentes méridionales, ces vignobles de *Tokay*, « dont le vin généreux, disent les chansons hongroises, a la couleur et la valeur de l'or; » puis les lacs d'Œdenbourg et de Bálaton, grands comme des mers intérieures; la Theiss et le Danube, ce roi des fleuves, roulant ses eaux à travers les vertes *puztas*, pâturages sans limites, couverts d'innombrables troupeaux. Ce spectacle est plein de magnificence, c'est la grandeur du désert, moins son aridité; pour ne point se perdre dans l'immensité de ces plaines, le berger cherche au ciel les étoiles qui l'aident à retrouver sa route. Au sud, vous trouvez la température et la végétation de l'Italie dans sa splendeur méridionale; plus loin, après les cataractes, la Suisse *danubienne*, et les bains de Méhadia, frais et pittoresque séjour qui n'a rien à envier aux sites les plus vantés des Pyrénées et des Alpes.

Tous les géographes ont célébré l'admirable fécondité de ce sol qui, dans ses latitudes étendues, produit, sans exception, tout ce qui sert à la vie de l'homme, toutes les matières sur lesquelles s'exerce son industrie, et principalement, disent-ils, quatre choses sans lesquelles le

(1) Je n'ai point fait entrer dans ces tableaux la population de la Transylvanie, qui jusqu'à ce jour avait un gouvernement et une diète séparés. Les affinités de tout genre qu'elle avait d'ailleurs avec la Hongrie viennent d'opérer sa réunion définitive avec ce royaume. La répartition de ses deux millions d'habitans ne modifierait guère les proportions que nous venons d'établir.

courage n'est rien, ou n'est pas: le fer, — l'or, — le vin — et le blé. — Nous ne les suivrons pas dans cette énumération des produits de la Hongrie. Les richesses de tous les règnes y abondent, et l'on comprend le proverbe : *Extrà Hungariam non datur vita.* L'objet le plus curieux d'un voyage en Hongrie, c'est l'homme; ce sont les hommes qu'il y faut chercher. Si leur incontestable valeur les recommande à notre sympathie, l'originalité, la singularité de leurs institutions ne les désignent pas moins à notre curiosité.

The proper study of man is Mankind.

On s'est plaint souvent, en Hongrie, que les voyageurs s'arrêtaient trop à quelques détails bizarres et négligeaient le fond même du caractère et de l'organisation nationale; j'espère échapper à ce reproche. Je n'ai point oublié quelle hospitalité affectueuse j'ai trouvée dans ce pays; l'on ne se méprend pas sur l'accent d'une amitié véritable : il est naturel que l'étranger s'arrête surtout aux différences qui le frappent, et ce n'est pas dans un esprit de critique qu'il met certains points en saillie; le métier d'observateur n'est pas chose facile; si l'étranger voit tout d'abord ce qui est extraordinaire, l'homme du pays, à son tour, trouve toutes choses simples et unies. Que les Hongrois, d'ailleurs, ne se plaignent pas de cette étrangeté qui attire sur eux l'attention de l'Europe; qu'ils ne la dépouillent pas même entièrement, pour ne pas affaiblir cet intérêt, qui peut être pour eux un secours et une force. Lorsque Usbeck, à Paris, quitta ses habits de Persan, il fut confondu dans la foule, personne ne le regardait plus, et il se sentait moins d'esprit qu'auparavant.

Cette curiosité de l'Europe au sujet de la Hongrie a été bien tardive. Cependant, indépendamment de l'intérêt qu'offrait l'étude de ce pays pour la politique générale, il y aurait eu là une foule d'argumens et d'exemples précieux pour nos écoles historiques et les divers systèmes qu'elles représentaient : on y eût retrouvé non pas seulement l'image de ce passé sur lequel disputaient leurs principaux disciples, mais ce passé lui-même, vivant tout entier. Nous le sentons bien pour notre propre temps; les conjectures les plus ingénieuses et les plus hardies de l'érudition des âges futurs ne vaudront pas, pour ressusciter l'histoire actuelle, pour lui rendre la vérité et la vie, un jour passé dans ce milieu où nous nous agitons. Il en est de même pour les origines de notre histoire. Que de recherches savantes, par exemple, pour expliquer la manière dont s'opéra la conquête des barbares! On n'a pas oublié la vive curiosité que la génération contemporaine de la restauration porta à ces recherches. L'histoire lui dut un de ces livres rares où la science, revêtue de la forme poétique, émeut l'imagination et pénètre jusqu'au cœur. L'*Histoire de la conquête des Normands* eut ce

succès. On s'intéressa, à travers les siècles, aux luttes et aux combats de deux races ennemies; mais que d'incertitudes, que de difficultés pour démêler et constater cette division des vainqueurs et des vaincus, pour retrouver les traditions sous les débris du temps! Cette division, cette hostilité des races, on eût pu, nous le croyons, les observer en Hongrie, non pas cachées dans les livres, mais vivantes dans le cœur de chacun et au grand jour. C'est là qu'on eût pu saisir cette longue lutte du peuple conquérant et du peuple conquis, séparés entre eux par tous les signes extérieurs qui perpétuent le souvenir de la victoire d'une race et de la défaite de l'autre: l'une toujours armée, à cheval, portant les insignes du commandement, maîtresse du sol entier qu'elle a conquis; l'autre cultivant, sous la dure domination de ses maîtres, des champs dont la moisson ne sera pas à elle, vêtue de peaux de mouton ou d'une toile grossière, enchaînée pendant huit siècles à la glèbe, par la force d'abord, plus tard par la loi, — à peine affranchie aujourd'hui, n'osant ni croire ni se fier à la destinée inespérée, subite, de sa liberté; race sans autre tradition que celle de la servitude, sans existence légale, et dont les chroniqueurs nous ont laissé cette énergique définition : *Plebs misera, egens, contribuens aut potius nulla.*

Toutes ces populations, huit millions d'ames aujourd'hui, ne comptaient pas dans la constitution politique de la Hongrie; elles n'étaient pas : *plebs nulla.* Le peuple hongrois seul existe dans l'histoire et dans la loi. Sa souveraineté tient essentiellement au droit de conquête; elle procède de la victoire, elle est la récompense des services militaires, elle se transmet par la naissance. La richesse même, cette puissance qui, partout ailleurs, a tué le système féodal, n'y fait rien. Tel individu de la race victorieuse est pauvre, et tel de la race esclave, riche : voilà tout. La condition sociale ne change pas, parce qu'elle est établie sur d'autres rapports que ceux de la fortune. Tel esclave ou affranchi à Rome, avec un million de sesterces, n'en tremblait pas moins devant un citoyen romain pauvre et mendiant. Ce nouveau peuple-roi ne s'élève qu'à un demi-million d'hommes; c'est de lui seul cependant qu'il a été question jusqu'à présent; les vaincus, écrasés par une longue servitude, n'avaient pas même pensé à revendiquer leurs droits, à protester contre leur destinée. Ils courbaient sans murmurer la tête sous la dure et éternelle loi du *væ victis;* des spectacles douloureux qui affligeaient les regards, des contrastes choquans qui disaient plus énergiquement que tous les discours les vices de l'état social, n'excitaient de leur part ni plaintes ni colère; il n'y avait que l'étranger qui s'étonnât.

Pour moi, je n'oublierai pas l'impression que je reçus à mon premier voyage en Hongrie, lorsqu'au pont de bateaux qui joint à Pesth les deux rives du Danube, je voyais arrêter rudement chaque paysan,

chaque pauvre cultivateur. Après avoir payé pour lui, le paysan devait payer encore pour les maigres chevaux attelés à sa charrette. La taxe est forte, et c'était une somme pour ces pauvres gens; cependant les gentilshommes magyars, montés sur leurs beaux chevaux ou traînés dans d'élégantes voitures, passaient et repassaient sans payer. J'avais bien lu que le noble hongrois était exempt de toute contribution publique, de taxe personnelle, et que tous les fardeaux retombaient sur le paysan; mais, entre le récit de quelque injustice ancienne et le spectacle présent et provoquant d'une iniquité sociale, la différence est grande. Je sentis que je passais du côté des vaincus : je voulais payer comme eux; mais le péager, me reconnaissant pour un étranger, refusa mon argent et me dit que la taxe ne devait peser que sur les serfs. Sans doute ce privilége était peu de chose, et la tyrannie a des pratiques plus odieuses, mais rien ne m'a étonné dès-lors dans les inégalités et les anomalies que j'ai rencontrées en continuant mon voyage; je les avais toutes entrevues sur le pont de Pesth.

Ce sentiment que j'éprouvais, d'autres, au reste, le partageaient avec moi : dès 1836, la diète décrétait précisément que les nobles seraient soumis au péage du pont suspendu qu'on voulait construire à Pesth. Ce fut là une première brèche faite au privilége, inviolable jusqu'alors, de la noblesse, et ce fut elle qui voulut la faire. Là où je n'avais éprouvé qu'une émotion stérile, de généreux citoyens, sacrifiant sans hésiter leurs intérêts, trouvèrent l'occasion de réparer une longue injustice. Depuis, les nobles hongrois ont marché résolûment dans cette voie; ce sont eux qui, depuis vingt ans, travaillent à limer les chaînes de leurs sujets, ce sont eux qui, dans un jour solennel, ont voulu les briser pour toujours. La gloire de l'homme est de pouvoir être entraîné par les mobiles les plus contraires à ses intérêts. L'instinct de la bête ne la conduit jamais qu'à ce qui lui est bon; la vertu de l'homme est de fouler aux pieds cet instinct égoïste, et d'aller à ce qui est bon pour les autres.

Avant d'expliquer les révolutions profondes que l'état social a subies en Hongrie dans ces dernières années, je voudrais exposer l'ancienne constitution et les lois organiques avant et depuis l'établissement de la maison d'Autriche. Comment apprécier le progrès, si l'on n'a pas fixé le point de départ? Rien ne naît instantanément et sans passé; nous l'avons indiqué tout à l'heure, c'est l'origine de la constitution qui explique la Hongrie de nos jours. La diversité des races victorieuses et vaincues a suscité seule la lutte qui vient d'éclater. A peine la Hongrie s'est soustraite à la domination autrichienne, qu'il lui faut combattre dans son sein les élémens étrangers qui la composent. Les Magyars se sont affranchis des lois, de la langue et des fonctionnaires allemands; les Croates à leur tour veulent s'affranchir des Magyars : la guerre est déjà allumée, et le ban de Croatie tient tête à la diète et au palatin. Il y

a donc quelque intérêt, intérêt d'un genre sérieux, j'en préviens, à suivre les révolutions diverses qui ont passé sur la constitution de la Hongrie sans la renverser encore; cette constitution est restée debout, victorieuse même, quand la Hongrie était asservie. Un monument qui a huit siècles de durée, qui n'a jamais été abandonné, et qui sert encore de demeure à une grande nation, mérite bien qu'on le visite avec quelque respect et qu'on perde une heure au milieu de ses ruines vénérables.

I.

Les Hongrois paraissent en Europe à la fin du IXe siècle. Ils entrent en Hongrie vers 900. La tradition n'a pas cherché à déguiser l'origine d'une souveraineté qui s'est exercée ouvertement jusqu'à nos jours au nom de la conquête. Ils envoient, disent les anciennes chroniques, un messager explorer les vastes plaines entre le Danube et la Theiss : le messager rapporte un vase de l'eau du Danube, une gerbe de foin, une motte de terre. C'est ainsi que les conquérans se mettent en possession de la *terre*, de l'*eau* et des *pâturages* (1). A l'heure qu'il est, ces signes servent encore de symboles, et sont nécessaires en Hongrie à la transmission de la propriété.

Le chef des Hongrois, Arpad, s'établit définitivement dans le pays. Un siècle après, saint Étienne se convertit au christianisme, et reçut du pape Sylvestre II, avec le titre de roi, *la couronne d'or*, qui sert encore au sacre de ses successeurs actuels, relique plus authentique que la sainte ampoule, surtout plus vénérée, à la garde de laquelle veille nuit et jour dans la citadelle de Bude un bataillon de la garde noble. Sans l'imposition de cette couronne, les publicistes hongrois estiment que la royauté n'est qu'imparfaite et précaire (2).

Saint Étienne est le Clovis et le Charlemagne de la Hongrie. C'est à lui que remonte tout ce qui existe aujourd'hui : à travers les invasions des Tartares au XIIIe siècle, les conquêtes des Turcs, les guerres contre la maison d'Autriche, les institutions de ce grand roi sont restées, non pas intactes sans doute, mais debout. Il les avait établies sur le seul fondement solide de toute législation, sur le génie national.

Saint Étienne regardait la diversité des populations soumises à ses lois comme une force pour l'autorité royale. Ce principe, si contraire à nos idées d'unité et de centralisation, a passé comme une tradition de gouvernement aux derniers successeurs de saint Étienne; l'empereur François II, répondant à un ambassadeur de France qui lui van-

(1) *Historia septem ducum, anonymi Belæ regis notarii*, cap. 5 et 6.

(2) Les décrets de Joseph II, par exemple, qui n'a jamais porté cette couronne, ne figurent pas dans le code des lois.

tait les avantages que son gouvernement retirait de l'unité de sa population, disait dans le même esprit : « Mes peuples sont étrangers l'un à l'autre, c'est pour le mieux; ils ne prennent pas les mêmes maladies en même temps; je me sers des uns pour contenir les autres; je mets des Hongrois en Italie, des Bohêmes ou des Italiens en Hongrie; chacun garde son voisin. Au contraire, vous, quand la fièvre vient, l'accès vous prend tous, et le même jour. »

Les établissemens de saint Étienne ont de tout temps excité l'admiration des historiens nationaux; les monumens qui en restent permettent de se former une idée assez exacte des principales dispositions de ses lois. La religion et le clergé, la guerre et les hommes d'armes, occupaient le premier rang dans la société que fondait le roi nouveau chrétien : c'est l'ordre nécessaire de toute société naissante; elle a besoin, pour se développer, pour se dégager du sein de la barbarie, de l'idée morale et religieuse, et aussi d'une force disciplinée au service de cette idée. C'est ainsi qu'elle se défend contre les agressions des barbares qui l'environnent et les instincts égoïstes et brutaux qui n'ont pas encore accepté sa loi nouvelle; rien de plus naturel donc que cette alliance, que nous retrouvons à l'origine de toute histoire, entre le clergé et les gens de guerre, entre la croix et l'épée. Cette alliance est dans les nécessités de notre nature, portée également à faire prévaloir son droit par la force et à faire sanctionner sa force par le droit.

Saint Étienne plaça le clergé et les chefs qui l'avaient aidé à conquérir ou à pacifier le pays à la tête du gouvernement. La division fondamentale de vainqueurs et de vaincus, de la race conquérante et de la race soumise, telle qu'elle s'était déjà faite et établie d'elle-même sous le chef Arpad, ne fut point altérée d'ailleurs par ses règlemens. C'était uniquement la nation, ou, si l'on veut, l'armée victorieuse, dont on organisait les cadres et la hiérarchie. Les principaux capitaines et les gouverneurs des provinces formèrent une sorte de sénat (*magnum concilium regis*), appelé à prendre part aux affaires du royaume. Après eux venaient les officiers et les nobles d'armes, qu'on assemblait aussi, dans les grandes occasions, pour recueillir leurs avis. Le royaume fut divisé en dix diocèses et soixante-dix circonscriptions administratives, nommées cercles ou camps (*castra*). Chacun de ces cercles reçut une administration indépendante : un gouverneur-général (*comes supremus*) fut placé à la tête de chaque circonscription et investi de tous les pouvoirs militaires, civils et judiciaires, dont la concentration était nécessaire à une époque de barbarie et de guerre. Ces cercles formèrent et forment encore, sous le nom de *comitats*, des centres énergiques d'action, de vraies communes, mais avec des proportions plus étendues que dans les autres pays de l'Europe. La division en comitats constitue un des élémens particuliers de la vitalité politique du pays; elle est très

chère aux Hongrois, et les écrivains nationaux n'hésitent pas à dire qu'une pensée vraiment divine présida à cette institution.

Dans chaque circonscription, des terres furent attribuées aux chefs et aux officiers comme récompense du service militaire; c'est là l'origine de la noblesse hongroise, de ses droits et de ses devoirs : les soldats n'entrèrent point dans cette répartition, et c'est ce qui explique comment nous les retrouvons, à la suite des temps, soumis aux mêmes conditions que les paysans des autres races. Les vaincus furent attachés à la glèbe. Des enceintes fortifiées, qui sont devenues depuis les chefs-lieux des comitats, servaient de refuge et de retraite aux cultivateurs et aux troupeaux. Cette organisation militaire s'est maintenue ou plutôt reproduite, avec les modifications qu'impliquait la différence des temps, dans les colonies militaires établies par Marie-Thérèse sur les frontières du pays.

En Hongrie, la possession de la terre fut, plus intimement que partout ailleurs, liée aux droits de la noblesse. Il y a deux principes généraux qu'on retrouve à travers les systèmes divers des publicistes sur les priviléges de la noblesse hongroise. Le premier, c'est que la couronne était propriétaire de toutes les terres. Dans la rigueur du droit, il n'y avait en Hongrie que des *possesseurs;* ce que nous appelons le droit de propriété s'appelait *droit de possession* (*jus possessionarium*). Le second principe, c'est qu'aucun individu non noble ne pouvait posséder de terre. Le sol entier fut donc partagé entre les guerriers, les compagnons des premiers rois (*servientes regis*). La condition ordinaire des donations fut le service militaire; le souverain stipulait toutefois qu'en cas d'extinction de la ligne masculine, seule capable de remplir cette condition, la terre ferait retour à la couronne.

Les impôts en argent étaient rares à l'époque de saint Étienne. Ils ne consistaient guère que dans le produit des droits régaliens, comme la vente du sel, le rapport des mines, le butin : un tiers de ces impôts était attribué aux comtes suprêmes; les deux autres tiers allaient au trésor du roi. Les dîmes, soit des produits de la terre, soit des animaux, étaient, comme elles l'ont été jusqu'à nos jours, la principale source des revenus de la Hongrie. Pour parler plus exactement, elles servaient, en nature, aux besoins divers de l'armée. La solde des troupes était payée en grains, en vin, en bœufs ou en moutons; on montait la cavalerie avec les chevaux fournis par la dîme. Les bagages étaient transportés par des charriots mis en réquisition. Cette administration économique, si peu savante, est sans doute celle de toute société dans l'enfance; en Hongrie, elle s'est maintenue fort au-delà du terme ordinaire, probablement par suite de la nature même des revenus du propriétaire, qui n'ont jamais consisté en une somme déterminée, mais en une certaine part dans les produits du fonds. Ainsi, encore aujourd'hui, d'après

le règlement de Marie-Thérèse, une portion de la contribution militaire s'acquitte en fourrages. Il en résulte que presque toutes les garnisons de cavalerie autrichienne sont établies en Hongrie. Au lieu de les distribuer selon les besoins de la défense, on les place là où il y a des fourrages à recevoir et à consommer.

Il paraît évident que c'est aussi dans ces premiers établissemens de saint Étienne qu'il faut chercher les bases de l'institution militaire particulière à la Hongrie, et connue sous le nom de *l'insurrection*. L'insurrection est la levée en masse des forces militaires du pays, le service personnel que chaque détenteur de fief doit à ses propres frais pour la défense du royaume. Souvent, au moyen-âge, les règlemens de l'insurrection ont varié; mais le principe s'est conservé entier. Quelquefois, au devoir personnel on a ajouté l'obligation de fournir un certain nombre de soldats armés, en raison du nombre de serfs attachés à chaque domaine (1).

Malgré la forte constitution donnée par saint Étienne à la noblesse, il s'était formé, dès le règne de ce prince, une classe intermédiaire composée soit de serfs, auxquels on avait donné la liberté après leur conversion au christianisme, soit, au contraire, d'anciens nobles restés païens, et auxquels, pour ce motif, on refusait les prérogatives dont jouissait le corps de la noblesse, car le zèle du roi ne négligeait point les moyens temporels qui pouvaient favoriser la propagation du christianisme. On appelait ces anciens nobles *homines liberi* ou *jobagiones regii*, parce qu'ils ne relevaient que du roi. Cette classe se fondit plus tard dans la petite noblesse ou s'établit dans les villes libres.

Après saint Étienne, c'est à André II (1222) que les Hongrois font remonter l'origine de la plupart de leurs libertés. Dans l'intervalle qui s'était écoulé du premier roi chrétien jusqu'à lui, l'autorité royale avait fait des progrès assez considérables, et les priviléges de la noblesse avaient été entamés sur plusieurs points; mais André, entraîné aux croisades comme la plupart des princes de cette époque, retrouva,

(1) Le nombre a varié depuis *un* pour *vingt* jusqu'à *un* pour *neuf*. En général, on devait fournir *un* soldat armé pour *vingt* serfs; de là, pour compléter et rectifier une explication donnée dans notre première étude sur la Hongrie, le nom de *hussard*. Ce nom signifiait primitivement, non pas *cavalier*, comme nous l'avons dit, mais *le cavalier pris sur vingt hommes*. Les rois, et notamment Joseph II, ont souvent essayé de remplacer ce service par une contribution de guerre qui aurait permis d'entretenir un plus grand nombre de troupes. Les nobles hongrois s'y sont constamment refusés; ils ne voient pas là seulement une charge, mais un droit de la noblesse. Dans la première guerre de la révolution, l'insurrection, placée sous le commandement du palatin, s'éleva à 50,000 hommes. En 1809, elle donna 40,000 hommes de troupes actives, 50,000 hommes de gardes sédentaires pour l'intérieur, indépendamment de 30,000 hommes de recrues. Dans les temps ordinaires, le recrutement s'effectue d'ailleurs, parmi les paysans, dans les proportions fixées par la diète.

à son retour de Palestine, son royaume ruiné et la noblesse conjurée contre lui; il dut céder, et renouveler, en les étendant encore, les priviléges qui lui avaient été accordés par le roi saint Étienne. Telle fut l'origine de la célèbre *bulle d'or*, qui est pour la Hongrie ce que la *grande charte* du roi Jean est pour les Anglais. Ces deux chartes et les *établissemens* de saint Louis en France sont à peu près contemporains.

La bulle d'or établit clairement les quatre prérogatives cardinales des nobles hongrois : 1° les nobles ne peuvent être arrêtés qu'après avoir été régulièrement appelés en jugement et condamnés; 2° ils ne peuvent être soumis qu'à l'autorité légitime du roi après son couronnement; 3° ils ne doivent jamais être troublés dans la jouissance de leurs biens; ils sont affranchis à cet égard de toute dîme, impôt, rente, taxe, sous quelque dénomination que ce soit, sans autre obligation que le service militaire pour la défense et dans l'intérieur du royaume; 4° enfin, ils ont le droit de résistance légale et légitime à ce qui serait tenté contre leurs priviléges. « Si quelque successeur du roi voulait jamais attenter aux droits consacrés par la présente déclaration, chaque noble peut résister à son autorité légitimement, sans encourir aucune accusation de haute trahison. » C'est cette clause dont il est si souvent question dans l'histoire de Hongrie; prétexte, si ce n'est cause, de toutes les rébellions, elle a été définitivement abolie dans la diète de 1687.

La dynastie des Arpad, continuée quatre siècles par une succession assez régulière dans la famille royale, s'éteignit au commencement du XIVe siècle en la personne d'André III, dit le Vénitien, et la nation ressaisit le pouvoir d'élire elle-même son chef. Dans la période qui s'ouvrit alors, même quand la couronne passa du père au fils, ce fut par le choix, ou tout au moins par la confirmation des états. Cette époque est la partie agitée, brillante et malheureuse de l'histoire de la Hongrie; le royaume n'en sortit que pour tomber, en 1526, moitié sous le joug des Turcs, moitié sous la domination autrichienne. Parmi les rois de la période élective dont les réformes exercèrent quelque influence sur la législation, on aime à signaler Charles et Louis Ier d'Anjou, dit le Grand, dont la mémoire est chère encore aux Hongrois. Ils apportèrent tous deux des réformes utiles à l'état. C'est sous leur règne que s'établirent les lois sur la procédure civile qui ont subsisté jusqu'à ces derniers temps. L'esprit français, partout où il pénètre, a besoin d'établir l'ordre et la netteté, et s'inquiète presque autant de la forme que du fond.

Les décrets du roi Mathias Corvin, fils de Jean Huniade, le roi le plus populaire de l'histoire de Hongrie, introduisirent, dans le privilége des nobles relatif à l'exemption des impôts, une restriction qu'il faut noter. Le motif de cette restriction fut la guerre que Mathias soutenait

contre les Turcs. Les états s'engagèrent à payer une contribution de 1 florin par *porte* (1); mais, sous le successeur de Mathias Corvin, Ladislas, à la diète de 1495, cette contribution et les autres nouveautés que le fils de Jean Huniade avait introduites furent signalées à l'animadversion publique; le roi fut sommé d'avoir à les rétracter. L'irritation devint menaçante; peu s'en fallut qu'on n'en vînt aux armes. Les magnats consentaient à accorder la contribution proposée par le roi; la petite noblesse s'y refusait obstinément; la résistance prévalut. On voit quels efforts étaient déjà tentés, à cette époque, par les rois, pour amener la noblesse à payer les impôts; les rois se trompaient de quelques siècles, et devaient attendre jusqu'à nos jours pour que la noblesse, renonçant d'elle-même à son privilége le plus cher, acceptât généreusement sa part dans les charges publiques.

Il faut citer encore, parmi les décrets de Ladislas, les dispositions singulières prises pour la tenue des diètes (2) : « La noblesse pauvre, est-il dit dans un de ces décrets, se plaint amèrement de la lenteur des délibérations. Les prélats, les barons, les conseillers de sa majesté, perdent des journées entières dans de longs discours, et se séparent sans qu'on ait pris aucune décision. L'ennui, la dépense, obligent la pauvre noblesse à se retirer et à revenir chez elle sans avoir rien fait; le remède à ce mal est de s'occuper d'abord des propositions indiquées dans le message royal, de les examiner avec modération, gravité et *en silence*. Enfin, et ceci est remarquable, s'il survient quelque différend parmi les députés, le maître du palais, *magister janitorum*, fera faire silence, et recueillera le vote de chacun, afin que les députés, d'après *l'avis de la portion la plus éclairée*, soient ramenés à la concorde et à l'unanimité. » On retrouve ici l'application d'un principe des anciens publicistes hongrois, savoir, que les votes ne doivent pas être *comptés*, mais *pesés*.

Nous touchons à la grande catastrophe de l'histoire de Hongrie. La bataille de Mohacz et l'invasion des Turcs sont encore, après trois siècles, un sujet de douleur et d'humiliation pour les patriotes hongrois. Les conséquences de ce désastre furent immenses et subsistent aujourd'hui même. C'est à Mohacz que se termine la vie nationale et indépendante de la Hongrie. Une partie du royaume est subjuguée par les Turcs,

(1) On appelle *Porta*, du nom des portes par lesquelles un char pouvait entrer, la portion contributive de chaque noble dans le don royal. La régularisation de ces *portes*, qui constitue un véritable recensement des propriétés, a toujours rencontré les plus grandes difficultés; on n'est guère arrivé à quelque exactitude que dans ces dernières années. En 1830, la diète a fixé le nombre des portes à 6,346; pour chaque porte, on compte quatre paysans avec quatre ou six attelages, ou huit paysans avec deux attelages, ou seize paysans sans attelage. Voyez Blaskowitz, *Status politico-juridicus*, p. 22.

(2) Voyez 1495, *Decretum* 2, art. 25.

l'autre passe sous la domination des empereurs, et, après une résistance opiniâtre dont les épisodes sont d'héroïques romans, la Hongrie, acceptant des maîtres étrangers, s'ensevelit dans l'histoire et la monarchie autrichiennes. Rien d'étonnant donc si cette funeste journée, marquée d'ailleurs de tant de sang, n'est plus sortie de la mémoire des Hongrois. En descendant le Danube, vous entendez les pêcheurs et les bergers du rivage chanter, sur des notes graves et plaintives, la complainte de la *bataille de Mohacz*. Au milieu des révolutions sans nombre qui ont ensanglanté ces bords, le peuple hongrois ne s'est point mépris sur le coup qui l'avait frappé au cœur.

Le système de la royauté élective avait porté ses fruits : quelques grands hommes, Jean Huniade, Mathias Corvin, des prétendans nombreux, des guerres civiles, la ruine, la sédition, des confédérations secrètes dans l'état, et l'étranger fondant ses projets de conquête sur le malheur de tous! La Transylvanie s'était déjà détachée du royaume. En face du jeune et faible Louis II, élu à la diète de Rákos, était Soliman et une innombrable armée; derrière le malheureux prince se tenait l'archiduc Ferdinand d'Autriche, prêt à envahir la Hongrie plutôt qu'à la secourir. Louis s'efforça vainement d'intéresser la chrétienté au succès de sa cause et de l'armer contre l'ennemi commun. Il envoya des ambassades en Pologne, en France, à Venise, au souverain pontife, à l'empereur même; il ne reçut que de stériles promesses, et la Hongrie fut abandonnée à sa destinée.

C'était au mois d'août 1526; Soliman s'était emparé de Belgrade, de Peterwardein, et, s'avançant le long du Danube, menaçait déjà la capitale. Louis l'attendit auprès du fleuve, dans la plaine marécageuse de Mohacz; il ne se faisait aucune illusion. En vain il avait convoqué diète sur diète pour rassembler une armée capable d'arrêter les Turcs : l'esprit de discorde et de faction avait ruiné tous les ressorts du royaume. L'oisiveté, la débauche, avaient amolli les courages; on s'étourdissait dans les festins, on s'enfermait dans les châteaux, tandis que l'ennemi gagnait le cœur du pays; la noblesse ne voulait plus combattre que dans le voisinage de ses domaines; chacun s'abandonnait à un lâche égoïsme. On voyait la catastrophe approcher, et les signes précurseurs ne trompaient personne.

La liste déplorable des évêques et des capitaines qui périrent dans la bataille de Mohacz montre assez cependant qu'au dernier moment cette veine de courage qui est au cœur hongrois s'était retrouvée. Louis avait fait promener dans les comitats, selon l'antique usage de la nation, un sabre ensanglanté, terrible et suprême appel aux armes pour la défense de la patrie. Environ trente mille hommes s'étaient réunis autour du roi. L'armée hongroise avait pour généralissime Paul

Tomoré, évêque de Colocza; elle avait été adossée aux marais du Danube, de manière à ne pas être enveloppée par la multitude des ennemis. Cette précaution devait tourner contre elle. Le roi était au centre avec la cavalerie et les principaux seigneurs; les escadrons turcs se précipitèrent sur ce point. Dans le premier choc, il tomba d'abord plus d'ennemis que de Hongrois; mais bientôt l'aile droite plia sous la terreur du canon des Turcs, et la petite troupe où se trouvait le roi disparut au milieu de la mêlée : la déroute fut complète; ce qui échappait au cimeterre périssait dans les marais.

Les évêques qui avaient pris part à cette guerre sainte, les nobles qui s'étaient rendus au dernier appel, furent ou massacrés dans la fuite ou égorgés après la victoire; la liste des morts, que l'évêque de Bude nous a conservée, est un martyrologe des noms les plus illustres de la noblesse hongroise; on y compte deux archevêques, cinq évêques et cinq cents magnats, qui expièrent ainsi leurs premières hésitations. Le corps du roi fut retrouvé par son écuyer trois jours après la bataille : Louis avait été entraîné à travers la campagne; arrivé au bord d'un ruisseau fangeux, le Kárasso, il avait voulu lancer son cheval sur l'autre rive, mais il était retombé au milieu du fossé et avait été étouffé dans le limon sous le poids du cheval et de son armure.

II.

La bataille de Mohacz est, je l'ai dit, pour la constitution de la Hongrie, une époque décisive. Non-seulement le principe de l'hérédité va prévaloir sur celui de l'élection; mais c'est à dater de cette époque qu'apparaît, dans la législation de la Hongrie, un élément qu'on ne rencontre que là, et qui complique singulièrement l'organisation constitutionnelle. Le roi de Hongrie n'est plus un prince national, c'est un souverain étranger; il a d'autres états, des intérêts quelquefois contraires à ceux du pays; il réside au loin; il peut au besoin, avec ses propres soldats et les subsides de ses autres provinces, se passer du concours des états. Les diètes ont à se garder contre lui, non pas seulement comme une assemblée jalouse de ses libertés vis-à-vis du pouvoir exécutif, mais comme une nation indépendante contre l'ambition d'un conquérant voisin. Le caractère des lois se modifie profondément dans cette nouvelle période; les états usent de leur influence pour introduire dans la législation des garanties de toute sorte. Ils ne veulent souffrir dans leur sein d'autres étrangers que le seul souverain; ils s'attachent à tout ce qui manifeste la vie propre et nationale de la Hongrie; sa langue, ses usages, et jusqu'à la chronologie particulière de ses rois, tout ce la devient une affaire d'état. C'est ainsi que de nos jours nous avons vu

l'empereur Ferdinand 1er à Vienne s'appeler à Pesth Ferdinand V. Il serait trop long d'énumérer toutes les singularités qui découlent en Hongrie de cette unique cause, une royauté étrangère et absente.

La défaite de Mohacz laissait la Hongrie dans un état désespéré. Bude était au pouvoir des Turcs, Vienne investie par Soliman, le pays tout entier livré à la ruine et à la servitude. Quelques seigneurs réunis à Neutra élurent pour roi Jean Zapolya, waïvode de Transylvanie : la reine et les autres seigneurs proclamèrent à Presbourg Ferdinand 1er, archiduc d'Autriche, frère de Charles-Quint, qui devait lui succéder comme empereur. Ferdinand négocia et se battit successivement avec les Turcs et avec son compétiteur; il fut enfin élu et couronné roi de Hongrie dans une diète générale, qui déclara le waïvode Zapolya traître à la patrie, à cause de son alliance avec les Turcs. Soliman n'en continua pas moins à occuper toute la Hongrie inférieure. Il y eut des pachas turcs à Temeswar, à Bude, et cet état de choses se maintint jusqu'à la levée du siége de Vienne sous Léopold (1683). La Hongrie supérieure seulement et les comitats voisins de Vienne appartinrent aux princes de la maison d'Autriche.

La première collection officielle, le code des lois et libertés de la Hongrie, date pourtant de cette époque si funeste à l'indépendance du royaume. Chaque jour, les nécessités qu'avait amenées la domination étrangère faisaient sentir plus vivement à la noblesse hongroise le besoin de voir réunis dans un seul corps d'ouvrage les constitutions et priviléges de ses anciens rois. Il n'en existait alors qu'un petit nombre de copies, altérées, souvent oubliées ou perdues. L'évêque de Neutra, Mossoczy, aidé de seize jurisconsultes, réunit, sous Rodolphe et Maximilien, vers 1580, tous les décrets et constitutions des rois de Hongrie depuis saint Étienne jusqu'à cette époque; c'est la partie principale du *Corpus juris hungarici*, auquel sont venus s'adjoindre successivement les décrets rendus par les diètes postérieures. Déjà cependant, en 1514, le soin de composer un corps général de droit public avait été confié par les états à un jurisconsulte éminent, nommé Verböczy; son ouvrage, connu sous le nom de *Opus tripartitum*, parce qu'il se divise en trois parties, est resté le fondement solide et respecté de toute la jurisprudence hongroise. Confirmé successivement par toutes les diètes, il est encore enseigné dans les écoles, et a force de loi devant les tribunaux (1).

(1) Verboczy le *Tribonien* et l'*Ulpien* hongrois, comme l'appellent ses compatriotes, joua un rôle important dans sa patrie au commencement du XVIe siècle. Il termina une vie politique très agitée à Bude, alors placée sous la domination des Turcs. Le pacha lui confia le soin de rendre la justice aux chrétiens, et on acceptait même son jugement dans les causes où les Turcs se trouvaient mêlés, tant était grande sa réputation de justice et d'habileté. Il mourut en 1542 et fut enterré sans les honneurs de la sépulture chrétienne dans le cimetière des Juifs. Sa fille Élisabeth fut mariée à un des comtes d'Aspremont, dont

Jusqu'à ces derniers temps, les lois hongroises avaient été rédigées et imprimées en langue latine. C'était en latin que les discussions avaient lieu. Après la diète de 1825, la traduction hongroise fut insérée à côté du texte latin. Enfin, depuis 1840, le latin a disparu, et le texte hongrois figure seul désormais dans le recueil officiel. Il est aisé de comprendre que, si l'ensemble de ces décrets, rangés chronologiquement depuis l'an 1000 jusqu'à l'année dernière, peut exciter l'admiration de l'historien, il doit faire le désespoir du jurisconsulte. Ces lois, rendues sous l'empire de circonstances ou de besoins qui n'existent plus, promulguées souvent au milieu des guerres civiles, sont plutôt le reflet curieux et animé de l'histoire de la nation hongroise qu'un code de décisions sages et uniformes. Il y a dans le *Corpus juris hungarici* une longue table des antinomies, des cas douteux (*contrarietatum et dubietatum centuria*), et cette table pourrait être facilement augmentée (1); aussi ce corps de droit a-t-il été, surtout dans ces derniers temps, l'objet des plus violentes attaques. Pendant que le parti de l'ancienne constitution, représentant de l'école historique, le maintenait avec opiniâtreté comme le *palladium* de ses libertés, comme une place d'armes contre les envahissemens de l'Autriche, le parti philosophique et libéral le poursuivait de son anathème et de ses critiques. « Voyez, » me disait un député en me montrant ces deux énormes volumes in-folio, ornement obligé de tout cabinet hongrois, « voilà ce que l'on veut nous forcer d'admirer comme le monument de la raison humaine; c'est un dédale où les vieux praticiens se perdent. On ne gouverne pas un peuple avec des in-folio; il y a là des armes pour tous les systèmes: voulez-vous du despotisme? en voici; de la licence? en voilà. Tout s'y rencontre; c'est la vraie Babel des législations. En vertu de tel décret, de telle loi, le gouvernement m'ordonne ceci ou cela, et moi, en vertu de tel autre décret, de telle autre loi, je lui résiste et lui prouve qu'il est en flagrante usurpation contre mes libertés. Il a raison à cette page, et moi raison au *verso*. Pascal a dit: « Vérité en-deçà des Pyrénées, erreur au-delà; » ici, la vérité et l'erreur ne sont séparées que par l'épaisseur d'une feuille de papier. »

Depuis l'avénement de la maison d'Autriche jusqu'au règne de Joseph II (1526-1780), les premiers rois de la maison d'Autriche qui se

l'héritier épousa plus tard la sœur du prince Rákoczy. La maison d'Autriche voyait alors se perpétuer contre elle comme des dynasties de conspirateurs. Pour ceux qui croient à certaines prédestinations, on peut remarquer le nom de la mère de Verboczy, *Apollonia Deáck de Deáck Falva*, ce qui ferait supposer quelque parenté entre sa famille et le député *Deáck*, chef de l'opposition dans les dernières diètes, aujourd'hui ministre du palatin.

(1) Au milieu des contradictions du code hongrois, c'est l'usage le plus souvent qui décide. Une formule qu'aujourd'hui encore on conserve dans toutes les lois, *salvo jure consuetudinario*, montre quelle place importante et vraiment exceptionnelle est attribuée à l'usage parmi les sources du droit hongrois.

succédèrent en Hongrie à partir de l'année 1526 se préoccupèrent, avant tout, de perpétuer leur dynastie dans la possession du royaume. Les révoltes de Béthlen, du premier Rákóczy, de Tékély, et les vengeances cruelles qui les suivent, ensanglantent toutes les pages de l'histoire de la Hongrie pendant la plus grande partie du XVII[e] siècle. Les Turcs s'étendent chaque jour et s'avancent vers Vienne, qu'ils vont assiéger en 1683. Les décrets de cette époque roulent presque tous sur les moyens de continuer la guerre ou de punir les rebelles : c'est l'histoire la plus lamentable qui puisse être écrite de ces temps désastreux. La licence et les brigandages des soldats impériaux, que les diètes appellent toujours la *soldatesque étrangère* et dont elles demandent l'éloignement, dépassent toute imagination. Entre les Turcs, qui les réduisaient en esclavage, et les Autrichiens, qui voulaient détruire toutes leurs libertés, les Hongrois ne faisaient guère de différence, ou plutôt c'était le maître présent qu'ils détestaient le plus et contre lequel ils s'alliaient avec l'autre. Les écrivains nationaux n'ont pas d'accens assez énergiques pour raconter, comme ils disent, cette *Iliade de malheurs*. La misère des paysans, tour à tour opprimés par chaque parti, était surtout intolérable. Les états de 1587 ne doutent pas que ces excès n'aient attiré la vengeance divine sur la Hongrie. Ils signalent des bandes d'hommes à demi nus qui se répandaient dans les campagnes, rançonnaient les seigneurs et pillaient les châteaux; chose horrible! ils parlent même de marchés où l'on osait vendre publiquement de la chair humaine : *humana caro in nundinis vendebatur*.

La tenue, la composition des diètes, se ressentaient de ces désordres, et l'absence de toute règle provoquait des réclamations perpétuelles. Sous Mathias II (1608), on chercha par un décret à débrouiller ce chaos. Aujourd'hui même, au moment où l'on remet en question l'organisation entière des états, ce document présente des détails curieux. « La diète, est-il dit dans le décret de Mathias II, se compose des quatre états du royaume, savoir : les prélats, les magnats, la noblesse et les villes libres. » Cette admission des villes libres dans la diète, où elles forment le quatrième ordre des états du royaume, était soumise à des restrictions qui aujourd'hui sont l'objet d'une vive polémique. Le décret de Mathias II ne reconnaît de droit de représentation à la diète qu'aux quinze villes libres dont un ancien décret du roi Ladislas a reconnu les priviléges. Il écarte les villes libres non mentionnées dans le décret de Ladislas. Ce grief des villes royales, aujourd'hui au nombre de quarante-neuf, et qui toutes ensemble n'ont qu'une voix dans le parlement hongrois, est une des réformes radicales sur lesquelles la diète qui vient de s'ouvrir à Pesth aura à se prononcer.

Malgré les chances favorables qu'offraient à l'ambition autrichienne

les agitations intérieures de la Hongrie, le but que poursuivait l'Autriche, l'hérédité, ne put être atteint complétement par les premiers princes qui gouvernèrent le royaume après la bataille de Mohacz. Ces princes se bornèrent à faire nommer de leur vivant leur fils roi de Hongrie, en dépit du droit d'élection encore existant. C'est Léopold Ier qui consomma l'œuvre et seulement à la fin de son règne. Les Hongrois résistèrent long-temps à main armée contre les prétentions de l'Autriche, tantôt avec le secours des Turcs, tantôt avec l'appui des Français. Il est évident que, fatigué de ces résistances et des encouragemens qu'elles rencontraient dans les libertés et les priviléges de la noblesse, l'empereur Léopold méditait un changement complet dans la constitution, qu'il voulait ramener à la simplicité du pouvoir absolu. Toute sa politique et son génie patient étaient dirigés vers ce but. A leur tour, les Hongrois étaient décidés à n'abandonner rien de leurs antiques franchises; ils s'irritaient des réformes même utiles qu'on voulait leur imposer arbitrairement; ils voyaient en frémissant les armées étrangères occuper le royaume comme un pays ennemi. Les plaintes éclataient à chaque diète. — Les commandemens militaires et civils, disait-on, sont conférés aux étrangers. Non-seulement on ne fait pas sortir les troupes allemandes du royaume (ce que Léopold promettait sans cesse), mais on en augmente le nombre, on les loge jusque dans les demeures des ecclésiastiques et des nobles. La charge de palatin est abolie par le fait; un Allemand remplit comme gouverneur-général ces fonctions si éminentes. On impose aux nobles des contributions inaccoutumées sous le titre d'*accises* et droits royaux. Les protestans sont troublés dans l'exercice de leur religion. Mieux vaudrait le régime des pachas.

Enfin la défaite des Turcs par Sobieski (1683) rendit de nouveau Léopold maître de Bude; la mort de Tékély le délivrait de tout ennemi intérieur. C'est alors qu'il convoqua à Presbourg la célèbre diète de 1687, qui reconnut pour la première fois le droit héréditaire de la maison d'Autriche à la couronne de Hongrie. La même diète abolit la clause du décret d'André II qui autorisait la résistance des nobles contre tout souverain violateur de leurs priviléges.

Immédiatement après la proclamation de l'hérédité dans la maison d'Autriche, éclate la dernière tentative des Hongrois pour leur affranchissement. Au commencement du dernier siècle (1705), Rákóczy renouvelle contre Léopold les efforts en vain tentés par Rákóczy Ier, son grand-père, et par son beau-père Tékély. Un instant appuyé par Louis XIV, qui lui envoya de l'argent, des troupes, des ambassadeurs, il put espérer la victoire; mais les secours de la France l'abandonnèrent à la suite des revers de nos propres armées. Après la guerre de la succession, la Hongrie resta définitivement acquise à la maison d'Autriche:

en 1723, sous le règne de l'empereur Charles VI (Charles III en Hongrie), l'hérédité de la couronne, qui n'avait d'abord été assurée qu'aux mâles de la maison impériale, fut étendue à la ligne féminine.

Après avoir fait si belle la part de la royauté, il fallait assurer aux états quelques compensations. On leur accorda la confirmation de la plupart des priviléges qu'on s'efforçait de leur arracher depuis un siècle. Il fut arrêté que « les prérogatives fondamentales de la noblesse, établies par la bulle d'or d'André II, seraient maintenues comme partie intégrante de la constitution, à l'exception de la prérogative indiquée dans l'article 4 » (la clause de résistance dont nous avons parlé). Il fut arrêté aussi que les diètes auraient lieu à des époques régulièrement fixées, qu'on y traiterait les affaires publiques, *cum moderamine et sub silentio*. Toutefois la plus importante de ces compensations accordées alors à la Hongrie fut l'établissement d'une sorte de grand conseil d'état qui tient encore aujourd'hui une place considérable dans l'administration du royaume sous le nom d'*excelsum concilium locum tenentiale hungaricum*. Les états exposèrent que ce conseil, fondé par saint Étienne lui-même, restauré par Ferdinand II, mais aboli depuis par les malheurs des temps, était nécessaire à l'administration du royaume. Il devait siéger sous la présidence du palatin ou du juge de la cour (*judex curiæ*), et se composer de vingt-deux conseillers pris dans toutes les parties du royaume parmi les prélats, les magnats et les nobles. Ses attributions étaient de veiller à l'exécution des lois, à l'instruction publique, à la tutelle des fils de familles nobles et à la gestion de leurs biens, à la colonisation des terres incultes, à la protection du commerce et de l'industrie, aux précautions à prendre contre l'incendie et les inondations. Ce conseil, qui, nous l'avons dit, subsiste encore, va se trouver, par les nouveaux événemens qui isoleront plus ou moins la Hongrie de l'Autriche, le centre et le principal instrument de l'autorité nationale. Avec cette institution et les attributions légales du palatin, les Hongrois ont sous la main une machine de gouvernement qui peut fonctionner librement, sans compromettre leur union avec l'Autriche, et sans les exposer aux chances des révolutions ou des guerres. Au-dessous de ce conseil d'état, mais indépendantes dans leur sphère, les congrégations (conseils provinciaux) établies dans chaque comitat auprès du comte suprême, pour régler les affaires politiques et judiciaires, réélire tous les trois ans les magistrats, défendre au besoin les intérêts des paysans contre leurs seigneurs, complétaient un système de garanties contre la puissance que la succession, désormais héréditaire, devait mettre aux mains du souverain.

L'union que la Hongrie venait de conclure avec la maison d'Autriche ne fut jamais plus intime et plus féconde, pour la gloire et le bonheur du pays, que sous le règne de Marie-Thérèse (1741-1780).

Nous n'avons pas à rappeler ici les prodiges que le courage et le dévouement des Hongrois accomplirent pour la cause de cette grande reine. Les Hongrois sont dans leur droit, quand ils disent que c'est à eux que la maison d'Autriche doit la conservation de la monarchie. Ils en sont justement fiers; le *moriamur pro rege nostro Mariâ-Theresâ* est souvent invoqué, dans leurs assemblées, comme une preuve des sentimens loyaux qui les animeront toujours, lorsqu'on fera appel à leur libre fidélité.

Les sacrifices des Hongrois touchèrent le cœur de Marie-Thérèse. La diète de 1765 contient, tant dans son préambule que dans ses dispositions, des preuves non équivoques des sentimens du souverain à l'égard d'une nation si fidèle et si brave. « Sa majesté, animée envers ses fidèles sujets par une sollicitude vraiment royale, ou plutôt par la tendresse d'une mère pour ses enfans, promet de se rendre à la plupart de leurs désirs. Elle résidera le plus long-temps possible en Hongrie; les diètes seront tenues dorénavant à Bude. Le banat de Temeswar, le Littoral et divers autres districts du royaume lui seront restitués; toutes les charges civiles et militaires seront confiées à des nationaux. » Marie-Thérèse ne se contenta pas de faire droit aux plaintes des états; elle rechercha tout ce qui pouvait augmenter la prospérité du pays et écarter surtout l'idée blessante d'une tutelle étrangère. C'est à Marie-Thérèse que la Hongrie doit la plupart de ses établissemens d'instruction publique. Elle fonda une école militaire pour la jeune noblesse; enfin, elle voulut confier la garde de sa personne à ceux dont elle avait si bien éprouvé la fidélité : elle créa la *garde noble hongroise*, un des plus brillans ornemens de la cour impériale. Elle posa à Bude la première pierre du château qui sert aujourd'hui de demeure au palatin; elle se promettait sincèrement de venir souvent y résider au milieu d'une nation qui l'aimait et dont elle était fière. Mais, parmi les décrets de Marie-Thérèse, un de ceux qui lui font le plus d'honneur, c'est la loi connue sous le nom de l'*urbarium;* l'*urbarium* est le code qui règle les rapports si difficiles et si souvent bouleversés entre les paysans et les seigneurs, entre les colons et les propriétaires des terres. Le règlement de Marie-Thérèse, rendu en 1767 et accepté depuis par les congrégations de chaque comitat, a été observé jusqu'aux dernières diètes de 1837 et de 1847.

La mémoire de Marie-Thérèse est chérie et vénérée dans toute la Hongrie; son règne est une époque dont la nation et le souverain peuvent être également fiers, et dont la pensée doit les unir. La Hongrie a pu voir que sa grandeur n'est pas incompatible avec une royauté étrangère, et la maison impériale, reconnaître aussi qu'en s'attachant à mériter la confiance des Hongrois par ses paroles et par ses actes, elle trouverait en eux des sujets dévoués. Marie-Thérèse est, dans les temps

modernes, ce que saint Étienne est au début de la monarchie, une figure historique et nationale, à laquelle tous les partis rendent hommage.

III.

Léopold Ier avait attaqué les libertés des Hongrois; il avait voulu ruiner la constitution au profit du pouvoir royal; une domination nouvelle, un règne rempli de séditions et de guerres civiles, expliquent sa politique. Rien n'explique au contraire ni ne justifie celle de Joseph II; rien ne l'absout de la crise révolutionnaire dans laquelle il jeta la Hongrie. Marie-Thérèse laissait à son fils un royaume florissant, et surtout un peuple dévoué; il n'était plus question de conspirations ni de révoltes. La Hongrie s'était attachée à ses nouveaux maîtres du jour où elle avait combattu pour eux, elle les aimait; en les sauvant, elle s'était relevée à ses propres yeux; elle sentait qu'elle marchait maintenant de pair avec eux. L'esclave qui a sauvé la vie à son maître est affranchi.

Joseph II ne comprenait rien à ces sentimens. La Hongrie l'offusquait. Depuis long-temps il supportait avec impatience ses libertés et ses priviléges; ce qu'il lui reprochait surtout, c'était d'échapper, par sa constitution particulière, aux règles uniformes, au nivellement que son esprit systématique voulait imposer à l'empire. Certes il y avait d'utiles réformes à introduire en Hongrie, mais il fallait faire ces réformes avec elle et par elle. Il la traita en pays conquis. Il ne voulait rien laisser subsister du passé. L'ancienne division en comitats fut supprimée, et le royaume divisé en dix cercles. J'ai déjà dit combien l'existence de ces petites républiques fédératives, ayant leurs magistrats, leur police, leurs tribunaux, leurs assemblées politiques, est nationale en Hongrie; abolir cette division, c'était abolir les relations d'affaires, de propriété, les habitudes de famille, que le cours des temps crée dans les agglomérations d'individus. Des commissaires royaux investis d'attributions extraordinaires, ou, comme on dit aujourd'hui, de pouvoirs illimités, furent placés à la tête de ces nouvelles divisions. Toute franchise locale et communale fut supprimée; les congrégations des comitats furent dissoutes. Les villes libres, les districts particuliers durent renoncer aux lois et aux juridictions spéciales qui leur étaient légalement assurées : on leva des contributions publiques, on changea ou on accrut les impôts sans le concours des états. Tous les priviléges de la noblesse à ce sujet furent abolis par un simple édit royal. La conscription militaire se fit sans distinction de personnes, avec une rigueur inconnue jusqu'alors, à main armée. L'administration de la justice fut bouleversée, trente-huit tribunaux de première instance furent établis

pour juger les causes criminelles et civiles; leurs décisions étaient soumises à cinq cours d'appel, au-dessus desquelles fut placée la table septemvirale.

Quant à la souveraineté même du pays et de la diète, Joseph II se montra résolu à n'en tenir aucun compte; il ne voulait pas, disait-il, qu'on attaquât ses réformes, tant qu'on ne les aurait point appliquées; il était sûr que l'avenir lui donnerait raison, pourvu qu'on ne disputât pas avec lui. Les dix années de son règne s'écoulèrent sans qu'aucune diéte fût convoquée. La religion ne fut pas mieux traitée que la souveraineté nationale. On sait avec quel acharnement Joseph, dès les premiers jours de son règne, s'était attaqué à l'église et au clergé; les représentations de Pie VI, le voyage de ce pontife à Vienne (1792), ne changèrent point ses dispositions. Il supprima, selon son bon plaisir, certains ordres religieux, en conserva certains autres, prit les biens de ceux-ci, les laissa à ceux-là, changea la circonscription des évêchés, défendit tout appel à Rome, même pour les causes purement spirituelles, et établit de son autorité privée le divorce. Ces réformes profitaient du moins aux intérêts de la puissance civile; mais tout à coup il se mit à régler aussi les cérémonies, l'ordre des processions, le mode des enterremens, toutes choses enfin, et cela sans droit, sans prétexte, sans grandeur, uniquement par cette fureur de réglementer que Frédéric II caractérisait plaisamment quand il disait de lui : « Mon frère le sacristain. » Joseph II aimait l'uniformité jusqu'à la passion. La régularité administrative est la manie de tous ceux qui étudient sur le papier, et veulent avoir un gouvernement bien aligné en tableaux. « Il y a de certaines idées d'uniformité, dit Montesquieu, qui saisissent quelquefois les grands esprits, mais qui frappent infailliblement les petits. Les mêmes poids dans la police, les mêmes mesures dans le commerce, les mêmes lois dans l'état, la même religion dans toutes ses parties; mais le mal de changer est-il toujours moins grand que celui de souffrir? Lorsque les citoyens suivent les lois, qu'importe qu'ils suivent la même? »

Veut-on savoir jusqu'où Joseph II poussa son extravagante manie? Un seul exemple suffira. Un décret de ce prince ordonnait que, *pour ménager le bois et les ressources des forêts*, on n'enterrerait plus dorénavant les morts dans un cercueil, mais dans un sac de toile. Ne croirait-on pas lire l'histoire de quelque ancien tyran de l'Égypte prescrivant quelles herbes seront employées dans les embaumemens, ou un décret d'hier sur la coupe des gilets et la forme des chapeaux? Les populations se soulevèrent contre cette ordonnance.

Parmi tant de mesures étranges, parmi tant de violations de la loi politique, il en est deux pourtant qui révoltèrent plus particulièrement le patriotisme hongrois. Ce n'est pas seulement en raison du bien ou

du mal qu'on fait aux peuples que se détermine leur affection ou leur haine; ils pardonnent plus volontiers quelque grave dommage apporté à leurs intérêts que le dédain d'un préjugé national. Joseph II voulut qu'avec la maison d'Autriche, la langue allemande régnât aussi en Hongrie; il fallait que rien ne gênât ni ne dérangeât l'unité de son œuvre. Obéir en hongrois n'était déjà plus suffisant : la langue allemande fut imposée comme le sceau de la conquête. Dans les actes publics, dans les leçons des écoles, dans les commandemens militaires, partout enfin, l'allemand remplaça le hongrois. On n'accorda ni délai, ni exception. Il en était de l'allemand comme de la loi, que personne n'est censé ignorer.

L'autre atteinte portée par Joseph au culte des traditions nationales de la Hongrie ne fut pas moins grave. J'ai parlé de la couronne de saint Étienne, j'ai dit quel respect environnait cette relique de la foi politique des Hongrois; ils y attachent tout ensemble une valeur religieuse et une sorte de vertu constitutionnelle. La garde de cette couronne constitue une des grandes charges du royaume. Joseph II la fit tout à coup enlever de la citadelle de Bude et transporter à Vienne; il la relégua avec les joyaux et ornemens du garde-meuble impérial, sans motif, sans prétexte, par une fantaisie de sa raison contre ce qu'elle jugeait une pratique superstitieuse. Tel se croit supérieur à son siècle parce qu'il attaque un préjugé ancien, respecté, point dangereux d'ailleurs, qui montre seulement qu'il y a des parties entières de l'esprit de l'homme qui lui sont inconnues. Le genre humain n'est pas une assemblée de philosophes que la raison seule détermine, et qui n'accepte que ce qui lui est prouvé. Si l'on admet un tel principe de gouvernement, on se trompe nécessairement et l'on fait fausse route. A quoi servent donc la philosophie et la tolérance, si ce n'est précisément à vous apprendre à faire respecter ce qu'on ne croit pas soi-même dans les croyances des autres?

Malheureusement Joseph était surtout un esprit despotique, et le despotisme ne s'arrête pas en chemin; quand il a contraint les actes, il veut dompter aussi la volonté. Au milieu du silence universel, il s'irrite que la pensée, les sentimens intimes du cœur, les préjugés même de l'esprit, puissent échapper à son action. Quand Napoléon se plaignait du clergé, « qui lui laissait, disait-il, les corps et gardait l'empire des ames, » il exprimait le regret caché au fond de tout despotisme.

Il y avait dans l'Europe du XVIII[e] siècle une école de rois et de princes, sorte d'avant-garde insensée de la révolution française, qui s'était prise de mauvaise humeur contre l'ordre social tout entier; jusqu'à eux (et hors eux, bien entendu), tout avait été abus et usurpation. Il fallait remettre les choses à leur vraie place et refaire la société.

Rien n'excitait plus leur colère ou leur mépris que ces classes, ces pouvoirs intermédiaires, qui, en s'associant à l'autorité suprême, en tempéraient et en corrigeaient l'action : les parlemens, la noblesse, le clergé. Ils rêvaient ce que la convention a réalisé, on sait par quels moyens, le pouvoir sans contrôle et sans frottement: le frottement en mécanique, n'est-ce pas une résistance? Avec tout leur esprit, ils ne se doutaient pas des liens secrets qui rattachaient ensemble les diverses parties de la hiérarchie sociale; ils ne comprenaient pas la solidarité redoutable de la royauté avec tout ce qu'ils voulaient renverser. On peut voir quelles railleries spirituelles ces rois *par la grace de Dieu* gardaient pour ces nobles « qui s'étaient donné la peine de naître, » pour cette église de Rome qui empiétait sur les libertés de leurs *sujets*, ou pour ces parlementaires qui avaient *acheté* le droit de rendre la justice.

La longue attente du pouvoir suprême n'avait fait d'ailleurs qu'irriter l'impatience de Joseph II. Associé par sa mère à l'empire, il n'avait, par le fait, jamais pris part au pouvoir. Marie-Thérèse n'avait pas entendu abdiquer, elle n'avait voulu que partager l'empire, et Joseph ne le voulait que tout entier. La mère et le fils s'étaient séparés; Marie-Thérèse avait continué son grand règne; le comte de Falkenstein avait porté à travers l'Europe son impatience, sa curiosité, ses ennuis, et l'affectation d'une simplicité qu'admiraient ses partisans. Contradiction bizarre, mais qui n'est qu'apparente! il voulait gouverner en despote, et être traité comme un particulier, parce que les respects rendus au rang suprême gênent aussi quelquefois. Louis XIV se gênait pour la royauté, Joseph la sacrifiait à lui-même. Au lieu de rechercher dans le caractère et dans l'histoire des Hongrois ce qui pouvait convenir à cette nation, il étudiait, en parcourant l'Europe, des systèmes nouveaux et des théories de gouvernement. Il revint, à la mort de Marie-Thérèse, avec un trésor de rancune et d'hostilité. Au lieu de profiter des suprêmes lumières et de cet horizon supérieur qui s'ouvre quand on est placé au sommet, il se hâta d'accomplir les réformes méditées dans l'exil et loin de tout contradicteur; il reçut l'empire des mains de sa glorieuse mère comme un héritier avide qui, depuis long-temps, en se promenant dans les domaines qu'il convoite, s'est dit : J'abattrai cet arbre, ou je raserai cette maison. A peine sur le trône, il mit le marteau de démolisseur à l'édifice; il s'attaqua à tous les intérêts en même temps. Il avait gagné dans ses voyages cette demi-science présomptueuse et téméraire qui trouve tout mal et qui veut tout détruire, parce qu'elle n'a point connu les raisons de ce qui existe et se croit les lumières nécessaires pour tout remplacer. Joseph II ne s'inquiétait pas de l'importance relative des questions, il devait suffire à tout, et, dans son amour pour l'unité, pour l'uniformité, il faisait tomber résolûment les

clés des voûtes, parce qu'elles font saillie au milieu des pierres qu'elles retiennent. C'est ainsi qu'il mérita ce juste reproche que le grand Frédéric lui adresse dans ses mémoires : « Il voulait tout apprendre et n'avait pas la patience de s'instruire. »

La patience, et ce qui en découle, la possession pleine de l'œuvre qu'on entreprend, voilà ce qui manquait au génie de Joseph II. Ce n'était pas tant un esprit réformateur qu'un esprit révolutionnaire; il en avait toutes les allures, les procédés violens. Il ne comprenait pas l'idée du droit individuel : devant un certain mirage de justice et d'égalité qui lui apparaissait, tous les autres principes des gouvernemens, la religion, la propriété, la liberté, n'étaient plus rien. Certains yeux ne voient que certaines couleurs; certains esprits, dans cette harmonie variée, multiple, infinie, qui forme l'ordre des sociétés humaines, et résulte non-seulement de l'assemblage, mais du contraste souvent et de l'opposition des principes, n'en saisissent qu'un seul, auquel ils rapportent et sacrifient tout. C'est ainsi que le peuple comprend le système du monde; pour lui, la terre est le centre de l'univers, ou même tout l'univers; le soleil et les étoiles fixes ne sont que des flambeaux allumés pour éclairer sa planète. Chaque réformateur a ainsi sa petite planète; mais les réformateurs couronnés sont les plus dangereux; la tête leur tourne plus vite, parce que la contradiction ne les arrête pas au début. Ils ne s'amusent pas long-temps aux théories, et tendent de toute la violence de leur pouvoir à la pratique de leurs doctrines; ils persécutent pour le bien, comme les tyrans pour le mal, et, si la postérité ne les met pas sur la même ligne, la génération contemporaine souffre autant sous leur règne. Quel orgueil de se croire le droit de pousser ainsi le genre humain malgré lui, et d'assurer, par la tyrannie, le bonheur universel! Croire que la fin sanctifie les moyens, et qu'on peut employer le mal pour en faire sortir le bien, est une doctrine perverse que la conscience publique a toujours flétrie. Rien de moins infaillible d'ailleurs que de telles recettes; on peut parier, au contraire, que les violences ne conduiront qu'à un mauvais but; les chemins semés de rochers et de fondrières mènent aux précipices; les torrens versent leurs eaux dans les abîmes; tout gouvernement violent est mauvais, non pas seulement dans la forme, mais dans le fond. Dieu seul a pu dire : « Contrains-les d'entrer, » parce qu'il savait certainement où il menait les hommes.

Que nos éloges n'encouragent donc jamais le despotisme, même quand par hasard il a raison. Sans doute Joseph avait raison, sur quelques points, dans les réformes qu'il entreprenait; ce qui le prouve, c'est que plusieurs ont été reprises cinquante ans plus tard, et ont passé dans la nouvelle législation. Ses admirateurs, car il en a, et de passionnés, triomphent de cet aveu. « Joseph avait donc raison, disent-ils; il était

dans le vrai, et son génie avait devancé son siècle. » Un tel éloge pourrait convenir à un philosophe; il ne vaut pas pour un souverain, qui doit être l'homme du présent et de la pratique. On ne supprime pas dans ce monde un de ses élémens essentiels, le temps, qui ne se règle pas sur l'impatience des esprits despotiques; le temps, qui ne se mesure pas aux nations comme aux individus; le temps, que Dieu même voulut accepter comme un élément de sa création. Les historiens, pour lesquels la vie des peuples se résume en quelques pages, ont eu souvent trop de faible et de partialité pour ces caractères qui leur ont paru avoir je ne sais quelle prescience et quelle intuition de l'avenir. Laissons ce don aux prophètes; contentons-nous de demander aux rois et à ceux qui sont à la tête des nations l'intelligence de leur propre temps; c'est à nous et à notre époque qu'ils doivent songer; l'horizon est assez vaste et le but assez élevé; on ne gouverne pas pour les races futures. Il y a plusieurs manières de voir mal, plusieurs sortes de mauvaises vues : les vues trop longues ne sont pas meilleures que les vues courtes; elles trompent aussi sur les vraies proportions et le rapport des objets. Dieu nous garde des gens qui voudraient mener le monde, les yeux armés d'un télescope : ils ne sont jamais dans le milieu commun; pour eux, il fait jour quand tout reste ici sous les ombres et le repos de la nuit; malheur à vous s'ils conduisent le vaisseau qui porte la patrie et sa fortune! Les astres qu'ils aperçoivent déjà ne se lèveront que demain; la manœuvre s'ordonne et s'exécute pour des latitudes où vous n'êtes pas encore. « Voilà le port, » s'écrient-ils, et vous périssez au milieu des écueils!

Qu'arriva-t-il de Joseph et des révolutions qu'il avait semées autour de lui? La vérité, la réalité, qu'il avait voulu violer et contraindre, se vengèrent énergiquement et avant même qu'il eût disparu. Il vit la révolte des Pays-Bas préparer à l'Autriche la perte de ces riches provinces; la répulsion universelle de la Hongrie contre ses réformes l'obligea à les retirer lui-même. Découragé, malade, doutant pour la première fois de lui et de ses systèmes, il signa d'une main tremblante le décret qui abolissait toutes ses réformes; il le signa en hongrois, dans cette langue qu'il avait proscrite; on montre encore à la chancellerie de Bude, comme un trophée pour l'orgueil national, cette signature mal assurée, témoignage d'un tardif repentir.

Joseph mourut sans illusion. Il sentait que ses peuples attendaient sa fin comme une heure d'affranchissement; mais sa plus vive douleur fut la certitude que, lui mort, chaque chose allait reprendre sa place, et que son règne ne serait, dans l'histoire, qu'une expérience chimérique déconcertée par l'événement. On a dit de lui qu'en inoculant la révolution à l'empire, il l'en avait préservé. On voit aujourd'hui ce que valent les remèdes appliqués avant le temps. L'empire eut l'inocula-

tion, et il a aujourd'hui la révolution, deux maladies au lieu d'une. L'histoire, qui a porté des intentions de Joseph un jugement plus favorable que de ses actes, ne peut qu'enregistrer la sentence qu'il rendit sur lui-même. A son heure dernière il demandait qu'on écrivît sur sa tombe : « Ci gît Joseph II, qui fut malheureux dans ses meilleures entreprises. »

Joseph II léguait à son successeur une guerre mal engagée avec les Turcs, les Belges en pleine révolte, la Hongrie irritée et menaçante; à l'horizon, la guerre près d'éclater avec la révolution française. Tous les périls d'une telle situation ne devaient pas, sans doute, lui être attribués; la triste part que son caractère avait eue dans les malheurs de l'empire est assez clairement marquée néanmoins par la facilité avec laquelle son successeur remit tout dans l'ordre en y rentrant lui-même.

La révolte était au moment de soulever la Hongrie; les concessions *in extremis* de Joseph II n'avaient fait que donner le secret de sa faiblesse : c'était l'aveu du droit des mécontens et de la légitimité de leurs plaintes. Un parti nombreux se regardait comme affranchi du serment de fidélité par la violation de la constitution. Léopold II se hâta de convoquer les états à Pesth. Malgré la réputation populaire que lui avaient acquise vingt ans de règne en Toscane, malgré les proclamations qu'il s'empressa de publier pour abolir les nouveautés introduites par Joseph II, la diète fut orageuse : il se trouva un grand nombre de députés qui, tout en protestant de leur dévouement pour la personne de Léopold, se refusaient à admettre ses droits comme successeur d'un roi parjure. Ils demandaient une élection nouvelle; ils voulaient bien le déclarer roi de Hongrie, mais en vertu du droit primitif qu'avait la nation de pourvoir à l'élection de son souverain, et non en vertu du droit héréditaire de la maison d'Autriche, reconnu en 1687. Léopold fut obligé de temporiser; il ne fut reconnu roi héréditaire de Hongrie qu'à une seconde diète, lorsqu'il eut pleinement convaincu les Hongrois de sa volonté sincère de ne rien conserver de l'œuvre de Joseph II. Alors le primat du royaume plaça sur son front la couronne de saint Étienne au milieu des acclamations des états, avec lesquels « Léopold venait s'entretenir, dit-il, non comme un roi et un maître, mais comme un père. » Les états, après sa mort, lui confirmèrent ce nom, et le préambule de la diète de 1792 l'appelle *le père de la patrie*.

Pour énumérer les actes législatifs qui valurent ce titre à Léopold, il suffirait presque de prendre le contre-pied des réformes de Joseph II. Tous les décrets, tous les priviléges accordés par Joseph II, qui *n'avait pu être couronné roi de Hongrie*, furent déclarés abolis, ceux même qui étaient conformes aux lois ne devant valoir qu'après avoir obtenu

la confirmation du nouveau roi. L'ancienne division du royaume en comitats fut rétablie, les anciennes juridictions reprirent leur exercice. La couronne de saint Étienne fut replacée à Bude; on décréta, en outre, qu'elle « ne pourrait en être retirée qu'en cas de péril extrême, et que le nouveau roi devrait se faire couronner dans le délai de six mois après la mort de son prédécesseur. » Il fut de nouveau reconnu « que le pouvoir de porter des lois, de les expliquer, abroger, n'appartenait qu'au roi et aux états réunis en diète. » Enfin, la convocation de la diète fut déclarée obligatoire « au moins tous les trois ans, » et l'emploi de la langue hongroise dans les écoles et les actes publics fut de nouveau autorisé.

Replacée par Léopold II dans ses anciennes voies et rendue au régime constitutionnel, la Hongrie, comme le reste de l'Europe, fut enveloppée, sous le règne de François II (1792), dans les grandes guerres de la révolution et de l'empire. Peut-être dut-elle à ces guerres mêmes d'échapper à la contagion révolutionnaire. Les émissaires des jacobins de Paris avaient poussé leur propagande jusque dans ce lointain pays; un prêtre démagogue, nommé Martinowitz, organisa des sociétés secrètes qui se mirent en rapport avec celles de France et d'Allemagne. Le *Catéchisme démocrate* de 93 fut traduit en hongrois et répandu parmi le peuple. Tout est resté obscur sur les forces et la portée de cette conjuration; son chef périt par la main du bourreau, et l'horreur qu'inspirèrent alors les crimes et les excès des jacobins rejeta la nation dans les bras de son souverain. C'est à la diète de 1796 que l'archiduc Joseph fut nommé palatin. Sous ce chef, déjà respecté, la diète se montra disposée à renouveler, pour le salut de l'empire, les sacrifices que la Hongrie avait faits pour Marie-Thérèse. L'insurrection, décrétée à plusieurs reprises, versa successivement dans les rangs de l'armée impériale de nombreux bataillons, qui réparaient les pertes causées par l'impéritie ou la faiblesse des généraux autrichiens. Hommes, argent, chevaux, les états accordèrent alors tout ce qui leur était demandé; la seule condition qu'ils mirent à leur concours fut que les troupes seraient commandées par des officiers hongrois.

Cependant ces sacrifices d'hommes et d'argent, qui épuisaient à la longue le pays, restaient sans compensation aux yeux des patriotes hongrois. Un nouveau grief vint enflammer les esprits. Le général Vay, orateur distingué de l'opposition, fut tout à coup privé de son grade par un décret royal. Cette mesure souleva les plus vives clameurs. La diète, par représailles, discuta une proposition portant que le roi ne pourrait déclarer la guerre sans l'assentiment des états. Le gouvernement autrichien fut contraint de replacer Vay (1807); mais cette concession n'apaisa point les esprits. L'irritation se montra plus grande encore à l'ouverture de la diète suivante. On attribuait à la crainte les

sentimens plus modérés que montrait le gouvernement autrichien. Celui-ci redoutait, en effet, que les mécontens hongrois ne s'entendissent, comme ils l'avaient fait un siècle auparavant, avec la France; des indices très sérieux l'avaient alarmé sur ce point. Il est certain que l'empereur Napoléon, encouragé par les déclamations des principaux chefs de l'opposition, avait essayé d'entamer avec eux quelques négociations. On ne voit point, dans les documens ou les mémoires de cette époque, que les choses soient allées au-delà de projets coupables. J'ai vu moi-même, en Hongrie, entre les mains d'un vieux soldat de l'insurrection hongroise, une proclamation de l'empereur Napoléon. Cette proclamation, adressée aux mécontens, est imprimée sur trois colonnes, en français, en allemand et en hongrois, et contresignée du nom populaire et hongrois de *Sàndor* (1). « Hongrois, y est-il dit, les Français ne sont point en guerre avec votre brave nation; ils viennent vous arracher à l'oppression de la maison d'Autriche, contre laquelle vos pères ont si long-temps combattu. Assemblez-vous de nouveau dans les plaines de Rákós, et choisissez librement, selon votre antique constitution, un gouvernement national dont la France sera la plus sûre alliée. » Ces appels à la révolte, ces procédés peu conformes au droit des gens, rencontrèrent une résistance énergique dans la masse fidèle de la nation. La diète oublia même ses griefs pour repousser l'ennemi commun, et l'insurrection hongroise soutint vaillamment, le 14 juillet 1809, au combat de Raab, l'effort de l'avant-garde des armées françaises.

De plus grands sacrifices furent consentis en 1812, grace à l'influence décisive du palatin; dans un discours interrompu plusieurs fois par l'émotion de l'assemblée, il déclara à la diète qu'il fallait « que la Hongrie sauvât encore l'empire, comme au temps de Marie-Thérèse, et que l'empereur ne voulait pas invoquer ses droits, mais en appeler au dévouement de ses sujets. » Les événemens de 1814 et de 1815 se précipitèrent; la Hongrie fut mal récompensée des sacrifices de tout genre qu'elle avait faits pour la cause de l'Europe, et de la maison d'Autriche en particulier. On n'avait plus besoin d'elle, et on ne se souvint guère que des dispositions hostiles que l'opposition avait manifestées dans les dernières diètes. D'ailleurs les esprits, à cette époque, et en Autriche surtout, n'étaient guère favorables au développement des idées constitutionnelles. L'Autriche s'opposait à ce que les souverains allemands accordassent à leurs états les chartes qu'ils avaient promises pour stimuler l'ardeur du patriotisme; elle se souciait encore moins de réveiller chez elle la vie et les agitations parlementaires. De-

(1) Sándor (Alexandre), nom du prince de Wagram, Alexandre Berthier.

puis 1812 jusqu'en 1825, le pays fut administré par des commissaires royaux qui, dans les comitats, remplacèrent, comme au temps de Joseph II, les comtes suprêmes. Pour contenir le mécontentement public, il fallut toute l'habileté du palatin Joseph, son esprit de fermeté et de conciliation, surtout l'influence dont le gouvernement autrichien jouissait alors dans les conseils de l'Europe, et les assurances, souvent répétées dans les décrets impériaux, que ce régime était purement provisoire. Çà et là éclatèrent cependant des résistances partielles. Cette période récente, qu'on appelle l'*interrègne diétal*, est déplorée par les écrivains nationaux, qui en parlent comme les Juifs de la captivité de Babylone. On a vu avec quelle vivacité et quelle amertume éclatèrent les plaintes et les accusations à la diète de 1825, lorsque le gouvernement autrichien se décida enfin à rentrer dans les voies légales et à convoquer la diète justement signalée sous le nom de *diète de la renaissance*. On doit dire, en effet, que la nouvelle Hongrie date de la diète de 1825.

Ce fut un vrai parlement de réforme que cette assemblée où brillèrent tant de nobles talens, tant de généreux caractères, où, comme aux premiers beaux jours de l'assemblée constituante en France, on accomplissait de grands sacrifices avec l'ardeur que les autres mettent d'ordinaire à les demander. Désormais la féodalité et ses lois bizarres, les rapports compliqués qu'elle entraîne avec elle, ces divisions hostiles et inhumaines entre des peuples vivant sur le même sol, tout cela va être battu en brèche. Partout on réclame le droit commun. La constitution, chose inouie, n'est pas seulement attaquée par le gouvernement : il y a des patriotes qui osent dire qu'on peut imaginer quelque chose de plus libéral que la *bulle d'or*, et que si les états réussissent à entraîner la chancellerie de Hongrie dans la voie des réformes, il n'est pas besoin de rêver, comme au moyen-âge, des conspirations et des révoltes. L'esprit moderne a pénétré dans le vieil édifice; hâtons-nous, cet ancien monde va bientôt disparaître : son organisation si curieuse, ses institutions, sa hiérarchie, tout cela n'existera bientôt plus que dans les vieux livres où nous sommes allé le chercher. On ne veut plus des franchises du moyen-âge; tous réclament, et pour tous, les libertés des temps modernes. Encore un pays (et il avait résisté long-temps) que la révolution de 1789 conquiert à ses irrésistibles doctrines. De ce moment, la Hongrie entre dans le monde nouveau.

Nous la suivrons dans ces voies plus larges, plus faciles, plus familières à tous. Qu'on nous excuse cependant d'avoir insisté avec quelque détail sur un état passé qui n'est pas bien loin encore, puisque nous l'avons vu de nos yeux, qui nous a intéressé vivement, où nous avons trouvé plus de grandeur dans les caractères, d'énergie individuelle, de

physionomies originales que l'histoire de l'avenir n'en réserve à nos enfans. Quand le voyageur descend sur quelque radeau de bois la rivière du *Waag*, qui, à travers les dernières vallées des monts Karpathes, se jette dans le Danube, près de la forteresse de Komorn, il s'arrête un instant à cette limite des montagnes et de la plaine : il regrette ces paysages sévères qu'il vient de parcourir, ces forêts sombres, cette nature imposante; il voudrait voir encore les ruines des châteaux attachés aux flancs des montagnes, ces forteresses féodales qui marquent toute l'histoire de la Hongrie : Monkatz, resplendissant encore du souvenir de ce siége glorieux que la veuve de Tékély soutint trois années contre l'armée impériale; Éperies, théâtre sanglant des vengeances de Léopold; la citadelle imprenable de Trentchin, livrée par la trahison à l'Autriche, et où la fortune de Rákóczy trouva son tombeau. Partout, dans les vallons, sur les rochers, planent les images singulières ou grandes du passé. Il faut partir cependant, la plaine est devant nous; le bateau à vapeur est prêt pour emporter doucement le voyageur à travers ce riche pays. En descendant le fleuve, il verra Pesth, qui, comme une grande cité du nouveau monde, étend les lignes de ses maisons à travers des prairies vertes et sans limites; Pesth, où l'Orient échange ses trésors avec l'Europe, où il retrouvera les idées, le langage, l'élégance et le luxe des grandes capitales européennes, et aussi les journaux, les partis, le bruit de la place publique et des tribunes. Le voyage sera plus facile : y trouvera-t-il le même plaisir?

E. de Langsdorff.

DE L'HISTOIRE ANCIENNE

DE LA GRÈCE.

HISTORY OF GREECE,

By Geo. Grote, tomes III et IV. — Londres, J. Murray, 1847. [1]

M. Grote poursuit avec une louable activité la tâche immense qu'il a entreprise. Les deux volumes dont j'ai à rendre compte aujourd'hui ont paru à la fin de l'année dernière. On annonce la publication prochaine des tomes V et VI, et l'ouvrage ne sera pas encore terminé. Le nombre des volumes n'étonnera personne dans un temps où les romans prennent des dimensions réservées autrefois aux encyclopédies; mais il y a volumes et volumes. Ceux de M. Grote supposent tant de recherches, tant de longues et doctes méditations, qu'il est facile de voir, dans l'*Histoire de la Grèce,* le travail de toute une vie studieuse.

Autant l'âge héroïque de la Grèce est riche en récits merveilleux, autant le premier âge de son histoire est dépourvu de documens précis. Nous connaissons Achille et Ulysse comme s'ils avaient vécu parmi nous; à peine savons-nous quelque chose des hommes qui vécurent pendant les premières olympiades. Cette époque si obscure et si difficile à connaître est cependant une époque de prodigieuse activité et d'efforts gigantesques. Dans toutes ces petites cités helléniques si jeunes encore, la plupart en proie à une anarchie continuelle, se manifeste à la fois un mouvement d'entreprise et d'aventure qui atteste

(1) Voir la *Revue* du 1er avril 1847.

l'énergie d'une race vraiment privilégiée. Doriens, Ioniens, Éoliens, lancent de tous côtés leurs agiles vaisseaux et couvrent de florissantes colonies les rivages de la Méditerranée. On se demande comment une population médiocre a pu produire tant d'essaims, par quels moyens ces hardis navigateurs ont semé des villes puissantes sur des rivages déserts, ou, ce qui nous semble encore plus difficile, à nous autres conquérans de l'Algérie, au milieu de peuples féroces et belliqueux?

Quand on se rappelle les travaux de Cortez pour s'établir au Mexique en face d'une civilisation si inférieure à la sienne, la colonisation grecque paraît encore plus admirable. Cortez avait quelques canons, des arquebuses et des chevaux; les navigateurs grecs n'apportaient avec eux que des armes de bronze, car je ne pense pas qu'un seul de ces héros possédât un glaive qui valût le briquet de nos grenadiers. Les Thraces, les Gaulois, les peuples de l'Asie mineure, les Ibères, les Italiotes, ne le cédaient pas en bravoure à ces aventuriers qui venaient bâtir des villes sur leurs terres. Comment donc les laissaient-ils si facilement se fortifier au milieu d'eux, accaparer les champs les plus fertiles, choisir les meilleurs ports? Le succès des colonies grecques ne peut être attribué uniquement au courage, à l'esprit de conduite, à la discipline caractéristiques chez les premiers immigrans. Les Grecs portaient partout avec eux une civilisation bienfaisante. Leur patriotisme ardent n'était pas exclusif comme celui des Romains. Leur religion ne blessait pas les susceptibilités des barbares; ils avaient un Olympe assez vaste pour y loger tous les dieux qu'ils découvraient dans leurs voyages, ou plutôt, dans tous les dieux étrangers, ils reconnaissaient les divinités de leur pays, et croyaient qu'elles leur montraient le chemin de nouvelles conquêtes. Il y a dans l'esprit grec quelque chose d'expansif qui agit sur tout ce qu'il approche. C'est la séduction d'une nature supérieure à laquelle on ne peut échapper. Conquérant, le Grec a quelque chose de l'apôtre; vaincu, il convertit encore son heureux adversaire, et bientôt en fait un disciple et un admirateur. La nature élevée du génie hellénique est surtout remarquable lorsque l'on compare les colonies grecques avec celles des Phéniciens, leurs aînés dans la science de la navigation et du commerce. Chez les uns et les autres, même audace, même ardeur, même activité; mais la soif du gain est le seul mobile des travaux qu'entreprend le Phénicien. Le Grec n'est point indifférent au profit, mais l'amour de la renommée l'emporte chez lui sur l'appât de l'or. Partout où le Phénicien s'établit, il s'isole : le Grec appelle tous les étrangers à jouir du fruit de ses travaux. Une tradition, dont je ne veux point discuter l'authenticité, rapporte que les marins carthaginois qui s'aventuraient au-delà des colonnes d'Hercule avaient un secret pour se guider dans les parages brumeux où ils allaient chercher l'étain, si estimé autrefois. Ce secret, c'était,

dit-on, la boussole. Un vaisseau romain s'avisa de naviguer à la suite d'un bâtiment carthaginois partant pour les îles Cassitérides. Après de vains efforts pour le gagner de vitesse, le Carthaginois alla bravement donner de propos délibéré contre un écueil, se perdant pour perdre un rival. Si les Grecs eussent connu la boussole, comme quelques savans prétendent que les Phéniciens la connaissaient, ils l'auraient aussitôt portée dans le monde entier.

Pendant cette première période de l'histoire de la Grèce, il semble que la colonisation fût l'idée dominante et la préoccupation de tous les esprits. Un Argien rêve qu'Hercule lui commande de bâtir une ville en Italie, et il va fonder Crotone. Un Corinthien encourt la malédiction d'un mourant, espèce d'excommunication fort redoutée autrefois; il s'enfuit en Sicile et fonde Syracuse. Des esclaves locriens se sauvent de chez leurs maîtres, emmenant quelques femmes de bonne maison; ils abordent en Italie et bâtissent une nouvelle Locres. Quelquefois deux frères, héritiers d'un petit despote, trouvent leur patrimoine trop chétif pour être partagé, ils le tirent au sort, et le perdant monte sur un vaisseau et va fonder au loin une petite tyrannie. Le cas le plus ordinaire, c'est une sédition qui trouble la tranquillité dans une ville hellénique. Aussitôt on décide que la minorité émigrera. Elle part sans se faire prier, sans s'être battue pendant quatre jours, sans être accompagnée de gendarmes. Il faut remarquer à l'honneur des Grecs que leurs dissensions civiles sont rarement sanglantes, et M. Grote a observé avec beaucoup de justesse que la plupart de leurs institutions avaient pour but de résoudre par la discussion les questions politiques, qui, ailleurs, se décidaient par la violence. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce sujet, mais ne quittons pas celui de la colonisation sans remarquer combien, chez les anciens, et particulièrement chez les Grecs, on s'est préoccupé de chercher un remède à l'accroissement excessif de la population. De bonne heure la religion, les lois, les mœurs facilitèrent l'émigration; souvent elles la prescrivirent impérieusement. Cette prévoyance, dont nos sociétés modernes sont malheureusement assez dépourvues, était peut-être commandée aux Grecs par un danger beaucoup plus évident pour eux que pour d'autres peuples. Habitans d'une terre aride, divisés en une foule de petites républiques rivales, ils avaient sans cesse à craindre que la terre ne pût nourrir le laboureur, ou qu'en se livrant d'une manière désordonnée à l'industrie, leurs citoyens ne perdissent rapidement leur énergie et leur vertu guerrière, garanties capitales de leur indépendance. En un mot, assurer à une population médiocre toutes les conditions de bien-être paraît avoir été le but de tous les législateurs grecs. Avaient-ils tort?

Le premier motif de ce grand mouvement de colonisation que M. Grote suit dans tous ses détails fut donc, suivant toute apparence, le besoin

de se débarrasser d'une population qui croissait d'une manière alarmante. Nulle entrave n'était imposée aux émigrans. En quittant leur patrie, ils en acquéraient une autre; ils devenaient indépendans, et pouvaient se donner telles lois que bon leur semblait. Seulement ils devaient absolument renoncer à toute idée de retour, même après une tentative malheureuse pour s'établir. Lorsque les Théréens partirent pour fonder Cyrène, effrayés d'un voyage beaucoup plus dangereux alors que ne serait aujourd'hui un voyage autour du monde, ils revinrent dans leur île natale. On les contraignit aussitôt de se rembarquer. Entre les colonies et la métropole, il n'y avait que des liens moraux. Dans les fêtes publiques, on réservait une place honorable aux citoyens de la mère-patrie. On lui demandait parfois des arbitres pour résoudre des procès ou des débats politiques, et d'ordinaire, lorsque la colonie voulait en fonder une à son tour, elle cherchait dans sa métropole un chef pour l'émigration, ou un *Œkiste,* puisqu'il faut se servir de ce terme grec qui manque à notre langue. Dans la suite, la colonisation prit un autre caractère. Ce fut l'ambition des métropoles qui la dirigea. Dès-lors les émigrans ne s'éloignèrent plus qu'avec la permission des magistrats, et, en s'établissant dans une terre nouvelle, ils demeurèrent soumis aux lois et au protectorat, souvent assez lourd, de leur première patrie. Les colonies furent réduites à une espèce de vasselage, exploitées plutôt que gouvernées par les métropoles. Il est assez curieux de remarquer que ces prétentions de suzeraineté correspondent avec l'influence croissante des institutions démocratiques dans les villes de la Grèce continentale. Là, à mesure que la condition de citoyen devenait plus élevée, on s'en montrait plus jaloux, et, comme pour rehausser le prix de la liberté, on aimait à s'entourer d'esclaves.

M. Grote, malgré l'obscurité ou la pénurie des renseignemens historiques, est parvenu à nous donner une idée des changemens remarquables qui s'opérèrent dans les gouvernemens helléniques peu après la révolution qui avait abattu les vieilles monarchies patriarcales dont Homère nous a laissé une si vive peinture. Au régime oligarchique, établi partout par les conquérans doriens et ioniens, succède une période de despotisme. Tantôt un chef entreprenant confisque à son profit le pouvoir divisé entre quelques familles, tantôt c'est une réaction du peuple vaincu contre les conquérans. C'est ainsi qu'à Sicyone on voit un chef achéen, Clisthènes, renverser l'oligarchie dorienne et l'asservir à son tour. Qu'on se représente, si l'on peut, la situation des deux ou trois cents familles composant la population d'une ville, en contact journalier avec son petit tyran, soupçonneux, cupide, exposé à chaque instant à un assassinat. En fait d'exactions, de cruautés, d'avanies de toute espèce, quelques-uns de ces despotes réalisaient tout ce qui est possible. Ce Clisthènes, que je viens de nommer, ne se

contentait pas d'opprimer ses anciens maîtres, les Doriens; il voulait les flétrir tous. Au lieu des noms glorieux de leurs tribus, qui rappelaient ceux de leurs anciens héros, Clisthènes leur en imposa de son choix. Savez-vous lesquels? Les *sangliers*, les *porcs*, les *ânes*. Cependant plusieurs de ces despotes furent des hommes de génie. Un d'eux, Périandre, tyran de Corinthe, mérita d'être compté parmi les sept sages.

Ce régime despotique ne pouvait durer, et rarement la tyrannie se transmettait de père en fils. Une réaction eut bientôt lieu, et la destruction de la tyrannie entraîna presque partout celle de l'oligarchie, déjà décimée et ruinée par les despotes, contrainte d'ailleurs, pour se sauver, de faire de grands sacrifices au peuple qu'elle appelait à la liberté. Cependant l'établissement des gouvernemens démocratiques ne s'opéra point en Grèce par des secousses brusques et violentes, mais plutôt par des transitions lentes et graduées. M. Grote a exposé de la manière la plus complète et la plus intéressante le mouvement progressif des institutions politiques dans Athènes. Il fait assister successivement le lecteur à la constitution de Solon, à l'usurpation de Pisistrate, enfin à la réforme décisive de Clisthènes, moins célèbre que Solon, mais à qui revient à bon droit l'honneur d'avoir fondé un gouvernement populaire qui dura trois siècles. Nous ne sommes plus au temps, Dieu merci, où, certain lundi, un législateur écrivait ces lignes célèbres à un bibliothécaire : « Mon cher ami, envoyez-moi les lois de Minos; j'ai une constitution à faire pour jeudi. » Cependant l'esprit humain est si peu inventif, et nous avons fait tant d'emprunts aux Grecs, que c'est rendre service peut-être à nos représentans que de leur indiquer un livre où sont analysés avec une scrupuleuse exactitude et une rare clarté les systèmes politiques de plusieurs républiques, qui ont *fonctionné*, comme on dit aujourd'hui, avec plus de gloire qu'aucun état moderne n'en oserait se promettre. Je recommande le troisième et le quatrième volume de M. Grote aux méditations de tous nos hommes d'état.

Solon appartient à l'époque historique, mais il touche de près à celle des héros et des dieux. Arrière-petit-fils de Codrus, voire de Neptune, poète, savant, guerrier, il réunissait toutes les qualités homériques d'un pasteur de peuples : aussi ses amis lui conseillaient-ils de se faire tyran, c'est-à-dire d'enrôler une centaine de coupe-jarrets thraces et de se saisir de l'Acropole; mais Solon ambitionnait une gloire plus haute et plus pure. Il voulut laisser après lui une réputation sans tache et une œuvre durable, problème qu'aucun despote n'a pu résoudre encore. Avant lui, tout le pouvoir politique résidait dans un petit nombre de familles nobles, qu'on appelait les *Eupatrides*, c'est-à-dire ceux qui ont de bons ancêtres. Le gouvernement de ces Eupatrides était fort pesant pour la masse du peuple, comme il semble. Ils vendaient la justice, accaparaient toutes les terres, prêtaient à usure, et se faisaient battre

par les étrangers. Mégare, petite ville dorienne à trois lieues d'Athènes, lui disputait l'île de Salamine; qu'on se figure la guerre entre Saint-Cloud et Saint-Germain pour la possession de Nanterre. Battus à plusieurs reprises, les Athéniens avaient rendu un décret qui défendait, sous peine de mort, de faire aucune motion pour reprendre Salamine. Les Athéniens n'aimaient pas les questions graves et sérieuses. Quelques années plus tard, ils mirent à l'amende un poète pour les avoir fait pleurer aux malheurs de l'Ionie, qu'ils ne voulaient pas secourir. De tout temps, on a vu des assemblées qui n'aimaient pas qu'on leur montrât une plaie saignante.

Solon contrefit l'insensé. Il composa un beau poème guerrier et le déclama en public. « J'ai honte d'être Athénien, disait-il, on me montre au doigt et l'on dit : Voilà un fuyard de Salamine. » Tyrtée, avec ses chansons, avait conduit les Spartiates à la victoire; les vers de Solon n'eurent pas moins de succès. On lui donna cinq cents hommes, avec lesquels il conquit la patrie d'Ajax. Sa popularité devint immense; tous les partis lui tendirent les bras et lui déférèrent de pleins pouvoirs pour réformer la république.

La première mesure qu'il décréta fut la *Sisachthie*. Je transcris, d'après M. Grote, ce mot terrible, qu'il emploie hardiment comme si tout le monde pouvait le comprendre et le prononcer. *Sisachthie* veut dire dégrèvement. Il s'agissait de soulager l'effroyable misère de la plèbe athénienne. L'ancienne loi permettait d'emprunter sur son corps et celui de ses enfans, et, faute de payer sa dette, on devenait l'esclave de son créancier. Solon abolit l'esclavage pour dettes, et du même coup changea la valeur de la monnaie, de telle sorte que celui qui avait emprunté 100 drachmes se libérait en en payant 75. On voit que la *Sisachthie* ressemble fort à une banqueroute. Suivant M. Grote, ce fut une transaction nécessaire entre une tyrannie aux abois et une insurrection imminente. Solon, le premier, donna l'exemple du sacrifice en renonçant à de nombreuses créances. Il faut considérer, d'ailleurs, qu'une loi qui autorise le prêteur à faire un esclave de son débiteur insolvable tend à créer une espèce de prêt infâme. On avance de l'argent dans la prévision que l'emprunteur ne pourra le rendre, et l'on calcule que sa personne vaut plus que l'argent prêté. C'était, au fond, la *traite* que Solon abolissait, et, en détruisant un trafic odieux, il achetait la paix publique. Cette mesure, qui d'abord lui attira l'inimitié de tous les riches, trouva dans la suite une approbation générale, lorsqu'on vit qu'elle résolvait pour toujours une question qui, sans cesse, menaçait d'allumer la guerre civile. Chose étrange, jamais on n'eut besoin, dans la suite, de renouveler la *Sisachthie* de Solon. La question des dettes ne reparaît plus dans l'histoire politique d'Athènes, et, si le souvenir des tables de Solon se perpétua, ce ne fut que pour

ajouter une sainteté nouvelle à l'inviolabilité des contrats. « Le respect des engagemens, dit M. Grote, s'enracina avec la démocratie, et le peuple athénien s'habitua à identifier le maintien de la propriété sous toutes ses formes avec celui de ses lois et de ses institutions. » Les juges, en montant sur leur tribunal, prêtaient le serment de défendre le gouvernement démocratique et de repousser toute proposition relative à l'abrogation des dettes, au partage des terres, à la dépréciation des monnaies. Il est beau pour un peuple d'avoir usé si sagement d'un remède dangereux, et de faire dater son respect pour les lois du jour où il a été contraint de les enfreindre.

Solon enleva le pouvoir à l'aristocratie de naissance des Eupatrides pour le transporter à une aristocratie fondée sur la fortune, idée, je pense, toute nouvelle à cette époque. Le peuple athénien fut divisé en quatre classes, suivant la valeur des propriétés. La première seule pouvait prétendre aux fonctions politiques les plus élevées, c'est-à-dire aux neuf places d'archontes; quelques magistratures moins importantes étaient réservées à la seconde et à la troisième classe; mais, comme toutes les charges publiques se donnaient à l'élection et que tout le peuple y prenait part, la quatrième classe, celle des prolétaires, naturellement la plus nombreuse, dominait dans les assemblées politiques. Jadis, en déposant leurs charges, les archontes devaient rendre compte de leur conduite au tribunal de l'aréopage, composé lui-même d'archontes retirés. Solon substitua l'assemblée du peuple à l'aréopage; ce fut donc au peuple que les magistrats eurent à demander désormais un appui pour leur candidature et un bill d'indemnité pour leur gestion.

L'*agora*, ou l'assemblée du peuple athénien, fut pareillement appelée à statuer sur toutes les affaires politiques de quelque importance; mais, devant une réunion si nombreuse, un examen effectif eût été difficile. Solon y pourvut par l'établissement d'un sénat de quatre cents membres choisis parmi les citoyens les plus riches et chargés de l'étude préparatoire des affaires. Le peuple était consulté lorsqu'il s'agissait de prendre une décision; alors l'affaire lui était soumise, nous dirions aujourd'hui rapportée, par le sénat *probouleutique* : c'est le nom que lui donna Solon, nom difficile à traduire, mais qui indique à une oreille grecque les fonctions d'un examen préparatoire.

L'aréopage, la plus antique des institutions athéniennes, ne fut pas supprimé par la constitution nouvelle; au contraire, ses attributions s'agrandirent. Recruté incessamment par les archontes sortant de charge, composé par conséquent d'hommes d'affaires, ce corps, tout en conservant ses anciennes fonctions judiciaires, fut chargé par Solon de veiller à l'exécution des lois, au maintien de la constitution; enfin, il fut investi de pouvoirs très étendus, tout-à-fait analogues à ceux des censeurs romains. C'était, à vrai dire, une espèce d'inquisition, néces-

saire peut-être dans une république si médiocre par la population, et qui s'étendait sur la vie publique et privée de tous les citoyens.

Je résumerai en quelques mots le système de Solon, et, pour plus de clarté, en me servant des expressions de notre langue politique.

La souveraineté appartient à l'assemblée du peuple.

Le pouvoir exécutif est confié à neuf magistrats élus pour un an, assistés d'un conseil d'état électif, sous la surveillance d'un sénat à vie et inamovible.

Tous les citoyens prennent part aux élections, mais les plus imposés sont seuls éligibles.

La constitution de Solon fut promulguée vers 590 avant Jésus-Christ; celle de Servius Tullius à Rome date de 570 à peu près. On remarque, au premier abord, une certaine analogie entre les deux constitutions, et il n'est pas invraisemblable que celle d'Athènes n'ait été le prototype de celle de Rome. Un examen plus attentif fera voir combien l'élément démocratique est puissant dans la première, et combien il est paralysé dans la seconde. Dans Athènes, les votes du peuple se comptaient par tête; à Rome, je parle des premiers temps de la république, les suffrages étaient recueillis par centuries, chaque centurie ayant son vote collectif. Or, le peuple était divisé par centuries, d'une manière arbitraire et sans égard au nombre de têtes, de telle sorte que les classes riches, qui n'avaient qu'un petit nombre de suffrages individuels, formaient en réalité la majorité des centuries. A Rome, la classe des prolétaires ne composait qu'une seule centurie sur cent quatre-vingt-treize, et n'avait pas la plus légère influence dans les élections; à Athènes, au contraire, la quatrième classe, étant de fait supérieure en nombre aux trois autres, dictait les décisions de toutes les affaires.

C'était, chez les anciens, une question fort débattue, de savoir si la constitution de Solon était démocratique ou aristocratique : on sent que la valeur de ces mots change singulièrement selon l'époque ou le pays où ils sont prononcés; mais nous ne parlons que des Grecs, et M. Grote remarque que les Athéniens, parvenus au développement le plus complet de la démocratie, regardaient Solon comme le fondateur du gouvernement populaire. On affecta même de mettre sous la protection de sa grande renommée plusieurs institutions fort postérieures qui changèrent matériellement son système politique, sous prétexte d'en tirer toutes les conséquences. M. Grote s'est appliqué avec beaucoup de sagacité à défalquer de la constitution solonienne ce qui doit revenir à d'autres réformateurs moins illustres. Suivons-le dans ses intéressantes recherches.

Peu après que Solon se fut retiré des affaires, Pisistrate s'empara du pouvoir et devint tyran ou despote d'Athènes. Deux fois chassé, il re-

vint deux fois et mourut tranquillement maître de l'Acropole, laissant la tyrannie à ses fils. Il faut lire dans Hérodote ou dans l'*Histoire de la Grèce* le récit de ces révolutions et de ces restaurations, qui se passent toujours en douceur, grace à la mansuétude des mœurs athéniennes. La seconde fois que Pisistrate rentra dans Athènes, il s'avisa de cette ruse, que j'hésite d'autant moins à rappeler qu'elle ne peut servir aujourd'hui à aucune réaction. Monté sur un char magnifique, il entra bravement dans Athènes, par la route la plus fréquentée, accompagné d'une fort belle fille habillée en Minerve, et précédé de gens qui criaient : « C'est Minerve qui nous le ramène. » Tous les dévots firent chorus, et l'on s'empressa de rendre le pouvoir au favori de la patronne d'Athènes. Hérodote, qui tranche rarement de l'esprit fort, se permet en cette occasion de rire de la crédulité des Athéniens, et M. Grote le reprend avec raison de cette velléité de scepticisme, qui ne lui sied guère. En effet, le même Hérodote est assez disposé à croire que Thésée se battit pour ses concitoyens à Marathon, et il n'y a rien d'extraordinaire qu'une belle courtisane, encore inconnue au public, passât pour Minerve auprès des dévots, lorsque, nombre d'années après, les femmes nerveuses s'évanouissaient au théâtre en voyant entrer en scène des comparses habillés en furies.

Pisistrate fut un homme d'esprit. Il n'abolit pas brutalement la constitution de Solon, il se contenta de l'éluder; satisfait d'avoir l'autorité réelle, il en conserva l'ombre aux assemblées populaires. Despote prudent, personne ne sut mieux que lui jusqu'où pouvait aller la patience des Athéniens. Ses fils ne gardèrent pas la même mesure; ils furent chassés, et, réfugiés auprès du roi de Perse, le poussèrent à envahir la Grèce.

Les Pisistratides bannis d'Athènes, on voulut rendre toute sa force à la constitution de Solon. Clisthènes, petit-fils de ce despote de Sycione dont j'ai déjà parlé, devenu archonte, fut chargé de réformer les abus que la tyrannie avait introduits. En prétendant interpréter et développer les institutions soloniennes, il fonda en réalité le gouvernement démocratique. Solon avait donné le droit de suffrage à tous les Athéniens; mais, pour être citoyen, il ne suffisait pas d'être né dans l'Attique, il fallait encore appartenir à une tribu. Il y en avait quatre qui reconnaissaient chacune pour héros éponyme un des quatre fils d'Ion; ainsi tous les Athéniens pouvaient se croire de la même famille. En dehors des quatre tribus, on était étranger. Clisthènes abolit les quatre tribus anciennes et en créa dix nouvelles, sans aucun égard pour les généalogies. Ainsi une nouvelle et nombreuse classe de citoyens fut appelée à jouir des droits réservés jusqu'alors à une caste privilégiée. Les Pisistratides menaçaient de rentrer dans l'Attique le fer et la flamme à la main; il fallait se préparer à la guerre. Clisthènes voulut

que chacune des tribus élût tous les ans un général ou stratége. Ces nouveaux fonctionnaires ne tardèrent pas à usurper une partie de l'autorité des archontes, qui perdirent la plupart de leurs attributions politiques. Enfin l'aréopage, suspect au peuple comme composé en majorité des archontes nommés sous Pisistrate, fut dépouillé de presque toute son autorité judiciaire, remise aux mains de grands jurys élus par le peuple. Quant au sénat, augmenté de cent membres, il vit également son autorité s'affaiblir en même temps que croissait celle des stratéges, intéressés à n'avoir point d'intermédiaires entre eux et le peuple. Bientôt, en effet, il n'y eut plus à Athènes que deux pouvoirs, celui de l'assemblée et celui des stratéges, ses élus. Dans la suite, les progrès de la démocratie amenèrent pour dernier résultat le tirage au sort des charges publiques entre tous les citoyens; mais les fonctions de stratéges demeurèrent toujours électives. Il est vrai qu'alors c'était les seules pour lesquelles le mérite fût nécessaire.

Une des institutions les plus remarquables qui signala la réforme de Clisthènes fut l'invention de l'*ostracisme*. M. Grote défend assez bien ce moyen de gouvernement, et prouve qu'il rendit de grands services à la démocratie naissante. Clisthènes, par ses réformes, dit M. Grote, s'était assuré l'assentiment de la masse des citoyens; mais, après les exemples donnés par Pisistrate et ses successeurs, comment espérer que toutes les ambitions s'arrêteraient devant une institution nouvelle que l'on n'avait pas encore appris à respecter? Le problème à résoudre était d'écarter ces ambitions avant qu'elles tentassent d'enfreindre les lois, de prévenir les attentats au lieu de les réprimer par la force et en versant un sang précieux. Pour acquérir une influence dangereuse dans un état démocratique, un homme est obligé de se mettre quelque temps en évidence devant le public, de manière à laisser juger son caractère et ses projets. Or, partant de ce principe posé par Solon, que dans les séditions aucun citoyen ne devait demeurer neutre, Clisthènes en appelait par avance au jugement populaire et le sommait de se prononcer sur l'homme à qui l'on attribuait des projets alarmans pour la tranquillité publique. Le sénat en délibérait et convoquait l'assemblée. Si six mille citoyens, c'est-à-dire le quart de la population libre d'Athènes, trouvaient la république menacée par un personnage quelconque, ce personnage était banni pour dix ans. Cet exil, d'ailleurs, n'entraînait ni déshonneur ni confiscation de biens; c'était un sacrifice demandé par la patrie, une marque de respect donnée à la susceptibilité démocratique. Il faut observer en outre que l'ostracisme n'était jamais proposé contre un seul citoyen particulièrement désigné. Le peuple était invité à bannir l'homme qui lui semblait dangereux ou suspect. Chaque Athénien avait à examiner dans sa conscience quel était cet homme, en sorte qu'une faction ne pouvait réclamer l'ostracisme

contre le chef de ses adversaires sans exposer son propre chef à subir le même sort. L'ostracisme exerçait son influence modératrice non-seulement dans les occasions où il était employé, mais encore par la terreur salutaire qu'il devait inspirer à tous les hommes d'état. Il arrêtait l'ambition turbulente et ne privait pas le pays de candidats habiles et dévoués. Appliqué dix fois seulement dans un siècle, l'ostracisme, au prix du malheur de dix particuliers, préserva la démocratie naissante de toute violence. La mesure cessa d'être requise lorsqu'elle devint inutile, c'est-à-dire lorsque l'éducation politique de plusieurs générations eut fait passer dans les mœurs le mécanisme de la constitution et qu'elle n'eut plus à craindre aucune tentative pour le détruire. M. Grote compare avec beaucoup de justesse l'ostracisme aux lois d'exception portées dans nos gouvernemens modernes contre certains prétendans. Ce n'est pas leur personne que l'on frappe, c'est la guerre civile dont on préserve le pays; dans une république encore mal affermie, ces prétendans, ou plutôt la guerre civile, voilà le danger de tous les instans. Ne faut-il pas une arme toujours prête à la repousser du pays? Ce qu'il y a de plus admirable, à mon avis, c'est la sagesse du peuple athénien à ne pas abuser d'une loi qui mettait le sort de tous les grands citoyens à la merci d'une minorité. Chez nous, si l'ostracisme existait, la haine des supériorités, qu'on pare du nom d'amour de l'égalité, aurait bientôt chassé du pays tous les hommes d'état. Dans Athènes, il n'y eut d'injustice criante qu'à l'égard d'Aristide; encore fut-il bientôt rappelé.

Tandis qu'Athènes est tourmentée par la fièvre du progrès, Sparte conserve immuables ses institutions bizarres, et, calme au dedans, commence à étendre son influence sur ses voisins. M. Grote a noté, mais sans les expliquer, sans doute parce que l'histoire ne lui fournit aucune solution de ce problème, les premiers symptômes de cette domination que Lacédémone ne tarda guère à exercer sur toute la Grèce. Dans un premier article, j'ai remarqué les avantages singuliers que Sparte tirait de sa position géographique. Protégée par la nature contre une invasion, elle pouvait rapidement porter ses forces contre ses voisins. Les lois de Lycurgue en avaient fait comme une grande caserne, et, dès le sixième siècle avant notre ère, les Lacédémoniens passaient pour invincibles. Leur réputation de moralité politique n'était pas moins bien établie alors que leur supériorité militaire. Quand les Athéniens disputaient à Mégare la possession de Salamine, d'un commun accord on choisit pour arbitres cinq Spartiates, et les Spartiates, quoique Doriens, prononcèrent en faveur des Ioniens contre une cité dorienne. Ce fut encore à Sparte que les Athéniens demandèrent du secours contre les Pisistratides, et, bien qu'elle n'y eût aucun intérêt, elle envoya aussitôt ses troupes, qui chassèrent les tyrans.

Cette suprématie incontestée de Lacédémone, quelle qu'en fût la cause, suffit à prouver l'existence très ancienne d'une unité grecque, phénomène singulier, si l'on se rappelle la division extraordinaire des tribus helléniques, leurs intérêts si différens, toutes les causes d'isolement qui semblaient s'opposer à ce qu'elles formassent jamais un corps homogène. La Grèce, en effet, présente le spectacle, très étrange pour les modernes, d'une unité nationale complétement distincte de l'unité politique. L'*hellénisme*, si je puis m'exprimer ainsi, c'est-à-dire l'unité nationale, exista toujours, et l'on ne vit qu'une fois, à la veille d'une formidable invasion, les républiques grecques se confédérer contre l'ennemi commun. Le lien assez puissant pour maintenir cette unité nationale existait moins dans une langue commune, intelligible pour tous les Grecs, malgré la différence des dialectes, que dans une conformité remarquable de l'esprit et du caractère. Sans doute, on peut opposer la subtilité de l'Athénien à la lourdeur du Béotien, l'austérité du Spartiate à la mollesse de l'Ionien; cependant, partout où se parle la langue grecque, on trouve le même amour du beau et du grand, la même aptitude pour le progrès, la même conscience d'une espèce de mission civilisatrice. La religion, bien que ses formes fussent si variées, que presque chaque famille avait son culte particulier et domestique, la religion, en conviant toutes les tribus grecques à des cérémonies et des jeux solennels où l'étranger ne pouvait prendre part, contribuait encore à les rapprocher, à établir entre elles des relations d'intérêts communs, de jouissances et de passions communes. Ces couronnes, distribuées à Olympie, et que venaient disputer les habitans de Crotone et de Cyrène, ramenaient incessamment les Grecs les plus éloignés au berceau de leur race, et les accoutumaient à voir dans la Grèce continentale le centre de la civilisation. Enfin, la poésie et les arts, si profondément populaires dans le monde hellénique, créés par lui et pour lui, associaient cette race d'élite aux mêmes émotions et lui redisaient continuellement sa supériorité sur le reste des hommes. Cet orgueil si bien fondé fit une nation de toutes les cités helléniques et leur donna la force nécessaire pour sauver le monde de la barbarie.

Le dernier volume de M. Grote nous fait assister au commencement de cette lutte immortelle. Après avoir exposé les accroissemens rapides de la puissance des Perses, leurs conquêtes en Asie, l'asservissement des villes ioniennes, il raconte, d'après Hérodote, les causes qui précipitèrent Darius et ses successeurs contre la Grèce continentale. Suivant M. Grote, si Darius l'eût attaquée d'abord, au lieu de tourner ses armes contre les Scythes, c'en était fait d'Athènes, et peut-être avec elle de la civilisation; mais la folle expédition des Perses au-delà du Danube, et la révolte de l'Ionie, qui en fut la suite, donnèrent aux Grecs le temps de se préparer et de s'aguerrir. Athènes, esclave sous les Pisistratides,

n'aurait pu résister aux barbares : elle n'eut pas plus tôt goûté de la liberté qu'elle devint invincible.

La plupart des historiens ont trouvé de belles phrases pour taxer les Athéniens de frivolité et d'ingratitude. M. Grote essaie de les justifier, et il y réussit au moins en ce qui concerne Miltiade, cité souvent comme une des plus nobles victimes de l'injustice de ses concitoyens. La vie de Miltiade, telle que la raconte M. Grote d'après de bonnes autorités, est fort différente du roman accrédité par Cornélius Népos. Miltiade commence par être un petit tyran patenté par Athènes et protégé par Darius. En cette qualité, il accompagne le grand roi jusqu'au bord du Danube, et, le fleuve passé, il le trahit en conseillant aux tyrans ioniens, ses camarades, de rompre le pont et de couper toute retraite aux Perses. Inquiet pour lui-même, au retour de Darius, Miltiade se hâte de quitter la Chersonnèse de Thrace, où il était tyran pour le compte des Athéniens, et a le bonheur d'être commandant en chef à Marathon. Là il fut admirable, non-seulement par ses bonnes dispositions pendant la bataille, mais par sa présence d'esprit à se porter aussitôt sur Phalère, où il confond les projets des traîtres qui allaient livrer Athènes à la flotte persane. Devenu l'idole de ses compatriotes, Miltiade perd la tête. Il demande des vaisseaux et des soldats pour une expédition secrète. Aussitôt on les lui accorde avec empressement et sans explication de sa part. Cette flotte, cette armée, il les emploie à une vengeance particulière. Il se fait battre en voulant prendre Paros, où était son ennemi, et, après s'être cassé la cuisse dans une intrigue nocturne assez peu digne d'un général, il revient mourir de sa blessure à Athènes, après avoir été condamné à *la plus faible* amende que les lois portaient contre ceux qui avaient mal géré la chose publique. Sans doute le sénat romain remerciant Varron après la bataille de Cannes a plus de grandeur que le peuple d'Athènes condamnant Miltiade; mais il y a des vertus propres à tous les gouvernemens : Rome était un état aristocratique, et la stricte justice est la vertu des démocraties.

Je n'ai analysé qu'une faible partie du nouveau travail de M. Grote. Il en a consacré la moitié au moins à une revue des peuples avec lesquels les Grecs se sont trouvés en contact. Cette revue, dont l'intérêt est incontestable, et qui d'ailleurs se fait remarquer par la profondeur et l'immensité des recherches, a peut-être l'inconvénient d'interrompre le lien assez faible qui réunit entre elles les différentes périodes de l'histoire de la Grèce. Au reste, il n'appartient qu'aux poètes comme Hérodote d'introduire une unité factice dans une grande composition historique. Nous vivons dans un temps prosaïque qui n'admet guère ces brillantes licences des anciens. Ce qu'on exige de l'histoire aujourd'hui, c'est la sûreté de la critique et l'impartialité des jugemens. A ce point de vue, l'ouvrage de M. Grote a droit à des éloges sans réserve.

PROSPER MÉRIMÉE.

BEAUX-ARTS.

VÉNUS ANADYOMÈNE. — PORTRAIT DE Mme DE ROTHSCHILD, PAR M. INGRES.

Nous n'avons plus le temps d'avoir du goût, c'est le cas de le dire avec ce bel-esprit employé aux fermes, et qui se désolait de la prosaïque occupation de ses journées. Pour la première fois depuis cinq mois, Paris jouit d'une sorte de repos : Dieu fasse qu'il ne soit pas provisoire; mais, à travers les tumultes qui se sont succédé et l'anxiété qui dévorait les ames, qui aurait pu trouver une heure pour les arts, pour les poétiques et exquises récréations? Comment ne pas croire aussi qu'au milieu de l'orage toutes les voix se fussent éteintes, toutes les harpes brisées, toutes les palettes séchées? Et n'a-t-on pas quelque peine à se figurer une retraite heureuse jusqu'où le bruit de la rue ne soit pas monté, au fond de laquelle quelque savant obstiné, quelque artiste, doué de cette magnifique indifférence du juste d'Horace, ait continué paisiblement son labeur solitaire, sans se douter que Syracuse était prise?

Il en est pourtant, bien qu'en petit nombre, et parmi ces derniers, c'est le maître lui-même qui donne un si rare exemple. Insoucieux de l'émeute et de la fusillade, M. Ingres posait, pendant tout ce fracas, une dernière perle sur la chevelure de son *Anadyomène*, et voilà que depuis quelques jours, suivant l'habitude désormais suivie par l'auteur du *Saint Symphorien*, les portes de son atelier s'ouvrent discrètement au petit nombre de fidèles qui ne croient pas que toute poésie soit morte avec la confiance et le crédit. En temps ordinaire, l'annonce de deux nouveaux tableaux du grand artiste était toujours un

événement; aujourd'hui c'est une bonne fortune, rendue précieuse par les circonstances dans lesquelles elle se produit.

Le salon que les amis de M. Ingres lui firent, il y a trois ans, et qui inaugura la galerie de la société des artistes au bazar Bonne-Nouvelle, formait, si l'on s'en souvient, une suite habilement variée de onze tableaux de différentes époques, disposés de manière à présenter un abrégé complet de l'œuvre de M. Ingres. Toutes les phases de son talent s'y trouvaient représentées, phases plus diverses qu'on ne serait peut-être, au premier abord, tenté de croire. Il fut curieux d'en suivre la gradation, depuis l'*Œdipe expliquant l'énigme*, qui remonte aux débuts de l'auteur, jusqu'au portrait de Mme d'Haussonville, qui était alors son dernier ouvrage. Entre ces deux points extrêmes, la *Françoise de Rimini* et la *Chapelle Sixtine*, la *Stratonice* et le portrait de M. Bertin formaient des oppositions tranchées et témoignaient de transformations successives qu'on n'avait encore jamais bien pu apprécier, quelques-uns de ces tableaux n'étant pas connus du public, les autres n'ayant été jugés qu'à distance et à de longs intervalles. Aussi ne fut-on pas peu surpris de voir ce talent fécond se révéler sous des aspects aussi contrastés qu'inattendus, et faire justice de l'accusation de monotonie qui lui avait été si souvent jetée. A côté de compositions inspirées par l'étude du moyen-âge et de l'antique, telles que la *Françoise de Rimini*, d'un sentiment si naïf et si plein de grace, et la *Stratonice*, d'un fini si précieux, cette mouvante physionomie de la *Chapelle Sixtine* un jour de grande cérémonie, rendue avec le feu et l'entrain d'une ébauche, et les portraits surtout, accusaient une étonnante puissance de réalité. Il y avait là comme deux catégories distinctes, presque deux manières, dans lesquelles l'art du peintre aux prises, tantôt avec le modèle et la nature, tantôt avec l'idéal et la tradition, se maintenait toujours à une égale hauteur.

On trouve précisément, dans les deux tableaux que M. Ingres vient d'exposer, une expression complète de ce contraste. Sa *Vénus anadyomène* et le portrait de Mme la baronne de Rothschild sont deux œuvres capitales, traitées chacune avec une grande supériorité, mais chacune d'un sentiment et d'un faire tout-à-fait à part, ainsi que le demandait la différence du sujet. Le portrait de Mme de Rothschild resplendit de tout le réalisme vigoureux de l'école vénitienne, et, dans tout ce qu'a fait M. Ingres, nous ne connaissons rien d'aussi poétique, d'aussi idéalement beau que son *Anadyomène*, rien dont l'exécution rende aussi parfaitement la fraîcheur de l'idée. Le mérite particulier et étrange de cette œuvre tient, au reste, à des conditions tout-à-fait exceptionnelles : c'est un rêve de jeunesse réalisé dans la puissance de l'âge mûr, bonheur que peu de gens obtiennent, artistes ou autres. Quand le talent et la main se sont formés par de nombreuses années d'études, en vain cherche-t-on souvent à ressaisir la naïve inspiration d'autrefois. Juillet est venu apportant la moisson et les fruits dorés; mais les fleurs du printemps sont flétries, et la frêle odeur des amandiers s'est pour toujours enfuie. Toute la science du peintre de la *Transfiguration* ne lui fera jamais retrouver la grace céleste et l'adorable gaucherie du groupe de jeunes filles placé à la suite de la Vierge dans le *Sposalizio*. Si M. Ingres eût attendu jusqu'à ce jour pour composer une Vénus, il est probable qu'il l'eût conçue d'une manière différente. Sans doute, sa Vénus eût

été belle, mais d'un autre genre de beauté; certaines parties eussent peut-être été plus parfaites; mais l'impression riante, la fougue d'imagination, mais cette séve, ce parfum, tout cet épanouissement de l'adolescence, les eussions-nous retrouvés?

Ce qui fait donc l'originalité de ce morceau, c'est qu'il a été inventé et ébauché il y a trente ans, peint et terminé hier. L'esquisse reléguée dans un coin de l'atelier voyait chaque année la recouvrir d'une nouvelle couche de poussière, et elle y serait peut-être encore sans les instances des amis de M. Ingres et de M. Delessert en particulier, aujourd'hui possesseur du tableau. Sur leurs sollicitations réitérées, l'artiste se détermina à reprendre son travail si long-temps suspendu; mais ce ne fut pas sans une répugnance aisée à comprendre. Il s'agissait, en effet, de retrouver les linéamens fugitifs de sa pensée ancienne, et de conserver intact le jet poétique et pur de sa première inspiration. Tous ceux qui ont vu l'esquisse s'accordent à dire qu'il a réussi complétement. Le fini d'une exécution savante n'a en rien altéré la grace antique de cette œuvre, qui semble empruntée à quelque pierre gravée ou à quelque vase de Cornetto, tant on y sent partout la trace de l'art grec et comme un souffle de l'harmonieuse poésie d'Hésiode.

Ce poète a raconté dans sa *Théogonie* la naissance de Vénus. Il l'a fait naître du sein de la mer, fécondée par Cœlus, et, après lui, cette fiction fut pendant long-temps reproduite par la peinture et la statuaire dans une donnée à peu près uniforme. Les plus anciens fragmens qui nous soient parvenus représentent la fille de la mer au moment où, sortant des ondes, elle essuie sa chevelure,

Secouant, vierge encor, les larmes de sa mère,
Et fécondant la terre en tordant ses cheveux.

Ses pieds réunis sont posés sur une coquille, et ses mains, relevées à droite et à gauche par un mouvement parfaitement symétrique, partagent ses cheveux en deux tresses égales ruisselant d'eau salée. Ce n'est que plus tard, lorsque la tradition s'est obscurcie et que l'art profane a défiguré les symboles, qu'on voit Vénus couchée dans une vaste conque en forme de nacelle poussée par les amours et voguant vers Cythère, son voile déployé au vent. Elle est ainsi représentée dans une fresque d'Herculanum, et c'est le type qu'ont imité la plupart des peintres modernes en traitant le même sujet. Cette déviation date, à ce qu'il paraît, surtout de l'époque romaine. Les Grecs ne s'écartèrent jamais complétement de la légende religieuse, et, tout en modifiant l'ordonnance du sujet, ils furent attentifs à lui conserver toujours son caractère religieux et symbolique. Il existe une copie sculptée d'un tableau attribué à Apelles, et que ce peintre fit pour Alexandre, où la naissance de Vénus est figurée au centre d'une composition de Persée et Andromède, absolument comme un tableau d'autel auquel les peintres rattachent quelque épisode de la vie d'un saint. Vénus, sous les traits d'une jeune fille de douze à quinze ans, est assise sur une conque, les bras relevés et la chevelure partagée, conformément à la formule consacrée. A droite et à gauche, deux tritons, vus de profil dans l'attitude de l'adoration, supportent cette conque; leurs queues de poisson recourbées se redressent derrière leur dos, et, sur la nageoire qui les

termine, deux petits amours sont posés qui présentent à la déesse, l'un un miroir, l'autre une sorte de cassolette. Il y a là un curieux rapprochement avec ces saintes familles votives des peintres giottesques, imitées religieusement pendant plus de deux siècles, et dont l'arrangement compassé se perpétue jusqu'à Pérugin et André del Sarto.

Quelquefois aussi on reproduisait l'instant même où la déesse fend le sein maternel. Au temps d'Anacréon, une table de métal ciselé, sur laquelle un artiste avait représenté Vénus nageant dans la mer suivie des Amours et des Néréides, inspira au poète de Cos une de ses plus belles odes. « Semblable à la fleur blanche des algues, elle nage, dit-il, sur le flot paisible en apparence. L'onde caresse son sein de rose, et fuit en arrière de sa tête charmante; ses bras ouvrent le sillon, au milieu duquel son beau corps brille à travers la vague transparente, comme une tige de lis couchée dans un lit de violettes. » Deux mille ans après, cette description suggérait à Coypel l'idée d'un tableau où l'on voit, en effet, Vénus, les cheveux crêpés, s'ébattant dans l'eau en compagnie d'une bande d'enfans et de dauphins classiques qui l'éclaboussent de leurs plongeons, et, pour dernier trait, le rimeur Gacon écrivit au bas la paraphrase suivante :

En leçons la fable féconde
Nous apprend que, comme la mer,
Vénus, cette fille de l'onde,
Nous livre au sort le plus amer;
Que ses jeux, ses ris et ses graces,
Sont de vrais piéges pour les cœurs,
Et que ses plus grandes bonaces
Sont autant de calmes trompeurs.

Gacon n'avait vu dans l'ode LI d'Anacréon qu'un mot : *paisible en apparence*, et, dans ce mot, tout un thème de morale fort élégamment rendu, comme on voit. C'est ainsi qu'on comprenait alors l'antiquité. M. Ingres, qui sait son antiquité un peu mieux que Coypel, est remonté à la véritable source. Il a repris la donnée primordiale, et en a conservé scrupuleusement tout l'esprit en l'embellissant de cette merveilleuse forme qu'il a apprise dans la fréquentation des Grecs et des Étrusques. L'heure, le lieu de la scène, le choix de la pose, l'arrangement des accessoires, tout a été pour lui l'objet d'une méditation soutenue; tout est grec, du grec le plus pur, et, jusque dans les moindres détails, il a su porter ce respect, ce culte passionné de l'antique dont il a, en vrai païen, fait sa religion.

L'aube se lève, et ses premiers rayons ont pâli l'azur du ciel, où les astres s'effacent. Seule, l'étoile du matin lutte la dernière et blanchit au zénith. Au-dessus de la mer, qui s'étend à l'horizon, une zone violette annonce l'approche du jour. Dans le fond, à droite, les roches escarpées du rivage de Chypre sont encore baignées dans l'ombre. La brise, qui commence à souffler de terre, fait mollement onduler au large les vagues endormies, au sommet desquelles apparait la déesse. Elle est debout, portée non sur une coquille, mais sur le flocon d'écume qui l'engendra, et dont les blanches volutes achèvent de se briser sur ses pieds divins. Son bras droit, arrondi au-dessus de sa tête, va

rejoindre la main gauche, occupée à relever sa chevelure. Il encadre le visage, qui s'y appuie légèrement avec une grace enfantine. Calme, souriante et grave, la blonde fille de Cœlus promène autour d'elle un regard paisible, et ses yeux, où se reflète l'azur profond des flots, contemplent avec un doux étonnement le vaste univers dont elle se voit la reine. Un groupe d'amours prosternés à ses pieds lui offre les premiers hommages, et, de tous les points de l'horizon, les divinités marines, sortant de leurs retraites, accourent admirer leur jeune souveraine, mêlant leurs cris joyeux et le son des conques au bruit de la mer retentissante.

Oui, c'est bien la Vénus antique, *la déesse reine qui subjugue le monde*, du vieil Hésiode; c'est ainsi qu'elle se révéla au sein brillant de la mer des Cyclades dans toute la voluptueuse splendeur de sa beauté éternelle. M. Ingres a su nous la rendre telle que l'avait conçue la sérieuse antiquité et dépouillée de cette grace mignarde dont la corruption du goût l'a plus tard revêtue. Une majesté sereine, attribut de la divinité, s'allie à la plus fraîche jeunesse sur ce gracieux visage de quinze ans. Dans son regard est peinte une fierté naïve. Elle ignore la pudeur comme la coquetterie, et, d'un geste indifférent, rejetant en arrière sa magnifique chevelure, sur laquelle glissent en perles brillantes les *dernières larmes de sa mère*, elle étale aux yeux de l'univers ravi la chaste nudité de son corps, poli comme un bloc de Paros.

Si l'on analyse attentivement cette poétique composition, on voit que le peintre en a su disposer toutes les parties avec une extrême habileté, et que tout concourt à l'effet général qu'il s'est proposé. L'attitude qu'il a adoptée lui a fourni le plus heureux choix de lignes. D'un côté, le bras droit relevé forme, avec le torse, la hanche et la cuisse, une courbe ondulée, qui, se prolongeant depuis le sommet du coude jusqu'au genou légèrement affaissé, vient se relier au groupe des amours, destiné à former la base de la figure. La hanche gauche, cédant au même mouvement de flexion, se creuse par une seconde courbe parallèle à la première, et non moins harmonieuse; les deux mains s'arrondissent en saisissant la chevelure; pas un angle, pas une ligne heurtée ne vient briser l'accord de cet ensemble plein d'élégance et de noblesse; le corps est svelte et déjà riche; il a encore toute l'exquise délicatesse de l'adolescence et déjà toute la majesté d'une nature divine. Que si l'on voulait se rendre compte du soin extrême avec lequel cette pose a été combinée et de l'harmonie qui résulte de la justesse de toutes ces proportions, il suffirait de comparer l'*Anadyomène* de M. Ingres à celle de Titien. Dans celle-ci, la composition est nulle, et le choix du modèle est commun. Aussi n'y voyons-nous qu'un prétexte à une superbe étude de nu. Qui nous dira que c'est Vénus, que c'est une déesse? Nous ne trouvons qu'une belle fille charnue, peignant vulgairement ses cheveux dans sa baignoire, où elle est enfoncée jusqu'aux genoux.

Quelques portions, entr'autres la tête, sont restées intactes et telles que M. Ingres les avait traitées dans l'esquisse. On s'en aperçoit aisément à un certain pointillé qui diffère de la manière dont le reste est brossé. M. Ingres n'a pas voulu toucher à la tête; il a bien fait; la tête était suffisamment terminée, et l'expression en est complète. Nous ne savons ce qu'il aurait pu y ajouter sans ternir la douceur de ces joues rosées que recouvre le léger duvet de l'adolescence. A coup sûr, il l'eût gâtée en la corrigeant. Cette tête paraît un

peu grosse, ce qui est produit par la distance anormale qui existe entre le nez et l'oreille gauche. Le nez, la bouche, le menton, ne sont point rigoureusement d'accord, cela est vrai; ils s'en vont, l'un à droite, l'autre à gauche, chacun au gré de son caprice; mais on ne voudrait pas pour beaucoup qu'il n'en fût pas ainsi. De semblables irrégularités se rencontrent à chaque pas chez les maîtres; on les voit et on ne les voit pas; chez un peintre médiocre, elles nous crèveraient les yeux. La médiocrité seule est tenue d'être correcte.

Sauf la main gauche, trop épaisse et un peu lourde, tout le reste de cette merveilleuse figure est dessiné comme sait dessiner M. Ingres, et d'une couleur qui prouve un travail récent. Suivant son habitude, M. Ingres a modelé le corps en pleine lumière avec une grande hardiesse et un art consommé. Les moindres reliefs sont sentis; les passages de la gorge, du cou, de l'aisselle et du ventre habilement indiqués et avec des finesses infinies. La lumière limpide du matin jette des reflets tremblans sur le torse, sur les bras lustrés comme du satin, sur le sein d'une fraîcheur de neige. Le grain velouté de cette peau si jeune et si tendre laisse entrevoir un sang vermeil qui circule comme la sève dans une tige de mai; un flot de cheveux blonds, s'épanchant le long des reins et du bras gauche, accompagne heureusement cette masse lumineuse qui se détache sur le fond bleu du ciel et de la mer.

Au point de vue du coloris, nous aimons moins la partie inférieure occupée par le groupe des amours. Cette portion, du reste, on le comprend, devait être un peu sacrifiée au haut du tableau. On y trouve un parti pris de couleurs éteintes. L'enfant placé à gauche, et qui tend son bras en présentant à la déesse un miroir, est un peu verdâtre. M. Ingres aussi l'a trop bien peigné, et sa tête ressemble à celle d'une poupée de cire; mais son mouvement est prompt et gracieux, et sa petite main potelée se reflète bien dans le cuivre du miroir. Un second, dont on n'aperçoit que la tête et les deux bras, baise avec un respect plein de tendresse un des pieds de la déesse. Son corps se perd dans le flot d'écume qui lui fouette les yeux. Un autre, à cheval sur un dauphin, entoure de ses deux bras le genou et la jambe gauche, et y promène ses lèvres avec plus de feu et d'action, en vérité, que n'en comporte son âge. Tous deux sont adorables de pose et de forme. Un peu en arrière, Cupidon, l'enfant mutin et cruel, vient de lancer sa première flèche. Celui-là, le peintre l'a fait robuste et nerveux dans sa petite taille, ainsi qu'il convient à un dieu qui commande en maître dans l'Olympe et soumet jusqu'au grand Jupiter. Sa joue est colorée, et son front ombragé de boucles brunes. Les muscles de son bras sont accusés, et l'expression de son regard est dure. Pourquoi ces quatre bambins ont-ils donc les yeux pochés? Nous avons supposé que le dessous bleu de la mer, sur lequel ils sont peints, aura un peu poussé et produit la teinte trop foncée qui leur cercle la cavité orbiculaire.

Les compositions de M. Ingres sont semées d'intentions. Quand l'artiste parvient aussi complétement qu'il l'a fait dans celle-ci à les concentrer vers un même but et à les fondre dans une harmonieuse unité, il est indispensable de les analyser une à une, pour arriver, par une appréciation détaillée, à l'admiration raisonnée de l'ensemble. Or, si, à la première vue, son *Anadyomène* ravit les yeux et nous enchante par un charme pénétrant et ineffable, ce charme grandit et s'accroît lorsqu'une seconde, une troisième visite nous

permet de passer en revue les savantes ressources que l'expérience de l'artiste a mises au service de cette suave conception de sa jeunesse. On ne sait ce qu'il faut le plus admirer, du sentiment tout-à-fait antique ou de la pureté et de la correction également antiques de ce tableau, qui, par un caprice de goût, est enchâssé dans un cadre ovale comme un onyx de la meilleure époque dans une bague d'or.

Passons dans la chambre voisine. Nous voici en face du portrait de Mme la baronne de Rothschild. Nous sommes transportés de la sphère des rêves dans le monde réel, devant la réalité dans sa plus complète expression. Il est bien de n'avoir pas mis côte à côte ces deux ouvrages si opposés; ce n'est pas trop des quatre ou cinq pas qui les séparent pour se préparer à une aussi brusque transition.

Le premier aspect de ce portrait cause un peu de surprise. L'œil a besoin de se faire au luxe de tons rouges qui le frappe d'abord; mais, une fois entré dans cette gamme de couleurs, il ne peut se lasser d'en admirer la précision et la richesse. Le spectateur, captivé par ce coloris inattendu, se reporte par la mémoire aux précédens portraits de l'auteur, dans lesquels la perfection du dessin, l'extrême vérité des attitudes, l'étude des détails poussée à sa dernière limite, avaient suffi, même en l'absence de couleur, à créer des œuvres si remarquables, et, retrouvant ici ces qualités agrandies et complétées, il n'hésite pas à placer cet ouvrage au premier rang. Et de fait le portrait de Mme de Rothschild vaut celui de M. Bertin; c'est tout dire. Même jet hardi, même ampleur, même puissance. Ce portrait de M. Bertin, si majestueux dans sa forte nature, si fièrement campé sur ses vigoureux poignets, si idéalisé dans son habit noir, sa cravate blanche et ses breloques, a jusqu'à présent été compté, d'une opinion unanime, parmi les plus beaux portraits de l'école moderne; il ne lui manquait qu'une belle robe rouge de conseiller au parlement. La pauvreté de notre costume avait restreint les moyens de l'artiste; mais un portrait de femme offrait plus de ressources. M. Ingres, cette fois, pouvait faire de la couleur; il en a fait avec audace. Il n'est rien de tel que ces dessinateurs, quand ils sont en veine de hardiesses, témoin le *Marat* de David et cet étonnant portrait de César Borgia qu'on voit à la galerie Borghèse.

Le modèle, assis sur un divan, se présente de face, dans l'attitude d'une causerie attentive, les genoux croisés, la main gauche soutenant légèrement le menton, le bras droit jeté en travers avec abandon et tenant un éventail fermé. La tête est coiffée d'un *petit-bord* de velours noir, attaché en arrière et orné de deux plumes blanches qui retombent à droite et à gauche, encadrant une chevelure à reflets bleuâtres comme l'aile du corbeau. Cet arrangement de tête, qui rappelle certains portraits de Van Dyck, fait admirablement ressortir la blancheur du front et des tempes, et le ton plus vif du reste du visage. Deux grands sourcils à l'orientale se dessinent sur ce front, d'une pâte brillante; dans les yeux, à l'avenant, pétillent la vie et l'esprit. Cette partie est baignée par une lumière abondante et étudiée avec un soin extrême. Évidemment l'artiste a consacré toute son habileté à la mettre en relief et à sauver, par la vivacité de l'expression, l'irrégularité des lignes. Rien de plus doux et de plus intelligent à la fois que ce regard, qui est à coup sûr celui d'une femme spirituelle. Comme il s'accorde bien avec le sourire aimable qui relève

les coins de la bouche! Rien de plus vivant que cette tête, qui sort de la toile et semble nous interroger; rien de plus naturel aussi que cette pose pleine d'aisance et d'un sans-façon élégant. M. Ingres excelle à donner à ses modèles l'attitude qui convient à leur nature. Le choix d'une pose est d'ordinaire, chez lui, le fruit d'observations assidues, faites le plus souvent à la dérobée, et ce n'est pas une des moindres causes de la grande ressemblance qu'il sait donner à ses portraits. Pourquoi juge-t-on le plus souvent, sans connaître les originaux, que ces portraits doivent être ressemblans? C'est qu'on y trouve un tel réalisme, une telle vérité de détails techniques, qu'on sait bien que rien n'est là sans motif, rien n'a été livré au hasard, que c'est la vie, la vie prise sur le fait. Si donc nous rencontrons dans le portrait de Mme de Rothschild une attache un peu épaisse du poignet gauche, c'est qu'apparemment M. Ingres ne se sera pas cru permis de supprimer tout-à-fait une défectuosité qu'il avait sous les yeux. Faut-il attribuer au même scrupule l'altération de la peau, semblable à celle que produit un rhume de cerveau, qu'on remarque autour des lèvres? Si nous avons bonne mémoire, le même défaut avait été signalé dans le portrait de Mme d'Haussonville. Jusqu'à ce qu'il soit constaté que cet effet est le produit d'une ressemblance fortuite entre deux modèles simultanément enchiffrenés, nous mettrons ce rhume sur le compte de M. Ingres.

Les bras et les épaules sont d'un beau dessin et modelés presque sans aucune ombre; l'œil tourne autour. C'est la même fraîcheur de coloris que dans l'*Anadyomène* et la même transparence. Les épaules éblouissantes s'enlèvent richement sur le velours foncé des coussins. Et les étoffes! A coup sûr, elles sont de fabrique vénitienne, et n'eussent point déshonoré les épaules d'un doge. Une robe de femme telle qu'on les fait aujourd'hui ne se prête pas facilement aux grands partis pris de draperies; en s'astreignant à la reproduire exactement, il n'est pas rare qu'on tombe dans la sécheresse et la minutie. M. Ingres a triomphé de cette difficulté; il a chiffonné des nœuds de satin et de gaze d'une façon toute magistrale. La robe de soie à volans, garnie de gaze, dans laquelle il ne pouvait trouver de larges masses, est touchée avec une franchise et une ampleur qui ne laissent pas regretter les plis majestueux de la *stola*. C'est tout une histoire que celle de cette robe : elle était bleue dans l'origine, ayant été choisie au goût du modèle; mais, le tableau terminé, l'artiste, mécontent de son effet, sans mot dire et sans prendre conseil de personne, se décide subitement à la changer. Revenant sur sa peinture avec des empâtemens de laque, il lui fait, en deux jours, subir une transformation complète. Grand désespoir à cette nouvelle et instances réitérées auprès de l'artiste, qui est presque sommé de rétablir la couleur de prédilection. « Madame, répond-il flegmatiquement, c'est pour moi que je peins et non pour vous. Plutôt que d'y rien changer, je garderai le portrait, » et il eût fait comme il disait. M. Ingres, du reste, avait raison. Le rouge clair qu'il a adopté a chauffé le ton général du tableau, et s'allie bien mieux au velours grenat et au vert sombre de la tenture damassée qui fait le fond, fond qui, par parenthèse, a trop de hauteur. Les traces de l'opération n'ont pu être complétement effacées. Le dessous azuré n'a point tout-à-fait disparu aux endroits qui étaient recouverts par la gaze et les dentelles du corsage. Il en résulte pour celles-ci une teinte bleuâtre, et, dans certains passages de l'étoffe, des reflets violets qui

étaient peut-être dans l'intention de l'artiste, et qui donnent plus de richesse à la soie.

Rarement le sévère pinceau de M. Ingres s'était joué avec autant de complaisance et de verve dans un fouillis plus séduisant d'étoffes chatoyantes et de bijoux aux mille couleurs. Il a peint tout cela *con amore*, et pour se reposer, comme il dit, du nu auquel il est voué à Dampierre, où une de ses fresques, *l'Age d'or*, ne renferme pas moins de quatre-vingts figures nues, de grandeur naturelle, sur le fond uniforme d'un élysée toujours vert. Nous comprenons qu'il ait éprouvé le besoin de cette petite débauche de couleur. Quand vingt-cinq années auront passé sur toute cette magie, quand le temps aura fondu ces reflets opulens, adouci le brillant de ces épingles et de ces bracelets, vraies mosaïques de pierres précieuses, quand surtout il aura jeté son hâle doré sur ces magnifiques carnations, le portrait de Mme de Rothschild ne craindra la comparaison avec aucun de ceux que nous a laissés la fougueuse école de Venise, et il y aura plaisir à le placer à côté d'un Tintoret ou d'un Moroni.

M. Ingres possède depuis long-temps toutes les qualités qui font le grand portraitiste. S'il continue, comme il vient de le faire pour le portrait de Mme de Rothschild, à y joindre la séduction du coloris, ses portraits resteront certainement parmi les plus précieux monumens de notre époque. Le Tintoret avait inscrit sur les murs de son atelier : Le dessin de Michel-Ange et le coloris de Titien. Inférieur à son maître dans les grandes compositions, il le surpassa, au dire de beaucoup de gens, dans le portrait, genre qui réclame la réunion de toutes les qualités et la perfection de l'exécution. Diderot disait avec beaucoup de justesse : « Le mépris du portrait annonce la décadence de l'art. Point de grands peintres qui n'aient su faire le portrait : témoin Raphaël, Rubens, Lesueur, Van Dyck. » Aussi ne faisait-on pas beaucoup de bons portraits de son temps, sauf Greuze et Latour, mais, en revanche, une foule de tableaux d'histoire et d'allégorie colossale, et beaucoup de petits sujets infames de l'école de Boucher. Et Pierre disait naïvement : « Savez-vous pourquoi nous autres peintres d'histoire nous ne faisons pas le portrait? c'est que c'est trop difficile. » L'école française, depuis David, s'est relevée de cette infériorité, et, de nos jours, M. Ingres et ses principaux élèves contribuent à maintenir à la hauteur où l'ont placé les grands maîtres un genre qui, suivant l'expression de Diderot, « doit être particulièrement honoré chez un peuple républicain, où il convient d'attacher les regards des citoyens sur les défenseurs de leurs droits et de leurs libertés. »

L. G.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 juillet 1848.

Les tempêtes intérieures, domptées et contenues plutôt peut-être qu'apaisées, nous laissent enfin, cette fois, quelque liberté d'esprit pour observer ce grand orage qui se forme au dehors et menace à tout instant d'éclater sur l'Europe entière. Il ne s'agit point, en ce temps-ci, de beaucoup prévoir : le loisir manque pour rien combiner d'avance. Nous vivons au jour le jour, et demain, c'est déjà l'inconnu ; reste seulement à s'en arranger du mieux qu'on pourra. Quelle que soit la part qu'il faille abandonner au hasard dans cet inconnu plein d'alarmes, il y a des faits accomplis avec lesquels le hasard lui-même est obligé de compter. Ce sont ces élémens certains de l'incertain avenir que nous voudrions un peu mettre en lumière avant qu'ils soient décidément aux prises, et qu'il y ait entre eux de lutte ouverte.

Tout le monde a remarqué la sollicitude avec laquelle le gouvernement et l'assemblée, à peine sortis des émotions de juin, se préoccupent maintenant des affaires étrangères : elles n'ont, pour ainsi dire, pas cessé d'être sur le tapis durant toute cette quinzaine. M. Bastide, qui demeure à la fin possesseur titulaire de son département, se hâte d'en apprendre l'indispensable. C'est toujours l'histoire de ces patriciens de Rome dont Marius disait qu'ils commençaient à lire leurs auteurs militaires le jour où ils étaient nommés généraux. M. Bastide s'applique néanmoins avec un zèle si sincère à des études malheureusement trop nouvelles pour lui, que ce serait conscience de le décourager; mais nous ne saurions nous empêcher de regretter qu'en un moment où les relations extérieures du pays devraient être suivies avec une vigilance si expérimentée, le plus bel éloge que nous ayons à donner au ministre chargé de cet important service, ce soit en somme qu'il ne veut rien négliger pour accélérer sa propre éducation. L'assemblée paraît assez impatiente de s'instruire elle-même auprès du gouvernement; M. Lherbette avait été très discret, l'autre semaine, dans ses interpellations; nous avons eu aujourd'hui celles de M. Mauguin. Le comité des

affaires étrangères travaille, de son côté, pour le profit commun, à débrouiller la situation; il s'est partagé les questions européennes, et, si toutes ne sont pas tombées en des mains très compétentes, le bon esprit qui règne en général dans le comité corrigera sans doute les appréciations plus ou moins exactes de tel ou tel de ses rapporteurs. Nous aurions souhaité, par exemple, que la Russie échût à un investigateur plus sérieux, et nous ne sommes pas très édifiés sur la spécialité du jeune savant qui s'est adjugé l'Allemagne. Sauf ces réserves de détail, sauf quelque épisode surabondant, comme serait, si l'on veut, l'amplification compendieuse de cet orateur trop tendre à ses œuvres qui s'imaginait presque avoir découvert la géographie du Liban, sauf tous les accidens de personnes, nous attendons beaucoup des discussions de ce comité. Les grandes phrases, qui, en fait de politique extérieure, sont trop souvent de mise à la tribune, échouent devant un cercle plus étroit et moins impressionnable. M. de Lamartine s'en est bien aperçu; l'exposé trop solennel de sa conduite vis-à-vis des puissances n'a point eu le succès dont il s'était flatté. Il déclarait que c'était la Providence qui depuis quatre mois avait été le ministre des affaires étrangères de la république. Le comité n'a pas du tout confessé que M. de Lamartine eût jamais parlé si directement au nom de la Providence. Le pays ne le croit pas davantage, aujourd'hui qu'il voit d'un peu plus près le véritable fond de la diplomatie humanitaire, et, tout en se fiant de bon cœur à l'intervention d'en haut, il entend bien appeler à son aide le plus qu'il pourra d'humaine sagesse.

Aucune sagesse ne sera de trop dans la crise qui s'annonce. La guerre d'Italie n'est peut-être qu'un prélude; le dernier mot de la situation européenne ne se trouvera point sur l'Adige; il est à Constantinople, et cependant tous les regards sont plus que jamais tournés vers les champs de bataille de la Lombardie; le vague des nouvelles incomplètes qui nous arrivent hier et aujourd'hui ajoute encore à l'anxiété avec laquelle on les reçoit. Cette brave armée piémontaise, qui tient presque seule au feu, pourra-t-elle arrêter les Autrichiens, quand ceux-ci, même après un échec éclatant, viennent maintenant de reprendre l'offensive en passant le Mincio? Les Lombards, les Toscans, les Romains, auront-ils enfin, dans une extrémité désormais si pressante, l'énergie militaire qui leur a jusqu'ici manqué sur le terrain? Le Piémont a levé ses derniers soldats et mobilisé toutes ses gardes nationales. Où refaire ses troupes, si ses troupes étaint détruites? Rome elle-même ne va-t-elle pas s'annuler par de déplorables dissentimens? La nationalité italienne, menacée dans sa résurrection, demain peut-être réduite à la défensive, impose presque forcément au souverain temporel qui règne à Rome des obligations que le père spirituel de toute la chrétienté ne sait encore comment accommoder avec son devoir religieux. Le ministère, les chambres, une partie de la population, réclament la guerre à grands cris: le parlement romain a presque vu son 15 mai. Le pape cédera-t-il, ou, pour se défendre, s'appuiera-t-il sur la sauvage affection de ses adorateurs du Transtevère? Et s'il ne cède ni ne résiste, où s'en ira la politique du saint-siége, et avec elle ce rôle plus sublime que possible, ce rôle idéal de conciliateur universel auquel Pie IX avait été promu par le concours de tant d'illusions complaisantes? Serait-il vrai qu'il y eût à présent un gouvernement provisoire installé dans l'état de l'église, au lieu et place de l'antique autorité du pontife? Nous mentionnons seulement les mille murmures qui tourmentent l'opinion à l'heure où nous écrivons ces lignes. La

France est-elle en mesure de faire face aux événemens? On assure qu'il y aura bientôt une escadre française dans l'Adriatique, et, ce qui semblerait confirmer ce bruit, c'est la mission particulière de M. Lucien Murat, chargé par le pouvoir exécutif de visiter les Légations.

Le pouvoir exécutif aurait d'ailleurs, pour l'instant, des soucis plus graves encore au sujet de la politique extérieure, si nous nous en rapportons à des informations que nous regardons comme fondées. Il est question de récentes dépêches du général Aupick qui jetteraient un jour très inquiétant sur les desseins plus ou moins soupçonnés, mais non pas encore avoués, des grandes puissances. Constantinople est le meilleur théâtre qu'il y ait en Europe pour un observateur judicieux; c'est là que passent les fils de toutes les affaires générales. Notre nouveau ministre se montrerait fort troublé des résolutions qu'il croit voir arrêtées dans les conseils diplomatiques. On serait, à ce qu'il paraît, à la veille de rétablir contre nous la situation de 1840, et le concert européen serait beaucoup plus avancé qu'on ne pouvait même le supposer. L'Angleterre marcherait tout-à-fait d'accord avec la Russie, ce qui est en vérité bien probable, à juger de ses intentions par la réserve affectée de sir Stratford Canning dans toutes les questions où les Russes ont un intérêt. La Turquie paierait les frais de cette bonne entente, et nous ne serions pas étonnés qu'on eût parlé d'avoir un port franc à Constantinople. Voilà, sauf de meilleurs ou de plus amples renseignemens, le fond même des choses dont l'occupation des provinces danubiennes n'est qu'un symptôme. Et, certes, il y a là de quoi justifier toutes les appréhensions : l'important est que ces appréhensions n'empêchent pas de s'éclairer pour n'agir au besoin qu'en connaissance de cause.

Il est deux manières de considérer la Russie, dont chacune est également fausse quand elle est adoptée sans correctif. On fait de l'empire russe, ou bien un épouvantail qui n'a qu'à se lever pour tout subjuguer, ou bien un colosse impuissant qui ne saurait risquer un pas sans se briser. Il faut des appréciations plus exactes et plus détaillées pour estimer de sang-froid la véritable mesure de l'action russe en Europe. Ainsi les troupes impériales ne sont plus ce qu'elles étaient en 1831, quand elles restèrent si long-temps en échec devant l'insurrection polonaise. Depuis 1833, la Russie n'a pas cessé de travailler à son organisation militaire, et l'armée qu'on appelle *armée d'opération en Europe* est tenue sur un pied de plus en plus imposant. Elle forme six corps, qui comprennent environ 360,000 hommes et 720 bouches à feu. Sur ce chiffre, 120,000 au moins sont toujours disponibles, sans compter la garde, qui donne à elle seule 60,000 hommes parfaitement exercés, et dont l'artillerie porte à 1,000 le nombre de pièces qu'on pourrait tout de suite mettre en campagne. Le service militaire, qui était autrefois de vingt-quatre ans et qui en réalité liait le soldat pour la vie, est réduit à dix ans, avec cinq ans de présence dans la réserve; le soldat est mieux traité, mieux nourri, mieux logé. Il a ses anciennes qualités, l'obéissance muette, la résignation immobile, avec laquelle il attendait la mort en ligne; il a de plus maintenant les qualités nouvelles que lui donne une discipline plus intelligente. Les Allemands, et surtout les Prussiens, ne veulent pas tenir compte de ces réformes pourtant très sérieuses; ils ont dans leur supériorité militaire une confiance qui leur ferme les yeux, et, pendant que leurs journaux suivent avec une anxiété mal dissimulée les marches et les contre-marches des corps russes sur la

frontière, leurs officiers rabaissent trop légèrement l'ennemi qu'on leur annonce. Les Allemands ne supportent pas que l'on compare des hommes fournis par le recrutement démocratique d'outre-Rhin aux serfs enrégimentés à la manière russe; ils ne veulent pas comprendre tout ce qu'il y a d'énergie redoutable dans ce mépris de la souffrance auquel le Russe est habitué par son régime d'esclave comme à une seconde nature; ils ne se figurent pas non plus l'exaltation superstitieuse qui pousserait à l'occasion ces paysans barbares, et qui peut valoir en eux ce que vaut chez d'autres l'enthousiasme du patriotisme. Enfin ils exagèrent les causes et les progrès de la dissolution sociale qui mine l'édifice moscovite, et ils la supposent bien plus près d'aboutir qu'elle ne l'est en effet. Le servage, qui ne peut subsister que dans un milieu patriarcal, devient à coup sûr plus dangereux à mesure que la bureaucratie intervient davantage dans la vie intérieure de la nation moscovite; mais le culte que le peuple rend à la majesté impériale dans toute la Grande-Russie, la vénération fanatique avec laquelle il salue son seigneur et son père, donnent sur cette masse une prise assez forte pour comprimer encore, soit chez elle, soit ailleurs avec elle, toutes les velléités d'émancipation dont on redouterait l'issue.

Ce n'est pas là qu'est l'embarras de la puissance russe, aussitôt qu'elle veut dépasser ses frontières et peser directement sur l'Europe. Il est, quant à la difficulté morale, dans l'aversion que la vieille noblesse agricole, le plus pur sang du pays, a toujours témoignée, lorsqu'il s'est agi d'aventures lointaines. Il est, d'un point de vue tout opposé, dans la crainte de propager la contagion libérale au sein de cette noblesse par un rapprochement quelconque avec l'Occident. L'embarras matériel est lui-même plus incommode encore que l'embarras moral. La Russie a beau garder sous sa main un effectif considérable; ce n'est pas le tout d'avoir ordonné des levées aux quatre coins de l'empire, il faut encore les acheminer jusqu'à la base d'opérations, qui est le Dniéper; il faut les placer sur les grandes lignes de défense qui sont en avant de cette base et qui la protégent contre l'Europe, sur la Dwina et la Bérésina, sur le Bug et le Niémen, sur la Vistule, sur la Warta. O r, toutes ces lignes sont comprises dans le réseau stratégique de la Pologne, et elles sont coupées aussitôt que la Pologne se lève, ou bien il faut les garder pied à pied pour que la Pologne ne se lève pas. Tant que la Pologne n'est point réconciliée, la Russie, en guerre avec l'Europe, est donc obligée de veiller à ses communications tout le long de ces grandes lignes qui courent de la Warta au Dniéper, parce que le pays intermédiaire est aussitôt pays hostile. Il n'y a qu'un pacte avec les vaincus de Varsovie et de Cracovie qui puisse rendre à la Russie la liberté de ses mouvemens : c'est une nécessité qu'elle sent bien, et nous ne sommes pas, à présent, très persuadés qu'elle ne réussira jamais à l'aplanir : la cause des russomanes ne peut que gagner à la décomposition générale des états allemands.

Tout en estimant à leur valeur les ressources actives des Russes, les moyens matériels avec lesquels ils pourraient, en un jour donné, sortir de chez eux, nous trouvons, comme on voit, de grands obstacles à cette agression directe dont la pensée inquiète l'Europe. Il n'y aurait qu'une circonstance qui la rendît plus facile, ce serait que l'Europe elle-même s'entendît pour la favoriser, que l'Europe en désarroi, dans le pêle-mêle actuel de tous les intérêts et de toutes les prétentions, s'associât à quelque nouveau progrès de l'empire septentrional, et lui ou-

vrit le chemin, au lieu de le barrer. Comment savoir, après tout, la limite où s'arrèteront, dans ce tumulte infini, tant de passions surexcitées, les ambitions de grandeur politique, les fantaisies des vanités nationales, les rancunes de tous contre tous? En face du spectacle de désordre et de confusion que nous avons partout sous les yeux, qui donc oserait dire que la démocratie sera bientôt assez sage pour opposer une force régulière à ce débordement? qui donc ne craindrait pas que les vieux pouvoirs ne s'accordent, même au détriment de leur avenir, avec le seul pouvoir resté debout et solide?

La Russie n'a pas eu besoin jusqu'à présent d'entrer en campagne contre l'Occident pour augmenter son influence. Depuis la révolution de février, elle a raffermi tous les liens qu'elle gardait au dehors; elle a resserré pour ainsi dire le filet dont elle enlace ses plus proches voisins, et, ses positions ainsi prises, elle attend partout, elle saisit aujourd'hui en Valachie l'occasion d'étendre ou d'apesantir son protectorat. Le protectorat est la façon de conquérir qui semble le mieux appropriée aux gouvernemens et aux peuples modernes. Il a beaucoup des bénéfices de l'incorporation territorale, il n'en a pas les difficultés et les charges. Le protectorat peut s'installer sans coup férir, parce que la diplomatie l'a toujours préparé de longue date avant l'heure où il est officiellement reconnu. C'est là vraiment l'agression la plus redoutable qui puisse nous venir de Pétersbourg, une agression indirecte et lente, mais patiente et sûre, car elle est l'œuvre d'une école diplomatique où il y a des traditions. Cette attaque continue s'est produite, dans tous ces derniers mois, avec une persévérance et une habileté que nous n'avons point assez remarquées au milieu de nos malheurs domestiques.

On se rappelle ce vaste plan de campagne imaginé par Napoléon, quand il renonça définitivement à l'expédition de Boulogne, cette ligne d'opérations militaires qui devaient toutes aboutir comme en un centre au champ clos d'Austerlitz, une longue ligne qui allait du Hanovre jusqu'à Naples, et semblait une barrière en mouvement contre l'Europe menaçante. On dirait que la Russie entreprend de retourner aujourd'hui contre nous le même plan d'attaque. Il y a, si l'on ose ainsi parler, toute une ligne de négociations et d'intrigues russes qui va de la Grèce à la Suède, en passant avec une suite merveilleuse par la Turquie et les principautés danubiennes, par les provinces slaves de l'Autriche et de la Prusse, pour aboutir aux cours de Copenhague et de Stockholm. Un mot seulement sur chacun de ces points, où veillent si soigneusement les agens de Pétersbourg.

En Grèce d'abord, la Russie a pris tout de suite le rôle que la France perdait. La brutalité maladroite de sir E. Lyons, son intraitable hostilité, forçaient toujours le gouvernement et le roi Othon à chercher un appui. M. de Lamartine n'ayant aucun goût pour la Grèce, et celle-ci se sentant bien et dûment abandonnée après la révolution de février, il a fallu recourir à l'influence russe. Antérieurement déjà, le roi Othon avait écrit de sa main à l'empereur pour lui demander sa médiation. Il n'avait rien obtenu qu'une réponse assez froide où le czar lui rappelait la protection qu'il devait aux intérêts sacrés de l'orthodoxie. L'intérêt religieux est en effet le grand mobile de l'action russe en Grèce, et c'est toujours celui-là qu'on met en avant pour la justifier ou la propager; c'est celui-là qui rattache au czar tout ce qu'il y a de force réelle dans le parti napiste, non pas les meneurs de la capitale, mais les honnêtes gens des provinces. Nous ne savons pas si cet intérêt aura reçu depuis peu quelque satisfaction particulière;

on a vu toutefois, dans ces derniers temps, M. Persiani communiquer aux consuls russes placés sous ses ordres une circulaire dans laquelle on les exhortait à combattre de leur mieux pour la monarchie contre la révolution, à prendre en toute occasion parti décidé contre les perturbateurs de la paix publique et les ennemis de la royauté. Ce n'était pas le langage que la Russie tenait en 1843; mais l'effet en était sûr, quand les ministres grecs se trouvaient au même instant obligés de réclamer soit contre l'hospitalité que l'Angleterre accordait aux rebelles dans les îles Ioniennes, soit contre l'insolence des matelots anglais, qui ne voulaient plus débarquer sur une côte hellénique sans tirer leurs canons à terre et les monter où il leur plaisait. Aussi M. Persiani fait-il aujourd'hui bâtir une magnifique église pour ses nationaux juste en face du palais du roi.

A Constantinople, la conduite des Russes est plus curieuse encore à observer. Ils n'ont jamais, vis-à-vis du divan, ces exigences de détail dans lesquelles la France et l'Angleterre usent trop souvent leur crédit; ils sont très coulans dans les petites choses, ils ne lâchent rien dans les grandes; mais, tout en sachant être inflexibles pour celles-là, ils ne laissent pas d'être insinuans et polis, de flatter les Turcs, même quand ils leur commandent. M. Persiani n'est qu'un agent secondaire doué de cette qualité commune aux instrumens du cabinet de Pétersbourg : une exactitude minutieuse dans la parfaite obéissance, dans une obéissance prête à tout. M. de Titow est un homme de beaucoup supérieur, et qui sait jouer avec talent en son nom le rôle qu'on lui confie. Les vicissitudes ministérielles qui ont opéré dernièrement dans l'intérieur du divan un va-et-vient si singulier étaient plus ou moins dirigées par les conseils russes. On eût bien voulu ruiner d'avance la position de notre nouveau ministre; on avait prévenu les Turcs que la république française ne leur enverrait qu'un homme de peu. Les épaulettes du général ont été d'autant plus agréables à l'orgueil du divan: une attitude honorable a fait le reste et vaincu tous les ombrages. La crainte de l'agitation révolutionnaire, qui avait contribué à jeter le sultan dans les bras des ennemis de la réforme, a contribué de même à l'en arracher. Les bruits de révolution universelle, parvenant jusqu'aux vieux Turcs, se traduisaient pour eux, surtout dans les provinces, en un espoir de réaction. Ils songeaient au temps des janissaires. L'agitation se fût ainsi montrée, non pas à la suite des idées de progrès, mais au service de l'ancien fanatisme. On parle même d'une recrudescence d'inimitié qui soulèverait presque les musulmans de la Roumélie contre les chrétiens et contre la charte de Gulhané. Le sultan a senti de la sorte tout l'inconvénient qu'il y avait à suivre trop religieusement la politique conservatrice des Russes; mais ceux-ci avaient un moyen trop commode de rattacher la Turquie à leur influence, de l'entraîner dans la voie où il leur convenait de la garder avec eux. Ils sont entrés dans les principautés, et la Turquie, pour maintenir son droit de souveraineté en présence de cette démarche, qui le compromettait sous prétexte de l'affermir, la Turquie, condamnée à ne jamais faire ses affaires toute seule, est à son tour entrée comme entraient les Russes. Il y avait long-temps, d'ailleurs, qu'elle pouvait se tenir avertie et se préparer même à de pires occurrences. Dès le mois d'avril, la Russie retirait ses troupes du Caucase et les y remplaçait par des régimens de Cosaques chargés simplement de surveiller la frontière et d'occuper les forts; elle amenait ainsi aux bouches du Dniéper vingt ou vingt-cinq mille de ses meilleurs soldats, que sa flotte de la mer Noire pourrait en un instant porter encore ailleurs. Le divan,

très alarmé, rappela dès-lors à Constantinople les régimens de la garde dispersés en Asie mineure, et donna contre-ordre aux troupes qu'on embarquait pour Tripoli. M. de Titow avait pourtant dénoncé la mesure militaire de son gouvernement comme un gage de ses intentions pacifiques.

C'est encore avec ce langage insinuant que les négociateurs russes ont, petit à petit, rapproché leurs troupes de la frontière des principautés jusqu'à ce qu'ils n'eussent plus qu'un pas à risquer pour la franchir. Nous avons naguère, ici même, cité l'épître bienveillante adressée par M. de Nesselrode à l'hospodar Stourdza, pour le prévenir que l'intérêt dont sa majesté impériale entourait les possessions du sultan, son allié, ne lui permettraient pas d'y laisser paraître aucun des désordres du temps. Le czar a tenu parole au premier mouvement, aussitôt que les deux hospodars de Moldavie et de Valachie ont disparu dans l'essai malencontreux d'une révolution avortée. Il faut renoncer à dépeindre l'activité des agens moscovites durant tous les préliminaires de cette lutte si tôt terminée; à voir remuer le général Duhamel et M. de Kotzebüe, on s'apercevait bien que leur siége était fait. Nous plaignons sincèrement les jeunes Roumains réfugiés maintenant dans les Karpathes après cette tentative désespérée. On peut leur reprocher d'avoir appelé sur leur pays une lutte qu'il était incapable de soutenir, d'avoir voulu trop brusquement élever la masse de leurs pauvres compatriotes au niveau de l'éducation qu'ils ont eux-mêmes reçue parmi nous; mais nous concevons trop l'intolérable supplice que la condition faite à leur pays devait infliger à ces ames généreuses. Qu'est-ce qu'un hospodar roumain? C'est un gouverneur russe, qui, ayant acheté sa place à Constantinople et à Saint-Pétersbourg, contracte des obligations courantes vis-à-vis des ministres russes et de leur maison. Il a tout à côté de lui un consul russe qui lui servirait de censeur, s'il s'avisait d'une bonne inspiration, et qui, généralement, n'a rien autre chose à faire que de lui prêter aide et appui dans toutes les mauvaises manœuvres par lesquelles il peut se rendre impopulaire. C'est là le gouvernement qui vient de succomber; la Turquie obtiendra-t-elle enfin qu'on y change quelque chose en le restaurant?

Tels sont les procédés de la Russie à l'extrémité méridionale de cette ligne d'attaque dressée par sa diplomatie. Au centre, elle s'y prend d'une façon moins directe, et qui entraîne une moindre responsabilité. Ses démarches sont plus couvertes; elle n'a pas tant à travailler pour que les événemens lui profitent. Au centre sont en effet serrées ces populations slaves de l'Autriche et de la Prusse, qu'une propagande acharnée entreprend, depuis quelque années, de réunir et de confondre, en vertu des affinités d'une même race. Nous croyons qu'il y a dans le panslavisme un élan naturel et spontané, supérieur à toutes les intrigues, et qui, par conséquent, ne leur doit rien. Nous croyons même très volontiers que la Russie n'a pas l'envie positive de réunir sous son sceptre tous ces territoires, dont l'étendue matérielle contrarie fatalement l'agglomération: il n'y a que des érudits aveuglés qui puissent rêver un Nicolas empereur des Slaves. Le grand labeur moscovite, un labeur que l'on ne connaît point assez en Europe, dont on ne se figure point du tout les difficultés, c'est l'œuvre d'identification poursuivie par la bureaucratie impériale pour assimiler entre eux les élémens hétérogènes de la Russie. Cette identification comporte déjà trop d'obstacles pour qu'on veuille en ajouter d'autres. Ce qu'on voudrait donc au centre de l'Europe, comme on le veut au midi, ce serait encore une extension d'in-

fluence, non pas une agrégation matérielle de territoires, mais un protectorat spirituel et temporel. De ce côté-là, on marche au but avec bien plus de confiance que dans le midi même; on est servi par des instincts populaires qui concourent, sans le savoir, à l'accomplissement de l'œuvre politique. Les hommes de sang slave, condamnés par l'orgueil allemand à une infériorité qu'ils ont à peine secouée, se vengent en s'inspirant des théories historiques de dominateurs qui furent aussi leurs pédagogues. Préoccupés à la fois de leurs rancunes nationales et des théories de leur éducation universitaire, ils se perdent dans l'infini des ambitions de race, et ne se retrouvent qu'en renouant leur avenir à celui du glorieux Rurik, le frère aîné de tous les Slaves. Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'a qu'à laisser faire; il lui en coûte à peine quelques croix et quelques pensions pour les savans naïfs qui s'adonnent aux antiquités slaves. Il y a un petit livre, publié en 1842 par le comte de Thun, aujourd'hui gouverneur de Prague, où l'on trouve l'historique et la bibliographie de cette nouvelle littérature. Il est bien curieux de suivre là-dedans cette singulière infiltration par laquelle, de progrès en progrès, une idée scientifique, aidée de quelques réminiscences plus ou moins effacées, devient à la longue une passion populaire. On sait avec quelle effervescence cette passion slave s'est manifestée depuis la révolution de février. Les tristes événemens qui ont ensanglanté Prague au mois de juin, la guerre des Croates contre les Hongrois, sont des efforts mémorables de ces nationalités ressuscitées, de ces résurrections dans lesquelles il est si difficile de démêler ce qui est artificiel et ce qui ne l'est pas. Nous avons suivi attentivement le congrès slave de Prague : il est évident qu'il n'y avait point là d'inspiration russe qui fût dirigeante; mais nous nous demandons s'il n'aura point servi contre son gré la prééminence du nom russe. Nous pensons assurément que le ban de Croatie, le vaillant Jellachich, en guerre ouverte avec la Hongrie, ne tient point à Saint-Pétersbourg par les mêmes liens dorés que le vladika de Monténégro; mais nous déplorons ce triste conflit de nationalités qui oblige les Hongrois, menacés par les Croates, à promettre leurs troupes à l'Autriche pour la guerre d'Italie, parce qu'ils ont besoin de l'Autriche pour résister aux Croates. En fin de compte, c'est encore la cause libérale qui perd dans le monde à ce jeu-là; n'est-ce pas une raison de croire que les Russes y gagnent? M. de Nesselrode se défend beaucoup, il est vrai, dans sa récente circulaire, d'avoir où que ce soit contribué en quelque chose à la propagande panslaviste. Il est pourtant étrange que partout depuis quelques mois, du Danube à la Vistule et à la Moldau, il n'ait été question que d'agens russes arrêtés. Il y a des faits d'ailleurs que toutes les notes diplomatiques ne démentent pas; c'est ainsi que le peuple de Posen attendait une grande démonstration russe pour le jour de la Pentecôte : il fallut que l'autorité affichât dans les rues un avis portant qu'il n'y aurait point ce jour-là cette procession qu'on annonçait avec drapeaux et cocardes moscovites. D'autre part, il n'est pas rare de trouver dans les gazettes officielles de l'empire des articles officiels où l'on dit, comme dans la *Gazette d'état du royaume de Pologne* du 19 mai, que la Pologne ne doit faire qu'un même tout avec la race slave et l'empire russe; on annonce même à ce propos que le gouvernement a ordonné de traduire en plusieurs langues le petit ouvrage anonyme où cette doctrine est développée; le précieux ouvrage établit de plus que la nation russe est la branche principale de toutes celles que comprenait jadis la grande fédération polonaise. La gazette censurée de Varsovie contredit

un peu, comme on le voit, le *Journal de Francfort*, dépositaire de la note de M. de Nesselrode.

Reste enfin le nord de l'Europe, où l'autorité du cabinet de Pétersbourg, très sensible en tout temps, ne l'a jamais été comme aujourd'hui depuis les injustes exigeances signifiées par l'Allemagne à la couronne de Danemark. Tandis que l'Allemagne est très mal défendue contre la Russie par ses acquisitions polonaises, la Russie est au contraire tout-à-fait bien gardée contre l'Allemagne par ses acquisitions d'origine germanique. La noblesse de Livonie et de Courlande n'a pas le moindre caprice d'indépendance, la moindre réminiscence de patriotisme national. Elle prodigue au czar les assurances de loyauté, les témoignages de dévouement. Elle a besoin d'être Russe pour garder ses paysans; elle est Russe. Le Danemark et la Suède, poussés par le développement de leurs institutions libérales, allaient peut-être échapper plus ou moins à cet ascendant trop exclusif de la Russie; c'est l'Allemagne elle-même qui les aura rejetés sous l'ombre de la protection moscovite. Le roi Oscar n'aurait pas mieux demandé que de suivre une politique différente de celle de Charles-Jean, et ces velléités avaient, dès son avénement, causé quelque inquiétude à Pétersbourg: le terrorisme teuton l'a étroitement uni au roi de Danemark, et tous deux savent que c'est l'intervention russe qui a fait vider le Jutland aux Prussiens. Il sera très intéressant de voir si le général Wrangel, qui, pour obéir à la diète de Francfort, prétend continuer la guerre malgré son souverain, sera mis en demeure de céder aux injonctions plus efficaces d'une cour étrangère. On dirait que l'Allemagne veut à toute force provoquer au combat le monde entier, qu'elle cherche où éprouver déjà cette unité dont elle est plus fière que sûre. Les doctes professeurs qui siégent à Francfort se brouillent en un même jour, sans qu'ils y aient de regret, avec la Hollande pour le Limbourg, avec la Sardaigne pour Trieste, avec le Danemark pour les duchés, avec le Hanovre et la Prusse pour la gloire et l'empire. C'est une magnanimité trop superbe; elle n'est point expérimentée. La circulaire de M. de Nesselrode, toute pacifique qu'elle affecte de paraître, pose à notre sens plus de cas de guerre sérieux qu'il n'en faut pour amener d'un moment à l'autre le dénoûment de toutes ces bravades pédantesques. La Russie, d'après cette note du 6 juillet, n'attaquera point l'Allemagne malgré les mauvais sentimens de l'Allemagne à son égard, mais elle ne souffrira point qu'elle violente ses voisins, qu'elle « étende sa circonscription territoriale ou sa compétence légitime au-delà des bornes fixées par les traités qui l'ont constituée. »

Dans les circonstances présentes, avec les ambitions avouées de l'assemblée de Francfort, avec les oppositions séparatistes qu'elle suscite déjà, ce manifeste russe acquiert la plus haute importance. C'est une alliance offerte à tous les intérêts et même à tous les droits lésés. C'est peut-être le premier symptôme officiel de cette entente que l'on nous annonce de Constantinople; c'est le cas dont nous parlions tout à l'heure, le cas signalé d'avance, où la Russie, n'agissant plus seule en Europe, agirait enfin directement par ses armées, au lieu de travailler sous main par sa diplomatie.

Ne nous y trompons pas, la résistance efficace, définitive, et, s'il plaît à Dieu, victorieuse, la résistance qui triomphera de cette grande coalition, elle n'est ni à Francfort, ni à Berlin, ni à Vienne; elle est en France. Nous souhaitons de toute notre ame les meilleures chances aux nouveaux ministres autrichiens et prussiens. M. Hansemann et M. Milde sont des hommes de talent et de vigueur,

mais ils ne feront pas qu'ils n'aient point à défendre la Prusse contre l'Allemagne, au lieu de conduire l'Allemagne sous l'égide de la Prusse, comme ils s'en flattaient peut-être encore l'an dernier. Nous sommes très heureux de voir enfin Vienne délivrée du gouvernement puéril et des aveugles incartades de ses étudians, pour entrer dans la régularité des voies constitutionnelles; mais nous ne savons absolument pas comment les habitudes et les souvenirs de l'ancien régime allemand pourront se concilier avec les exigences de cette majorité slave que le seul ressort des institutions démocratiques a tout de suite portée dans la diète. Quant à Francfort, nous ne pouvons dire qu'une chose, c'est que la diète et son vicaire n'ont de sanction réelle à leur autorité que dans la menace permanente d'une révolte populaire contre chacun des gouvernemens particuliers de l'Allemagne. Ou les gouvernemens qu'ils dépossèdent garderont l'attachement de leurs peuples, et la diète ne sera point obéie, ou elle sera obéie, et il y aura partout épuisement ou dissolution éclatante des gouvernemens séparés. Ni l'une ni l'autre de ces deux hypothèses n'est une garantie de force commune pour l'Allemagne en péril. Qui pourrait d'ailleurs assurer que l'Angleterre, jalouse de la concurrence maritime qu'on lui prépare sur la mer du Nord, ne maintiendra point par les armes l'avis qu'elle a donné dans l'affaire des duchés? L'Angleterre souffre beaucoup en ce moment de sa plaie d'Irlande; ce n'est pourtant pas l'Angleterre qui reculera devant les moyens énergiques, et nous doutons encore que le désespoir de la pauvre Irlande aille jamais jusqu'à nécessiter l'application en grand de pareils moyens. Que l'Allemagne ne l'oublie pas, l'Angleterre s'accorde pour l'heure avec la Russie à la cour de Copenhague comme dans les conseils du sultan, et la Prusse à Copenhague donne spontanément les mains aux conclusions de ses deux vieilles alliées. Que l'Allemagne avise!

Et nous aussi tâchons enfin d'aviser, car tout ce vaste conflit diplomatique et militaire qui embrasse déjà la carte de l'Europe, c'est peut-être bien le commencement d'une partie jouée contre nous, sans avertissement préalable, par de rudes joueurs, qui voudront nous en imposer les frais. Sait-on même si l'Allemagne, domptée par la force, ou soulevée, ce qui serait pire, par l'injustice de ses propres passions, ne sera pas un instrument aux mains de ces ennemis que nous appréhendons en face de nous, un instrument peut-être volontaire? Quoi qu'il en soit, nous ne sommes pas découragés. Quand nous envisageons ainsi la situation matérielle et morale de tous nos voisins, quand nous revenons ensuite sur nous-mêmes, c'est encore en nous que nous trouvons le plus de forces vives. L'époque est mauvaise, nous le confessons : il y a bien des esprits rétrécis, bien des caractères abaissés; nous assistons à des palinodies étranges, à de pitoyables fantasmagories; nous avons eu l'air, plus d'une fois déjà, d'un peuple qui s'abandonnait lui-même, et qui, n'ayant plus de goût à vivre, se laissait mourir de la mort qu'il plaisait au hasard. Chaque fois cependant, à peine avions-nous touché le fond de l'abîme, que nous remontions par une sorte de merveilleux élan : nous nous reprenions de grand cœur à respirer, à penser, à vouloir. Voilà quinze jours mieux employés qu'on n'en avait encore vu depuis longtemps. Le vote de l'emprunt et la rapidité avec laquelle il s'effectue, la loi sur les clubs et l'adhésion générale qui accueille ces mesures répressives, enfin le beau rappport dans lequel M. Thiers a fait si bonne justice des théories spoliatrices de M. Proudhon, tels sont les événemens peu nombreux de notre histoire intérieure durant cette quinzaine. L'état de siége est pour beaucoup, sans

doute, dans la sécurité renaissante, et, nous avons quelque embarras à l'avouer, on s'en accommode avec une abnégation et une docilité qui prouvent combien on a conscience du péril auquel l'abus des libertés sans frein nous avait précipités.

Nous désirons du moins qu'il n'y ait rien de plus permanent dans cette disposition d'esprit qui fait du pouvoir absolu un joug peut-être trop agréable à nombre de nos concitoyens. Nous ne voulons pas voir un trait de caractère dans cette résignation si facile qui succède à tant d'emportemens. Nous désirons surtout que le temps approche où des moyens moins violens suffiront à préserver l'ordre et la confiance. Rétablir le travail en multipliant la circulation des capitaux, rétablir le sens public en combattant la circulation des idées fausses, ce sont là les grandes entreprises dans lesquelles la patrie doit mettre tout l'espoir qui lui reste. De ce point de vue, la loyauté généreuse avec laquelle l'emprunt s'est traité est un bon commencement. M. Goudchaux, mieux inspiré que dans la liquidation des caisses d'épargne et des bons du trésor, recueille déjà les fruits de son habileté. L'emprunt coûte cher, mais il se place. De ce même point de vue, l'on ne saurait trop louer la décision avec laquelle M. Thiers a voulu combattre de front les paradoxes malfaisans de l'adversaire qu'il a si bien saisi en flagrant délit de subtilité vaine ou perfide. La réfutation sera certainement aussi populaire qu'elle a été solennelle. M. Proudhon s'est défendu aujourd'hui contre la sentence lancée par l'assemblée. La sombre et sauvage énergie de ce plaidoyer, lu d'une voix sourde au milieu des murmures et des rires, ce mélange audacieux d'injures amères et de calculs insensés, tout ce fatras d'un talent vigoureux dévoré par la passion du *moi*, tout ce bizarre cynisme n'aura guère servi la cause perdue dont M. Proudhon s'est porté le soldat. Nous aussi nous aimons le bien du peuple et nous avons à cœur d'aider aux faibles et aux misérables qui seront toujours en ce monde. C'est pour cela que nous remercions si sincèrement les esprits éminens, les bons citoyens, qui se dévouent afin d'arracher les ames à la contagion de ces tristes doctrines.

— On sait avec quelle fermeté courageuse M. Michel Chevalier a défendu, depuis février, les vrais principes de la science économique, si étrangement méconnus par quelques utopistes. On se souvient des pages, à la fois si substantielles et si brillantes, qu'il consacrait ici même à la question des travailleurs. Aujourd'hui, M. Michel Chevalier donne la forme du livre à ses études récentes sur les théories aventureuses qui ont si cruellement agité la France. Sous ce titre de : *Lettres sur l'organisation du travail*, il aborde la plupart des questions soulevées par les divers adeptes de l'école socialiste; il oppose des faits à leurs rêveries, des argumens sérieux à leurs déclamations. Nous regrettons de ne pouvoir citer la remarquable conclusion où M. Michel Chevalier défend la cause du travail libre avec une si haute raison et une si ferme éloquence. Nous ne pouvons que renvoyer à son livre (1).

(1) Un volume in-18, chez Capelle, rue des Grés.

V. DE MARS.